

ZAIRE: STRUCTURES POLITICO-ADMINISTRATIVES ET

PRODUCTIVITE DE L'ECONOMIE NATIONALE

ILLUSTRATION PAR L'EXEMPLE DE LA REGION SHABA

Inauguraldissertation

Zur Erlangung des

Dr. rer. pol.

**an der Sozialwissenschaftlichen Fakultät der
Ludwig-Maximilians-Universität in München**

Vorgelegt vom

Magister der Staatswissenschaften

Mashidiko NGOY-MUNOKO WA NGANDU

Juli 1984

profi-druck GmbH

München



Gedruckt mit Unterstützung des
Deutschen Akademischen Austauschdienstes

Mashidiko NGOY-MUNOKO WA NGANDU

ZAIRE: STRUCTURES POLITICO-ADMINISTRATIVES ET
PRODUCTIVITE DE L'ECONOMIE NATIONALE

ILLUSTRATION PAR L'EXEMPLE DE LA REGION SHABA

Inauguraldissertation

Zur Erlangung des

Dr. rer. pol.

an der Sozialwissenschaftlichen Fakultät der
Ludwig-Maximilians-Universität in München

Erstreferent: Prof. Dr. W. L. BOHL

Koreferent: Prof. Dr. H.-D. HAAS

Tag der letzten mündlichen Prüfung: 18.07.1984

Cette thèse a été préparée sous la direction
du Prof. Dr. W. L. Bühl.

Les professeurs suivants ont apporté leur concours
à l'examen oral :

Prof. Dr. A. KONRAD (Economie politique)

Prof. Dr. H.-D. HAAS (Economie d'entreprise)

Univ.-Doz. Dr. E. ADLER (Science politique).

Président de la Commission de Promotion au Doctorat :

Prof. Dr. H. LAUFER

TABLES DES MATIERES

	page
Préface	7
Introduction	8
1 Définitions et hypothèses	16
1.1 Définitions	16
1.2 Thème central et hypothèses de travail	20
1.3 Plan de la thèse	23
2 Données du paradoxe zairois	25
2.1 But du chapitre	25
2.2 Ressources potentielles du Zaïre et la part du Shaba dans ces ressources	26
2.2.1 Préliminaires	26
2.2.2 Ressources humaines	28
2.2.3 Ressources naturelles	32
2.2.3.1 Ressources du sol	32
2.2.3.2 Ressources en eau et énergie hydro-électrique	40
2.2.3.3 Ressources du sous-sol	44
2.2.4 Ressources en capital	47
2.2.5 Résumé et questions	50
2.3 Situation économique de la population	52
2.3.1 Biens de consommation de masse	52
2.3.1.1 Denrées agricoles	52
2.3.1.2 Viande et poisson	56
2.3.1.3 Cotonnades et couvertures	63
2.3.2 Services sociaux de base	67
2.3.2.1 Réseau de communications	67
2.3.2.2 Enseignement et formation	73
2.3.2.3 Services sanitaires	80
2.4 Résumé et questions	82
3 Explications théoriques du sous-développement	84
3.1 Position du problème	84
3.2 Explications marxistes	88
3.2.1 Théories et auteurs	88
3.2.2 Commentaires	92
3.3 Explications bourgeoises	96
3.3.1 Théories du cercle vicieux	96
3.3.1.1 Théories et auteurs	96
3.3.1.2 Commentaires	101

	page
3.3.2 Théories des facteurs inhibitifs	103
3.3.2.1 Modèles écologiques	103
3.3.2.1.1 Exposés et auteurs	103
3.3.2.1.2 Commentaires	104
3.3.2.2 Modèles ethnologiques	105
3.3.2.2.1 Exposés et auteurs	105
3.3.2.2.2 Commentaires	110
3.3.2.3 Modèles culturels	114
3.3.2.3.1 Exposés et auteurs	114
3.3.2.3.2 Commentaires	117
3.3.2.4 Modèles psycho-sociologiques	121
3.3.2.4.1 Exposés et auteurs	121
3.3.2.4.2 Commentaires	126
3.3.3 Théories des phases de la croissance	130
3.3.3.1 Théories et auteurs	130
3.3.3.2 Commentaires	133
3.3.4 Théories du développement dualiste	135
3.3.4.1 Théories et auteurs	135
3.3.4.2 Commentaires	140
3.4 Résumé et questions	144
4 Cadre théorique	145
4.1 Considérations générales	145
4.2 Pluralisme ethno-culturel	149
4.3 Dualisme économique	157
4.4 Schéma d'un processus global de développement	161
5 Analyse du système zairois	162
5.1 But du chapitre	162
5.2 Bases normales des institutions politico-administratives	163
5.2.1 Bases socio-culturelles	163
5.2.2 Bases historiques	168
5.2.2.1 Poids du passé	168
5.2.2.2 Statut du Katanga	173
5.2.2.3 Réforme administrative de 1962	174
5.2.3 Bases économiques	177
5.2.4 Bases idéologiques	179
5.3 Organisation et fonctionnement du système	185
5.3.1 Elite et son rôle	185
5.3.1.1 Elite traditionnelle et elite moderne	185
5.3.1.2 Origine de l'élite moderne du Zaïre	188
5.3.1.3 Conscience politique de l'élite du Zaïre	193
5.3.2 Centralisation à outrance	199
5.3.3 Administration corrompu et vexatoire	204

	page
5.4 Résultats du système zairois	208
5.4.1 Appareil de l'Etat et la société globale	208
5.4.2 Action de l'Etat et l'économie nationale	211
5.4.2.1 Secteur traditionnel: la culture de coton	217
5.4.2.1.1 Cadre institutionnel	218
5.4.2.1.2 Structures de production	221
5.4.2.1.3 Structures des prix	227
5.4.2.2 Secteur moderne: l'industrie minière du cuivre	231
5.4.2.2.1 Cadre institutionnel	231
5.4.2.2.2 Structures de production	234
5.4.2.2.3 Structures des prix	235
5.4.2.3 Effets d'induction entre les deux secteurs	235
5.4.2.3.1 Circulation des personnes	237
5.4.2.3.2 Circulation des biens	247
5.5 Réactions des administrés	250
5.6 Résumé et questions	255
6 Schéma d'une stratégie pour le développement	257
6.1 Décentralisation politico-administrative pour une intégration nationale	257
6.1.1 Sous-territoire	257
6.1.2 Sous-système	260
6.1.3 Répartition des pouvoirs	261
6.1.4 Fonctions de surveillance et de contrôle	263
6.1.5 Avantages et inconvénients de la décentralisation	264
6.1.5.1 Inconvénients de la décentralisation	265
6.1.5.1.1 Menace de sécession	265
6.1.5.1.2 Renforcement de la gérontocratie	267
6.1.5.1.3 Insuffisance du personnel technique	268
6.1.5.1.4 Développement déséquilibré	271
6.1.5.2 Avantages de la décentralisation	272
6.1.5.2.1 Désacralisation de l'Etat colonial	272
6.1.5.2.2 Participation populaire	274
6.2 Planification décentralisée pour une intégration économique	277
6.2.1 Planification autoritaire ou planification démocratique	277
6.2.2 Objectif global et objectifs locaux	279

	page
6.2.3 Exécution du plan	282
6.2.3.1 Compétences étatiques dans le domaine économique	282
6.2.3.2 Partenaires économiques et moyens de leurs actions	283
6.2.4 Accumulation et résorption du dualisme	286
6.2.4.1 Contribution de l'industrie minière	286
6.2.4.2 Contribution de l'agriculture	287
6.2.4.2.1 1e phase d'accumulation	288
6.2.4.2.2 2e phase d'accumulation	290
6.2.4.3 Introduction des innovations	293
6.2.4.3.1 Innovations technologiques	293
6.2.4.3.2 Innovations d'organisation	293
Résumé général et conclusions principales	296
Bibliographie	312
Annexes	328

P R E F A C E

Dédicace

Ce travail est dédié à mes parents Ngandu wa Kisoke et Lunyafwa wa Mwanya, victimes d'un système colonial dont les structures inadaptées ne permirent pas la solution des problèmes de la pauvreté. Ils travaillèrent jusqu'à l'épuisement pour payer les frais de mon école.

Leur mémoire justifie aujourd'hui mon engagement dans la lutte contre ces structures.

Remerciements

Mes remerciements les plus sincères s'adressent en tout premier lieu à M. le Prof. Dr. W.L. Bühl. Sans ses conseils scientifiques et ses encouragements assidus, cette dissertation n'aurait jamais abouti à un bon résultat.

A cet heureux aboutissement a contribué aussi de façon décisive M. le Prof. Dr. H.-D. Haas.

Je ne saurais non plus oublier de penser à mes collègues de l'Université de Munich qui, lors de la préparation des séminaires, m'ont aidé à surmonter les difficultés de la langue allemande.

Je dois aussi reconnaissance à plusieurs personnes et institutions. Par exemple, M. H. Lubell du Bureau International du Travail (BIT) à Genève s'est employé à obtenir pour moi, dans le cadre du Programme Mondial de l'Emploi de cette Organisation, un contrat de recherches sur le terrain au Zaïre.

A Lubumbashi, la Générale des Carrières et Mines (GECAMINES) m'a assuré un logement pendant un an.

M. le Prof. Dr. W. von Urff à Heidelberg a été la première personne en Allemagne à témoigner de l'intérêt à ma thèse au point de pouvoir me recommander au soutien du Service Allemand d'Echanges Universitaires (DAAD).

Je remercie enfin de tout coeur Mme A. Senn-Borloz de Genève, Mme R. Rapaport de Munich, M. le Prof. Dr. P. de Laubier de Genève, M. K. Kabamba de Heidelberg, M. M. Mulongo de Lubumbashi, M. K. Zbo de Kinshasa et toutes les personnes dont le soutien amical a contribué, à un moment ou à l'autre, au succès de ce travail.

L'auteur.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548306_0003

INTRODUCTION

Objectif de la thèse

La présente thèse part d'une interrogation sur la misère matérielle¹ dans laquelle croupit la population du Zaïre. C'est une situation de sous-développement économique dans laquelle la population ne parvient pas à satisfaire ses besoins essentiels.²

Plusieurs facteurs influencent le sous-développement de l'économie zaïroise. La littérature scientifique classe ces facteurs en externes et internes. Le "volant externe" insiste sur la dépendance étrangère sous ses formes financière, commerciale, technologique, culturelle, etc... . Récemment les travaux de Van der Steen,³ Gran et ses collaborateurs⁴

-
1. Nous avouons ne reconnaître au peuple du Zaïre que le retard dans les méthodes et techniques de l'organisation et de la production des biens matériels ainsi que les conséquences qui en découlent. Nous défendons d'ailleurs ce point de vue dans les paragraphes consacrés aux effets des caractéristiques raciales, culturelles, psycho-sociologiques, etc. Il n'est plus admissible de confondre la civilisation en tant que valeur et le niveau atteint par la technique.
HIGGINS, B.-Economic Development Problems, Principles and Policies, London 1959, pp. 7 - 8 ironise avec raison en disant que, dans biens des domaines de la culture, de la civilisation et des valeurs spirituelles, il serait souvent utile de mettre sur pied un "reverse technical assistance program".
 2. Cfr infra pp. 52 - 83 les descriptions qui montrent qu'en moyenne cette population souffre des privations dans tous les domaines. Elle est loin d'atteindre le minimum de satisfaction de ses besoins tels qu'ils sont définis par les institutions scientifiques, par exemple le Bureau International du Travail - L'emploi, la croissance et les besoins essentiels; BIT, Genève 1976, p. 34 et ss. La Banque Mondiale évalue en 1975, la "ligne de pauvreté absolue" au Zaïre 80 Dollars américains par tête et par an et affirme que 80 % de la population rurale vit en dessous d'elle.
 3. VAN DER STEEN, D. - Echanges économiques extérieurs du Zaïre: dépendance et développement; Cah. du CEDAF, Nos 4 - 5/1977.
 4. GRAN, G. (edit.) - Zaïre: The Political Economy of Underdevelopment; Praeger, New York 1979.

éclairaient suffisamment la situation du Zaïre vis-à-vis de l'extérieur.

En plus une abondante littérature existe à propos des activités des sociétés multinationales, de la détérioration des termes de l'échange, de la participation au mécanisme de décisions monétaires. Bref les différentes formes de dépendance sont actuellement l'objet de débats dans le cadre du dialogue Nord-Sud pour la recherche d'un nouvel ordre économique international.

Malgré une âpre et longue polémique, une grande partie des spécialistes du sous-développement accordent une importance déterminante aux facteurs externes dans le blocage du développement économique des anciennes colonies.¹

Nous estimons que cette insistance sur l'influence des facteurs externes serait sans effet si l'on esquisse pas un pas supplémentaire pour examiner aussi les mécanismes à l'oeuvre à l'intérieur de chaque pays car "pour certains pays en voie de développement, la question principale est de savoir si les services techniques doivent être rattachés à une structure traditionnelle d'administration qui tend essentiellement à la centralisation, insiste sur la sécurité publique et sur les recettes fiscales et découpe les circonscriptions administratives en conséquence, ou bien s'ils doivent former la base d'une structure nouvelle qui remplacerait la structure traditionnelle ou se dissocierait d'elle, et dont le développement économique et social serait le critère de décentralisation principal".²

1. Cfr infra le chapitre sur les explications théoriques du sous-développement.

2. Organisation des Nations Unies, Département des Affaires économiques et sociales - Décentralisation en vue du développement national et local; Nations Unies, New York 1964.

La situation concrète du Zaïre comparée à l'orientation susmentionnée montre que même si la dépendance étrangère du Zaïre prenait miraculeusement fin, ce pays serait incapable de déclancher et de soutenir un effort de développement économique parce que d'une part, ses structures politico-administratives ne sont pas adaptées aux réalités sociales¹ ni aux buts du développement, et, d'autre part, il n'a pas une stratégie pour le développement.²

Nous essayerons donc d'expliquer³ que dans la société pluraliste qu'est la société zaïroise, la centralisation excessive du pouvoir entre les mains des dirigeants dont la conscience de l'intérêt national est faible aboutit à paralyser toute stratégie pour le développement, et que l'effort de développement doit s'orienter vers l'utilisation optimale des ressources nationales abondantes.

De cette explication découle pratiquement une proposition axée sur deux mécanismes synchroniques: transformation des structures politico-administratives et intégration économique.⁴ Il s'agit d'"une approche en (bloc) qui combine des éléments différents mais intimement liés et exige que ces éléments soient introduits conjointement, ..." car pour

-
1. Dans le sens de l'expression de DURKHEIM, E. - Regeln der soziologischen Methode; Neuwied 1961, S. 114.
 2. Dans une série de documents, notamment la "Stratégie de Monrovia" de février 1976, la "Déclaration de Kinshasa" 1980, l'Organisation de l'Unité Africaine recommande aux Etats africains d'adopter, entre autres, un processus autocentré de développement. A notre avis, le Zaïre ne peut appliquer ce processus, pourtant juste, sans changement profond de ses structures.
 3. GIROD, R. - Le passage de la description à l'explication dans le cadre de la Sociologie concrète, Extrait de Cahiers internationaux de Sociologie, Nouvelle Série (sans date ni No) affirme, avec raison, la nécessité de quantifier les phénomènes sociaux pour dégager les tendances qu'il faut expliquer.
 4. Par intégration économique, il faut entendre un ensemble de mesures d'orientations et d'actions économiques qui se traduisent par la réduction de l'asymétrie entre les fonctions des secteurs moderne et traditionnel au Zaïre.

"satisfaire les besoins essentiels minima des pauvres en l'espace d'une génération, (il faut impliquer) à coup sûr des réformes de structure et un changement radical des lignes d'action".¹ La synchronisation de deux mécanismes dans le cadre d'un plan de développement tend à relier les catégories non-économiques et économiques dans un même processus dynamique.²

(1) Il faut une transformation des structures institutionnelles dans le sens d'une décentralisation du pouvoir politique et financier au profit d'entités constituées sur des bases objectives, c'est-à-dire que, dans le cadre d'un Etat zairois, il conviendrait de prendre en considération des unités "qui correspondent à l'extension spatiale d'une formation sociale bien caractérisée dont les facteurs de cohésion interne comptent plus que ses relations avec le reste du pays et dont les contradictions internes pèsent moins politiquement que celles qui la lient à l'appareil d'Etat".³

C'est, à notre avis, le relâchement des tensions entre l'Etat zairois et les différents groupes sociaux d'une part, et entre ces groupes d'autre part, qui pourrait favoriser l'intégration nationale.⁴

(2) Il faut une intégration économique par l'absorption du chômage déguisé qui règne dans le secteur traditionnel de

1. Bureau International du Travail - op. cit. p. 76.

2. MYRDAL, G. - Asian Drama. An Inquiry into the Poverty of Nations, Pinguin, New York 1968, pp. 1859 - 1915.

3. LACOSTE, Y. - Géographie du sous-développement, 3e édition; PUF, Paris 1976, p. 51.

4. Nous entendons "intégration nationale" dans le même sens que FRIEDMANN, J. - Influence de l'intégration sociale sur le développement in Diogené, janvier-mars 1961, No 33, pp. 80 - 104 qui parle d'une prise de conscience sur le plan national se traduisant dans l'unité de valeurs au point que le concept de nation devient une réalité psychologique effective.

subsistance. Dans le cas du Zaïre, le développement économique se mesurera par le degré de l'intégration économique, c'est-à-dire, en fin de compte, par l'amélioration de la productivité.

Le processus d'intégration économique envisagé recourt à la mobilisation des ressources abondantes en hommes et en nature, mais l'on comprend que cela n'est faisable que dans le cadre d'entités dont ces hommes se sentent réellement responsables. En fin de compte, l'on soutient même que le double objectif de l'intégration nationale et du développement économique constitue le critère pour la légitimité de tout gouvernement.¹ Pour le Zaïre ayant accédé récemment à l'indépendance politique et sous-développé, ce critère est très intéressant car la construction de la nation et la lutte contre la misère sont des aspects vitaux qui devraient influencer toute action politique.

Méthode et techniques

Pour étudier le sujet, j'ai adopté une démarche méthodologique conciliant deux approches aux connotations philosophiques pourtant opposées: l'examen du contexte et l'interrogation des acteurs.

La première approche a consisté d'abord, en une consultation de la littérature théorique, des documents et rapports des services publics et des entreprises du pays, en deuxième lieu en un séjour de deux années "d'enquête sociale".²

1. NYE, J. J. - Corruption and Political Development: A Cost-Benefit Analysis in American Political Science Review, 61 No 2 June 1967, pp. 217 - 227.

2. ABRAMS, M. - Social Survey and Social Action, cité par Mc Culloch dans UNESCO (ed.) - Aspects sociaux de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique au Sud du Sahara; UNESCO, Paris 1956, p. 62.

La seconde approche a utilisé, en premier lieu, une enquête avec questionnaire rétrospectif¹ menée auprès d'un échantillon des travailleurs dans la zone minière du Shaba sur les caractéristiques psycho-sociologiques; ensuite, un entretien en profondeur avec les informateurs ayant "le maximum de la conscience sociale possible"² a eu lieu sur les différents problèmes de la société et de l'économie.

Limitations

Les précisions sur l'objectif de la thèse tracent déjà les contours de celle-ci dans la problématique de l'étude du sous-développement. Il y a ensuite les limitations qui résultent d'une compétence d'essai qui devient une véritable gageure lorsqu'il s'agit d'un travail qui n'est pas une pure compilation.

A ces limitations personnelles s'ajoutent quelques autres:

- En effet, dire qu'il faut une transformation du système ne signifie pas que cette transformation se produise. Et en ce qui concerne les voies et moyens de changement dans le cas concret du Zaïre, nul ne peut être prophète et dire s'il résultera de la poussée révolutionnaire du peuple ou de la volonté réformatrice des dirigeants. Tout en rédigeant ce travail, nous sommes en même temps persuadé que "The Enlightenment assumption that people in power need only to be shown the truth in order to do the

1. HAERINGER, Ph. - L'observation rétrospective appliquée à l'étude des migrations africaines. Cahiers ORSTOM, Science humaines, Vol. V, 2, Paris 1968.

2. GOLDMANN, L. - Marxisme et sciences humaines; Gallimard, Paris 1970, pp. 121 - 128.

right thing is unacceptable"¹ et l'histoire de la politique récente du Zaïre prouve ce point de vue.

- En plus, ne pas considérer l'influence des facteurs externes dans le scénario de changement est une grande limitation de cette thèse. Tout le monde sait que le Congo, dès sa naissance jusqu'à ce jour, est un gâteau alléchant pour les puissances étrangères qui sont déjà à plusieurs reprises intervenues et ont noyé quelques fois dans un bain de sang des tentatives qui ébauchaient un dialogue national. L'abandon de ces facteurs ne doit pas être compris comme un jugement sur leur importance, il nous a fallu un choix.
- Notre choix du "volant interne" part de la conviction que "attribuer toutes les difficultés des pays sous-développés au colonialisme, à l'impérialisme envisagés comme une force extérieure, c'est participer au camouflage du rôle essentiel que les privilégiés autochtones ont joué depuis la conquête coloniale, depuis l'Indépendance et qu'ils jouent de plus en plus aujourd'hui".² En d'autres mots, cela veut dire qu'une élite nationale peut exercer une influence importante pendant un temps plus ou moins long sur l'histoire de tout un peuple.
- Enfin, pour exprimer les résultats de la recherche, nous nous servons beaucoup des mots, nous utilisons aussi quelques signes synoptiques (tableaux, graphiques et figures). Nous ne recourons pas aux abstraitismes universitaires ni aux expressions algébriques, car notre pré-

1. HOROWITZ, I. L. (ed.) - The Rise and Fall of Project Camelot: Studies in the Relationship Between Social Science and Practical Politics; The M.I.T. Press, London 1967, p. 33.

2. LACOSTE, Y. - op. cit. p. 283.

tention est que, si la thèse était traduite en langues zairoises, elle devrait être comprise, en grandes lignes, à la simple audition.

A cause de l'imperfection de différentes sources statistiques, il arrivera souvent que les chiffres, pour une même rubrique, varient d'un tableau à l'autre; ainsi ce qu'il faut considérer comme sûr c'est l'ordre de grandeur.

Remarques

A cause de l'imperfection de différentes sources statistiques, il arrivera souvent que les chiffres, pour une même rubrique, varient d'un tableau à l'autre; ainsi ce qu'il faut considérer comme sûr c'est l'ordre de grandeur.

Pour respecter la vérité historique, les anciennes dénominations sont utilisées pour les événements révolus avant le changement de noms dans le cadre de l'authenticité zairoise. Pour trouver les équivalences il faudra consulter la liste en annexe.

1 DEFINITIONS ET HYPOTHESES

1.1 DEFINITIONS

Le titre de la thèse mentionne deux notions auxquelles il est possible de prêter les sens les plus divers. Il paraît donc nécessaire de préciser celui que nous leur donnons.

En fait, qu'est-ce que le sous-développement? C'est un état de fait historique qui renferme une réalité sociale complexe rendant toute définition globale très malaisée. Du point de vue conceptuel;¹ la littérature spécialisée abonde en tentatives pour le définir.² Mais la complexité en est telle qu'on peut approcher le sous-développement sous différents angles de vue, par exemple sémantique, spacial, historique, descriptif, etc³ ... et en se réclamant de diverses disciplines de sciences humaines.

Aux difficultés qui découlent de l'optique méthodologique et de la spécialisation du chercheur s'ajoutent celles inhérentes à la différence de caractéristiques tant ethniques, géographiques que politiques relatives aux pays étudiés.⁴ Chaque fois, il est possible de dégager une ou plusieurs définitions.

-
1. Dans le sens de l'expression de VIAUD, G. - L'Intelligence, son évolution et ses formes, Paris 1956, p. 70 qui parle de "symbole abstrait et général qui est la somme de toutes les connaissances que nous possédons sur une classe de choses ou d'êtres".
 2. GENDARME, R. - L'Economie de l'Algérie, Colin, Paris 1959, mentionne plus d'une vingtaine de définitions tirées de la littérature contemporaine, pp. 8 - 10.
 3. FREYSSINET, J. - Le concept de sous-développement, Mouton, Paris 1966, pp. 3 - 22.
 4. PAAUW, D. S. and FEI, J. C. H. - The Transition in Open Dualistic Economies, Yale Univ. Press, New Haven 1973, pp. 83 - 88.

Mais étant donné qu'une définition n'est, en fin de compte, qu'une délimitation d'un sujet afin d'en faciliter l'analyse, il nous paraît utile d'opter pour celle permettant de mesurer le phénomène que nous nous proposons d'étudier. Dans ce cas précis nous considérons le revenu national par tête et par an comme un indicateur valable.¹ Cet indicateur est adopté aussi par l'ONU et les organisations affiliées. C'est en se basant sur ce critère que Reutlinger² établit la démarcation entre les pays sous-développés et les pays développés, la fameuse "ligne de pauvreté" qui était en 1976 d'environ 300 dollars des Etats-Unis de revenu par tête et par an. La Banque Mondiale utilise la même méthode du revenu par tête.³

Nous définissons donc le sous-développement économique comme un état ou un système social dans lequel le revenu national par tête et par an, à un moment donné, est en dessous d'un montant conventionnel. Et nous étudierons alors les facteurs qui font que ce système soit ainsi et les conditions de son changement.

Nous appelons système "die Ganzheit, in der wir Strukturen entdecken und untersuchen".⁴ Il faut mentionner qu'une structure est un tout objectif, dans ce sens que les éléments qui la composent sont régis par le principe de l'interrelation universelle. La modification d'une quelconque des structures agit sur l'ensemble du système.

1. Il y a parfois des cas aberrants dans lesquels un autre indicateur serait mieux adapté. Par ex. l'Arabie saoudite et les autres pays exportateurs de pétrole sont dans ce cas. Mais le revenu par tête et par an nous paraît refléter assez bien le niveau atteint par la productivité de l'économie.

2. REUTLINGER, S. and SELOWSKI, M. - Malnutrition and Poverty; BRD, Washington 1976.

3. Cfr infra p. 8, note 2.

4. WIESER, W. - Organismen, Strukturen, Maschinen; Fischer-Bücherei, Hamburg 1959, S. 12.

Les structures impliquées dans un système sont de nature très diverse. Certaines sont tellement complexes qu'elles forment des sous-systèmes, et d'autres tellement simples qu'on peut les qualifier des sous-structures. Certains auteurs établissent des priorités entre les structures, ils parlent des structures déterminantes et structures déterminées.

Sans préjuger sur la discussion de la question de savoir lesquelles sont primordiales et lesquelles ne le sont pas,¹ nous considérons davantage, en rapport avec notre objectif

-
1. Une polémique interminable divise la plupart des théoriciens sur la manière d'interpréter le processus de marc et en avant de l'humanité, et, bien sûr, sur les méthodes d'intervenir dans ce processus. En gros, certains affirment le caractère déterministe du développées forces productives et des rapports sociaux qui en dérivent, d'autres soutiennent que c'est l'éthique de l'homme qui oriente le développement matériel.

C'est ainsi que d'un côté:

MARX, K. - Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie, Europ. Verlagsanstalt, Frankfurt a. M. 1967

écrit, à propos des relations de productions: "La totalité de ces rapports forme la structure économique de la société, la base réelle sur laquelle s'élève une superstructure ..." (C'est nous qui soulignons).

Et plus amplement:

ENGELS, F. - Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wirtschaft. (AAnti-Dühring"), Dietz, Berlin 1971

affirme que les "classes de la société luttant entre elles étaient en tous temps le fait des rapports de production et d'échange, c'est-à-dire des (rapports économiques) de leur époque; que, par conséquent, la structure économique de la société, dans chaque cas concret, constitue la base réelle dont les propriétés expliquent en dernière instance toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, de l'idéologie religieuse, philosophique, etc ... de chaque période historique".

(La parenthèse est d'Engels et c'est nous qui soulignons).

De l'autre côté:

WEBER, M. - Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus, Mohr, Tübingen 1934

soutient que la théorie calviniste de la prospérité dans la vie terrestre comme preuve d'être un élu du ciel est la cause principale de l'apparition du capitalisme.

DAHRENDORF, R. - Class and Class Conflict in Industrial Society; Stanford Univ. Press, Stanford 1959, p. 119 - 124

aussi déclare: "La structure sociale d'une société est la base pour l'organisation et la vie sociales et est l'élément essentiel qui influence et détermine les autres aspects de la société".

du départ, les structures politico-administratives.

Bühl¹ fait une juste critique de ces démarches qui relèvent d'une sociologie symétrique simplificatrice alors que les réalités sont plus complexes. La polémique entre les adeptes du matérialisme historique et les auteurs qui s'y opposent nous paraît aussi stérile dans le cas du Zaïre si l'on n'examine pas la nature, l'agencement et le fonctionnement des structures concrètes de façon à préciser les effets qu'elles exercent, parfois pendant une période déterminée, sur l'efficacité économique du système.

1. BOHL, W. L. - Evolution und Revolution, Goldmann, München 1970.

1.2 THEME CENTRAL ET HYPOTHESES DE TRAVAIL

Le thème central autour duquel tourne l'argumentation est le suivant: "La Zaire est un pays potentiellement riche car sa population est jeune et nombreuse et ses ressources naturelles abondantes et variées. Cependant ce pays reste sous-développé et n'a même pas déclenché le processus du démarrage économique.

Contrairement à certaines affirmations, cet état de chose ne pourrait s'expliquer totalement par le recours aux théories de prétendus cercles vicieux de la pauvreté, à celle de facteurs inhibitifs d'ordre ethnique, culturel, psychologique, etc ... ou à celles de décalages historiques des phases de croissance. Le sous-développement du Zaire est plutôt à mettre en relation étroite avec la mauvaise exploitation d'une société pluraliste et cela a comme conséquence le retard de l'intégration nécessaire d'une économie dualiste. Ces contradictions ainsi que leurs conséquences sont le plus clairement constatables au Shaba où une migration intense a créé des conditions d'affrontements socio-politiques et où une industrie minière de pointe a accentué l'écart entre les structures économiques en présence. Il nous paraît nécessaire de considérer le pluralisme social et le dualisme économique comme base réelle pour réorganiser les structures politico-administratives du Zaire afin qu'il soit en mesure d'assumer les tâches du développement économique".

Pour rendre le thème opérationnel, nous le décomposons en quelques hypothèses de travail. L'enchaînement de celles-ci donne aussi le plan de la thèse.

- Le Zaire possède des ressources potentielles humaines et naturelles en suffisance. Pourtant son économie stagne depuis une vingtaine d'années, et même régresse dans certaines branches de production.

- Des interprétations théoriques ont attribué abusivement, à notre avis, un rôle prépondérant aux caractéristiques ethniques, culturelles, psycho-sociologiques, etc ... pour expliquer le retard du développement.
- D'autres analyses ont heureusement approché la réalité et indiqué que l'explication du sous-développement serait à chercher, entre autres, dans l'existence et la non intégration de deux secteurs dualistes.
- Dans le cas du Zaïre, les théories du développement dualiste doivent être complétées par celles du pluralisme social.
- C'est la mauvaise exploitation de ce pluralisme social qui produit les contradictions secondaires nocives parmi lesquelles nous pouvons citer le népotisme, le tribalisme, le régionalisme, etc ... et l'incompétence qui en découle.
- Le Shaba est un exemple typique de l'existence au Zaïre d'une société pluraliste et d'une économie dualiste.
- Une politique de développement au Zaïre devrait viser, en conséquence, une bonne exploitation d'une société pluraliste et une intégration d'une économie dualiste en vue d'accroître les capacités nationales de production.
- L'application d'une telle stratégie de développement exige une alliance nationale pour définir les objectifs réalistes, les modalités et étapes de réalisation ainsi que l'intervention d'un gouvernement démocratique, stable et intègre.
- L'exploitation du pluralisme social devrait se baser sur une méthode dialectique qui consisterait en une décentralisation socio-politique en vue de réaliser l'intégration nationale. Cette décentralisation devrait rendre chaque

unité constituée autonome et responsable chez elle de sa contribution financière au développement de la nation zairoise.

- L'intégration économique devrait adopter les modèles qui prônent l'introduction des innovations techniques dans les deux secteurs afin d'y améliorer la productivité qui, à son tour, grâce à la stabilité relative des salaires, entraîne l'accumulation du capital dans le secteur moderne pour lui permettre d'absorber peu à peu le chômage ouvert et déguisé dans le pays.

1.3 PLAN DE LA THESE

Pour satisfaire les exigences académiques, nous avons adopté un plan qui respecte les grandes étapes d'une recherche empirique en sciences sociales. Nous rencontrons ainsi les niveaux des réalités sociales et économiques, de l'explication théorique par la littérature scientifique, du cadre théorique adapté au cas d'espèce, de l'analyse des données récoltées et, enfin, la proposition de solutions.

Plan plus en détail:

- Après l'introduction qui porte sur l'objectif et la méthodologie, vient une tentative de définir les termes contenus dans le titre de la thèse (chap. 1).
- A ces définitions fait suite un exposé sur les ressources potentielles du Zaïre et la part du Shaba dans ces ressources (chap. 2).
- Le paradoxe entre la misère matérielle et les ressources potentielles conduit au chapitre suivant qui concerne les explications théoriques du sous-développement par les différentes écoles de pensée (chap. 3).
- Les commentaires sur les différentes théories mettent en évidence l'applicabilité limitée des modèles proposés dont aucun ne tient compte de la situation spécifique du Zaïre. Cette situation concrète aide à préciser un cadre théorique dans lequel le sous-développement de ce pays peut être appréhendé plus correctement (chap. 4).
- Ensuite nous fournissons des éléments récoltés sur le terrain, notamment sur les sources du conflit de loyauté dans une société pluraliste, sur l'action d'une élite dont la faible conscience de l'intérêt national ne favorise pas l'intégration d'une économie dualiste et sur l'accroissement du dualisme (chap. 5):

- Enfin, le niveau des propositions de solutions apparaît avec le dernier chapitre (chap. 6). En effet de la comparaison entre les explications de la littérature et du cadre approprié d'une part, et, d'autre part les résultats de nos recherches, nous tirons quelques leçons qui peuvent constituer une orientation pour une stratégie globale de développement économique du Zaïre.

2 DONNEES DU PARADOXE ZAIROIS

2.1 BUT DU CHAPITRE

Ce chapitre poursuit un double but, tout d'abord une description nous présente l'abondance des ressources potentielles humaines et naturelles du Zaïre, surtout dans la région du Shaba. Puis une seconde partie montre, par des exemples chiffrés, comment ce pays, malgré ses ressources, s'enfonce toujours davantage dans la pauvreté et dans l'endettement interne et externe. Ces situations juxtaposées mettent en évidence le paradoxe existant au Zaïre, à savoir un pays potentiellement riche où la population vit de plus en plus misérablement.

2.2 RESSOURCES POTENTIELLES DU ZAIRE ET LA PART DU SHABA DANS CES RESSOURCES

2.2.1 Préliminaires

Le Zaïre a les dimensions d'un continent.

La superficie est de 2 344 885 km². Il est le troisième pays en Afrique, pour la superficie, derrière le Soudan (2 500 000 km²), et l'Algérie (2 381 000 km²). Il est suivi par la Libye (1 759 000 km²). Si l'on tient compte du fait que les deux pays qui lui disputent le record sont occupés en grande partie par un désert inhospitalier qui, dans l'état actuel de la technologie, est sans valeur, il n'est pas abusif alors de dire que le Zaïre est le premier pays d'Afrique en superficie économiquement utile.

On décompose cette surface à peu près de la façon suivante:

Forêts, dont les 2/3 économiquement

exploitables	102 300 000 ha = 43,6 %
Terres cultivées	2 300 000 ha = 1,0 %
Pâturages permanents	2 300 000 ha = 1,0 %
Savanes, montagnes, rivières, lacs	127 600 000 ha = 54,4 %

Le Zaïre est dix fois plus grand que l'Allemagne fédérale, et représente 80 fois la Belgique (30 500 km²), ancienne métropole.

Le Shaba avec ses 496 965 km² constitue 21,2 % du territoire national. Cette région est la deuxième en étendue après le Haut-Zaïre. C'est donc une région qui représente plus de 16 fois la Belgique ou la Suisse et plus de 2 fois l'Allemagne fédérale.

Le Zaïre est situé à cheval sur l'Equateur. Au Sud, il frôle les 13°30' de latitude et au Nord les 5°15'.

A l'Est et à l'Ouest, il atteint respectivement les 31° et les 12°30' de longitude à l'Est de Greenwich.

Il occupe la quasi-totalité du Bassin du Congo, à l'exception des affluents qui coulent au Congo Brazza et dans la République Centrafricaine ainsi que des sources de certaines rivières, notamment le Kwango et le Kasai, en Angola. La configuration est celle d'une immense assiette qui comprend, à l'ouest, la basse chaîne de montagnes, les Monts de Cristal, au Centre une vaste cuvette, et à l'est les hautes chaînes de montagnes, les montagnes du Graben d'effondrement africain.

La cuvette centrale, inclinée d'est en ouest, est délimitée approximativement par une chaîne qui part de la bordure du lac Kivu pour y revenir en passant par Ilebo-Lubefu-Kasongo-Shabunda-Mombasa-Buta-Gemena et Mbandaka. L'altitude moyenne de cette cuvette est de 450 m. Par exemple, l'altitude est de 370 m à Mbandaka, 350 m au Kwa, tandis qu'elle est de 456 m à Kindu et de 428 m à Kisangani.

Le bord occidental de la cuvette est formé des Monts de Cristal qui entrecoupent le fleuve Zaire en formant ainsi plusieurs cataractes dont la dénivellation a permis la construction du barrage d'Inga. Ces Monts isolent une forêt au micro-climat maritime, la forêt du Mayumbe.

A l'est s'allonge la chaîne de montagnes Virunga. C'est dans cette chaîne que l'on rencontre les plus hauts sommets d'Afrique, tels que le Ruwenzori (5 119 m) et le Karisimbi (4 508 m) recouverts de neige éternelle. Le sud de cette chaîne s'élargit pour former au Shaba des sommets plus arrondis, les Monts Mitumba, et de hauts plateaux entre 1 100 et 1 700 m de Kundelungu, de Biano et de Lunda ainsi que les savanes soudano-zambésiennes dans le sud-est du Shaba.

Au nord et au sud de la cuvette, le relief s'élève lentement pour former les savanes guinéennes, des Uêlès, d'une part et d'autre part, les savanes guinéennes du Bandundu, de deux Kasai et du Nord Shaba.

2.2.2 Ressources humaines

Les immensités du Zaïre sont, bien qu'inégalement, toutes occupées. Il n'existe pas un seul hectare, surtout dans la partie des savanes, dont ne se réclame une entité humaine (clan, lignage, tribu, etc).

Selon le recensement administratif de 1970, la population du Zaïre s'élevait à cette date à 21 637 876 habitants dont 932 042 étrangers. Le Zaïre disputait alors à l'Afrique du Sud la quatrième place parmi les pays les plus peuplés d'Afrique. Il est précédé par le Nigéria (76 millions), l'Egypte (38 millions) et l'Ethiopie (28 millions).

Le tableau 1 présente les grandes caractéristiques des ressources humaines du Zaïre. Il en ressort d'abord que la population afflue vers les centres urbains. Sur une période de vingt ans, le pourcentage des citadins a plus que doublé.

Le doublement des résidents en ville alors que pendant la même période la population totale ne s'est accrue que d'un peu plus d'un tiers ne peut être mis sur le compte de l'augmentation naturelle par les naissances mais bien sur celui de l'exode rurale.

Le plus grand bénéficiaire de ce mouvement est assurément la capitale. Les régions émettrices de la population adulte de Kinshasa sont, en 1970, dans l'ordre, le Bas-Zaïre (34,3 %), le Bandundu (32,4 %), l'Equateur (11,9 %), le Kasai occidental (11,1 %). Le Shaba n'y intervient que pour 1,8 %. L'exode rurale peut s'expliquer par la conjonction de deux phénomènes, d'une part le manque d'opportunité d'obtenir un emploi dans les régions rurales où 80 % de gens vivaient en 1980 dans la pauvreté absolue, et d'autre part la suppression des tracasseries et contrôles imposées jadis par l'administration coloniale à la circulation des indi-

gènes.¹

Tous les centres urbains du pays jouent le rôle de relais dans la course vers Kinshasa dont les rythmes de la musique des bars résonnent, grâce à la popularisation de la radio, jusque dans les coins les plus reculés du Zaïre. A la vérité, les nouveaux venus à Kinshasa constatent bien vite qu'ils ne peuvent y trouver un emploi pour gagner l'argent nécessaire pour visiter ces bars. Mais à l'idée que leur retour au village serait interprété comme un échec et provoquerait une risée générale, ils préfèrent alors se replier dans les bidonvilles environnant la capitale.

La population du Zaïre est très jeune. Le tableau 1 indique la structure par âge de la population.

En considérant cette pyramide d'âges et si l'on tient compte de l'âge légal à la retraite qui est fixée à 64 ans, on peut constater qu'au moins 59 % de la population sont en âge de travailler. Il faut d'ailleurs noter que, dans le secteur traditionnel, les enfants, entre 5 et 15 ans qui ne vont pas à l'école, forment une main-d'oeuvre d'appoint pour certains travaux agricoles.

La population adulte, c'est-à-dire de 15 à 64 ans, est très sous-employée. Le taux de participation sur une période de vingt ans a même reculé, passant de 46,3 en 1960 à 41,1 en 1980. Si alors l'on considèrait ce taux comme un critère du développement économique, l'on devrait dire ici que le Zaïre est en régression pendant cette période.

1. MPINGA, H. - Les mécanismes de la croissance urbaine en République Démocratique du Congo in Etudes Congolaises, No 3 juillet-septembre 1968, p. 97.

Tableau 1: Caractéristiques de la population

Année	Popul. tot.	Population en %		Structure par âge en %			Taux de particip. de la popul. de 15 à 64 ans	Taux de pauvreté absolue en %	
		urbaine	rurale	0 - 14	15 - 64	65 et +		urbaine	rurale
1960	17 756 000	15,7	84,3	44,1	52,9	3,0	43,3	-	-
1970	21 638 000	21,6	78,4	44,3	52,9	2,8	43,7	-	-
1980	28 291 000	34,0	66,0	44,7	52,5	2,9	41,1	-	80,0

Source: Rapports de la Banque Mondiale

Evidemment il nous faut mentionner que dans les agglomérations urbaines, une proportion non encore précisée de personnes pratiquent une activité indépendante, artisanale ou de petit commerce.¹ Le reste vit en chômage, ouvert ou déguisé dans les villes et en milieu rural. A Lubumbashi, par exemple, le chômage ouvert est resté permanent pendant l'année où l'auteur y a séjourné.

La lecture de ce tableau 1 montre à l'évidence que la population du Zaïre s'accroît à un taux élevé, de 2,7 pour 1000 en 1980, c'est-à-dire qu'elle est capable de soutenir un effort de développement en apportant, au besoin, une main-d'oeuvre supplémentaire. En 1980 cette population compte plus de 44 % de jeunes de moins de 15 ans et sa fraction adulte est condamnée à un sous-emploi de l'ordre de 58 %. En plus, la population est assez bien partie sur l'étendue du territoire à l'exception des plateaux du Shaba et de la forêt équatoriale.

Il est permis de conclure que ce ne sont pas les ressources humaines qui font défaut au Zaïre, du moins en ce qui concerne la quantité.² Mais le travail n'est qu'un des facteurs de production, alors faut-il accuser la pauvreté des ressources naturelles zaïroises comme cause du sous-développement du pays?

-
1. Il serait intéressant d'organiser une enquête dans quelques villes du Zaïre, comme cela a été fait par le B.I.T. dans quelques villes d'autres pays africains pour déterminer l'importance du secteur non structuré.
 2. Nous abordons le problème de la qualité professionnelle des ressources humaines dans le paragraphe relatif à l'enseignement et la formation.

2.2.3 Ressources naturelles

2.2.3.1 Ressources du sol

Les variations de latitude et d'altitude donnent au Zaïre un climat d'une grande richesse du point de vue végétation et hydrographie.

La végétation peut se classer en quatre unités géographiques:

- la forêt équatoriale, les galeries forestières et les forêts de montagnes de l'est,
- les savanes guinéennes,
- les savanes soudano-zambésiennes et
- les savanes de l'est montagneux.

Autour de la forêt équatoriale s'étalent au nord et au sud les savanes tropicales dites guinéennes à deux saisons et soudano-zambésiennes à quatre saisons, une de pluie et une sèche, alternantes (la saison sèche s'accroît avec l'éloignement de l'équateur). Dans les savanes du sud, par exemple, au nord du Shaba, la saison sèche n'est que de quatre mois, pour les savanes guinéennes, alors qu'elle est de sept mois dans le sud de cette région dans les savanes soudano-zambésiennes.

Les savanes dites guinéennes du nord Shaba sont de vastes zones au relief peu accentué. Elles correspondent à peu près aux bassins supérieurs du Lualaba, de la Lomami et de Bushimaie.

L'étude de la production agricole au Zaïre doit tenir compte de l'existence de deux groupes de producteurs: les cultivateurs traditionnels et les planteurs modernes. L'agriculture traditionnelle concerne principalement les denrées alimen-

taires tels que maïs, manioc, bananes plantain, riz etc ... et aussi le petit bétail ainsi que quelques têtes de gros bétail. Les villageois utilisent très peu ou pas de capital - et donc pas d'innovations techniques - et consomment une grande proportion de leurs produits. L'agriculture de plantation est essentiellement orientée vers l'exportation des produits tels que café, thé, caoutchouc, huile de palme et palmiste, cacao, cannes à sucre et quelques plantes médicinales. Il s'agit d'une agriculture de grande surface utilisant beaucoup de capital. Les planteurs pratiquent aussi l'élevage du gros bétail.

Entre ces deux groupes, la culture du coton joue un rôle particulier, dans ce sens que le coton, bien que cultivé par les villageois, est totalement destiné à la commercialisation; c'est pourquoi nous l'avons retenu d'ailleurs pour illustrer les mécanismes en jeu.¹

Statistiquement nous ne séparons pas ces groupes, mais la réflexion se rapporte davantage à l'agriculture traditionnelle qu'à celle de plantation.

Les savanes sont les étendues par excellence pour la culture des principales denrées alimentaires de base pour les populations zairoises. On y cultive en rotation notamment le maïs, le manioc, l'arachide, le riz, etc. et deux autres cultures industrielles, le coton et le tabac.

Nous pouvons faire voir les potentialités de ces cultures par l'étude d'une seule denrée, du fait que la plupart des denrées se cultivent en association ou en alternance. Ainsi nous consacrons quelques lignes au maïs sur lequel nous avons pu disposer d'informations substantielles.

1. Cfr infra pp. 217-231

Le maïs est cultivé surtout dans les savanes du sud, du Bandundu, au Shaba en passant par les deux Kasai. Pour cette denrée, il existe malheureusement un déficit persistant depuis quelques années. Et cependant les possibilités de culture ne manquent pas. En effet, l'on peut considérer que la moitié de Bandundu, les deux Kasai, les deux tiers du Shaba ainsi que plusieurs galeries forestières sont propices à la culture du maïs.

Dans le Shaba, les zones du Nyunzu, Kongolo, Kabalo, Kabongo et Kaniama possèdent de très bonnes terres pour la culture du maïs.

Ces zones totalisent une étendue de plusieurs milliers d'hectares. Il est vrai que cette bande de maïs est diversement peuplée. On relève de fortes densités (de 25 habitants et plus par km² en 1970) dans les zones de Bulungu, de Mwene-Ditu et de Gandajika. Les densités sont moyennes (15 - 25 habitants) dans celles de Mani-Manima, d'Idiofa, de Bemaba, de Kazuma, de Dibaya et de Luiza. Partout ailleurs et au Shaba, la densité est inférieure à 15 habitants/km². Ce phénomène a des aspects positifs et négatifs, le tout dépend de la combinaison de facteurs de production adoptée. On peut, en effet, considérer soit que la faible densité favorise une culture mécanisée extensive soit qu'elle traduit la difficulté de trouver la main-d'oeuvre agricole nécessaire.

La plupart des écrits sur les pays sous-développés semblent d'accord qu'une forte densité de population est un handicap au développement surtout qu'elle pose de façon aigue le problème de la réforme agraire. Force nous est donc de supposer que la dispersion de la population au Zaïre est un atout. En tous cas, nous démontrerons, par ailleurs, que les Baluba qui habitent cette bande de maïs sont fortement sensibles aux stimulations matérielles et seraient certainement disposés à cultiver cette denrée, si les contraintes négatives en étaient supprimées.

Les rendements par hectare dans les zones circonscrites sont très faibles. Ils sont de l'ordre de 500 - 660 kg par ha. Et quand on sait qu'une famille avec ses instruments aratoires primitifs ne peut cultiver plus de 2 ha, on se rend compte de l'ampleur de l'effort. Mais ces rendements ne sont pas imputable à la qualité du sol car les sols similaires, en Zambie par exemple, les rendements sont 4 000 - 5 000 kg par ha. Les raisons de cette faible productivité dans l'agriculture zairoise nous les analysons dans le paragraphe relatif à la culture du coton au Shaba. Si la productivité était améliorée,¹ le potentiel du sol zairois permettrait de résoudre le problème du déficit dans la production des céréales, comme le maïs et des autres denrées.

Un de ces autres denrées alimentaires pour les Zairois est le manioc. Il est cultivé et consommé dans toutes les zones de la savane. Aucune partie du pays n'est vraiment spécialisée dans sa culture. Seule la proximité d'un grand centre consommateur détermine l'ardeur avec laquelle il est cultivé. C'est ainsi que par exemple le Bas-Zaire et le Bandundu qui ont les possibilités de ravitailler Kinshasa par la route ont une production par habitant supérieure à la moyenne de tout le Zaire.

Le manioc est au Zaire la seule culture dont le rendement par hectare est supérieure à la moyenne de toute l'Afrique. Il pourrait donc avoir les chances non seulement de satisfaire la demande interne, mais aussi d'être exporté vers les marchés des pays africains dans le cadre de regroupements économiques régionaux.

Sur les plateaux et aux pieds des montagnes dans le Kivu,

1. L'on peut trouver quelques propositions pour l'amélioration de la productivité aux pages 277 et ss infra

l'on rencontre de très bons sols et le climat y favorise les cultures des régions tempérées. Il y a d'abord les cultures industrielles: café arabica, thé, quinquina, pyrèthre, pomme de terre, etc. Il y a aussi des arbres fruitiers et des légumes.

A l'heure actuelle, Kinshasa est ravitaillé par avion en tomates, salades et haricots verts du Kivu. La distance dans ce cas pose malheureusement un véritable problème, car elle grève le prix de vente de ces légumes sur le marché de Kinshasa. Ce problème est sans solution si l'on n'envisage pas l'installation d'industries agricoles de conservation ou de congélation dans le Kivu de façon à acheminer par des voies économiques les produits vers les grands marchés.

Les villageois disséminés dans la cuvette centrale cultivent le riz de clairière et les bananes plantain qui constituent aussi l'alimentation de base. Cependant seules les familles vivant le long du fleuve ont la chance d'écouler l'excédent de leurs produits vers les villes de Kisangani et de Mbandaka ainsi qu'une certaine quantité, par bateau, vers les marchés de Kinshasa.

Une autre ressource du sol zaïrois est sa capacité de porter l'élevage. L'existence du déficit en produits carnés ne doit pas faire croire à l'inaptitude du Zaïre à développer l'élevage des bovidés, ovidés, capridés et même suidés, loin de là. En effet, toute la ceinture autour de la forêt équatoriale est propice à cet usage. Des Uélès au Bandundu en passant par l'Ituri, Le Maniéma et le Shaba, l'élevage est pratiqué. Bien entendu, dans les savanes guinéennes du Shaba, par exemple, la mouche tsé-tsé est un handicap. Sans parler des possibilités d'éradication de cette mouche, il y a des vastes étendues où elle n'existe pas. Encore ici, la faible densité de population, surtout sur les hauts plateaux du Shaba, apparaît comme un facteur qui favorise la création des grands domaines d'élevage. L'établissement des domaines

qui combinent l'élevage et l'agriculture devrait attirer une attention spéciale car il permet de nourrir le bétail avec un produit local et d'utiliser les déjections de celui-ci comme engrais pour les cultures.

Le déclin de l'élevage zairois ne peut ainsi être attribué au manque de sol pour le pratiquer mais plutôt à la dégénérescence des espèces élevées et à la détérioration du service vétérinaire.

La forêt équatoriale au climat chaud et humide fournit les bois tropicaux. A part la cuvette, un micro-climat a créé la forêt du Mayumbe dans le Bas-Zaïre. A ces forêts s'ajoutent les galeries forestières et les forêts de montagnes.

La répartition est à peu près la suivante:

- la forêt de la cuvette	100 000 000 ha
- la forêt de Mayumbe	240 000 ha
- les galeries forestières	760 000 ha
- les forêts de montagne	<u>300 000 ha</u>
Total	102 300 000 ha

On estime que la surface de la forêt équatoriale économiquement exploitable est de 70 millions d'hectares, ce qui à raison d'une production de 5 m³ par ha (avec un intervalle de 60 ans pour le passage au même endroit) donne 5,5 millions de m³ de bois-grumes par an.

La forêt de Mayumbe est aussi très riche en variétés commercialisables et a été de ce fait et en raison de sa situation géographique soumise à une intense exploitation. En effet, la majorité des entreprises forestières oeuvrent dans cette forêt depuis des années et l'épuisement de cette forêt est actuellement tel qu'on parle sérieusement de reforestation.

Les galeries forestières forment une ceinture autour de la

forêt équatoriale. Cette ceinture est étroite dans le nord mais assez profonde dans le sud où elle atteint le Shaba. Elles fournissent aussi du bois de bonne qualité.

Les forêts de montagnes sont situées à l'est et leur production est destinée principalement à la consommation locale pour la construction, le feu de ménage et le séchage des poissons.

En plus, la forêt équatoriale est sillonnée par des rivières dont la plupart sont navigables et se jettent dans le fleuve Zaïre. Nous pouvons citer, parmi les plus importantes, Lomani, Itinbiry, Lopori, Maringa, Tchuapa, Lomela, Salonga, Mamboyo, Ubangi, Lukenye, Sankuru et Kasai. Ces rivières forment avec le fleuve Zaïre un réseau de milliers de kilomètres de transport très bon marché vers l'agglomération de Kinshasa.

Mais la consommation nationale du bois de toute sorte est assez malaisée à quantifier et pour donner une idée de la production, on doit recourir aux données sur les quantités exportées.

La forêt tropicale exploitable occupe, nous l'avons vu, 29,5 % du territoire zaïrois. Cette proportion est certainement une sousestimation quand on sait que d'innombrables galeries forestières fournissent du bois industriel et de construction pour les habitations villageoises.

En tous cas, de toutes ces forêts un cinquième peut-être a fait l'objet d'un inventaire scientifique.

En 1969, l'exportation des troncs a été interdite pour arrêter le pillage de la forêt de Mayumbe et pour favoriser les transformations sur place. Pendant cette même année, le revenu d'exportation des produits forestiers, 5,5 millions de zaires représente environ 5 % des exportations de tous les

produits agricoles en 1969.

La partie exploitée pour l'économie de marché inclut, pour le moment, en raison des facilités d'évacuation, la forêt de Mayumbe dans le Bas-Zaïre et le long du fleuve à travers les régions de l'Equateur et du Haut-Zaïre.

La quantité exploitée d'environ 250 000 m³ en 1969 peut potentiellement atteindre le million de m³ et même plus si les exploitations adoptent des mesures de rentabilisation.

Le Shaba, contrairement à d'autres régions, possède des ressources forestières faibles. Il s'agit notamment de bois d'oeuvre dans le nord de la région et le long des galeries forestières dans la savanes boisées, il faut ajouter à cela le bois de mine et de feu dans la zone industrielle. Autour des années 60, l'exploitation forestières contrôlable au Shaba procurait à l'Etat des redevances annuelles de l'ordre de 15 - 20 millions de francs congolais.¹ L'hétérogénéité des essences et les difficultés technologiques de traitement rendent encore inévitables l'importations du bois d'oeuvre dans cette région.

Cependant, de grandes possibilités existent principalement pour le bois de déroulage et de placage, bois de plaqueterie, de mine, poteaux de lignes électriques, traverses de chemin de fer, poutres en bois, lamelles, etc. sans oublier toutes les possibilités de l'industrie chimique basée sur le bois.

Les régions forestières sont aussi le domaine où se cultivent les principales cultures dites industrielles, telles que le caoutchouc naturel, le palmier, le café robusta, le cacao, la banane, etc. et pour lesquelles les perspectives

1. Cfr Industrie Katangaise, op. cit. p. 171.

de développement sont très grandes, car, à ce jour, la partie de la forêt déjà en exploitation est minime.

2.2.3.2 Ressources en eaux et énergie hydroélectrique

Les eaux du Zaïre fournissent des ressources de trois ordres. D'abord, elles sont très poissonneuses, ensuite, elles constituent un réseau de transport qui couvre tout le pays et, enfin, elles forment beaucoup de chutes permettant l'installation de barrages hydroélectriques.

La pêche est la source principale des produits carnés pour les Zaïrois.¹ Les poissons proviennent des rivières et lacs intérieurs ainsi que des pêcheries maritimes de la côte atlantique. Le dense réseau de rivières du Bassin du Congo est très riche en poissons d'eau douce. Tous les lacs sont très poissonneux, à l'exception du lac Kivu où le gaz méthane entrave la multiplication des poissons.

L'apport en protéines des eaux zaïroises est d'une importance inestimable. Prenons par exemple, la production de 1969, selon le tableau no. 8. Si des 139 800 tonnes de poissons frais, nous retirons un tiers environ de déchets, nous obtenons 93 000 tonnes de chair propre à la consommation. Pour obtenir cette quantité en viande, il faudrait abattre 372 000 têtes de gros bétail. Mais pour pouvoir en abattre un tel nombre par an, il faudrait disposer d'un cheptel d'environ 2 976 000 têtes de bétail sur pâturage.² Cet exem-

1. Cfr tableau no. 5.

2. Cfr pour la méthode de calcul SYMOENS, J.J. - L'industrie katangaise, op. cit. p. 195.

ple est trop éloquent pour être commenté. Nous sommes partis d'une quantité qui ne représente même pas la production optimale du potentiel de ces eaux. Ce potentiel total de production est estimé à 303 700 tonnes de poissons frais par an, comme le montre le tableau 2.

Comme on peut le remarquer, cette estimation date de longtemps, le potentiel s'est sûrement amélioré, car il n'y a jamais eu de surexploitation d'aucune sorte. Au Shaba, le lac Tanganika est un vrai réservoir à poissons. Mais en 1960, on ne réussissait à en tirer que 7 000 t de poissons¹ c'est-à-dire, à peine 5 % de son potentiel estimé.

Cette faible prise s'explique par les méthodes de pêche. Dans le lac Tanganika, ce sont quelques piroguiers pêchant à la ligne ou au filet qui apportent plus de 50 % de la prise. La pêche industrielle y a donc de belles perspectives.

La chasse est la deuxième source de ravitaillement de la population en viande. Elle est la source principale pour beaucoup de villageois étant donné que les biefs poissonneux ne se rencontrent pas partout et que la volaille, les chèvres et les moutons sont surtout destinés à l'échange et aux cérémonies.

La chasse se pratique même à quelques kilomètres des agglomérations urbaines. En tous cas, aussi longtemps qu'un élevage rationnel ne gagnera pas les mœurs, les protecteurs des animaux sauvages ne seront pas entendus, car ventre affamé, dit-on, n'a point d'oreille.

Les eaux du Zaïre tissent aussi un réseau bien structuré des voies de navigation, dont nous avons déjà dit quelques mots.

1. SYMOENS, J. J.-Industrie Katangaise, op. cit. p. 196.

Tableau 2: Potentiel des eaux zairoises en poisson ainsi que
la part du Shaba dans ce potentiel
Evaluation de 1961

Localisation	Quantités en tonnes/an	%	
Mer côtière			
Rivières	81 700	26,9	26,9
Pool Malebo Bas-Fleuve Bassin du Kasai			
Lacs	222 000	73,1	
Lac Kivu	---		---
Lac Edourd	15 000		4,94
Lac Albert	10 000		3,29
Lac Tanganika	140 000 a		46,10
Lac Mweru	25 000 a		8,23
Lac Mwagindusha	5 000 a		1,65
Lac Nzilo	3 500 a		1,15
Lacs du Lualaba dans la zone Bukama - Malemba-Nkulu	10 000 a		3,29
Lac Maindombe	10 000		3,29
Lac Tumba	3 500		1,15
Total	303 700		100,00

NB: a = Potentiel de la Région du Shaba

Source: Etude du GOPA: Plan du développement de la partie
orientale du Congo, Bad Homburg 1971

Le réseau zairois est unique au monde.

Nous ne connaissons pas un seul pays, où les rivières navigables couvrent le pays comme c'est le cas pour le Zaïre. Le grand fleuve national traverse toutes les régions à l'exception des deux Kasai.

S'il n'y avait les chutes dites "porte d'enfer", à Kongolo et le pool de Kisangani, il serait possible de naviguer sans interruption depuis Bukama au Shaba jusqu'à Kinshasa.

On ne peut d'ailleurs rêver que dans un futur, qui n'est peut-être pas très loin, le creusement des canaux de déviation permettra d'éviter ces deux obstacles. En tous cas, ce réseau de rivières est aujourd'hui une ressource sous-exploitée.

Par ailleurs, le fleuve Zaïre décrit un grand U renversé. Ce fleuve draine la quasi totalité des eaux du bassin dit du Congo. C'est-à-dire que toutes les eaux qui coulent sur le territoire du Zaïre se déversent dans ce fleuve à l'exception de celles des lacs Mobutu et Amine que la rivière Semliki draine vers le Nil et d'une petite rivière, le Shiloango, qui dans le Bas-Zaïre, se jette directement dans l'Océan atlantique. Le fleuve traverse la ligne équatoriale à deux reprises, près de Kisangani et à Mbandaka.

Il reçoit de la sorte pendant toute l'année alternativement les eaux de deux hémisphères. Il en résulte qu'à l'embouchure du fleuve, le débit est constant. Il est de l'ordre de $42\,000\text{ cm}^3$ par seconde. Ce qui le classe en deuxième position après l'Amazone en Amérique Latine ($100\,000\text{ m}^3/\text{sec.}$). Ce fleuve doit traverser en cataractes les Monts de cristal dans le Bas-Zaïre avant de se jeter dans l'Atlantique. Il forme pendant ce dernier parcours des sites propices à la construction de barrages hydroélectriques. On a calculé qu'en exploitant tous ces sites ainsi que les autres chutes sur les différentes rivières et sur le cours supérieur du

fleuve, l'on obtiendrait 13 % du potentiel hydroélectrique du monde.

2.2.3.3 Ressources du sous-sol

Le sous-sol du Zaïre est d'une richesse minière inégalée. La plupart des gisements, une trentaine, se situent dans la zone australe comprise entre le Kwango à l'ouest et le Luapula à l'est ainsi que le long du versant occidental du "Graben d'effondrement"¹ africain. Dans le Kasai, du Kwango au Lubilashi, l'on rencontre les dépôts sédimentaires qui renferment diamant, surtout industriel. Ces dépôts classent le Zaïre en tête de la production mondiale, en 1970, avec 14 100 000 carats devant l'Afrique du Sud (8 000 000) et l'Union Soviétique (7 800 000).²

Les possibilités réelles du Zaïre pour la production de diamants sont volontairement sous-exploitées pour répondre à la limitation conventionnelle sur le marché international.

Les terrains plissés du Sud-Shaba contiennent des pourcentages élevés de cuivre, cobalt, uranium, zinc, manganèse, plomb, fer, cadmium, germanium, nickel, argent, platine, palladium, wolfram, monazite, et or. Dans le nord Shaba le Maniéma et le Kivu oriental, nous trouvons l'étain, charbon, tantale, niobium, tungstène, béryllium, bismuth, or et terres rares.

-
1. C'est dans ce fossé d'effondrement que se trouvent les grands lacs poissonneux dont, par ex. le lac Tanganika.
 2. Ministère des Mines de la RDC - Industrie minière de la RDC. Rapport de l'exercice 1970, Kinshasa, p. 11.

Le Bas-Zaïre et le Haut-Zaïre recèlent aussi différents minéraux, surtout l'or dans le Haut-Zaïre.

Les réserves de cuivre sont énorme. Dans la concession minière du Sud-Shaba, les gisements stratiformes renfermeraient 646 millions de tonnes de minerais à 3,95 % de teneur en métal et dans les dépôts sédimentaires l'on trouverait 10 millions de tonnes à 4,9 %. Le cobalt et le zinc se trouvent dans ces minerais en association au cuivre.

Le Zaïre se classe encore parmi les dix premiers producteurs pour beaucoup de métaux de son sous-sol. Mais ce qui fait que ce pays est considéré comme un scandale géologique, c'est surtout la concentration de ces métaux sur un espace restreint, surtout dans le Shaba, et plus particulièrement dans la bande qui longe le sud de cette région.

Notons en passant que des sources dont nous n'avons malheureusement pas pu vérifier le bien-fondé affirment que le Zaïre est le cinquième pays du monde en ce qui concerne les richesses potentielles inventoriées à ce jour.

Le sol et le sous-sol sont deux sources de richesses naturelles bien connues. Selon que l'on insiste sur la valorisation de l'un ou de l'autre, l'on peut créer un dualisme dans l'économie. C'est ce qui s'est passé au Congo belge et le Zaïre qui a hérité cette situation a continué d'approfondir l'écart entre les deux secteurs. Et même pour les biens provenant de deux secteurs et destinés à l'exportation, les produits agricoles ont été évincés au profit des produits miniers. Sur le tableau 3 l'on relève que le rapport qui était, en 1958, de 41 % pour les produits agricoles contre 53,4 % pour les produits miniers dans les recettes d'exportation est passé, en 1979, à 12 % contre 86,8 %.

Il s'agit en clair d'une négligence d'une source importante de devises en favorisant une monoculture basée sur l'extrac-

Tableau 3: Evolution des recettes d'exportation (en million de Zaïre),
des produits agricoles (en %) et miniers (en %)

	1958	1959	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Total exportation	191461	234322	145850	178358	169901	175253	168710	234030	217440	298500
Agric./Total exportation	41.0	39.0	34.3	25.2	27.7	26.9	18.1	16.4	18.3	15.7
Mines/total exportation	53.4	56.6		75.4	71.2	72.0	79.4	81.7	80.5	79.7

1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
347293	395026	341734	342814	515265	669507	438306	774358	986344	1311422	3130621
14.0	15.9	18.5	17.5	14.7	13.1	15.6	20.2	26.3	15.1	12.0
84.9	81.8	80.3	81.7	80.2	73.0	75.0	78.1	72.1	83.1	86.8

Source: BEZY, F.da al. - op. cit. pp. 222 - 225

tion et l'exportation du cuivre et du cobalt.

Le développement équilibré de deux secteurs aurait probablement favorisé l'approvisionnement du Zaïre en capital. Si aujourd'hui il en manque, le Zaïre n'a qu'à s'en prendre à lui-même.

2.2.4 Ressources en capital

De tous les facteurs de production, le capital est le plus rare au Zaïre. Il est un véritable goulot d'étranglement. Le capital est aussi rare sur le marché international où il s'obtient à des conditions qui ne sont pas favorables à la planification d'une économie sous-développée (taux d'intérêt élevé, durée de remboursement trop court, adjonction des exigences politiques, etc ...).

L'importance du capital découle de sa capacité d'initier le progrès technique par le biais des innovations, et par voie de conséquence d'imprimer un rythme rapide à l'augmentation de la production.

L'abécédaire économique nous apprend que la production est fonction de trois facteurs: nature, travail et capital.

La nature est généralement négligée ou implicitement inclus dans le stock de capital.¹

1. Cfr infra p. 86 la distinction que nous faisons entre la croissance et le développement économiques.

Les deux facteurs qui déterminent le produit total posent le problème de leur combinaison, c'est-à-dire les proportions selon lesquelles ces facteurs sont fixes ou variables. Prenons un exemple: les habitants de la forêt et de la savane zairoises ont besoin de construire des habitations. Dans la forêt l'on peut fabriquer facilement des planches de bois et dans la savane des briques.

Si la construction d'une maison exige une quantité donnée de planches et un nombre déterminé de briques, c'est le cas des coefficients fixes dans lequel la construction des habitations dans la forêt sera limitée, en définitive, par le nombre de briques (facteur rare) que l'on pourra se procurer; et dans la savane, c'est le nombre de planches qui jouera le rôle limitatif. Mais s'il est possible de construire tantôt une maison où entre beaucoup plus de bois que de briques et tantôt l'inverse (coefficients variables), le problème est alors de savoir utiliser au maximum le facteur abondant et avec parcimonie le facteur rare.

Les facteurs abondants au Zaïre sont bel et bien la nature et le travail. Dans l'hypothèse de coefficients variables de production, ils peuvent jouer un rôle prépondérant. Il s'agit alors, en clair, de décider entre le développement avec intensité de travail ou avec intensité de capital. Dans cette querelle entre l'utilisation des coefficients fixes et des coefficients variables de production, les théoriciens du développement économiques optent pour la dernière combinaison: c'est le sens de toute la thèse de Lewis.¹

Un autre problème qui apparaît est celui de savoir dans

1. LEWIS, W. A. - Economic Development with Unlimited Supplies of Labor in Manchester School of Economics and Social Studies, May 1954 Reprod. dans AGARWALA, A.N. and SINGH, S.P. (eds) - The Economics of Underdevelopment, Oxf. Univ. Press, Bombay 1958, pp. 400 - 449.

quelle mesure peut-on substituer le capital par le travail, les machines par les hommes. Il faut noter que le caractère asymptotique des isoquants montre que la substitution n'est jamais totale. Le taux de substitution dépend de la technologie adoptée. Pour une technologie élémentaire, ce taux est élevé. Il baisse pour une technologie intermédiaire et il est faible pour une technologie sophistiquée.

Les activités du secteur agricole et du secteur minier zairois peuvent contribuer à la formation du capital pour l'industrialisation de l'économie. Il est reconnu que l'agriculture peut contribuer au développement économique national d'au moins quatre façon:¹

- par l'accroissement accéléré de la production des denrées alimentaires meilleur marché pour satisfaire les exigences de l'augmentation démographique;
- par l'élargissement du marché interne en vue de fournir un débouché à l'industrie naissante;
- par la mise à la disposition du secteur industriel d'une main-d'oeuvre devenue en superflu grâce à l'amélioration de la productivité dans le secteur agricole;
- par l'accumulation du capital à investir dans l'industrialisation et
- par l'acquisition des devises grâce soit à l'augmentation des exportations soit à la substitution de certaines importations.

Nous reviendrons sur ces différents points.

Le secteur minier zairois est une source importante du capital frais, car en effet, les produits miniers sont dans leur

1. von URFF, W. - Die Rolle der Landwirtschaft in der wirtschaftlichen Entwicklung in Handbuch der Landwirtschaft und Ernährung in den Entwicklungsländern, Bd. 1 der Sozialökonomie der ländlichen Entwicklung, 1982, S. 21 - 22.

presque totalité exportés sur les marchés mondiaux où ils se vendent en devises.

En bref, le problème du capital au Zaïre nous semble moins sa rareté - bien qu'il le soit - que celui de savoir empêcher sa fuite en développant l'agriculture de substitution et d'exportation, de rapatrier les revenus miniers en luttant contre la corruption et d'investir dans les activités productives suivant un plan précis. Nous verrons que ces trois mécanismes ne fonctionnent pas au Zaïre comme il se devait.

2.2.5 Résumé et questions

Même énumérées très rapidement, les richesses naturelles du Zaïre s'avèrent assez nombreuses. Elles sont tant agricoles, que minières et énergétiques. Et le sondage des sous-sols est loin d'être complet. Il est permis d'affirmer que ce n'est vraiment pas la carence de ressources qui explique l'état de sous-développement du Zaïre et encore moins la tendance à la régression de l'économie de ce pays. Ces ressources ne sont pas seulement variées, elles sont aussi assez bien réparties géographiquement. Il est vrai que le Shaba s'en taille la part du lion et intervient actuellement, grâce aux exportations de ses différents produits miniers, fortement dans la recette de l'Etat. Le tiers du pays qui va du Kivu au Kasai Occidental en incluant le Shaba, concentre la plupart des possibilités économiques exploitables.

Aux ressources naturelles s'ajoutent la quantité et la qualité des hommes. Le Zaïre est fort d'une population de 25 millions d'âmes. Ces personnes sont en majorité jeunes et,

y compris les femmes et les enfants, elles sont traditionnellement habituées à un travail dur pour la subsistance. Et cependant, comme le montre la paragraphe qui suit, la population du Zaïre vit très misérablement.

Pour ne pas allonger la description, nous y considérons seulement quelques besoins essentiels, notamment ceux de se nourrir, de se couvrir contre les intempéries, de se déplacer, de s'instruire et de se faire soigner.

2.3 SITUATION ECONOMIQUE DE LA POPULATION

2.3.1 Biens de consommation de masse¹

2.3.1.1 Denrées agricoles

Le tableau 4 donne une idée de l'évolution de la production de quelques denrées et d'autres produits agricoles. Il s'agit en l'occurrence des produits qui ont fait l'objet de transactions commerciales, après prélèvement de la partie consommée par les villageois. Cependant l'évolution de la production mise sur le marché traduit assez généralement la tendance de la production totale.

On relève sur le tableau 4 a que le niveau de la production de 1978 pour certains produits vivriers n'a même pas atteint celui de vingt ans plus tôt. Et de façon générale l'on constate une stagnation. Ce qui, par voie de conséquence, a entraîné une progression de la part importée. Ne fait exception à cela que l'importation de poissons salés et fumés ainsi que celle de la farine de blé. Pour ce dernier produit, l'explication est que les sociétés américaines fournisseuses ont commencé à installer au Zaïre même des moulins de blé.

De même, les produits agricoles destinés au marché intérieur (tableau 4 b) et à l'exportation (tableau 4 c) ont subi une stagnation. Pour le dernier groupe, certains produits ont disparu de la liste. C'est le cas pour le pyrèthre et le manioc depuis 1966, pour l'arachide et les bananes depuis 1970 et pour l'ivoire, l'urena-punga et le copal.

1. Nous préférons, à ce niveau de notre argumentation, nous exprimer en termes réels pour éviter l'illusion monétaire.

Tableau 4: Evolution de la production agricole (en milliers de tonnes)

Tableau 4 a: Agriculture vivrière

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Production commerciale:																						
- Manioc en cossettes ¹	7000.0								333.3	366.7	420.0	450.0	670.0	580.0	560.0	640.0	750.0	800.0	819.0	809.0	785.0	...
- Autres tubercules ¹									50.0	60.0	70.0	67.0	65.0	70.0	72.0	75.0	80.0	90.0	92.0	90.0	90.0	...
- Bananes plantain									350.0	365.0	390.0	350.0	310.0	360.0	390.0	360.0	400.0	430.0	441.0	440.0	440.0	...
- Maïs		97.0							65.0	76.0	103.3	100.0	90.0	130.0	135.0	150.0	160.0	125.0	128.0	130.0	125.0	...
- Riz		165.0							41.0	55.0	74.0	85.0	90.0	95.0	100.0	120.0	150.0	135.0	137.0	127.0	127.0	...
- Pois et haricots									38.0	43.0	50.0	48.0	55.0	50.0	55.0	55.0	60.0	63.0	64.0	65.0	65.0	...
- Poissons frais		127.4							40.0	45.0	52.0	60.0	66.0	69.0	70.0	80.0	90.0	75.0	75.0	75.0	75.0	...
- Viande		31.4							24.0	26.0	28.0	30.0	33.0	34.0	34.0	35.0	40.0	40.0	41.0	41.0	41.0	...
- Légumes et fruits ²									...	...	60.0	56.0	85.0	87.0	106.7	105.0	125.0	105.0	108.0	110.0	110.0	...
Importations:																						
- Maïs		0.7	6.0	6.0	0.8	38.8	61.7	73.4	45.8	74.4	68.6	57.7	64.6	87.5	107.0	108.5	146.4	107.0	137.5	131.5	139.8	160.1
- Riz		0.2	2.3	2.3	15.4	35.5	39.9	17.0	22.8	33.4	23.2	18.3	2.0	25.0	20.0	25.1	30.8	20.0	10.0	63.4	19.0	15.7
- Pommes de terre									4.9	3.2	3.5	3.2	4.5	4.5	3.2	2.5	1.9	3.0	1.3	1.0	0.4	...
- Poissons salés, fumés		28.8	28.8	31.2	27.5	18.8	25.2	38.4	33.4	26.0	21.7	23.9	24.8	25.0	25.1	20.0	14.9	21.0	10.4	7.4	7.5	...
- Viande		...	5.4	7.0	13.8	16.2	12.4	13.9	15.5	13.1	6.4	8.5	12.0	12.0	12.5	12.8	13.7	16.2	17.3	10.0	13.9	...
- Farine de blé		...	38.7	33.7	40.7	74.7	41.6	55.7	52.3	60.3	49.4	63.3	85.0	90.0	90.0	65.2	43.1	2.2	2.0	5.2	3.0	3.0
- blé																30.0	92.0	94.6	26.0	129.1	160.1	146.0

... données non disponibles
 ... production nulle ou très faible (moins de 50 tonnes)
 * en milliers de tonnes

Source: BEZY, F. et al. - Op. cit., pp. 218 - 221

1. Patates douces, pommes de terre.

2. Tomates, bananes de table, fruits et légumes divers.

Tableau 4 b: Agriculture pour le marché intérieur

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Produits du palmier	50.0	59.4	...	...	53.8	52.0	56.9	60.3	68.7	69.7	74.5	81.0	53.5
Bois grumes (1000 m³)	250.0	250.0	...	...	...	...	103.0	93.0	104.0	87.0	87.9	91.4	297.4
Bois sciés (1000 m³)	260.7	195.5	...	...	...	...	147.0	122.0	94.0	87.0	83.4	90.6	128.4
Coton	18.3	10.4	8.5	7.8	9.0	6.4	11.7	4.5	7.4	8.0	11.8	10.8	8.6
Café robusta	1.5	5.7	...	0.1	...	...	1.5	1.5	1.5	1.5	2.0	2.2	2.5
Urena-punga	7.0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7.5	5.6	2.8
Tabac (100 t)	...	...	...	...	...	...	0.2	0.7	2.9	2.3	1.5	2.4	3.1
Canne à sucre	223.2	387.9	389.8	310.5	430.8	402.1	290.8	337.1	309.9	318.2	363.3	382.7	420.4
Caoutchouc	...	...	...	...	...	...	...	...	3.1	0.7	0.8	0.9	0.9

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Produits du palmier	70.7	62.1	64.2	84.4	92.4	89.7	94.1	94.9	105.8
Bois grumes (1000 m³)	275.7	232.4	273.3	254.0	215.5	198.9	262.4	183.8	309.4
Bois sciés (1000 m³)	121.3	111.5	126.6	105.3	62.5	58.9	66.4	85.5	82.3
Coton	12.1	11.8	11.8	14.5	8.3	8.5	11.4	5.9	6.3
Café robusta	3.0	6.0	0.6	0.7	0.5	0.9	0.6	0.8	...
Urena-punga	3.5	4.2	2.6	3.0	3.5	1.2	0.7	0.7	0.6
Tabac (100 t)	7.0	8.9	9.3	10.8	10.3	8.9	13.7	16.0	1.5
Canne à sucre	412.2	452.0	548.8	577.7	604.5	468.3	553.9	475.3	506.3
Caoutchouc	2.2	2.7	14.5	4.3	4.5	2.7	2.3	1.9	3.2

Tableau 4 c : Agriculture pour l'exportation

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Produits du palmier	284.6	313.0	219.7	204.9	245.7	200.4	221.8	150.5	146.5	205.7	234.7	218.1	224.3	212.1	171.8	132.9	135.8	112.6	104.2	62.7	49.5	35.8
Café	51.9	56.6	58.6	33.9	32.2	47.3	37.4	22.6	34.7	37.4	53.1	48.9	65.0	71.6	74.0	66.9	77.7	59.4	109.5	64.1	76.7	55.0
Caoutchouc	35.1	40.2	35.5	37.6	37.5	37.6	35.2	21.2	29.6	31.7	40.1	35.7	31.4	39.9	37.7	30.2	26.6	24.2	21.1	27.6	26.1	16.8
Coton	63.3	86.4	48.8	24.0	16.5	15.5	6.9	1.9	1.4	1.2	1.6	9.1	9.2	7.3	7.2	6.1	2.7	1.8	1.8	-	-	-
Thé	2.3	3.5	5.0	0.1	4.0	5.6	3.3	3.7	5.5	2.6	5.1	5.0	5.0	6.0	6.4	6.7	5.9	4.7	5.4	4.2	3.8	2.8
Cacao	4.9	3.9	5.2	4.9	6.0	5.8	5.2	4.0	4.1	5.2	5.0	4.3	4.4	5.8	5.9	4.9	4.7	5.3	4.3	3.9	4.3	3.6
Arachide	14.5	16.1	12.0	1.8	1.1	1.0	1.1	3.9	1.7	-	0.4	0.8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bois grumes (1000 m³)	100.3	106.8	95.2	79.8	75.9	88.7	77.5	70.2	82.3	64.7	49.6	39.1	-	12.6	30.8	50.0	29.9	2.1	61.7	59.2	43.2	48.2
Bois sciés (1000 m³)	49.4	59.5	43.8	40.6	55.0	34.1	38.1	35.1	36.7	30.6	36.0	34.2	33.8	36.7	37.5	36.1	24.7	16.6	13.1	29.7	37.5	30.8
Bois placages*	19.9	25.1	30.2	28.8	26.1	28.8	25.5	0.5	...	33.1	43.3	40.2	31.0	24.5	23.0	17.0	17.9	6.3	2.5	2.7	11.2	8.5
Urena-punga	6.3	4.2	4.2	5.0	2.1	2.1	0.1	3.2	2.2	1.1	-	0.3	3.2	0.5	1.2	0.8	-	-	-	-	-	-
Rauwolfia	-	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.4	0.6	0.6	0.5	0.6	0.6	0.4	0.2	0.3	0.8	1.1	0.3	0.2
Copaï	4.2	4.1	2.0	1.9	1.9	0.6	1.1	0.7	0.8	0.7	0.5	0.4	0.6	0.3	0.1	0.1	-	-	0.2	-	-	-
Pyréthre	0.5	0.3	0.1	-	0.1	-	0.1	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quinquina	2.3	1.5	1.7	0.1	0.5	0.5	0.4	0.1	0.6	0.2	0.3	0.4	0.6	-	0.5	1.4	1.5	1.9	2.9	2.0	5.5	1.1
Bananes	28.5	31.1	33.6	28.3	28.8	21.0	13.3	6.7	7.1	4.7	3.1	0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mentac	41.1	49.9	22.4	5.8	2.0	0.1	3.0	0.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Papaine	-	0.2	-	-	0.1	-	0.1	0.1	0.1	0.1	-	-	0.1	0.1	0.2	0.2	-	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Ivoire	0.1	0.2	-	0.1	-	0.1	0.2	0.1	-	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	-	-	-	-	-	-	-

Le recul des produits exportés conduit à une perte de capital frais.

2.3.1.2 Viande et poisson

Pour le ravitaillement en protéines, les Zairois consomment surtout, dans la proportion de 70 %, des produits carnés, de la viande de chasse et d'élevage (boeuf, porc, mouton, chèvre, poulet, etc.) ainsi que du poisson, en prédominance sous forme de produits séchés ou fumés. La récolte d'insectes et chenilles intervient pour les autres 20 %.¹

Sur la base d'une enquête gouvernementale, la production se répartit de la façon démontrée dans le tableau No 2.

Il ressort de ce tableau² deux constatations, d'abord que la production de viande reposait essentiellement sur les méthodes traditionnelles de la chasse, 77 % contre 13 % pour l'élevage; ensuite que dans le domaine de l'élevage, les régions de l'Est se font déjà remarquer par leur contribution.

Les experts de la FAO et de l'OMS, dans un rapport qui date de 1965, estiment qu'il faut généralement, pour satisfaire les besoins minima d'une personne adulte (cela diffère quelque peu pour l'homme et la femme) lui fournir 0,5 g de protéines par kg de poids par jour, cela fait au strict minimum, pour un Zairois, un besoin de 20 g de protéines par

-
1. GOMEZ, P. A., HALUT, R. et COLLIN, A. - Production des protéines animales au Congo in Bulletin Agricole du Congo, 1961.
 2. Il n'existe aucune autre étude récente comportant une telle précision de calcul.

jour. Pour les enfants, cette fourniture devrait être, selon les mêmes experts, de 1,5 g par kg de poids par jour, cela donnerait, au strict minimum, pour un enfant zairois, 10 g de protéines par jour.¹

En rapportant la quantité produite au nombre d'habitants, les auteurs du rapport précité, obtiennent pour quelques régions, le nombre de grammes de protéines par personne adulte et par jour pour la même année.

Le tableau 3, tiré de ces évaluations, montre que la carence en protéines au Zaïre est énorme. Pour certaines régions, les besoins des individus n'étaient même pas satisfaits à moitié.

Depuis un certain temps il y a une modeste augmentation due principalement à l'effort du petit élevage de volaille derrière les maisons dans les agglomérations urbaines. Effort louable, sans doute, car il a permis de tripler la quantité de viande provenant de cette source. L'effort a également porté sur l'élevage porcin mais cela n'a pu avoir un impact favorable sur la consommation de cette viande au Shaba, car la population de cette région préfère la viande de boeuf. Or, le quota de celle-ci a baissé sur le marché alors que, malgré tout, le nombre du bétail s'est accru. Ce phénomène est probablement dû à deux facteurs. Le premier serait la dégénérescence des espèces élevées à cause du relâchement de l'effort de sélection² et deuxièmement, la déperdition de la

1. COUVREUR, J. - L'importance socio-économique de la pêche au Katanga dans Université de l'Etat d'Elisabethville (éd.) - Industrie katan-gaise; Elisabethville 1961, p. 198.

2. Les centres de recherche de l'INERA ont été littéralement abandonnés à la suite des troubles qui ont suivi l'indépendance du pays en 1960, voir aussi infra p. 224 et ss.

Tableau 5: Production locale des protéines animales,
1957 - 1958, par région en pourcent

Région	Insectes	Chasse	Poisson	Pisciculture	Elevage	Poulet	Total
Léopoldv.	15	16	56	2	10	1	100
Equateur	9	28	56	-	4	2	100
Haut Zaire	10	55	22	-	11	2	100
Kivu	4	26	49	-	18	3	100
Katanga	7	24	61	-	7	1	100
Kasai	22	30	33	1	10	4	100
Total Zaire	10	30	47	1	10	2	100

Source: GOMEZ, P. A. - op. cit. pp. 788 - 789

viande à la suite d'une longue marche du bétail vers les abattoirs.¹

Comme on peut le voir, les quantités importées se sont accrues considérablement sans pourtant contrecarrer l'accentuation du déficit en protéine.

En comparant la moyenne que nous fournit le tableau 5, c'est-à-dire la consommation journalière en 1957 - 1958 et le total journalier en 1970, on constate que la quantité de viande à la disposition du Zairois a diminué de plus de la moitié. Ainsi au bout de dix ans, le Zairois, au lieu de se rapprocher de la quantité minimale journalière de protéines, s'en éloigne.

Les protéines consommées au Zaïre ne proviennent pas seulement de la viande, mais aussi et surtout du poisson: le tableau 3 nous indique que cette source intervient pour 47 % dans le total en 1957 - 1958.

Pour le Shaba, l'étude de J. Couvreur, citant le résultat d'une enquête menée à la demande des hydrobiologistes, calcule que le milieu traditionnel de cette région était en 1957 - 1958 ravitaillé à 96 %, mais que ce ravitaillement fut inégalement réparti en raison de l'éloignement de quelques zones des lacs et biefs poissonneux. Il cite les proportions suivantes: Pweto, Kolwezi, Kalemie, Bukama et Kasenga 100 %. Lubudi, Kambove, et Manono: 75 - 100 %, Malemba-Nkulu, Kabongo, Kabalo, Sakania, Moba et Dilolo: 50 - 75 %, et Kapanga, Kipushi, Kongolo, Nyunzu, Sandoa, Kamina, Kaniama et Mitwaba: 25 - 50 %.²

1. Le chercheur a appris que les boeufs élevés au Marungu, à Moba, environ 600 kilomètres de distance, doivent marcher jusqu'aux abattoirs situés dans la Bande du cuivre.

2. COUVREUR, J. - op. cit. p. 198.

Tableau 6: Quantité de protéines animales par personne adulte et par jour en grammes, pour 1957 - 1958

Région	Insectes	Chasse	Poisson	Pisciculture	Elevage	Poulet	Total
Léopoldv.	2.2	1.4	5.0	0.1	0.9	0.1	9.7
Kivu	0.7	4.8	9.2	0.1	3.4	0.6	18.9
Kasai	2.1	2.8	3.2	0.1	0.9	0.4	9.5

Source: GOMEZ, P. A. - op. cit. et calculs personnels

Il va de soi que cette difficulté à répartir le poisson est à attribuer à l'insuffisance de l'infrastructure de transport. Par exemple, il est quasi impossible d'acheminer vers Kapanga le poisson frais du Lualaba ou des lacs de l'Est dans les meilleurs délais.

La quantité de poisson capturé à l'embouchure du fleuve Zaire a augmenté considérablement passant de 4 500 tonnes en 1958 à 14 700 tonnes en 1971, soit plus que le triple. Mais en même temps les pêcheries sur les rivières et lacs fournissaient de moins en moins de poisson. L'année la plus pauvre en capture fut 1963. Le total, en 1971, n'a pas encore atteint le niveau de 1959. L'accroissement de la pêche maritime est vraisemblablement dû à l'effort d'industrialisation de cette activité alors qu'à l'intérieur la détérioration de l'équipement non remplacé a provoqué la baisse de la production. En tous cas, cette baisse n'est nullement imputable à la raréfaction du poisson dans les eaux intérieures puisque le tableau indique clairement que la capture en 1969 ne représentait qu'un peu plus du tiers de la capture potentielle estimée en 1961.

Encore ici, si nous mettons en relation la quantité décroissante de poisson avec le nombre croissant de la population, nous nous rendons mieux compte de la pénurie de protéines surtout dans les agglomérations urbaines.

Le tableau 6 montre aussi la part prépondérante du Shaba dans la pêche intérieure. En effet, pour les deux années 1959 et 1960, cette part représentait respectivement 35,5 % et 52,5 % de la pêche intérieure. Il est vrai que cette quantité produite au Shaba se perd dans le total général de la même façon qu'une goutte d'huile dans l'océan, car si on la rapportait exclusivement à la population du Shaba, l'on devrait constater qu'elle suffit à nourrir à 96 % de la popu-

Tableau 7: Consommation de viande par tête en 1970 pour tout le Zaïre

	Par an	Par jour/en grammes*
Boeuf (incl. Import.)	1.4	3.83
Porc	0.4	1.09
Mouton	0.03	0.08
Chèvre	0.1	0.27
Volaille	0.3	0.82
TOTAL	2.23 kg	6.09

* Quantité annuelle divisée par 365

Source: Calculs personnels

l'ation rurale.¹

Les données récentes et exactes sur la production et la consommation de viandes bovines au Shaba n'existent pas. Mais l'on peut affirmer, sur la base du tableau 5, que cette consommation représentait, dans les années 1957 - 1958, 7 % du total.

Ce pourcentage est aujourd'hui sûrement plus faible à cause de la baisse en qualité et quantité de la viande.

2.3.1.3 Cotonnades et couvertures

Il faudrait maintenant examiner un autre domaine de biens fondamentaux, celui de la nécessité de se couvrir pendant le jour et pendant la nuit, il s'agit nommément du domaine de la production des tissus et couvertures en coton.

Les cotonnades sont fortement appréciées au Zaïre et sont la matière première des pièces imprimées dont se vêtent les femmes, et des pièces colorées pour l'habillement des hommes. Les cotonnades sont produites par quelques six usines textiles à partir du coton zaïrois. Une autre partie de ce coton permet la fabrication des couvertures qui protègent de la fraîcheur des nuits de la saison sèche, surtout au Shaba, où la température en juin-juillet descend jusqu'à 3° C.

La production de ces deux articles a évolué suivant la courbe du tableau no. 7.

1. Cfr supra p.

Tableau 8: Capture de poisson de 1958 - 1971 pour le Zaïre
et la part du Shaba (1958 - 1960) en milliers de
tonnes de poisson frais

Année	Pêche maritime	Pêche intérieure	Total	Shaba
1958	4,5	-	-	43,7
1959	5,1	131,6	153,4	46,7
1960	5,5	71,5	77,0	37,5
1961	7,0	68,0	75,0	
1962	7,0	70,0	77,0	
1963	9,5	60,0	69,5	
1964	10,0	65,0	75,0	
1965	11,0	70,0	81,0	
1966	12,0	72,0	84,0	
1967	12,5	80,0	93,0	
1968	13,8	-	-	
1969	14,7	125,1	139,8	
1970	14,7	-	-	
1971			123,9	

- Source: - Bureau du Président de la République du Zaïre:
Profils du Zaïre, Kinshasa 1971
- Ministère de l'Economie Nationale: Conjoncture
Economique No. 12, Kinshasa 1971
 - Economic Commission for Africa, Zaïre. Sixth Year/
Number 43, 1975
 - Calculs personnels

Si l'on compare deux productions distantes de six années, l'on constate que les quantités ont baissée très fortement pour les couvertures et modérément pour les cotonnades. En termes clairs, les Zairois, en comptant sur la production nationale, avaient moins de possibilités de s'habiller et de se couvrir en 1972 qu'en 1966. Ainsi, si en 1966 chaque Zairois disposait de 39 cm² de cotonnades, en 1972 ce morceau n'était plus que de 32 cm². De même, si en 1966, 9 personnes pouvaient se disputer une couverture, le nombre d'aspirants s'élevait à 14 personnes en 1972.¹

Nous avons raisonné jusqu'à présent en termes réels et cela pour quelques biens de consommation. Le constat de stagnation, voire de régression, ne concerne cependant pas seulement ces biens, il peut s'appliquer à l'économie dans son ensemble. C'est ainsi que l'on peut lire sur le tableau 10, la chute de l'index du produit intérieur brut (PIB) qui est passé de 116,3 en 1958 (pour 1970 = 100) à 81,3 en 1979.

Les méfaits combinés de la baisse de production dans tous les domaines et de la politique d'importation accélérée peuvent se traduire aussi par un index macroéconomique: le pouvoir d'achat de la monnaie. Cet index n'existe malheureusement pas pour tout le pays, mais l'on doit comprendre que le marché de Kinshasa joue ici le rôle d'échantillon privilégié à cause de la centralisation excessive du pays. Cet index est tombé en vingt ans de 118 à 4 pour le salaire minimal d'un manoeuvre ordinaire à Kinshasa.

Cette situation impose des privations inouïes. A ce jour rien ne semble indiquer que la tendance à la détérioration pourrait se renverser.

1. Calculs personnels.

Tableau 9: Production de cotonnades en milliers de m² et de couvertures en milliers de pièces pour 1959 - 1972 au Zaïre

	1959	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Cotonnade		73.7	68.3	55.6	64.4	67.8	75.5	72.9	-	79	80	79	72	48
Couverture		2082	2019	1611	1300	1748	2003	1686	-	-	-	-	-	-

Source: - Banque du Zaïre
 - Commission économique pour l'Afrique - op. cit. p. 7

Voyons à présent si en délaissant la promotion des biens de consommation, les autorités zairoises ont concentré leurs efforts dans le développement des services sociaux.

2.3.2 Services sociaux de base

2.3.2.1 Réseau de communications

Le besoin de circuler est essentiel tant pour les marchandises que pour les personnes. Au Zaïre, les transports se font par les chemins de fer, par les lacs et les biefs navigables des rivières et du fleuve Zaïre, par la voie aérienne et par les routes. On ne peut évidemment pas attendre pour un pays jeune que le réseau soit dense mais au moins qu'il se développe régulièrement. Cela n'est malheureusement pas le cas pour le Zaïre.

Le réseau des chemins de fer zairois totalise pour le moment environ 5 500 km, mais depuis 1956, date d'inauguration du tronçon de chemin de fer Kabalo - Kamina n'ont été construits qu'environ 200 km supplémentaires qui relient Aketi à Bumba à la frontière entre le Haut-Zaïre et Equateur. Le grand projet de la "voie nationale", c'est-à-dire la construction du tronçon ferroviaire Port-Ilebo à Kinshasa pour transporter jusqu'à la mer, sans transbordement, les produits miniers du Shaba, reste toujours sur papier. Et le Zaïre continue à dépendre des aléas que subissent les lignes telles que celles du Benguela qui traverse l'Angola en guerre interminable ou celle de l'Afrique du Sud.

Malheureusement d'ailleurs, le trace théorique de cette voie nationale longe le fleuve Kasai et n'est qu'un dédoublement de cette voie d'eau. Il s'agit d'un souci purement capita-

Tableau 10: Evolution du produit intérieur brut (PIB) au prix du marché avec 1970 = 100

1958	1970	$\frac{1970}{1958}$	1974	$\frac{1974}{1970}$	1977	$\frac{1977}{1974}$	1979	$\frac{1979}{1977}$
116,3	100	16,3	113,0	+ 13	105,1	- 7,9	81,3	- 23

Source: Rapports annuels de la Banque du Zaïre et calculs personnels

Tableau 11: Salaires, prix et monnaie (juin 1960 = 100)

	Salaires nominal secteur privé	Salaires réel secteur privé	Salaires nominal secteur public	Salaires réel secteur public	Prix de détail aux marchés de Kinshasa	Prix de détail dans les magasins de Kinshasa	Encaisse réelle	Masse monétaire
	(1)	(2)	(3)	(2)			(4) (5)	PIB (en %)
1958								42.3
1959								33.8
1960	125	118	103	97	106	106	126	...
1961	159	115	228	164	139	138	144	...
1962	188	81	260	113	231	169	136	...
1963	224	61	284	77	367	231	121	...
1964	294	61	333	69	485	379	113	26.1
1965	294	62	476	100	477	425	117	...
1966	354	60	417	70	594	501	110	38.4
1967	407	46	488	56	874	738	127	32.3
1968	531	50	580	55	1058	1046	10	29.9
1969	577	42	935	68	1377	1120	104	26.8
1970	726	50	974	67	1455	1183	124	30.0
1971	894	58	1193	78	1535	1370	114	30.1
1972	960	60	1266	79	1599	1495	128	33.2
1973	960	50	1266	66	1914	1580	138	32.3
1974	1042	39	1557	59	2661	2081	133	37.6
1975	1131	30	1760	46	3827	2834	112	42.3
1976	1467	22	2259	34	6702	4669	98	46.1
1977	1529	14	2357	22	10874	6580	102	45.9
1978	1529	9	2747	15	17933	10865	95	47.6
1979	1566	4	...	...	35581	26419	58(6)	35.6
1980	1989	4	...	...	47075	36413	49(7)	...

(1) Salaire minimum légal du manoeuvre ordinaire à Kinshasa.

(2) Déflateur = indice des prix au marché de Kinshasa.

(3) Salaire de l'huissier dans l'administration publique.

(4) Encaisse réelle = $\frac{\text{monnaie fiduciaire}}{\text{prix détail marché Kinshasa}}$ $\frac{\text{monnaie fiduciaire}}{\text{liquidités monétaires}}$
 $\frac{\text{monnaie scripturale}}{\text{prix détail magasin Kinshasa}}$ $\frac{\text{monnaie scripturale}}{\text{liquidités monétaires}}$

(5) 1968 = 100

(6) En reprenant 500 milliards de Zaires des divers en monnaie fiduciaire.

(7) Au 30 juin 1980

Source: BEZY, F. et al. - op. cit. p. 227

liste de minimiser les frais de construction, étant donné que l'acheminement du matériel revient meilleur marché par le fleuve que par la route. En effet, le tracé du Sud qui passe à proximité de la frontière avec l'Angola fut abandonné; paraît-il pour des raisons militaires. Le tracé médian qui coupe successivement le Kasai, le Kwango et le Kwilu au début de leurs biefs navigables, et qui, en plus, traverse des territoires densément peuplés fut aussi délaissé.

Le même souci capitaliste fait douter certains de l'intérêt de la liaison du chemin de fer Ubundu-Kindu alors que cette liaison faciliterait, à notre avis, l'acheminement des denrées agricoles du Haut-Zaïre vers le Shaba industriel et rendrait possible l'intégration future du réseau de chemin de fer du Nord et celui du Sud.¹

Le Zaïre a la chance exceptionnelle d'être doté d'un réseau dense et bien réparti de biefs navigables. Le total de biefs navigables de différentes capacités comprend plus de 14 000 km. Ce total se subdivise en trois groupes dits biefs maritimes, moyens et supérieurs. Le bief maritime est la partie du fleuve de l'embouchure jusqu'au-delà du port de Matadi (148 km). Le bief moyen comprend deux branches: la rivière Kasai jusqu'à Port-Ilebo et le fleuve Zaïre jusqu'à Kisangani ainsi que leurs affluents respectifs (1 200 km). Le bief supérieur comprend trois parties: d'Ubundu à Kindu (305 km), de Kongolo à Bukama (645 km) et de tronçons sur les lacs de l'Est. Mais à cause de l'ensablement, une partie de ce réseau est devenu impraticable. Au Shaba par exemple,

1. Par contre, l'on s'acharne à prôner la construction d'une autoroute dite "transafricaine" qui traverserait tout le Nord du pays et relierait la République centrafricaine à l'Ouganda. L'intérêt national économique ou autre de cette route ne nous paraît pas évident. La prolongation dans les deux sens du chemin de fer Bongo-Mungbere paraît une solution plus économique qu'une autoroute, compte tenu de l'importance des travaux et du coût futur de pétrole.

Le bief Kongolo-Bukama n'est plus utilisé depuis une dizaine d'années, le port de Kalemie demande à être remis en état.

On peut illustrer le déclin de ce vaste réseau par la variation des quantités de différentes marchandises (tableau 12).

A part le tonnage de maïs, qui est resté stationnaire, les autres produits de l'intérieur destinés à la capitale, ont baissé presque de moitié en huit ans alors que la population n'a cessé d'affluer à Kinshasa. On s'imagine l'ampleur de la misère dans la capitale, si l'on sait que le manioc et le riz, par exemple, sont les principales sources d'alimentation de cette population.

Le réseau routier zaïrois n'échappe pas non plus au processus de la régression générale. Depuis les troubles de 1960 - 1964, certaines parties du pays ont été littéralement isolées. Par manque d'entretien, les routes en majorité en terre battue, se sont détériorées, les ports en bois se sont écroulés et beaucoup de bacs qui assuraient la traversée de certaines rivières ne sont plus en état de fonctionner.

Des rapports du Département des Travaux Publics, on peut relever que le réseau routier a diminué de plus de la moitié; en effet, de 140 700 km qu'il était au lendemain de l'indépendance, il est revenu à 68 559 km en 1971.¹

Sauf en ce qui concerne la route Matadi-Kinshasa, il est aujourd'hui quasi impossible de relier les capitales de deux régions quelconques par la route en utilisant un véhicule autre qu'un "tout-terrain", et là encore il faut bien choisir la saison et s'assurer que les bacs sur les différentes rivières sont en fonctionnement.

1. Cfr le Rapport de la Mission économique de la CEE de 1963 et les Rapports du Département précité.

Tableau 12: Trafic des grans réseaux (en millions d'unités de trafic)

	Ouest Onatra	Nord ex-CVZ	Est ex-CFL	Sud ex-KDL	Total	1968 = 100		
						Total	Réseau fluvial	Réseau ferroviaire
1959	2517	92	325	1729	4663	127	159	112
1960(1)	1735	84	236	1509	3564	97	113	90
1961(1)	1202	57	63	1017	2339	64	68	61
1962(1)	1403	69	80	948	2500	68	86	60
1963(1)	1449	67	119	1103	2738	74	87	69
1964(1)	1265	52	81	1534	2932	80	77	81
1965	1081	2	90	1610	2783	76	68	81
1966	1372	33	116	1828	3349	91	91	91
1967	1469	34	119	1813	3435	93	94	93
1968	1607	39	136	1901	3683	100	100	100
1969	1719	54	159	2030	3962	108	104	109
1970	1786	52	197	2299	4334	118	107	124
1971	1929	53	173	2409	4564	124	116	131
1972	1725	45	171	2146	4087	111	99	115
1973	1720	51	180	2645	4596	125	104	134
1974	1823	49	203	2984	5059	137	110	148
1975	1784	54	162	2560	4560	124	108	130
1976	1672	46	245	1805	3768	102	96	107
1977	1507	33	212	1793	3545	96	88	98
1978	1491	30	210	1679	3410	93	86	96
1979	1256	26	159	1654	3095	84	73	89

Source: *Conjoncture Economique*: divers numéros.
 Note: (1) Sur base de 85 % du trafic marchandises; pour la transformation en unité de trafic 2 voyageurs/km =
 1 unité de trafic; 1 t/km = 1 unité de trafic.

Source: BEZY, F. - op. cit. p. 230

Nous avons constaté, de visu, que le tronçon routier Kabalo-Kamina au Shaba, qui, en 1958, était en activité est aujourd'hui complètement détruit.

Le recul du trafic ne touche pas seulement le réseau fluvial ni non plus seulement les marchandises arrivant à Kinshasa, il s'agit d'un phénomène général à l'échelon du pays.

Le tableau 12 indique que le total de ce trafic est quasi stationnaire sur une durée de vingt. Depuis 1959, l'on n'a pu enregistrer une certaine effervescence seulement dans les 1971 à 1975, période correspondante à une flambée du prix du cuivre sur les marchés mondiaux. Les années les plus sinistres sont, bien sûr, celles de troubles politiques paralysantes qu'a connu le pays de 1960 à 1965.

Le tableau indique aussi que le trafic fluvial a connu beaucoup plus de pertes que le trafic ferroviaire. Le trafic fluvial passe ainsi de 1959 à 1979, de 159 à 73, il est donc plus qu'à moitié réduit. Le chercheur a pu observé que le trafic fluvial au Shaba entre Bukama et Kongolo est complètement interrompu non seulement par les ensablements du fleuve, mais aussi par le vieillissement du matériel navigant.

2.3.2.2 Enseignement et formation

L'enseignement est un autre service dont toute société a absolument besoin. Les facilités qu'il offre peuvent constituer un critère valable pour l'évaluation du progrès réalisé. Les Belges, croyant sans doute bien faire en appliquant la devise "pas d'élite, pas de problèmes" développèrent au Zaïre pendant longtemps seulement l'enseignement primaire plus quel-

ques écoles pour former les auxiliaires de l'administration. Il paraît que, comparativement, le Zaïre fut la colonie africaine la plus alphabétisée au Sud du Sahara. Mais cette politique d'une pyramide sans tête fut critiquée partout, y compris par les milieux progressistes belges. C'est ainsi que furent créés, après plus de 50 ans de colonisation, successivement, en 1954 et en 1956, l'Université catholique Lovanium près de Kinshasa et l'Université officielle à Lubumbashi. Evidemment, à la proclamation de l'indépendance, en 1960, ces jeunes universités n'avaient encore délivré qu'une dizaine de diplômes. Depuis lors, un long chemin a été parcouru, et l'Université nationale du Zaïre compte aujourd'hui des milliers d'étudiants dans ses amphithéâtres. Quelques centaines d'autres Zaïrois sont inscrits dans les universités étrangères. Malheureusement, un engouement très net s'exprime pour les études littéraires au détriment des formations techniques.¹ Nous pensons que l'orientation fortement humaniste de l'enseignement dispensé dès l'école secondaire et l'importance accordée aux professions administratives pendant l'époque coloniale continuent à être les plus grands responsables de cet état de chose.

Selon les données du Ministère de l'Education Nationale, les 33 établissements d'enseignement supérieur groupaient pour l'année académique 1970/1971 12 363 étudiants, ce qui représente environ 0,5 % des jeunes nationaux entre 18 et 24 ans.²

Le passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur au Zaïre a toujours comporté un goulot d'étranglement. Pour répartir les places disponibles dans les différents campus universitaires, le gouvernement a introduit un système de contingentement en prenant comme critère l'origine

1. Voir tableau 13.

2. Cfr. Rapport du Département d'Education nationale.

Tableau 13: Répartition d'élèves zairois dans les écoles publiques selon les branches pour l'année scolaire 1969/1970

Types d'école	Nombre d'élèves	Total %
Cycle d'orientation	146 057	63.8
Branche générale	34 361	15.0
Branche pédagogique	34 532	15.0
Branche technique		6.0
- profession technique	- 5 300	- 2.3
- commerce & administr.	- 7 000	- 3.0
- profession agricole	- 1 700	- 0.7
TOTAL	228 950	

Source: International Bank for Reconstruction and Development/International Development Association: Appraisal of an Education Project. Republic of Zaire. Ohne Ort 1971

régionale. Un effet, une enquête menée en 1969¹ a montré que certaines régions, certaines ethnies, étaient plus représentées dans les universités que d'autres. Le contingentement était sensé corriger ce déséquilibre. Mais la vérité est que ce système a abouti au favoritisme tribal. Cette hantise du déséquilibre ne semble pas justifiée car il n'est pas prouvé que les ethnies ayant fourni plus d'universitaires sont justement les plus tribalistes ou régionalistes. En tout cas, en privant ceux qui veulent étudier sur la base d'une sélection régionale, on risque de conduire à longue échéance les populations à une conscience régionaliste préjudiciable à l'unité nationale.

En tous cas, l'engouement pour les études littéraires et la faible capacité d'absorption de l'UNAZA nous paraissent incompatibles avec l'effort technologique que devrait fournir le Zaïre dans le domaine de la formation.

Cette carence de formation technique se manifeste déjà au niveau de l'enseignement secondaire. Le tableau 11 présente pour l'année scolaire 1969/1970 une situation où l'on peut constater une proportion trop faible d'inscriptions dans les écoles techniques.

De 228 950 élèves fréquentant les écoles secondaires, ceux qui se préparaient à une profession technique ne représentaient que 6 % du total et ce pourcentage tombe à 3 % si l'on retire les aspirants à des professions commerciales et administratives. Les écoles techniques agricoles et de médecine vétérinaire n'intéressent que les 0.7 % du total national. Cela est scandaleusement insuffisant pour une nation où les 70 % de la population dépendent directement du secteur

1. HANF, Th., et autres - Les étudiants universitaires congolais, Freiburg i. B. 1969.

agricole. Les branches générales réunissent elles, 15 % de l'effectif scolaire de l'année. Le même pourcentage va à l'enseignement pédagogique. Il est vrai que la section pédagogique est une nécessité prioritaire dans la mesure où le corps enseignant est encore dominé par les étrangers dans une proportion allant jusqu'à 90 % pour l'enseignement secondaire supérieur. Cette présence est une forme de dépendance culturelle extérieure et les salaires de ces enseignants pèsent lourdement sur le budget de l'Etat. Mais, les enseignants nationaux continuent à se former au compte-gouttes par le fait que les écoles pédagogiques travaillent à la moitié de leur capacité¹ et que la déperdition est de l'ordre de 90 %.

La répartition d'élèves de l'enseignement public par région est reprise par le tableau 14.

Il ressort des données de ce tableau que la région la plus favorisée est de loin Kinshasa avec 1.15 % du total de la population, suivie du Bas-Zaïre et du Kasai-Oriental. Les autres régions se situent en dessous de la moyenne nationale qui est de 0,39 % du total de la population. On peut attirer une attention spéciale sur la différence qui existe entre Kinshasa d'une part et Haut-Zaïre et Kivu d'autre part. Cette différence est de l'ordre de 6 fois contre le Haut-Zaïre et de 5 fois contre le Kivu. De même le Shaba, bien que deuxième région économique du pays, est loin derrière l'ensemble Kinshasa-Bas-Zaïre dans le domaine de la scolarisation au niveau secondaire.

Il nous fait signaler aussi quelques autres possibilités d'instruction pour adultes. Il s'agit notamment des centres

1. Par exemple, en 1970/71, les 14 écoles normales moyennes ne totalisaient que 2 261 élèves alors que leurs capacités est de 4 000.

de formation professionnelle pour adultes, des Ecoles artisanales, de l'Institut national de préparation professionnelle ainsi que des Ateliers de formation dépendant de grandes sociétés telles la Gécamines, la SNCZ, l'ONATRA etc. Dans ces différents établissements, des adultes avec formation primaire peuvent se perfectionner pendant quelques mois dans les travaux manuels de maçon, menuisier, mécanicien, forgeron, en électricité, en métallurgie, etc. Nous avons observé quelques-uns de ces établissements et nous sommes persuadé que leur formation, axée sur les besoins immédiats du milieu, est plus à même de répandre les innovations technologiques et d'organisation que la formation dispensée dans les écoles secondaires publiques précédemment analysées.

Dans le domaine de l'enseignement secondaire privé, le Shaba connaît une situation particulière grâce à l'effort de la Gécamines. Cette société s'est trouvée dès sa fondation dans la nécessité de former elle-même une partie de la main-d'oeuvre appelée à seconder les techniciens étrangers. Cette société dénombrait pour l'année scolaire 1970/71, dans ses établissements postprimaires, 3 153 élèves¹ ce qui représente plus du tiers du contingent de l'enseignement secondaire pour toutes les branches. L'action de cette société est d'autant plus remarquable qu'elle subventionne d'autres écoles de Mission qui groupent 2 147 élèves pour la même année scolaire.² La Gécamines entretient aussi un réseau d'enseignement primaire très développé. Le rapport dans les cités de la Gécamines est en moyenne de 27.5 écoliers pour 100 habitants. Ce rapport mis en face de celui du tableau 12 pour le Shaba et pour le Zaïre parle de lui-même.

1. Voir Rapport Annuel de la Gécamines, 1970, pp. 85 - 93.

2. Idem pp. 96 - 97.

Tableau 14: Répartition des élèves de l'enseignement public
par Région en 1970/71

Région	Elèves		Total	Rapport à la popula- tion de la Région
	Garçons	Filles		
Kinshasa	121 935	114 766	236 701	17,9
Bas-Zaïre	169 913	105 816	275 729	18,3
Bandundu	259 166	147 806	406 972	15,6
Equateur	175 637	74 488	150 125	10,3
Haut-Zaïre	281 100	153 021	437 121	12,9
Kivu	228 290	112 408	430 698	10,1
Shaba	243 000	143 221	386 221	14,0
Kasai-Occid.	181 449	105 612	287 061	11,8
Kasai-Orient.	218 475	133 936	352 411	18,8
TOTAL	1 878 965	1 091 074	2 970 039	13,7

Source: Ministère de l'Education Nationale et calculs per-
sonnels

La scolarisation primaire au Zaïre était en 1970/71 de l'ordre de 13,7 % de la population totale. Ce pourcentage est sûrement plus élevé si l'on rapporte le nombre d'écoliers à celui de la population scolarisable au niveau primaire, c'est-à-dire les enfants âgés de 6 à 12 ans. En effet, sur la base du tableau 1 et 14, nous pouvons calculer que les enfants d'âge compris entre 5 et 15 ans¹ étaient en 1970 au nombre de 9 001 358. Alors le taux de scolarisation serait dans ce cas de 33,9 %.

2.3.2.3 Services sanitaires

La population zaïroise est encore en proie à des maladies endémiques et épidémiques dont pourtant le progrès de la médecine permettrait sinon l'éradication, du moins le contrôle.² Cette population y est prédisposée à cause de son alimentation insuffisante, du manque de vêtements appropriés pour faire face aux conditions climatiques, de l'absence des précautions prophylactiques etc. Il est arrivé récemment que des localités entières du Kivu ont été décimées par des maladies qu'on ne parvenait pas à identifier et encore moins à soigner.

Dans le cadre de la présente étude, il nous suffit de donner

-
1. Ce groupe d'âge est naturellement plus grand que celui de 6 à 12 ans.
 2. Notre recherche a permis de découvrir que parmi les travailleurs de la Gécamines, entreprise dont tout le monde admire, avec raison, l'organisation sanitaire, 5 % de l'effectif ont été hospitalisés pour les maladies pulmonaires (pneumonie et bronchite), 3,6 % pour l'hernie inguinale, 2,9 % pour la diarrhée, 2,9 % pour la syphilis. La durée moyenne d'hospitalisation était de 54 jours.

quelques indications, à savoir les rapports entre le nombre de malades par médecin ou par lit d'hôpital.

Un rapport de la Banque Mondiale que les charges d'un médecin n'ont cessé de s'alourdir. Le nombre de citoyens qui était de 19 910 pour un médecin en 1957 atteignait 30 136 en 1970. Les perspectives ne sont, par ailleurs, pas réjouissantes car le nombre d'étudiants en médecine ne correspond pas au souhait légitime de la population. Toutes sortes d'obstacles, notamment la conception des études non adaptée aux besoins du développement, le contingentement submentionné, le plafonnement des salaires, les conditions de séjour à l'intérieur, etc. freinent l'expansion de la faculté de médecine.

Chose plus grave encore, de 1960 à 1980, le nombre de personnes par lit d'hôpital est passé de 230 à 339. Ces indications de ce tableau ne reflètent d'ailleurs que partiellement l'étendue du désastre. En effet, nous pouvons remarquer, par exemple, que sur un total de 828 médecins en 1975, 339 se trouvaient à Kinshasa,¹ soit 40,9 % des médecins pour 6,1 % de la population. A cela il faut ajouter deux autres faits. D'abord la détérioration du matériel non remplacé pendant longtemps dans les hôpitaux de l'intérieur rend le nombre de lits purement nominal; ensuite beaucoup de médicaments envoyés par le gouvernement aux différentes installations dans le pays n'arrivent que rarement à destination, on les retrouve presque toujours en vente dans les officines privées.

1. GRANG, G. (ed.) - op. cit. pp. 115 - 116.

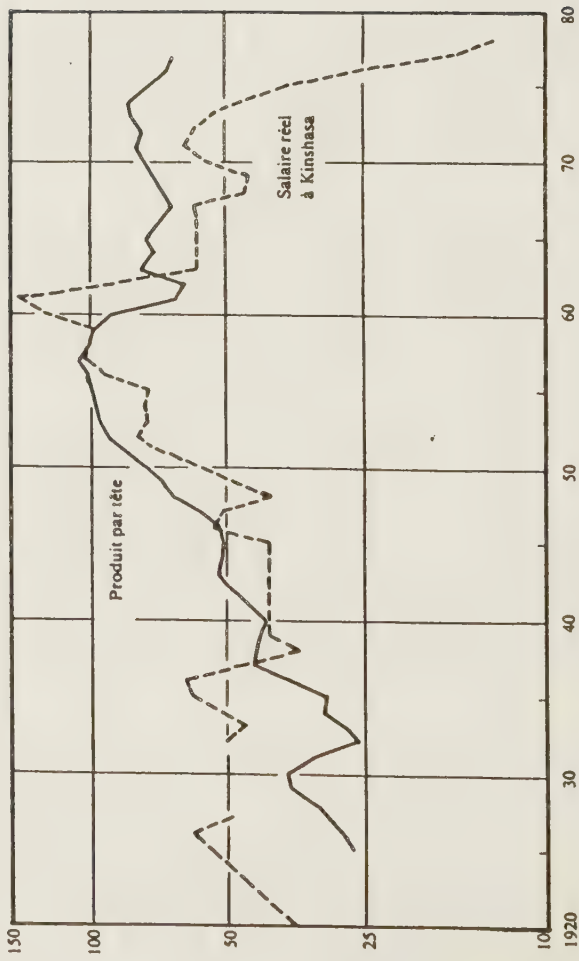
2.4 RESUME ET QUESTIONS

Le sous-développement persistant du Zaïre est un véritable paradoxe. Il se pose donc la question de savoir pourquoi la population vit-elle si misérablement¹ dans un environnement si potentiellement riche. Est-elle congénitalement incapable de maîtriser la nature? Ses caractéristiques culturelles et psycho-sociologiques sont-elles un obstacle au développement? Ou se trouve-t-elle simplement dans une phase historique qu'ont connue d'autres peuples et qu'il suffit de patienter pour en sortir? N'existe-t-il pas de modèles scientifiques qui donnent des directives pour sortir de la phase actuelle du sous-développement zaïrois?

Ce sont-là quelques questions qu'on peut se poser quand on pense aux problèmes du sous-développement économique du Zaïre. Et cela nous conduit à nous penser sur ce que dit la littérature scientifique à ce propos.

1. Cfr aussi fig. 1.

Fig. 1: Evolution des revenus réels (1958 = 100)



Source: BEZY, F. et al. - p. 191

3. EXPLICATIONS THEORIQUES DU SOUS-DEVELOPPEMENT¹

3.1 POSITION DU PROBLEME

Tout d'abord nous devons remarquer qu'observée pendant un laps de temps plus ou moins long, une économie nationale peut accuser une stagnation, une régression ou une progression, c'est-à-dire que sa productivité peut être stationnaire, elle peut diminuer ou augmenter.²

Ainsi l'économie nationale stagne lorsque, pendant une certaine période, généralement une année, l'augmentation de la production des biens et services suffit à compenser tout juste l'accroissement de la population, de sorte que, pendant cette période, la consommation individuelle reste la même. Le niveau de vie de la population n'empire ni ne s'améliore.

Le Zaïre est un pays en régression accentuée. Nous entendons par là que, pendant une période d'une vingtaine d'années, les quantités de biens et services mis à la disposition de la population n'ont cessé de diminuer³ alors que la population a presque doublé pendant la même période.⁴

1. Nous avons déjà défini le sous-développement économique (Cfr supra p. 8) comme une situation d'un pays où le volume de la production est tel que la population ne parvient pas à satisfaire les besoins essentiels scientifiquement déterminés.

2. FOURNASTIE, J. - La productivité; PUF, Paris 1957. C'est dans ce sens que cet auteur définit à la page 11, la productivité comme "mesure du progrès technique".

3. Voir les différents tableaux du chap. 1.

4. La détérioration du niveau de vie peut déjà être la conséquence du fait que le volume de la production reste la même alors que la population s'accroît. Au Zaïre, le volume de la production décroît dans plusieurs branches, il y a ainsi conjonction de deux phénomènes, et cela nous fait employer ici l'expression "régression accentuée".

Le progrès économique peut se comprendre de deux façons: en tant que croissance ou en tant que développement.

Les problèmes de la croissance ont monopolisé la pensée macro-économique jusque dans les années 50. Il s'agit d'une longue période qui va des travaux d'Adam Smith¹ à ceux de Harrod et Domar² en passant par l'oeuvre de Marx³. L'effort fut d'abord centré sur l'économie à court terme et les analyses avaient pour but de diagnostiquer périodiquement l'existence ou la rupture de l'équilibre entre les différentes variables économiques. L'intérêt pour le long terme n'a commencé que pendant la deuxième guerre mondiale. On a alors accepté l'idée des fluctuations plus ou moins amples en raison des décalages que provoque le facteur temps sur l'évolution de différentes variables.

Avec l'émancipation massive des pays colonisés, l'on a commencé à s'occuper des problèmes de ces pays. Il s'est avéré que les mécanismes théoriques de la croissance ne pouvaient pas s'appliquer directement aux structures particulières de ces pays.

Le nouvel ensemble de la pensée économique sur les problèmes à long terme des pays sous-développés s'est alors précisé, et nous retrouvons ici les travaux de pionniers qui vont de Singer à Fei et Ranis en passant par Rodenstein-Rodan, Lewis,

1. SMITH, A. - An Inquiry Into the Nature and Causes of the Wealth of Nations, London 1843.

2. HARROD, R. F. - Towards a dynamic economics, Macmillan, London 1948.
DOMAR, E. D. - Essays in the Theory of economic Growth, Oxford Univ. Press, New York 1957.

3. Marx nous semble avoir débordé cette période parce que, non seulement il s'est livré à la critique de l'ordre féodal de production et d'échange pour déboucher, comme tous les autres sur les lois qui expliquent le nouvel ordre, l'ordre capitaliste, mais encore il a abordé les mécanismes du dépassement de ce nouvel ordre.

Nurkse¹.

La distinction entre ces deux groupes de théories se base ainsi, entre autres, sur les mécanismes du progrès économique et sur la structure économique des pays. Dans les théories de la croissance, les mécanismes du progrès insistent sur l'équilibre entre l'épargne et l'investissement; l'accroissement de la population y est traité comme une constante. Ces mécanismes s'intéressent donc autant au problème de l'utilisation des capacités existantes qu'à celui d'en créer de nouvelles. Dans les théories du développement, ces mécanismes mettent l'accent sur l'équilibre entre l'accumulation du capital et l'accroissement de la population. Il s'agit donc d'accélérer l'accumulation du capital de façon à devancer l'excédent démographique. En ce qui concerne la structure économique des pays étudiés, les théories de la croissance sont fondées sur l'hypothèse qu'il y a une seule fonction de production pour toute l'économie, fonction dont les facteurs prépondérants sont le travail et le capital, la terre jouant alors un rôle mineur. Cette hypothèse est à exclure dans le cas des pays sous-développés; car, outre qu'il n'est pas possible de négliger la terre, les conditions du dualisme entre le secteur moderne et le secteur traditionnel font qu'il existe une "asymétrie" des fonctions de production.

-
1. SINGER, H. W. - Economic Progress in Underdeveloped Countries in Social Research, March 1949, pp. 1 - 11.
RODENSTEIN-RODAN, P. N. - Problems of Industrialisation of Eastern and South-Eastern Europe in The Economic Journal, June-September 1953.
Reprod. dans AGARWALA, A. N. and SINGH, S. P. - The Economics of Underdevelopment, Oxford Univ. Press, Bombay 1958, pp. 245 - 255.
LEWIS, W. A. - Economic Development with Unlimited Supplies of Labor in The Manchester School of Economics and Social Studies, May 1954.
Reprod. dans AGARWALA, A. N. and SINGH, S. P., op. cit. pp. 400 - 449.
NURKSE, R. - Problem of Capital Formation in Underdeveloped Countries, Oxford Univ. Press, Oxford 1955.
FEI, J. C. H. and RANIS, G. - Development of the Labor Surplus Economy. Theory and Policy, Homewood 1964.

Les théoriciens du développement peuvent être classés en deux tendances. Il y a ceux qui considèrent le sous-développement comme un état originel, une sorte de phase naturelle et alors "ils renversent la question pour s'intéresser plutôt aux causes du développement qu'à celles du sous-développement":¹ ce sont eux que nous qualifions de bourgeois; il y en a d'autres qui affirment que le sous-développement est la conséquence de la perturbation du processus évolutif des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine par le capitalisme expansionniste. En d'autres mots, il y a une sorte de gêne chez les auteurs bourgeois à rechercher les causes historiques du sous-développement, car cela les amènerait à se pencher sur l'histoire de l'esclavagisme et du colonialisme dont beaucoup ne sont pas très fiers. Et non seulement ils ne sont pas fiers de cette histoire, mais aussi ils se rendent compte que, par une sorte de cause à effet, l'ordre économique international qui en découle prête encore aujourd'hui à redire. Les auteurs marxistes, par contre, semblent se complaire dans cette histoire pour y puiser des exemples qui prouvent, à leurs yeux, comment l'Occident a exploité ces pays et continue à le faire. Ils insistent sur l'histoire et sur la nécessité de s'affranchir de la domination impérialiste pour résoudre les situations actuelles de ces pays.

1. TINBERGEN, J. - Lessons from the Past; Elsevier Publications Co, Amsterdam 1963, p. 86.

3.2 EXPLICATIONS MARXISTES

3.2.1 Theories et auteurs

Marx adopte sur la question du retard économique des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud une approche résolument historico-philosophique. Ses thèses soutiennent que ce retard est une conséquence de la domination coloniale. Les pays aujourd'hui sous-développés suivaient, selon lui, un processus historique qui, sans être tout à fait pareil à celui de l'Europe, n'en était pas moins évolutif. A certains égards, affirme encore Marx, au moment de la rencontre entre l'Europe et les pays orientaux, par exemple, les structures commerciales et la gamme des produits artisanaux de ces derniers étaient plus développées qu'en Europe. Par son comportement impérialiste et militariste, l'Europe a brisé ce processus en soumettant ces pays au régime colonial et en les entraînant dans la voie capitaliste du développement.¹

Marx écrit sur les méthodes coloniales ce qui suit: "Der außerhalb Europas direkt durch Plünderung, Versklavung und Raubmord erbeutete Schatz floß ins Mutterland zurück und verwandelte sich hier in Kapital".²

La colonisation a établi entre les différentes métropoles européennes et les pays colonisés des rapports d'exploitation qui sont la cause principale du sous-développement de ces pays. De lors il devient impossible d'envisager leur développement sans tenir compte de cette insertion dans le système capitaliste mondial, c'est-à-dire sans poser le problème de leur libération nationale.

1. MARX, K. - Die britische Herrschaft in Indien; MEA, Band 9, Berlin 1960, S. 128 ff.

2. Idem - Das Kapital, Band 1, S. 781.

Pour cette question, une place particulière revient à Lénine. Celui-ci fournit une analyse et une critique globale de l'impérialisme ainsi que du rôle des colonies et semi-colonies dans la division internationale du travail et de l'accumulation capitaliste des métropoles.¹

Du point de vue pratique, Lénine a mis la main à la pâte en participant à l'organisation du régime soviétique pour faire de la Russie semi-féodale un pays développé. A ce propos, il a montré qu'il faut insister sur les facteurs moteurs principaux de l'évolution socio-économique en tenant compte de leur corrélation et de leur interdépendance dialectique.² Pour sauver la révolution bolchévique qui était alors menacé par le marasme économique, il n'hésita pas à recourir à des mesures hardies, à esquisser un pas en arrière en instituant un programme faisant appel à l'initiative privée.

La tâche de Lénine était d'autant plus compliquée qu'il fallait traduire, pour la première fois, le modèle socialiste théorique en organisations concrètes dans les circonstances où les ennemis jurés de ce modèle ne rataient aucune occasion pour lui tendre des pièges.⁴

Une période qui coïncide à peu près avec le règne staliniste a connu un certain dogmatisme. Beaucoup d'auteurs se sont mis alors à ressasser les lieux communs du marxisme-léninisme en simplifiant et en rendant trop schématique l'analyse scientifique du système capitaliste mondial. Ce courant

1. LENINE, V. I. - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, op. cit. Edition Tribord, Paris.

2. LENINE, V. I. - Que faire, Editions sociales, Moscou.

3. Cfr la Nouvelle Politique Economique, connue sous l'abréviation de "NEP".

4. En pleine guerre civile des puissances étrangères envahirent la Russie sur deux fronts.

s'est trouvé incapable de donner des réponses aux questions concrètes du sous-développement, par exemple des conseils économiques aux jeunes Etats, des propositions pour la révision des conditions du commerce, du domaine réservé à la souveraineté nationale etc ... Ce courant se contentait d'indiquer des schèmes qui conduisent au socialisme proposé comme modèle du développement avec l'Union soviétique comme grande soeur.

Par la suite un contre-courant s'est constitué et a permis de reprendre l'analyse scientifique marxiste des phénomènes du capitalisme mondial et du sous-développement.

La plupart de ces auteurs attribuent le sous-développement aux méfaits de l'impérialisme, bien sûr, mais aussi au dualisme qui s'ensuit.

Selon Baran, par exemple, "capital either did not move from countries where its marginal productivity was low to countries where it could be expected to be high, or if it did, it moved there mainly in order to extract profits from backward countries that frequently accounted for a lion's share of the increments in total output caused by the original investments".¹ Avec cette exploitation, le capitalisme de monopole a rompu l'ordre féodal des économies de subsistance. Mais poursuit-il "un remplacement complet des rigidités de la servitude féodale ou semi-féodale par la rationalité du marché capitaliste aurait été, en dépit de toutes les peines de la transition, une importante étape dans la direction du progrès.

1. BARAN, A. P. - On the political economy of backwardness dans *The Economics of Underdevelopment* by Agarrala N. A. and Singh, P. S., op. cit. pp. 75 - 76.

Tout ce qui est arrivé est que la vieille exploitation de la population des pays sous-développés par leurs seigneurs était libérée des contraintes découlant de la tradition féodale. Cette superimposition de l'affairisme sur l'ancienne appression a conduit à une exploitation plus atroce, une corruption à outrance et à une injustice criante".¹ Baran indique alors que l'intervention des capitaux fut accompagnée de transfert d'importants processus physiques et techniques.

Pour le modèle marxiste, le dualisme est bien la conséquence de la rupture par l'impérialisme de l'ordre évolutif existant, sans pour autant réussir à imposer tout à fait le capitalisme. Il s'agit ici d'une bourgeoisie affairiste qui exploite les travailleurs.

Même les petits-bourgeois qui cultivent leur terre emploient parfois des travailleurs occasionnels, donc ils deviennent capitalistes. En clair, le secteur agricole doit s'industrialiser s'il veut survivre. En effet, la faiblesse de la productivité dans ce secteur fait que l'investissement s'en détourne, car le capitaliste investit seulement là où le taux de profit est le plus élevé. Ainsi donc, dans une économie fermée, le capitaliste prélèvera de la force de travail du secteur agricole jusqu'à ce que la pénurie des denrées alimentaires contribue à provoquer une crise. Pour résoudre les problèmes posés par une telle situation, le capitaliste recourra à l'expansion impérialiste. Appliquant la loi des coûts comparatifs de production, le capitalisme de monopole est prêt à détruire le secteur agricole dans son pays quitte à importer la nourriture.

1. BARAN, A. P. - idem, op. cit. p. 76.

3.2.2 Commentaires

La libération nationale est peut-être une condition nécessaire pour lancer des mesures de développement, mais elle ne paraît pas suffisante pour que ces mesures soient efficaces. d'ailleurs le marxisme ne s'y trompe pas non plus, car il distingue bien les luttes de libération des luttes des classes.

En Afrique la majorité des pays devenus indépendants continuent à suivre la voie du capitalisme privé. On peut rétorquer, avec raison, que le colonialisme a été remplacé dans la plupart des cas par le néo-colonialisme qui est le même drame sauf que les acteurs sur la scène sont noirs alors que les maîtres d'hier continuent à leur souffler le rôle. Si les choses se sont passées ainsi, nous pensons que cela est dû, principalement en Afrique subsaharienne en général, et au Zaïre en particulier, à quatre phénomènes: la confusion entre classe et race, les conditions de l'indépendance, le rôle de l'élite; et, pour l'Amérique latine et l'Afrique du Sud, l'origine de la classe dirigeante.

Nous nous expliquons. En effet, pendant la colonisation la ligne de démarcation entre riches et pauvres, entre exploiters et exploités, épousait celle qui séparait Européens et Africains. La perception par les masses populaires du phénomène de domination revêtait dans ce contexte un caractère réellement racial. D'ailleurs les leaders politiques congolais ont, pendant la lutte anti-coloniale, utilisé ce sentiment pour mobiliser les militants. Le Mouvement National Congolais (MNC), principal parti nationaliste au Zaïre avant l'indépendance, a lancé avec succès le slogan: "UHURU, SISI KWA SISI!" (En Swahili: Indépendance, ce sera entre nous! Entendez les Noirs!) Ainsi le caractère racial de la domination au Zaïre a créé l'illusion que la domination était un phénomène de race, et pas de classe.

L'époque actuelle dissipe lentement ce malentendu, car l'on entend partout le cri d'indignation en ces termes: "WATOTO WETU WANATUTENDEA HIVI?"¹ C'est le commencement sans doute d'une prise de conscience de classe dans le contexte moderne. Un autre facteur spécifique au Zaïre nous semble favoriser la prise de conscience de classe. Il s'agit de la pratique politique de beaucoup des parlementaires de la première génération qui se sont simplement servis des sentiments régionaux et tribaux comme tremplin pour une carrière nationale car, une fois à Kinshasa, ils ne reviennent même plus en visite dans leurs fiefs électoraux. Dans certains parties du pays que nous avons visitées, chaque électeur est persuadé que, pour être bien représenté, il faut élire son fils. Alors l'impossibilité de réaliser cette conviction conduira inéluctablement les électeurs à comprendre que, pour être bien représenté, il faut élire qui a les mêmes intérêts objectifs à défendre.

Dans certains pays, les conditions de la décolonisation à l'amiable n'ont pas permis aux militants désireux d'un véritable changement de conscientiser les masses. Certains pays africains qui ont proclamé leur indépendance dans le cadre de la communauté française se trouvent dans ce cas.

Par ailleurs, l'élite politique zaïroise avait, dans la plupart des cas, pour but de remplacer simplement les Européens dans leurs privilèges. Un fossé existait entre les revendications des masses et le but de l'élite.²

-
1. En Swahili: "Comment nos enfants peuvent-ils nous traiter ainsi?" Nous expliquons dans le paragraphe consacré aux inconvénients de la décentralisation que la clef de la promotion social n'est plus, contrairement à la tradition, l'âge, mais le diplôme.
 2. FANON, F. - op. cit., qui décrit le mécanisme de décalage entre les aspirations des masses au changement et celles des dirigeants au remplacement des Européens dans les privilèges.

Le niveau bas d'éducation des masses a facilité la confiscation des bénéfices de l'indépendance, et là où les masses clairvoyantes se sont soulevées, l'élite les a matées, parfois avec l'aide, oh paradoxe!, des Européens. Une telle élite au pouvoir, fortement liée aux intérêts de la bourgeoisie des anciennes métropoles, ne saurait lancer le pays dans la voie du socialisme. Enfin les pays d'Amérique du Sud et l'Afrique du Sud ont connu, nous semble-t-il, une circonstance particulière, à savoir que dans beaucoup de ces pays ce sont les colons qui ont été les promoteurs de l'indépendance, alors une fois maîtres chez eux, ils avaient moins de raisons de modifier les rapports de domination qui les liaient aux couches aborigènes illettrées. C'est cette circonstance particulière qui nous paraît, d'ailleurs, expliquer, en partie, l'échec continu des tentatives de sortir du giron de la dépendance extérieure.

Quand aux théories sur le dualisme, les marxistes n'en ont pas le monopole, bien au contraire, ils sont plutôt en retard sur ce chapitre.

En partant de l'affirmation que le dualisme économique est une sorte de survivance du passé précolonial, les marxistes essayent d'intégrer cette situation particulière à l'Afrique dans leur schéma général de la complexité organique du capital.

Comme l'on voit, non seulement il n'existe pas chez les marxistes un système cohérent et original des théories sur le dualisme, mais ils ne sont même pas parvenus à esquisser des réponses sur quelques contradictions qu'ils soulèvent. Par exemple, quelle est la solution entre le refus de la dépendance extérieure et la nécessité des capitaux étrangers? Pourquoi critique-t-on le pillage du Tiers-Monde alors que les matières premières se vendent difficilement? Pourquoi la critique des experts techniques n'aboutit-elle pas dans les pays sous-développés africains, politiquement indépendants

depuis une vingtaine d'années, à la réforme profonde de l'enseignement? Pourquoi en Afrique ne connaît-on pas partout de soulèvements alors que la masse vit dans la misère? Pourquoi la pratique de l'Union soviétique dans le domaine des crédits n'est-elle pas de nature différente (à part la faiblesse du taux d'intérêt et la longueur du délai de paiement) de celle des pays du Marché Commun?

Bref toutes ces questions et tant d'autres ne trouvent pas de réponses satisfaisantes dans le marxisme jusqu'à ce jour. Il est juste de bien analyser les origines d'un phénomène, mais cela ne permet pas nécessairement de lutter contre ses manifestations concrètes dans la pratique quotidienne.

Voyons maintenant quelques explications théoriques que donnent ceux qui ne partagent pas la pensée marxiste.

3.3 EXPLICATIONS BOURGEOISES

Nous devons dire tout de suite que nous regroupons dans ce sous-chapitre des auteurs de tendances assez diverses. Certains sont proches de la pensée marxiste, sinon par la philosophie générale, du moins par la méthode d'approche des problèmes; d'autres sont situés aux antipodes de cette pensée; et, d'autres encore s'opposent entre eux sur des nations fondamentales.

Ces différences et oppositions rendent très malaisés le classement et l'analyse des oeuvres de ces auteurs. En cours de notre exposé, certains auteurs apparaissent plusieurs fois étant donné que nous utilisons une typologie basée sur la distinction en disciplines alors que beaucoup de ces auteurs adoptent une démarche pluridisciplinaire.

Le schéma proposé part de notre conviction qu'il y a une sorte de gradation d'explications qui conduit au point de vue que nous défendons dans le chapitre dernier. Ainsi nous abordons dans ce sous-chapitre successivement les théories du cercle vicieux, des facteurs inhibitifs, des phases de la croissance et du développement dualiste.

3.3.1 Théories du cercle vicieux

3.3.1.1 Exposés et auteurs

Un nombre considérable d'auteurs décrivent des facteurs de sous-développement dont les corrélations présentent toutes les caractéristiques d'un cercle vicieux.

Dans un article publié déjà en 1952, Nurkse écrit: "Un pays

est pauvre parce qu'il est pauvre".¹ Cela n'est pas une simple formule de style pour captiver l'attention. L'éminent économiste insiste qu'il s'agit là d'une expression de relation en cercle fermé entre la demande et l'offre du capital dans les pays sous-développés. "Ainsi", écrit-il "la taille du marché est déterminée par le niveau général de productivité. La capacité pour acheter correspond à la capacité pour produire."² A son tour, le niveau de productivité dépend, en grande partie, du volume du capital utilisé dans la production. Mais l'utilisation du capital est freinée par l'étroitesse du marché."³ Le cercle se referme ici.



De leur côté Meir et Baldwin soutiennent que l'économie sous-développée l'est parce que "la production totale est faible, et après les quantités consommées, il reste peu de produits pour l'accumulation.

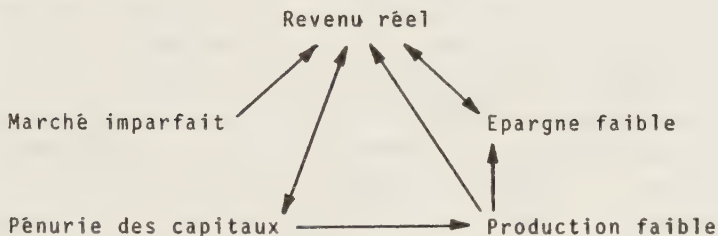
Le taux faible de l'épargne intérieure explique la faiblesse du revenu réel; à son tour le niveau bas du revenu réel est dû d'abord à la pénurie des capitaux et ensuite aux imperfections du marché. Et inversement, le niveau réduit du

1. NURKSE, R. - op. cit. p. 256.

2. Cette phrase est un rappel de la loi des débouchés de Jean-Sebastien Say selon laquelle, au niveau macroéconomique, les produits s'échangent contre les produits et, pour une période suffisamment longue, la demande totale sur un marché est égale à l'offre totale.

3. NURKSE, R. - op. cit. p. 256.

stock des capitaux est la conséquence du niveau bas de revenu réel".¹



Cannagé² mentionne aussi quelques cercles vicieux de la pauvreté. Il explique entre autre qu'il existe une corrélation entre le niveau de vie inférieure, la consommation qui absorbe le surplus de revenu, la formation insuffisante des capitaux qui en résulte et enfin de nouveau le niveau de vie inférieure.

Sauvy souligne également l'insuffisance du stock des capitaux par rapport au chômage.³

La pénurie des capitaux est donc au centre de ces quelques corrélations qui caractérisent le sous-développement économique.

D'autres théoriciens qui décrivent les cas concrets des cercles vicieux ne sont pas tout à fait d'accord qu'il faille attribuer au manque des capitaux un rôle primordial. Telle

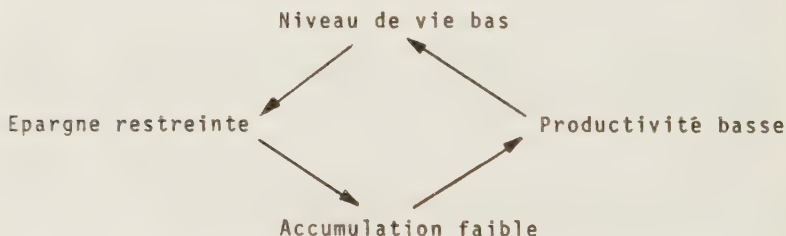
1. MEIR, M. G. & Baldwin, E. R. - op. cit. p. 319.

2. CANNAGE, E. - Economie du développement, Paris 1962.

3. SAUVY, A. - Théorie générale de la population, Paris 1956.

est, par exemple, la position de Viner¹ qui r'aborde les problèmes des capitaux que comme un deuxième groupe de facteurs alors que la qualité des ressources naturelles et humaines viennent en premier lieu. D'ailleurs Viner² soulève le problème de l'appréciation du manque des capitaux car, écrit-il avec raison, on ne peut pas mesurer ce manque par le taux élevé de l'intérêt étant donné que ce dernier peut résulter par exemple, d'un risque élevé de l'investissement, d'une productivité-limite élevée du capital etc ...

La même position est adoptée par Gill qui souligne, à côté de l'accumulation, le comportement social et le rôle des institutions qui entravent les investissements productifs. Il formule le cercle vicieux en ces termes "Etant donné que le pays est pauvre, il ne peut se développer, parce qu'il ne se développe pas, il reste pauvre."³



D'autres auteurs encore insistent sur la qualité des ressources humaines. Par exemple Harbinson et Myers⁴ ont calculé que

-
1. VINER, J. - The Economics of Development dans ARGARWALA & SINGH (eds.), op. cit. pp. 9 - 11 et p. 18.
 2. VINER, J. - International Trade and Economic Development, op. cit.
 3. GILL, T. R. - Economic Development: Past and Present, Prentice-Hall, 1963, pp. 28 et suivantes.
 4. HARBISON, F. & MYERS, A. Ch. - Manpower and Economic Growth, New York 1964.

l'écart entre le produit national par personne des pays développés et des pays sous-développés n'est que le tiers de l'écart entre la production des spécialistes formés de ces mêmes pays. Knall,¹ de son côté, affirme que le développement est entravé beaucoup plus par le manque de la main-d'oeuvre spécialisée que par l'insuffisance des capitaux. Knall présente d'ailleurs une description d'un cercle vicieux sur cette base. Il dit qu'une économie est sous-développée parce que la production est basse, y compris bien entendu la productivité. Cet état découle de l'insuffisance de la formation spécialisée. Cette dernière est la conséquence du sous-développement de l'enseignement qui lui-même est la conséquence des sources financières limitées, c'est-à-dire, du sous-développement économique.

Les cercles vicieux de Maier-Baldwin et de Gill mentionnent, avec raison, la faible productivité comme conséquence d'une accumulation faible. Knall, en plus de l'introduction du facteur peuple sous-développé, emboîte le pas aux auteurs précédents. Mais ces théoriciens ne semblent assez insister sur le fait que l'accumulation agit sur la productivité par le biais des innovations; et que ces innovations ne consistent pas seulement en achat des machines et en formation des techniciens, mais aussi en nouvelles formes d'organisation de l'activité quotidienne. L'organisation peut être relativement indépendante d'un investissement en capital ou exiger un capital très faible.

De même il est possible avec relativement peu d'argent d'introduire l'amélioration dans l'alimentation ou l'habitat. Par exemple, une meilleure localisation d'un village zairois en tenant compte de l'inclinaison du terrain pour s'organi-

1. KNALL, B. - Wirtschaftlicher Dienst No. 4, 1964.

ser par rapport au point d'eau, à l'emplacement des maisons, des cuisines, des latrines, des champs etc ... peut avoir de bonnes retombées sur la santé et donc sur la qualité du travail.

Il serait possible d'allonger la liste de ceux qui traitent ces corrélations circulaires, mais voyons plutôt un pas en avant réalisé par Myrdal.

Myrdal adhère bien à la thèse du cercle vicieux car il affirme que "... chaque chose est la cause de chaque autre chose d'une façon circulaire."¹ Il enchaîne heureusement que "Si parmi les deux facteurs l'un changeait, une répercussion s'exercerait sur l'autre facteur en lançant un processus accumulatif basé sur l'interaction ...".² L'auteur mentionne "qu'il est tout à fait évident que la corrélation ... de l'aliment plus riche, des conditions d'hygiène améliorées et de la capacité de travail plus élevée réalise un processus cumulatif ascendant."³

3.3.1.2 Commentaires

La première réaction que nous risquons d'avoir en lisant les paragraphes consacrés au cercle vicieux de la pauvreté chez différents auteurs est de laisser tomber les bras en disant qu'il n'est pas possible d'en sortir. Nous nous rappelons la frustration que nous avons ressentie pendant nos premières

1. MYRDAL, G. - op. cit. p. 19.

2. Idem p. 16.

3. Idem p. 12.

années d'études en écoutant d'éminents conférenciers exposer cette argumentation lors de séminaires et congrès sur les pays en voie de développement. Cette frustration était d'autant plus atroce que nous sentions en même temps que quelque chose était faux dans ce raisonnement défaitiste. En effet, ces savants n'expliquaient jamais comment les pays actuellement développés avaient rompu le cercle vicieux. Ou alors ils rétorquaient simplement qu'il faut du temps, que nous ne pouvons pas atteindre en quelques décennies un développement qui a exigé quelques siècles en Europe.

Par ailleurs, la conception du processus cumulatif de Myrdal nous aide à douter du caractère vraiment circulaire de ces corrélations. Nous pouvons, par exemple, imaginer qu'elles forment non pas un cercle mais plutôt une spirale, qui, vue du sommet, peut paraître semblable à un cercle. Si tel est le cas, la question se pose alors de savoir d'où part cette spirale de pauvreté, car une spirale a bien un point de départ. Si cette question risque d'effaroucher les esprits enclin à la facilité, il reste toujours une autre, celle de savoir à quelle hauteur de circonvolution peut-on intervenir efficacement pour donner à la spirale un caractère plus ouvert, plus rectiligne, pour rompre le cercle apparent.¹

En vérité, le défaut principal de ces thèses est de ne pas établir des primautés dans les causes et par le fait même, ces thèses se révèlent incapables de suggérer une initiative concrète.

Avant d'approfondir notre réflexion dans la recherche du point d'intervention, voyons d'abord les autres thèses en vogue.

1. SZENTES, T. - The Political Economy of Underdevelopment: Akadémiai Kiado, Budapest 1976.

3.3.2 Théories des facteurs inhibitifs

3.3.2.1 Modèles écologiques

3.3.2.1.1 Exposés et auteurs

Certaines théories invoquent des causes à caractère permanent ou éternel pour expliquer les difficultés économiques des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ces théories se rapportent notamment au climat et à la fragilité des sols tropicaux.

Robert écrit à ce propos: "On peut considérer comme un fait d'expérience que le travail intellectuel prolongé est plus pénible sous les tropiques qu'en région tempérée. On admet aussi généralement que le climat tropical a une influence déprimante sur le système nerveux et par contrecoup sur la volonté. On doit admettre, par ailleurs, que le climat a des repercussions profondes sur les sociétés humaines et sur le degré de développement de leur civilisation".¹ Et Robert d'ajouter "Il semble bien par ailleurs que ce n'est pas des populations vivant dans les régions tropicales que nous devons attendre les plus grands efforts qui nous apporteront la lumière et le progrès. En irait-il de même de la descendance des familles blanches qui, s'adaptant au milieu, en feraient leur home définitif? Ce n'est pas certain".²

Weichet, par exemple, écrit: "... ergeben sich unter tropischen Klimabedingungen nämlich bestimmte limitierende Faktoren...", et plus loin: "Die Folgen sind tiefgreifend. Im Endeffekt läuft es darauf hinaus, daß Außertropen und Subtropen

1. ROBERT, M. - Géologie et géographie du Katanga; Union Minière du Haut-Katanga, Bruxelles 1956, p. 157.

2. Idem, p. 158.

leichter zu Lebensräumen hohen sozial-ökonomischen Standards entwickelbar waren und sind als die Tropen. Die Tropenbewohner haben seit jeher ein von der natürlichen Umwelt vorgegebenes Handicap in der Kulturentwicklung der Menschheit zu tragen gehabt".¹

Cet auteur consacre tout un livre à ces thèses et, à l'aide des graphiques et cartes, tente de présenter les désavantages des zones intertropicales.

3.3.2.1.2 Commentaire

Il est évident que chaque pays doit tenir compte de son climat particulier et de la qualité de ses sols pour l'élaboration de sa stratégie de développement. Les pays tropicaux n'échappent naturellement pas à cette vérité à La Palisse.

Mais les conditions spécifiques des tropiques sont-elles la cause essentielle du retard de développement des pays tropicaux? Un coup d'oeil sur la mappemonde permet de constater que: "de vastes parties du Tiers-Monde sont situées dans la zone tempérée et elles n'en ont pas moins été ((sous-développées))".² On peut citer en exemple, la Chine, l'Inde et des parties de l'Amérique latine. Par contre, l'Australie bien qu'en bonne partie tropicale est à classer parmi les pays hautement développés.

1. WEICHET, W. - Die ökologische Benachteiligung der Tropen; Teubner, Stuttgart 1977, S. 9.

2. LACOSTE, Y. - Géographie du sous-développement, Presse Universitaire de France, Paris 1976, p. 255.

Robert, par sa question et la réponse qu'il y donne, trahit les sentiments racistes profonds qui animent son argumentation.

Puisque Weichet se réfère aussi au passé, ignore-t-il vraiment que: "Les régions tropicales, malgré leur handicap, ont été le théâtre de brillantes civilisations, celles de l'Inde, de l'Indochine, de Java"?¹

3.3.2.2 Modèles ethnologiques

3.3.2.2.1 Exposés et auteurs

Un auteur français, le comte de Gobineau, dans ses célèbres ouvrages sur des races humaines publiés pour la première fois déjà en 1853, classe les Noirs en queue de la liste, derrière les Jaunes, qui sont eux-mêmes, bien entendu, derrière les Blancs.

A propos des Noirs il écrit "Der Charakter der Tiernähe drückt sich in der Form des Beckens aus und prägt vom Augenblick der Empfängnis eine Bestimmung. Dieser Typus wird nie eine bestimmte geistige Enge überschreiten".² Et plus loin, citant Bruner, il affirme "Der Geschmack und der Geruch sind beim Neger ebenso mächtig wie ungebildet: er isst alles und die uns widerwärtigen Gerüche sind ihm angenehm".³ Et encore

1. Idem - p. 256.

2. GOBINEAU, J. A. (de) - Der arische Mensch par von HORN, J. B. - op. cit. p. 24.

3. Idem - op. cit., p. 25.

plus loin: "Er legt so wenig Wert auf das eigene Leben wie auf das der anderen."¹

En ce qui concerne les Jaunes, Gobineau soutient qu'ils sont le contraire des Noirs parce que "Der Schädel ist nicht zurückgebogen, sondern wölbt sich nach vorn"² et que "In allen Dingen sehen wir so eine Tendenz zur Mittelmässigkeit".² Les Jaunes seraient "praktische Leute im engsten Sinne des Wortes".²

Enfin sur les Blancs, il écrit d'abord que "Der Weisse ist in den Sinnen weniger entwickelt als der Gelbe und der Schwarze" et ensuite "... überlegende Tatkraft oder besser: tatkräftige Oberlegung: Sinn für das Nützliche, aber in einer viel weiteren, höheren, kühneren nach der idealeren Bedeutung des Wortes als bei der gelben Rasse, eine Beharrlichkeit, die sich von den entgegenstehenden Hemmungen Rechenschaft gibt und die schliesslich auch die Mittel findet, um sie zu überwinden ...".³ Il continue en disant "Die weisse Rasse zeichnet sich weiter durch eine eigentümliche Liebe zum Leben aus".³ Et pour distinguer la race blanche des deux autres, de Gobineau affirme encore: "Die erste Triebfeder, das Leben wegzugeben, ist die Ehre; dieser Begriff ... bei den Gebeltn wie bei den Schwarzen unbekannt ist".⁴ Et encore selon lui: "Das ist die Lehre der Geschichte, sie zeigt uns, dass alle Zivilisationen von der weissen Rasse herstammen ...".⁵

Le comte de Gobineau va encore plus loin dans ses découver-

1. Idem, op. cit., p. 25.

2. Idem, op. cit., p. 26.

3. Idem, op. cit., p. 27.

4. Idem, op. cit., p. 28.

5. Idem, op. cit., p. 33.

tes. Chacune des trois races serait divisée en différentes branches, il distingue dans la race blanche les Aryens et les autres. Selon lui, les Aryens jouent un rôle dirigeant dans l'histoire de l'humanité. Ce sont eux qui ont fécondé de leur esprit créateur les autres branches des Blancs, leur permettant ainsi de démarrer dans la voie d'une civilisation quelconque dans l'histoire.

La race est donc, pour le comte de Gobineau, le facteur principal qui détermine le succès d'un peuple dans la voie du développement.

Cette conception n'est d'ailleurs pas neuve. Elle prend ses racines dans la tradition de la pensée greco-romaine. En effet, toute la philosophie politique d'un Platon, par exemple, était basée sur la distinction entre une race de seigneurs nés pour commander et une race d'esclaves nés pour servir. Aujourd'hui, les défenseurs de l'apartheid en Afrique du Sud recourent encore aux citations de la Bible pour établir leur droit à la domination d'autres races.

L'adhésion aux théories racistes n'a d'ailleurs rien à voir avec la couleur de l'épiderme du disciple. Les chantres noirs de la négritude nous semblent bien prolonger cette pensée. En effet, le Sénégalais Senghor soutient, sans vergogne, que le Noir est caractérisé par l'émotion et le Blanc par la raison. De même le Martiniquais Césaire affirme que les Noirs n'ont rien inventé.

Au Zaïre, les théories racistes ont été à la base de toute une politique de relations humaines dans les entreprises. Le Docteur Mottoulle, chef du personnel de la Générale des Carrières et des Mines (Gécamines) et qui est le promoteur de la politique de stabilisation de la main d'oeuvre africaine dans cette entreprise, faisait distribuer aux cadres européens en partance pour le Zaïre et surtout aux "chefs de camps" une brochure dans laquelle on peut lire, entre autres

passages, que "Le colonisateur ne doit jamais perdre de vue que les nègres ont des âmes d'enfants, âmes qui se moulent aux méthodes de l'éducateur; ils regardent, écoutent, sentent et imitent. L'Européen devra, en toute circonstance, se montrer un chef calme et pondéré, bon sans faiblesse, bienveillant sans familiarité, actif avec méthode et surtout, juste dans la répression des fautes, comme dans la récompense des bonnes volontés". Et Mottoulle continue: "Tout agent de la société qui ne se pénétre pas bien de ces principes, ou qui agit à leur rencontre, risque d'entraver et parfois d'annihiler les résultats laborieusement acquis et constitue pour elles un agent peu intéressant ou même mauvais ... La Direction générale de la société pense en principe que tout ce qui peut nuire au bien-être physique, moral ou social de ses travailleurs est contraire à l'intérêt bien compris de l'Union Minière".¹

Lors d'une conférence donnée devant l'Institut Royal Colonial Belge, pour refuter les critiques anglaises qui comparaient la politique sociale belge au Congo aux soins donnés aux chevaux pour en tirer le meilleur parti, Mottoulle répondait "... il y a là un geste d'humanité, de charité et même d'amour pour le frère inférieur, geste qui se rencontre chez le Belge bien plus souvent qu'il ne le laisse voir".²

Non seulement les employeurs avaient des opinions, mais aussi les gouvernants de la Colonie belge.

Le Gouverneur Général Ryckmans incriminait ainsi "la paresse

1. MOTTOULLE, L. - Politique sociale de l'Union Minière du Haut-Katanga pour sa main-d'oeuvre indigène et ses résultats au cours de vingt années d'application; Institut Royal Colonial Belge, tome XIV, fascicule 3, Bruxelles 1946, p. 5.

2. MOTTOULLE, L. - op. cit., p. 235.

du nègre incapable d'un effort soutenu".¹

C'est aussi en application des théories racistes que les missionnaires ont pratiqué la discrimination dans l'enseignement en créant des écoles pour les enfants blancs et d'autres pour les enfants indigènes.

À côté de ces opinions brutales, l'on rencontre des descriptions plus nuancées des ethnologues qui ont étudié ce qu'ils appellent "les sociétés primitives", d'Afrique et d'Océanie.

Nous ne sommes pas sûr que beaucoup d'ethnologues sympathisent avec cette conception raciste. En tous cas, l'ethnocentrisme, ou plus précisément l'eurocentrisme les caractérisent tous. En Europe, selon eux, il y a des peuples, en Afrique et en Asie, des peuplades. Ils opposent les civilisés de chez eux aux primitifs d'ailleurs, les cultures aux coutumes, les langues aux parlers, etc. La plupart de leurs travaux sont une comparaison de leurs découvertes outre-mer avec le modèle de leur société, qui est considéré comme universel, quasi parfait, auquel les peuples du monde doivent aspirer. Des autres sociétés, la compréhension est généralement sacrifiée au profit du folklore.

Malinowski reconnaît, avec raison, que: "Had the missions understood that the bride-price had nothing to do with any economic transaction, ..., they certainly would not have committed the capital mistake of prohibiting it, and thus would not have an unfortunate influence on native marriage and family."²

1. RYCKMAN, P. - Discours à la séance du Conseil du Gouvernement du Congo belge, juillet 1935. "Etapas et jalons", Bruxelles 1946.

2. MALINOWSKI, B. - The Dynamics of cultural change, Yale University Press, New Haven 1949, pp. 152 - 153.

3.3.2.2 Commentaires

Naturellement, il ne serait pas sérieux de nier que les sociétés humaines évoluant dans des conditions d'isolement puissent développer des différences entre elles. Par exemple, une société d'Esquimaux est nécessairement différente d'une société de Pygmées par ses modes de production de biens matériels, par son organisation sociale, par ses traits culturels, etc. En effet, l'évolution d'une société humaine nous paraît la résultante de plusieurs facteurs.¹ La question est de savoir, si une société humaine quelconque placée dans les mêmes circonstances ne produirait pas le même type d'évolution ou si, au contraire, les sociétés humaines sont congénitalement si différentes que, placées dans les mêmes circonstances, elles n'évolueraient pas de la même façon, comme le soutient de Gobineau.

A notre avis, les oeuvres racistes auraient dû depuis longtemps faire partie d'un "musée consacré aux inepties de l'humanité", à côté des affirmations telles que la terre est plate ou que les femmes n'ont pas d'âme, s'il ne se trouvait pas aujourd'hui encore des personnalités qui considèrent leurs auteurs comme de grands penseurs de notre ère. En plus, les incantations racistes d'un Adolf Hitler en Allemagne, ou d'un Barry Goldwater aux Etats-Unis, ou encore d'un John Foster en Afrique du Sud résonnent encore dans les oreilles de tous pour que nous insistions sur l'influence de cette conception.

A propos de la noblesse congénitale de la race blanche

1. SUTTER, J. - La valeur de la différenciation raciale dans BALANDIER, G. - Le Tiers-Monde, Sous-développement et développement, P.U.F., Paris 1956, pp. 95 - 118.

qu'affirme Gobineau, il aurait été utile de recueillir les faits historiques et les avis des peuples d'Amérique qui ont connu des trahisons sanglantes, des peuples d'Afrique qui ont subi un esclavage bestial ou des peuples d'Asie qui ont vécu un colonialisme hypocrite. Voilà que de Gobineau se met à distribuer des éloges gratuits à sa race. Décidément, les théoriciens de la différence entre les races, ou plus précisément de la supériorité de la race blanche sur les autres, font pitié. Ils sont pitoyables, parce qu'ils sont incapables de se situer dans l'espace et dans le temps. Il ne paraît pas abusif d'affirmer qu'à des époques déterminées, il a existé des organisations sociales ou étatiques plus ou moins similaires dans les différents continents. Par exemples, les Espagnols n'ont pu s'empêcher d'admirer les réalisations des peuples Incas et Aztèques,¹ de même les Portugais ont dû établir des relations d'égalité avec les rois du Congo, par l'échange d'ambassadeurs.¹ La détérioration des rapports, dans ces cas précis, a été provoquée par la cupidité des nouveaux venus, qui, ayant constaté la présence de richesses naturelles, en réclamèrent la part du lion.² Ces exigences amenèrent inévitablement un conflit et l'issue fatale de l'affrontement pour les peuples d'Amérique et d'Afrique ne saurait être attribuée à la supériorité raciale des envahisseurs mais plutôt au fait que, entre autres, l'avance de la technologie militaire de ces derniers, notamment la possession du canon à poudre, a mis en lambeaux la bravoure des premiers.

On ne peut démontrer que les peuples précités n'auraient pu découvrir tôt ou tard la poudre explosive, ni qu'à armes égales, les envahisseurs auraient nécessairement brisé leur

1. VANSINA, J. - The Kingdoms of the Savanna, The University Press of Wisconsin, Madison 1966, pp. 45 - 48.

2. Idem - op. cit., pp. 49 - 64.

résistance. Il en va de même, par exemple, de la dernière victoire des Vietnamiens sur les Nord-Américains qu'on ne saurait interpréter aujourd'hui comme la conséquence de la supériorité raciale de ceux-ci ou ceux-là.

Nous pouvons même nous demander, si les Noirs d'Afrique n'ont pas fait preuve d'intelligence en adoptant une résistance passive, laquelle leur permit de survivre et de sauver une partie de leur patrimoine, en présence d'un rapport de forces qui leur était défavorable; en effet, nul ne peut garantir aujourd'hui qu'en agissant autrement, les Noirs n'auraient pas été soumis à un génocide semblable à celui qui a décimé les peuples d'Amérique.

Les auteurs racistes sont encore pitoyable parce qu'ils semblent ignorer que l'ensemble des connaissances humaines suit un processus cumulatif. Rares sont les innovations qui ne sont pas une prolongation ou un perfectionnement de ce qui existe déjà.¹

Et pour ce qui existe déjà, l'histoire millénaire de l'humanité de nous permet pas d'établir quelle est la contribution originelle de chaque race, en supposant qu'il soit possible d'écarter l'interaction entre les races. Chaque jour, les découvertes archéologiques soulèvent un peu plus le voile tombé sur l'histoire du passé. Il n'est pas fondé d'affirmer que les Noirs n'ont rien inventé. Et les travaux récents tendent à démontrer que la civilisation égyptienne originelle est d'essence noire.² En tous cas, les recherches scientifiques menées par les savants du monde entier ne permettent pas, de nos jours, de conclure à la supériorité de la

1. MAQUET, J. - Africanity: The cultural unity of Black Africa. Oxf. Univ. Press, New York 1972, p. 122, mentionne que l'Extrême Orient a connu l'alphabet 1000 ans avant Jésus Christ.

2. Voir l'oeuvre de DIOP, Cheikh Anta.

race blanche sur les autres et encore moins d'expliquer le retard économique par les facteurs raciaux.

Les affirmations sur l'émotivité du Noir ne nous paraissent être autre chose qu'une généralisation abusive des expériences subjectives de certains individus comme Senghor qui ont, sans aucun doute, été impressionnés par les méthodes calculatrices avec lesquelles le colonialiste poursuivait ses buts.¹

Au Shaba, tout Européen qui tenait à faire carrière à la Gécamine, devait naturellement se plier aux directives racistes et mener une vie de surhomme parmi tous ces grands enfants prêts à imiter même les défaillances.

A la Gécamine, cette politique particulière des relations professionnelles est sans doute une des causes de la naissance et de l'existence d'un paternalisme tenace et explique, en partie,² les difficultés d'intégration des travailleurs africains dans le contexte industriel.

1. 50 ans plus tôt, STANLEY, H. M. écrit à propos de sa rencontre avec Livingstone au bord du lac Tanganika en novembre 1871: "Que n'aurais-je pas donné pour avoir un petit coin de désert où, sans être vu, j'aurais pu me livrer à quelque folie: me mordre les mains, faire une culbute, fouetter les arbres, enfin donner cours à la joie qui m'étouffait! Mon coeur battait à se rompre, mais je ne laissais pas mon visage trahir mon émotion, de peur de nuire à la dignité de ma race". Voir Stanley - Comment j'ai retrouvé Livingstone, Fayard, Paris.

2. L'autre partie de l'explication ne saurait ignorer les méfaits de la persistance des liens traditionnels.

3.3.2.3 Modèles culturels

3.3.2.3.1 Exposés et auteurs

Le modèle culturel diachronique soutient que les travailleurs sont pris dans un processus d'évolution linéaire à la Redfield. Un émigré africain passe, selon cette conception, par une série de paliers¹ qui, si l'on considère l'état initial et l'état final, en font un autre être. De villageois il devient citadin.

La notion de détribalisation de Hellmann² est l'exemple typique de cette conception. En effet, cet auteur tente d'expliquer les facteurs qui agissent contre le passage individuel de la tradition à la modernité. La détribalisation chez lui, bien qu'il ne la définisse pas, correspondrait à l'étape de destructuration suivi de la restructuration qu'il appelle l'eupéanisation.

Le deuxième modèle théorique se base sur la sélection selon les situations, c'est-à-dire que les travailleurs réagiraient selon les faisceaux de relations dans lesquelles ils sont impliqués. Un ouvrier à l'usine serait urbain, le même à la Cité, se comporterait en homme de clan.

Epstein qui a mené des recherches sérieuses dans le "copper-belt" zambien, contique à la bande zairoise de cuivre, écrit: "... the deeper understanding of the urban social process in Africa requires a formulation in which inconsistency and disharmony are recognized not only as an integral part of

1. GURVITCH, G. - Essais de sociologie, Sirey, Paris 1938, pp. 20 - 112.

2. HELLMANN, E. - Rooiyard. A sociological study of an urban native slum yard. Oxf. Univ. Press, Cape Town 1948, p. 110 et suivantes.

the social system, but also an important source of its dynamic".¹ Et un peu plus loin "Thus the African trade union leader who marries may pay bride-wealth to his parents-in-law, may be meticulous in his observance of the in-law and other domestic taboos, and ..., all without doing violence to his role of Union official."²

Mitchell cite le cas d'un Africain qui mène une vie prospère et civilisée et en même temps pratique la médecine traditionnelle. Il conclut à ce propos: "Clearly we are not dealing here with an integrated cultural system but with one in which quite disparate systems of beliefs may co-exist and be called into action in different social situations."³

Mayer a effectué des recherches sur les communautés Xhosa en Afrique du Sud. A propos des immigrants qui ont réussi à s'urbaniser sans être en même temps détraibalisé, il écrit: "It is a matter of being able to adjust to different situations and contexts, when a man acquires this ability ... he can act in an urban fashion among urbanized friends in town, but fall back into country ways without apparent effort when he revisits the country or retires there ...".⁴

Dans un ouvrage plus récent, Mitchell soutient encore la même idée en écrivant: "To label a link as "friendship", or "clanship" means that the actors construe the behaviour to be expected in relation to that link as indicated by the

-
1. EPSTEIN, A. L. - Politics in an urban african community, Manchester Univ. Press, Manchester 1958, p. 227.
 2. Idem -op. cit., p. 234.
 3. MITCHELL, J. C. - Tribalism and the Plural Society, Oxf. Univ. Press, London 1966, pp. 15 - 20.
 4. MAYER, Ph. - Townsmen and Tribesmen: Conservatism and the process of organisation in south african city, Oxf. Univ. Press, Cape Town 1961, p. 10.

label they give to it".¹

Dans le cas précis qui nous préoccupe, l'on devrait donc déduire de ce modèle que le travailleur zairois n'est ni urbain ni traditionnel, ses réactions momentanées étant simplement fonction des circonstances du milieu.

Il reste à mentionner le modèle volontariste, selon lequel ce serait le travailleur lui-même qui déclenche les changements souhaités.

L'intensité de ces changements volontaires serait fonction inverse de la persistance des liens avec la société originelle.

C'est la deuxième proposition de modèle à laquelle aboutit Mayer à la suite de ses travaux précités. Il note notamment: "There are other places where a mixed location is subdivided geographically, the Red people² congregated at one end and the School people at the other. But where the population is really intermixed, Red homestead alternating with School homestead, the cleavage is kept up by a kind of self-imposed aloofness. The ideal is to have good neighbourly relations, to be on good terms, without associating much on a voluntary level."³

Pour illustrer l'intervention d'une volonté individuelle,

1. MITCHELL, J. C. - Networks, names and institutions dans MITCHELL, J. C. and BOISSEVAIN, J. (eds) - Network Analysis Studies in Human Interaction, Mouton, Paris 1973, p. 28.

2. Dans les pages précédentes, l'auteur avait commencé par distinguer les Schasa qui ont fréquenté l'école de mission, donc occidentalisés les "School men" et les travailleurs qui ne l'ont pas fait, les "Red men".

3. MAYER, Ph. - op. cit., p. 21.

Mayer rapporte l'exemple d'un scolarisé chrétien qui cependant ne fait partie d'aucune organisation et ne fréquente pas l'église et qui en plus, dit: "My mother and I are Red men".¹

3.3.2.3.2 Commentaires

Les modèles culturels partent tous de deux hypothèses implicites: ils supposent d'abord, l'existence face à face de deux sociétés homogènes, une africaine et l'autre européenne; ensuite, la supériorité des valeurs européennes auxquelles il faut aspirer pour acquérir les qualités nécessaires à une vie civilisée.²

Les différentes ethnies africaines dans la Bande du cuivre ont, par leur isolement antérieur et leurs expériences historiques, des charges culturelles sensiblement différentes.³

Le brassage de ces ethnies dont les membres ont tendance à se regrouper en villes⁴ ne fournit actuellement qu'une société-

1. MAYER, Ph. - op. cit., p. 176.

2. Léopold II, fondateur de l'Etat indépendant du Congo, actuellement Zaire, parle dans ses correspondances aux invités à la Conférence Géographique de 1876 des "tentatives d'introduire la civilisation en Afrique", voir Roeykens, A. - Les réunions préparatoires de la délégation belge à la Conférence Géographique de Bruxelles en 1876 in Zaire, VII, 1953, p. 807.

3. MAQUET, J. - Civilizations of Black Africa, Oxford Univ. Press, New York 1972, dans lequel l'auteur décrit aux moins six formes de civilisation pour l'Afrique dite noire.

4. Cfr. le paragraphe sur la naissance des partis politiques, p. 150 infra

té s'en superpose une autre, la société européenne qui elle-même est pluraliste.¹

Le pluralisme de la société zairoise résulte de la convention de Berlin sur le Bassin du Congo qui conférerait à toutes les nations européennes la liberté de commerce dans notre pays ainsi que de l'existence des questions tribales dans la métropole. En effet, les tensions linguistiques et autres entre les Flamands et les Wallons en Belgique n'ont pas épargné les Belges oeuvrant au Congo. La conclusion de ce qui précède est qu'il paraît inexact d'aborder les questions d'intégration culturelle des travailleurs africains dans la Bande zairoise du cuivre de la même façon qu'on étudie, par exemple, la migration de la campagne à la ville dans le cadre d'un même monde culturel. Il s'agit ici plutôt d'un processus compliqué à deux niveaux, d'abord l'ajustement des ethnies africaines entre elles, et, en même temps, le passage d'un monde culturel en un autre.

La supériorité supposée des valeurs européennes est discutée plus en détail dans le paragraphe portant sur les modèles psycho-sociologiques. D'ores et déjà, si l'on admet que la langue est une des grandes formes d'expression culturelle, force est de constater qu'il n'existe pas aujourd'hui une langue de développement. La prédominance de telle ou telle langue dans un domaine quelconque de relations internationales paraît beaucoup plus comme une conséquence d'un accident de l'histoire qu'une manifestation de la supériorité intrinsèque de cette langue. Il en irait de même, à notre avis, pour beaucoup d'autres formes d'expression culturelle.

1. REX, J. - The Plural Society in Sociological Theory in British Journal of Sociology X, 2 (1959), p. 124, écrit avec raison, "L'étude des sociétés européennes occidentales devrait être enrichie par des études qui partent de l'existence des conflits de valeur que d'une sorte de consensus social".

Ces deux remarques étant faites, voyons de plus près chacun des modèles proposés.

Le dernier modèle, le modèle volontariste nous semble le plus facile à critiquer. En effet, outre que Mayer n'explique pas le caractère de fonction indépendante attribuée à la persistance des liens traditionnels, il attache au libre arbitre individuel une importance qui n'a pas de rapport avec la réalité observée ainsi que le constate Parsons¹ qui développe quatre impératifs intervenant lors d'une migration de masse. Ces impératifs sont nommément les prêtres, les nouveaux riches, les fonctionnaires et les organisations sociales. Nous pensons qu'il faut y ajouter le pouvoir public qui peut agir sur l'ajustement, dans un sens ou dans l'autre, par le biais de la coercition ou de l'intéressement. L'action de ces facteurs va à l'encontre du libre arbitre de l'individu. De même, on ne peut ignorer, dans le cas que nous analysons ici, l'action spécifique de l'entreprise sur le comportement du travailleur. On verra plus loin que la politique paternaliste menée par la Gécamine a fortement marqué les attitudes des travailleurs à son égard et même les aspirations de ces derniers en matière d'emploi.

Le modèle de la sélection selon les situations nie en fait l'acculturation qui est un phénomène pourtant bien établi. Le tableau sur le résultat de notre enquête, permet d'affirmer, par exemple, que plus l'ancienneté est élevée, plus la coopération² des travailleurs est bonne. Cette constatation

1. PARSONS, T. - Structure and Process in Modern Societies, Free Press, Glencoe 1960.

2. L'entreprise étudiée applique un système d'appréciation des services sur la quantité du travail, la qualité du travail et la coopération du travailleur. Le dernier critère concerne la capacité du travailleur à s'entendre avec son entourage et à promouvoir l'esprit d'équité. Ce critère est un reflet de l'ajustement individuel du travailleur à un contexte non clanique.

tend à démontrer qu'il n'est pas possible pour un individu de jouer indéfiniment à l'équilibriste entre les différentes composantes de son milieu culturel. En effet, tôt ou tard, il subit l'acculturation. Une personne acculturée ne saurait passer par une sorte de vestiaire pour se dépouiller ou endosser des habitudes suivant le milieu qu'elle aborde.

Le modèle diachronique est le plus intéressant des trois à plus d'un titre. En effet, les résultats de notre recherche indiquent que, sur le plan des normes, 52,9 % des travailleurs connaissent leur interdit clanique.¹

Cependant les travailleurs immigrés dans la Bande sont plus nombreux à connaître l'interdit clanique que les travailleurs natifs et cela dans la proportion de 73,9 % contre 26,1 %.² L'ancienneté dans le milieu industriel paraît influencer peu la connaissance de l'interdit. En d'autres termes, notre enquête semble indiquer nettement que la distanciation à l'égard des valeurs traditionnelles est un phénomène plus intergénérationnel qu'intragénérationnel. Et cet état de choses serait une conséquence de la politique d'immobilisme social dans l'entreprise.

1. NGOY-MUNOKO, M. - Emploi et migration dans la Bande zairoise du cuivre (étude non publiée); Programme Mondial de l'Emploi du BIT, Genève 1976.

2. NGOY-MUNOKO, M. - op. cit.

3.3.2.4 Modèles psycho-sociologiques

3.3.2.4.1 Exposés et auteurs

Ces modèles regroupent un très grand nombre d'auteurs. Tous insistent sur l'existence des institutions, usages, penchants, réaction, qualités, etc. individuels et sociaux soit à priori favorables, soit à priori défavorables au développement. Il n'y a en réalité deux tendances. La tendance sociologique dans sa grande majorité considère la société traditionnelle comme un ensemble homogène dans lequel les facteurs sociaux seraient exogènes, c'est-à-dire, ils seraient sans rapport avec la réalité économique, les conditions dans lesquelles les hommes produisent les biens nécessaires et comment ils s'organisent pour les produire et les répartir, ni non plus avec l'état de la technologie, c'est-à-dire le niveau de sophistication des instruments utilisés pour produire. Le courant psychologique présente une certaine analogie avec le point de départ des examens psychologiques d'aptitude, qui affirme l'existence de qualités adéquates ou non, de facteurs et motivations favorisant ou freinant les différentes activités et métiers. Cette approche aboutit donc, en quelque sorte, à soutenir que la structure sociologique dépend de la combinaison des motivations psychologiques individuelles. En d'autres termes, les qualités sociales ne sont que l'agrégat des qualités individuelles.

En vérité les caractéristiques sociologiques et psychologiques ne peuvent pas être exposées séparément parce que, d'après beaucoup d'auteurs, elles sont enchevêtrées. Voyons en fait comment ces auteurs les énumèrent.

Boeke peut être considéré comme le père des explications du dualisme sociologique. De son séjour en Indonésie, il a tiré des leçons sous forme d'une théorie qu'il qualifie de théorie des sociétés occidentales. Il soutient que le dualisme sociologique est une conséquence de la superposition

d'un système capitaliste développé à un système indigène tout à fait différent au point qu'il est impossible d'appliquer à l'ensemble du pays une politique uniforme; et d'ailleurs, il écrit: "la question ne se pose même pas de savoir si l'indigène oriental est disposé à l'adaptation technique, économique et sociale du modèle occidental".¹

Le point de vue de Boeke est donc que l'économie politique occidentale est inapplicable aux sociétés orientales, parce que: "comme tout système social possède sa propre théorie, une société dualiste et hétérogène ne peut posséder qu'une théorie dualiste".²

Meier examine les obstacles au développement et constate que: "il est nécessaire de fixer quelque truisme que ce soit, que le milieu socio-économique à l'intérieur du pays peut favoriser ou freiner l'évolution. Certaines attitudes religieuses et sociales sont plus favorables que d'autres au développement".³ Dans son oeuvre commune avec Baldwin, il évoque encore l'impact des facteurs socio-économiques dans le domaine du marché, des connaissances techniques, de l'immobilisme et de la main-d'oeuvre, facteurs qui agiraient comme structure, institutions et hiérarchie des valeurs religieuses et morales.⁴

Cannagè cite aussi parmi les facteurs du sous-développement, la structure rigide de la société et ses réactions passives.⁵

1. BOEKE, J. H. - Economic and Economic Policy of Dual Societies, New York 1953, p. 103.

2. BOEKE, J. H. - Op. cit., p. 5.

3. MEIER, G. M. - The Problem of Limited Economic Development dans AGARWALA, A. N. et SINGH, S. P. - op. cit., p. 55.

4. MEIER, G. M. & BALDWIN, R. E. - Economic Development. Theory, History, Policy, New York, p. 57.

5. CANNAGE, E. - Economie du développement, Paris 1962.

Myint¹ établit une différence entre "le faible développement des ressources" et "l'état arriéré du peuple" comme deux aspects d'un même phénomène, le sous-développement. L'aspect économique est qualifié de stagnation et l'aspect sociologique de mauvaise adaptation.

Il y aurait donc un déséquilibre entre les changements économiques et la société, c'est-à-dire qu'en fin de compte, l'auteur souligne l'importance des facteurs extra-économiques.

Perroux² découvre des obstacles au développement dans les institutions sociales, la mentalité et les usages. Il mentionne plus précisément le système de grandes propriétés terriennes, l'absence de l'esprit novateur, la faible propension au travail, l'absence d'entrepreneurs, etc ...

Furtado soutient que l'évolution est déterminée par les caractéristiques sociologiques. Il écrit notamment que: "Dans sa forme générale, la théorie de l'évolution dépasse les catégories de l'analyse économique. Celle-ci est incapable d'expliquer pourquoi une société démarre sur la voie de l'évolution, pourquoi elle progresse et à quels facteurs sociaux il convient d'attribuer ce processus".³

La tendance psychologique se concentre sur l'étude de l'esprit d'entreprise. Par exemple la thèse de Schumpeter⁴ est que le développement est dû aux qualités particulières des

1. MYINT, H. - The Economics of the Developing Countries.

2. PERROUX, F. - Les blocages de la croissance et du développement. Tiers-Monde.

3. FURTADO, C. - Capital Formation and Economic Development dans AGARWALA & SINGH (eds) - op. cit., p. 316 and ff.

4. SCHUMPETER, J. - The Theory of Economic Development; Harvard University Press, Cambridge 1951.

entrepreneurs et des agents qui, grâce à leurs initiatives dynamiques, cherchent sans cesse à rompre l'équilibre stagnant à l'aide d'innovations.

Buchanan et Ellis¹ affirment aussi l'importance des comportements et dispositions sociaux dans le processus du développement. De même Leibenstein cite une série des comportements désirables qui dans les pays avancés forment un "positive-sum" alors que dans les pays en retard ils n'aboutissent qu'à un "zero-sum".

Le premier groupe renfermerait, par exemple, l'esprit d'entreprise, les spécialités productrices, les connaissances relatives à la production; et le deuxième groupe, le maintien des privilèges et l'envie des articles de luxe, l'absence d'innovations etc ...².

Rostow,³ Aron⁴ et Tinbergen⁵ fournissent aussi d'autres listes des conduites désirables.

Hoselitz⁶ a fait un grand pas vers une explication normative pure. En accord avec les catégories que propose aussi Parsons,⁷ il voit, dans les pays développés, les valeurs basées sur l'universalisme, l'orientation vers le succès, la délimitation des rôles, et dans les pays sous-développés, celles

1. BUCHANAN, J. & ELLIS, J. - Approaches to Economic Development; The Twentieth Century Fund, New York 1955.

2. LEIBENSTEIN, H. - Economic Backwardness and Economic Growth, New York 1957, p. 109 and ff.

3. ROSTOW, W. W. - op. cit.

4. ARON, R. - Dix-huit leçons sur la société industrielle; Gallimard, Paris 1962.

5. TINBERGEN, J. - op. cit.

6. HOSELITZ, F. B. - Social Structure and Economic Growth in Economia Internazionale 6/Août 1951/No. 3.

7. PARSONS, T. - The Social System, The Free Press, Glencoe 1951.

basées sur le particularisme, la prédestination et la confusion des rôles sociaux.

McClelland¹ pousse encore plus loin le raisonnement sur les motivations psychologiques et les aggrégats normatifs qui en découlent. Selon lui, la cause de l'évolution socio-économique est l'esprit d'entreprise. Cependant ces individus qui déploient une intense activité chaque jour ne seraient pas motivés par le profit mais par le succès qu'il appelle "n-achievement". Cet auteur idéalise l'entrepreneur en affirmant qu'il agit par aspiration à bien exécuter son travail, à atteindre le niveau le plus excellent, à remplir un rôle de pionnier etc ... Ce serait la combinaison de ces motivations psychologiques chez un individu qui déterminerait son aptitude à prendre des initiatives. Et le développement économique d'un pays serait fonction du nombre moyen d'individus ayant des telles motivations. Chez McClelland, les motivations sont des facteurs autonomes, mais peuvent être modifiées, dans une certaine mesure, par la persuasion, l'éducation et l'influence dès l'enfance.

Chez Hagen,² les motivations sont aussi autonomes. Cet auteur distingue, d'une part, les pays industriels où les motivations individuelles sont caractérisées par l'aspiration au succès, au rôle dirigeant et à l'indépendance; et, d'autre part, les sociétés paysannes où règnent l'attirance pour la dépendance, la conformité et la subordination.

1. McCLELLAND, C. - Community Development and the Nature of Human Motivation: Some Implication of Recent Research; Massachusset Institute of Technology, New Haven 1957.

2. HAGEN, E. E. - On the Theory of Social Change; Homewood 1962, et surtout - An Analytical Model to Economic Growth, M.I.T. - C.I.C. Document C/57-12.

3.3.2.4.2 Commentaires

La distinction entre les facteurs favorables et défavorables au développement est une illustration de la méthode dite "substrative approach" qui consiste à comparer les données des pays sous-développés à celles des pays développés. Les auteurs considèrent en fait le sous-développement comme un état originel et stationnaire et étudient alors les facteurs qui provoquent l'évolution de cet état. Pour reconnaître ces facteurs, il faut se tourner vers un pays développé, c'est-à-dire constater que le développement a effectivement lieu. En d'autres termes, les facteurs favorables sont ceux qui existent dans les pays développés et les facteurs défavorables dans les pays sous-développés. La tautologie est ainsi totale. Ce critère de distinction est pris en défaut par les constatations dans la situation du Zaïre. En effet, les facteurs incriminés y ont un caractère nettement hétérogène, par exemple quand on parle d'anachronisme des institutions ou de faiblesse de la productivité, il faut bien préciser à quel secteur l'on se réfère, le secteur moderne ou le secteur traditionnel. D'ailleurs la dichotomie moderne-traditionnelle n'est pas simple. Balandier mentionne avec raison la complexité du problème quand il écrit: "La tradition n'est pas radicalement incompatible avec le changement, pas plus que la modernité avec une certaine continuité".¹

Le caractère "à priori" d'un usage, qualité, etc ... est assez discutable. A titre d'exemple l'on peut prendre une valeur religieuse et morale, la thèse bien connue de Max Weber.² L'intention ici n'est pas de réfuter cette

1. BALANDIER, G. - Tradition et modernité in Cahiers internationaux de sociologie, vol. XLIV, 1968, p. 8.

2. WEBER, M. - Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus; Mohr, Tübingen 1934.

thèse,¹ mais de constater cependant qu'une éthique semblable chez les Baluba n'a pas abouti à un développement capitaliste. En effet, le Muluba croit qu'il détient un principe de vie, une "force vitale".²

Pour un individu isolé, la réussite matérielle dans la vie et toutes les manifestations de puissance sont une preuve qu'il détient une "force vitale" énorme, plus importante que les autres personnes.

Mais en tous cas, comment expliquer qu'une telle éthique n'ait pas donné des résultats analogues à ceux de l'éthique protestante? Il paraît nécessaire de recourir à une réponse qui tient compte des situations concrètes locales. Les Allemands et les Suisses qu'étudie Weber ont connu à cette époque un mouvement de renaissance avec son ordre relatif et son esprit de luxe qui conditionnaient une accumulation des richesses. Les Baluba, par contre, ont dû affronter un déferlement des esclavagistes pendant deux siècles dans leur empire prospère, lequel a été, par la suite, soumis à une colonisation qui a duré presque un siècle. Il n'est pas étonnant alors que, dans pareilles circonstances, le souci des Baluba ait été seulement de survivre et non pas d'accumuler les richesses, c'est-à-dire, en d'autres mots, ils ont cherché à maintenir le principe de vie plutôt qu'à l'agrandir.

Par cet exemple, l'on voit qu'une valeur, une qualité ne

1. Quelques historiens, entre autres, FANFANI, A. - Catholicism, Protestantism and Capitalism; Sheed & Ward, London 1935 et TAWNEY, R. H. - Religion and the Rise of Capitalism; Penguin Books, Harmondsworth 1938, contestent la thèse weberienne. En mettant en évidence son caractère d'explication trop partielle de la réalité sociale, ces auteurs remarquent que dans les pays catholiques et même au Japon confucianiste et bouddhique, le capitalisme s'est implanté avec succès et sans difficulté.

2. TEMPELS, P. (R.P.) - La philosophie bantoue, Paris 1947.

peut être qualifiée de favorable a priori, le tout est aussi une question de conditions réelles dans lesquelles elle s'imprime.

Le problème de savoir si les qualités sociales sont un simple agrégat des qualités individuelles débouche inévitablement sur la querelle entre le psychologisme et le sociologisme, querelle dans laquelle l'on ne peut entrer profondément. Il suffit de rappeler avec Durkheim¹ que la majeure partie des nos états de conscience dérivent non pas de la nature psychologique de l'homme en général, mais de la façon dont les hommes, une fois associés, s'affectent mutuellement.

La constatation que fait aussi Kamitatu² en ce qui concerne la primauté de la communauté sur l'individu chez les peuples du Zaïre semble corroborer et le point de vue durkheimien et l'importance accordée au caractère commun de la "force vitale".

L'impact de la structure et des institutions sociales reste aussi sujet à discussion. Si l'on prend la liste des pays qui se situent dans le peloton de tête de progrès, l'on constate que les républiques, les monarchies et les empires voisinent. Chose curieuse encore, au nom d'une même nécessité, celle de promouvoir le développement harmonieux du pays, les Grecs chassent leur roi alors que les Espagnols en installent un. On trouve aussi dans cette liste, les Etats confédérés à côté des Etats unitaires en passant par les fédérations. Force est donc de conclure qu'il n'existe pas une structure sociale ou une institution plus valable que l'autre pour le développement.

L'explication normative de Hoselitz aboutit à regrouper arbitrairement les pays sous-développés d'un côté et les pays développés de l'autre, en utilisant des antagonismes apparemment nets tels que: universalisme contre particularisme,

1. DURKHEIM, E. - op. cit.

2. KAMITATU, Cl. - op. cit.

recherche du succès contre prédétermination, délimitation des rôles contre confusion des rôles etc ...

L'on sait que chez les Baluba, des valeurs universelles existent. L'on ne citera, pour mémoire que la notion et la pratique de la "solidarité" dont le caractère universel est évident, alors que dans beaucoup de pays développés, les partis politiques et les divers clubs défendent les intérêts particuliers des groupes qu'ils représentent. La question de savoir si un président de la République dans un pays développé est le président de tous ou de ceux qui l'ont élu n'a pas de réponse satisfaisante.

Par ailleurs, l'impératif de l'agrandissement de la "force vitale" a, chez les Baluba, un contenu d'orientation vers le succès.

Pour ce qui se rapporte à la confusion des rôles, Ziegler¹ décrit le système politique de la Suisse développée dans lequel l'accession à un siège de parlementaire (rôle politique) donne la clef d'entrée dans les conseils d'administration d'entreprises (rôle économique).

L'effort d'idéaliser l'entrepreneur et l'individualiste paraît une mystification étant donné que ce qui motive les individus est bel et bien l'appaât de gain personnel.

Beaucoup d'auteurs susmentionnés, outre qu'ils n'expliquent pas les conditions d'apparition de l'esprit d'entreprise et de l'individualisme, associent ces notions à celle de "peuple arriéré" chez qui elle n'existent pas encore. Mais tout de même, est-il justifié de qualifier d'arriéré tout peuple

1. ZIEGLER, J. - Une Suisse au-dessus de tout soupçon; Editions du Seuil, Paris 1976, p. 122 et suivantes.

qui n'est pas dominé par la "loi du profit personnel" ou par celle du "chacun pour soi"?

Ne serait-il pas prudent de considérer les facteurs psychosociologiques comme interdépendants dont devrait tenir compte l'appréciation de chaque société dans son évolution historique? Et justement à ce propos l'on va voir, à présent ce que disent les modèles historiques.

3.3.3 Théories des phases de la croissance économique

3.3.3.1 Exposés et auteurs

Les théories recensées dans ce paragraphe ont un caractère historique, car elles tentent de donner l'explication sur les phases de la croissance par lesquelles, disent les théoriciens en cause, passent toutes les sociétés humaines. En cela elles ressemblent à la tendance marxiste, à la différence, que les phases ne sont identiques et qu'à un stade supérieur ou final, ou lieu d'une société communiste, ces théories défendent l'idée d'un capitalisme avancé où régnera une consommation de masse.

L'école historique allemande est représentée dans ce courant de pensée par Roscher. Celui-ci, dans son ouvrage de 1861 intitulé "Ansichten der Volkswirtschaft aus dem geschichtlichen Standpunkt" analyse, dans une perspective historique, l'importance de trois facteurs de production: la nature, le travail et le capital. Il distingue trois phases dans le développement d'un peuple suivant la prédominance d'un des facteurs. Par exemple, dans la première phase c'est la nature qui domine, dans la deuxième le travail, et dans la troisième le capital. Roscher présente donc la société capitaliste comme la phase supérieure de tout développement.

Clark¹ propose un schéma d'explication du processus de développement basé sur les secteurs d'activité économique. Selon lui, dans une société sous-développée, l'agriculture domine, dans une société en voie de développement, l'industrie de transformation prend le dessus sur l'agriculture et dans une société développée c'est le secteur tertiaire qui augmente par rapport aux secteurs primaire et secondaire.

Le modèle historique le plus connu est celui présenté par Rostow.² Rostow propose une explication générale de la croissance des capacités de production des sociétés humaines passées, présentes et futures. Il présente un schéma selon lequel chaque société passe par cinq étapes de croissance allant de celle de la société traditionnelle à celle de la société de consommation de masse.

On peut détailler brièvement les cinq étapes de la façon suivante:

Au commencement existe la phase "d'une société traditionnelle". Dans cette phase la technologie est ignorée, ce qui entraîne une faible productivité. Plus de 73 % de la main-d'oeuvre sont occupés dans la production des vivres. Les mentalités ne sont pas orientées vers les activités productives. La classe politique est composée surtout par les propriétaires terriens, les militaires et les fonctionnaires qui s'accrochent à des privilèges acquis.

La deuxième phase est dite "d'une société transitoire". L'application des techniques se développe dans les branches non industrielles, c'est-à-dire l'agriculture, le transport et le commerce extérieur. Le commerce concerne essentiellement

1. CLARK, C. - The Conditions of Economic Progress; Macmillan, London 1940.

2. ROSTOW, W. W. - op. cit.

les matières primaires et est financé par les capitaux étrangers.

L'on peut constater un embryon d'entrepreneurs nationaux. La politique est dirigée de plus en plus par une élite sociale qui vise la modernisation du pays.

Vient ensuite la phase "d'une société en décollage", la phase du fameux "take-off" de Postow. Les activités économiques se concentrent dans les branches principales de la production industrielle. L'emploi des techniques modernes devient général dans ces branches. La proportion de la main-d'oeuvre consacrée à l'industrialisation devient de plus en plus importante. La société est disposée alors à investir plus de 10 % du revenu national. L'élite sociale assume définitivement le pouvoir politique.

La phase "d'une société mûre" voit l'intensification des activités dans les autres branches et l'élargissement de la technologie moderne. La structure de la main-d'oeuvre se modifie en faveur de sa fraction urbaine et spécialisée. Les cadres ambitieux au pouvoir dans les entreprises et l'administration envisagent déjà de dépasser les objectifs de l'industrialisation.

Enfin la cinquième phase est celle "d'une société de consommation de masse". La société mûre ayant atteint un certain niveau de technologie et de revenu national se trouve devant le choix entre la conquête d'un pouvoir mondial et le développement des biens de consommation individuelle en masse. Selon Rostow, les Etats-Unis ont choisi, après la première guerre mondiale, la deuxième alternative.

Il ressort de ce schéma que les pays de l'Europe occidentale, le Japon et l'Union soviétique sont au seuil de la cinquième phase alors que les trois premières phases s'appliquent surtout aux pays sous-développés. A ce propos, l'étape

du "take-off" a donné lieu à tout une école de pensée.¹

Les auteurs marxistes reconnaissent aussi l'existence des phases dans le développement économique. Par exemple Bogнар,² en analysant la synchronisation des correlations économiques et socio-politiques nécessaires au succès de la planification, parle "d'une période transitoire" pouvant durer plusieurs générations pendant laquelle, si la synchronisation est correcte, le développement économique pourrait être plus rapide et plus uniforme.

3.3.3.2 Commentaire

L'approche historique des problèmes du développement est un effort méritoire dans le sens d'une explication correcte de ce phénomène. L'on a reconnu que l'évolution d'une société est un processus cumulatif qui exige du temps. L'accumulation des connaissances (technologie) et d'expériences (organisation) étant un mécanisme général, l'on peut s'attendre à ce que les différentes sociétés humaines passent par les mêmes étapes avec l'écoulement du temps. Mais aujourd'hui l'on constate que certaines sociétés stagnent ou même régressent, le Zaïre en est un cas d'espèce. Et l'influence des Etats-Unis au Zaïre oblige à poser la question de savoir s'ils ont vraiment choisi la consommation de masse et non pas la domination mondiale. Par ailleurs, beaucoup d'auteurs éminents ont déjà suffisamment démontré les méfaits de la domination

1. ROSTOW, W. W. (ed.) - The Economics of Take-Off; London 1963.

2. BOGNAR, J. - La direction de l'accroissement économique dans les pays en voie de développement; Editions économiques et Juridiques, Budapest 1967.

que l'Europe a imposé à une bonne partie de l'humanité.¹

Rostow élude par ailleurs la responsabilité du colonialisme et du néocolonialisme en affirmant qu'en fait les pays avancés sont passés par les mêmes phases que les pays sous-développés expérimentent aujourd'hui. Cette affirmation est contestée par quelques auteurs. Par exemple, Kuznets² et Perroux³ remarquent que les données ne justifient pas les affirmations de Rostow.

Il est vrai que Rostow reconnaît le rôle des capitaux étrangers, surtout pendant la phase transitoire; mais pour lui ce rôle ne peut être que bénéfique pour les pays receveurs.⁴ Ce faisant Rostow ne tient donc pas compte du caractère dépendant des pays assistés. Cette dépendance signifie souvent que l'apport des capitaux est assorti de conditions léonines (exigences politiques, prêts liés, projets surfacturés, intérêts exorbitants, etc ...).

Bien sûr, tout économiste reconnaît que le processus de développement exige un apport des capitaux frais. Les effets de ces capitaux ne sont pas seulement fonction des conditions de la productivité des investissements réali-

-
1. JALEE, P. - Le pillage du Tiers-Monde; Maspéro, Paris 1973.
AMIN, S. - op. cit.
SENGHAAS, D. (Hrsg.) - Imperialismus und strukturelle Gewalt: Analysen über abhängige Reproduktion; Surkamp, Frankfurt a. M. 1973.
 2. KUZNETS, S. - Underdeveloped Countries and Preindustrial Phase in the Advanced Countries, dans AGARWALA, N. A. & SINGH, P. S. (eds) - op. cit., pp. 135 - 153.
 3. PERROUX, F. - L'économie du XXe siècle.
 4. MYPDAL, G. - Indian Economic Planning in its Broader Setting et LEWIS, A. W. - Economic Development with Unlimited Supplies of Labor dans AGARWALA, N. A. & SINGH, P. S. (eds), op. cit. contestent le caractère à priori bénéfique des capitaux étrangers dans les pays sous-développés.

sés¹ et de l'efficacité des structures d'accueil.² Les pays sous-développés ont des structures différentes, et aussi, à cause du caractère non reproductible des circonstances historiques, différentes de celles qu'ont connu autrefois les pays aujourd'hui développés; c'est-à-dire qu'il conviendrait d'examiner chaque pays comme un cas particulier.

Néanmoins, les subdivisions de la phase transitoire que propose Rostow peuvent être considérées comme des indications pouvant permettre aux planificateurs dans les pays sous-développés de faire périodiquement le point de leur politique économique.

3.3.4 Théories du développement dualiste

3.3.4.1 Exposés et auteurs

Les modèles analysés dans ce paragraphe partent de la constatation d'une hétérogénéité des secteurs dans l'économie des pays sous-développés. Cette hétérogénéité est caractérisée par l'asymétrie des fonctions de production entre les secteurs en question.

Les modèles du développement dualiste insistent sur l'accumulation du capital dans le secteur moderne qui permet à ce secteur d'introduire les innovations et de combattre le sous-emploi.

1. Cfr infra p. 199

2. L'ancien premier ministre du Zaïre Nguza Karl I Bond qualifie son pays de "tonneau sans fond".

A partir de cette idée s'ébauchent plusieurs modèles, chacun ayant ses hypothèses de départ, ses buts stratégiques et sa formulation mathématique.

Dans ce paragraphe, l'analyse dualiste sera présentée seulement dans les grandes lignes étant donné qu'il n'est pas possible ni même souhaitable d'appliquer un modèle quelconque sans adaptation aux réalités du Zaïre. Ce sont ces lignes générales qui inspirent la proposition de stratégie contenu dans le dernier chapitre.

Lewis peut être considéré comme le pionnier des théoriciens de la catégorie examinée ici. Il croit à l'application de la théorie classique de l'économie dans les pays sous-développés pour résoudre les problèmes de la distribution, de l'accumulation et du développement, d'abord en économie fermée, et ensuite en économie ouverte. Pendant ces deux étapes, l'économie fonctionnerait en favorisant le transfert des ressources du secteur de subsistance vers le secteur capitaliste; et, le développement consisterait à passer d'une économie qui investissait 4 % ou 5 % de son revenu à celle qui consacre environ 10 % à 15 % à l'accumulation.¹

En économie fermée, Lewis part de l'hypothèse d'une offre de travail parfaitement élastique à un niveau de salaire correspondant au "niveau de subsistance".² Ce salaire qui se détermine en fonction des conditions de production et de rémunération du secteur traditionnel reste constant pendant tout le processus d'absorption de l'offre illimitée de travail. C'est cette immobilité des salaires qui, combinée à

1. LEWIS, W. A. - op. cit., p. 416.

2. LEWIS, W. A. - op. cit., p. 403.

Lewis note néanmoins, pp. 410 - 411, que le niveau de salaire réel dans le secteur capitaliste est supérieur à celui du secteur de subsistance pour compenser "le coût psychologique" du transfert d'une vie facile du secteur de subsistance à une vie réglementée du secteur moderne et pour reconnaître une vie réglementée du secteur moderne et pour reconnaître les goûts et prestige social des travailleurs de ce dernier secteur.

l'amélioration de la productivité, permet au secteur capitaliste d'accumuler des profits élevés. Ces profits toujours de plus en plus importants s'investissent à la fin de chaque exercice pour assurer l'accumulation et créer de nouveaux emplois. Pour la lutte contre le chômage, il y a d'abord absorption du chômage ouvert dans le secteur moderne sensé se consacrer à la production des biens de production; il y a ensuite l'élimination progressive du chômage déguisé des activités à très faible productivité marginale.

Et théoriquement le salaire ne commencera à s'élever que lorsque toutes sortes de chômages étant absorbées la demande de travail excède l'offre. A partir de ce niveau l'on sort de l'économie fermée.¹

Et à propos de l'accumulation, Lewis précise que "lorsque le capitalisme se développe à l'intérieur des pays sous-développés, la proportion du revenu national allouée aux profits s'élève au cours du temps, et la part du revenu national épargnée et investie croît automatiquement jusqu'à ce que l'économie soit pleinement convertie au capitalisme, alors la part des profits dans le revenu national est stabilisée".²

Par la suite Lewis a reconnu que, pour couvrir les coûts résultant du transfert de la main-d'oeuvre, le salaire dans le secteur industriel doit s'élever à 50 % au-dessus de celui du secteur agricole de subsistance.

Fei et Ranis ont continué et perfectionné la réflexion de Lewis. Ils acceptent au départ l'hypothèse d'une séparation de l'économie en deux secteurs, l'un industriel et l'autre

1. LEWIS, W. A. - op. cit., p. 436.

2. Idem - Some Reflections on Economic Development dans MEIER (ed.) - Leading Issues in Development Economic, Oxford 1967, p. 97.

agricole.

Mais là où Lewis prône un transfert pur et simple des ressources en capital et en travail du secteur traditionnel au secteur moderne, les deux auteurs défendent la thèse d'un développement harmonieux entre les deux secteurs.¹ Ces auteurs considèrent le développement comme un processus historique en trois phases: d'abord la phase de l'élimination de la main-d'oeuvre excédentaire à productivité nulle, ensuite celle de l'élimination du chômage déguisé et enfin la phase d'amélioration des salaires agricoles.²

Dans un ouvrage que Fei publie, en collaboration avec Paauw,³ une dizaine d'années plus tard, cet auteur admet l'existence de trois secteurs qui sont l'héritage de l'époque coloniale. Alors à une analyse dichotomique succède une analyse plus complexe de relations intersectorielles.⁴

Fei et Paauw identifient donc un secteur étranger, un secteur national non agricole (ou industriel si l'on veut) et un secteur national agricole (qui renferme l'agriculture d'exportation et l'agriculture traditionnelle). Ils expliquent que l'interaction entre le secteur étranger et les deux secteurs nationaux peut être présentée avec l'aide de trois modèles alternatifs.

Ils décrivent quelque peu les trois modèles et leurs fonc-

-
1. LEWIS, W. A. - Unlimited Labor: Further Notes in The Manchester School of Economics and Social Sciences, January 1958, p. 20.
 2. FEI, J.C.H. & PANIS, G. - A Theory of Economic Development in The American Economical Review, 51, 4, September 1961, pp. 533 - 558.
 3. PAAUW, D. S. and FEI, J.C.H. - The Transition in Open Dualistic Economies; Yale Univ. Press, New Haven 1973, p. 542 et suivantes.
 4. On considère généralement que cette méthode d'analyse a été mise au point par LEONTIEFF, W. - Studies in Structure of the American Economy; Oxf. Univ. Press, Oxford 1953.

tionnements.¹ L'interaction entre les deux secteurs intérieurs implique le transfert de profits, la création du marché et l'amélioration de la productivité.

De nombreux experts ont publié des articles et ouvrages dans lesquels se trouvent appliquée l'analyse intersectorielle.²

Destanne de Bernis a introduit la problématique de la participation du secteur public dans le processus de développement, particulièrement pendant la phase de transition.³

Il est possible d'élargir la typologie des secteurs à analyser. L'emploi jusqu'à maintenant des compléments déterminatifs et différents adjectifs en donne une idée; par exemple, on a distingué secteurs de subsistance et capitaliste, de biens de production et de biens de consommation, traditionnel et moderne, étranger et national, public et privé, etc ...

Reynolds⁴ progresse dans la voie de différenciation des secteurs et parle de

- Secteur public (entreprises étatiques et activités du gouvernement central, régional et local);
- Secteur privé industriel (secteur en majorité dans les mains des étrangers, auquel une bourgeoisie naissante participe de plus en plus);

1. PAAUW, D. S. & FEI, J.C.H. - The Transition in open Dualistic Economies; Yale Univ. Press, New Haven 1973, pp. 17 - 76.

2. C'est le cas par exemple de:

CHENRY, H. B. - Development Policy in Underdeveloped Countries, in The American Economic Review, May 1955.

CHAKRAVARTY, S. - The logic of investment planning; North Holland Publications Co, Amsterdam 1959.

Organisation de Nations Unies - Programming techniques for economic development, II, New York 1960.

3. DETANNE DE BERNIS, G. - Rôle du secteur public dans l'industrialisation in Economie appliquée Nos 1 - 2, 1962, pp. 135 - 174.

4. REYNOLDS, L. G., in The American Economic Review, 59, 2 (1969).

- Secteur privé agricole (aussi dans les mains étrangères: plantations, etc ...);
- Secteur traditionnel agricole;
- Secteur d'exportation; et enfin
- Secteur informel (commerce, artisans dans les centres urbains et dans les villages et qui renferment des éléments techniques et organisationnels mixtes).

Naturellement plus le nombre de secteurs étudié augmente, plus l'étude des interactions entre eux devient ardue.

3.3.4.2 Commentaires

Les modèles du développement dualiste présentent pour les pays sous-développé un progrès certain par rapport aux autres modèles du développement, de même que ceux-ci ont présenté un progrès certain par rapport aux modèles globaux de la croissance économique de Harrod et Domar.

En effet, la plupart des pays sous-développés ont connu à un temps ou à un autre une forme quelconque de colonisation qui, le plus souvent, a créé les situations du dualisme socio-économique. En ce qui concerne le Zaïre, ces modèles sont les plus adaptés à l'analyse de la situation qui y prévaut. Ces modèles cheminent à partir d'une idée de la division de l'économie entre un ou plusieurs secteurs fournissant les biens d'équipement et un ou plusieurs autres voués aux biens de consommation. Ces deux groupes correspondraient en gros, dans les pays sous-développés, respectivement aux secteurs moderne (industriel) et traditionnel (agricole). La politique de développement consisterait à l'intégration des effets de domination et d'entraînement exercés par tel sec-

teur ou telle unité sur tel autre secteur ou telle autre unité.

Cette division dichotomique nous paraît satisfaisante pour ne pas compliquer un problème qui l'est déjà assez. Les relations intersectorielles peuvent alors être intensifiées, comme l'a démontré Rodenstein-Rodan, par la création des économies externes.

L'on peut adresser une critique à Lewis sur trois points: l'automatisme de l'investissement, le rôle de l'Etat et l'inégalité de la charge entre les deux secteurs.

Prétendre à une augmentation continuelle du taux d'investissement ne correspond pas à ce qui se passe au Zaïre, et sans doute dans beaucoup d'autres pays sous-développés. Cela tient à l'appropriation du capital. Si les capitalistes sont des étrangers ou des bourgeois de consommation orientés vers l'extérieur, les profits accrus que procure l'éventuelle augmentation de la productivité se distribueront à l'étranger sous forme des dividendes ou d'importation de biens de luxe. Ici intervient sans doute l'action de l'Etat; car dans un pays comme le Zaïre où le monde des affaires fut longtemps interdit aux nationaux, seul le pouvoir public a les moyens juridiques et financiers pour orienter les investissements et protéger l'industrie naissante.

Mais la mise en marche des moyens adéquats suppose une volonté politique orientée vers le progrès. Dans son ouvrage, Lewis parle de "devoirs du prince". A notre avis cela suppose que le prince veut vraiment le bien de son peuple et qu'il est indépendant des puissances étrangères.

En acceptant un écart de salaires si important et le transfert unilatéral des ressources du secteur traditionnel au secteur moderne, Lewis impose un sacrifice injustifié à une fraction majoritaire de la population au profit de quelques

individus dont il faut "reconnaître les goûts et le prestige social de travailler dans le secteur moderne".

Heureusement que Fei et Ranis corrigent cette aberration en prônant un développement harmonisé entre les deux secteurs. Nous pensons que dans le cas du Zaïre, il faudrait même mettre les coûts du développement plutôt au compte du secteur industriel minier qui a déjà démarré depuis plusieurs décennies, grâce d'ailleurs à un transfert de la main-d'oeuvre provenant du milieu traditionnel.

Les deux derniers auteurs sont pris à partie notamment par Diaz et Bardhan. Le premier critique d'abord l'exagération de la théorie de l'accumulation et sa conséquence.

Il affirme que "le changement technologique dit qu'il n'y a pas de différence de condition: étendue du marché et production de surplus, par exemple la situation entre l'empire romain du 2^e siècle et l'Europe occidentale, mais que la différence résiderait dans l'absence de connaissance technique et technologique: le progrès".¹ Le même affirme que la théorie Fei et Ranis d'un taux de croissance exogène de la population est non seulement contraire à la thèse malthusienne mais aussi contre les leçons de l'histoire.

De son côté Bardhan conteste aussi le caractère horizontal de la courbe d'offre de travail.² Et à propos de l'éducation, Bardhan écrit "qu'elle semble décourager le travail agricole. En effet" continue-t-il avec un exemple puisé dans ses recherches au Bengale de l'ouest, "le total du travail

1. DIAZ, A., Discussion de l'article de FEI, J.C.H., and RANIS, G. - Economic Development in Historical Perspective in The Amer. Econ. Rev., 59, 2 (1969), pp. 432 - 433.

2. BARDHAN, P. K. - Labor Supply Function in a Poor Agrarian Economy in The Amer. Econ. Rev. 69, 1 (1979), p. 73 and ff.

en jours par semaine fourni par des hommes d'un ménage est négativement proportionnel au nombre d'hommes ayant fait plus de six ans d'études primaires".¹

Ces critiques assez techniques semblent bien mettre en évidence "qu'il n'existe pas une théorie du changement social et économique qui intègre de façon satisfaisante les variables sociales, politiques et économiques".²

Malgré l'absence de caractère intégral des théories du développement dualiste, celles-ci nous paraissent cependant fournir suffisamment d'éléments permettant d'orienter une stratégie du développement dans le cas spécifique du Zaïre.

1. Ibidem, p. 79.

2. FRANK, G. R. - Discussion du papier de RENOLDS, L. G., in The Amer. Econ. Rev. 59, 2 (1969), p. 432.

3.4 RESUME ET QUESTIONS

Dans les pages que l'on vient de parcourir, tentative a été faite pour mettre en évidence comment différents théoriciens expliquent le fait qu'une population vive de façon pauvre, voire misérable, alors que le milieu est potentiellement riche.

L'on a mentionné que l'insistance des théories marxistes sur l'interprétation historique du phénomène du sous-développement demande à être complétée par l'étude des détails spécifiques des cas concrets. Les causes historiques indiquent peut-être l'origine du mal, il faudrait cependant déboucher sur sa permanence et étudier les responsabilités locales car dans plusieurs pays d'Afrique dont le Zaïre le système en place après l'indépendance politique est plus déprimant que le colonialisme lui-même.

Ce sont les détails concrets de ces systèmes qui expliquent parfois la complexité des interactions en cours.

Les théories bourgeoises ont déployé de grands efforts dans l'étude de détails. Malheureusement, certains auteurs trop européocentriques ont escamoté l'explication scientifique du sous-développement en recourant uniquement aux facteurs géographiques ou raciaux ou en minimisant les conséquences actuelles des facteurs historiques dans l'ordre économique international; et d'autres encore tout en proposant des modèles de développement n'ont pas indiqué comment ces modèles pouvaient efficacement fonctionner, c'est-à-dire qu'ils ont omis l'impact de la structure socio-politique.

4 CADRE THEORIQUE

4.1 CONSIDERATIONS GENERALES

A ce niveau de la réflexion, nous voudrions préciser les critiques déjà formulées de façon disparate en les insérant dans une sorte de cadre cohérent pour l'analyse du système zairois.

Sur la figure 2 nous avons essayé de représenter les éléments de l'argumentation.

Le cercle A représente le Zaïre, le système. Les intérêts de l'étranger B occupent une partie du système et ainsi forment le secteur hachuré (I + Ia + Ib). C'est ce secteur que nous qualifions de moderne au Zaïre. Le cercle C qui représente le domaine par excellence où la couche bourgeoise zairoise concentre ses intérêts est en grande partie moderne, spécialement en ses parties I et II.

Les flèches indiquent le caractère perméable de la couche bourgeoise. Par exemple, les "bourgeois du diplôme"¹ peuvent provenir directement du secteur traditionnel et rester en contact avec lui par des liens familiaux, c'est le secteur III.

Le secteur II signifie que les dirigeants zairois ont aussi des intérêts à l'étranger. C'est le cas, par exemple, des comptes à numéros dans les banques suisses, des immeubles en Belgique, en France et ailleurs, des participations dans les entreprises oeuvrant à l'étranger, de l'éducation de leurs enfants, etc ...

1. Cfr. infra p. 191

Il n'est pas possible dans l'état actuel de la connaissance de la situation du Zaïre de dire lequel des secteurs II et III est le plus significatif.

Les cercles D symbolisent différents groupes ethniques et autres groupes traditionnels, c'est-à-dire les sous-systèmes. Leur constellation (c'est-à-dire A moins le secteur hachuré) donne le secteur traditionnel. Le système implique le secteur hachuré.

La concentration de notre thèse sur les facteurs internes postule que les méfaits du secteur hachuré sont réduits à des proportions acceptables pour l'indépendance nationale et la stratégie de développement que le pays adopte; en d'autres mots, que C se dégage le plus qu'il peut¹ des hachures ou, ce qui revient au même, que les centres des cercles A et B s'éloignent davantage. Cela permet à la stratégie de développement de s'orienter essentiellement vers les objectifs nationaux.

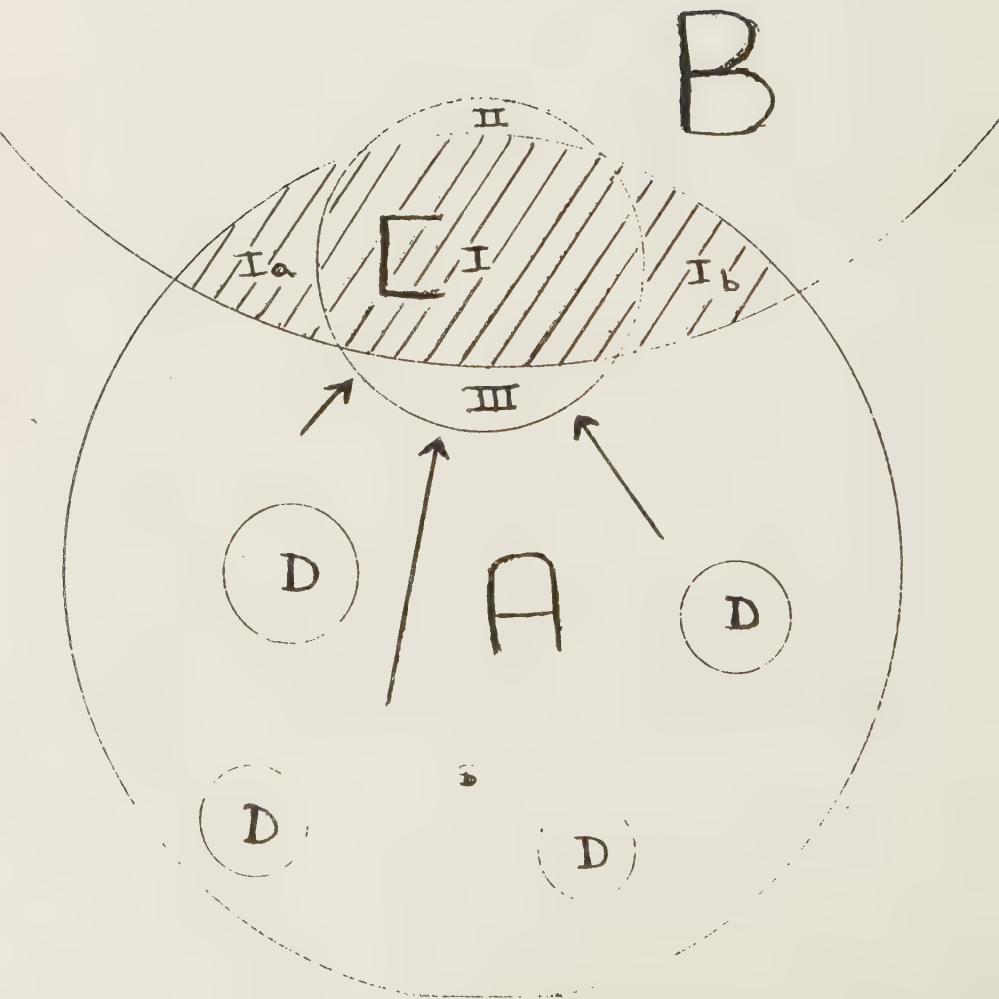
Nous analysons alors les raisons d'ordre socio-culturel, historique ainsi que la responsabilité de l'élite qui fait que A ne soit pas encore une nation effective. Nous abordons aussi l'impact de cet état de chose l'économie.

Ensuite, nous plaçons pour une stratégie comportant deux volets. D'une part, nous suggérons une forme d'organisation politico-administrative qui atténue, peut-être à longue échéance, mais effectivement, les contours des cercles D pour qu'ils fusionnent dans le cercle A.

D'autres part, nous souhaitons l'agrandissement du cercle C pour qu'il recouvre le cercle A, ce qui signifie la modernisation de tout le pays.

1. Ce dégagement ne peut jamais être total.

Fig. 2 Les secteurs en action dans le système
zaïrois actuel



Enfin, c'est la réalisation¹ de ces deux objectifs que nous pouvons qualifier de nouveau système.

Les structures concrètes du système zairois actuel sont caractérisées par une double non intégration de la société de la société où persiste un pluralisme et de l'économie où règne un dualisme.

1. Nous tentons dans le dernier chapitre de dire comment réaliser ces objectifs.

4.2 PLURALISME ETHNO-CULTUREL

Les chercheurs de renom sont unanimes à reconnaître le pluralisme zairois. Le politologue Young constatait qu'"aucune étude sérieuse de l'évolution politique du Congo ne peut laisser de côté le difficile problème du ((tribalisme)) ou de ce que l'on peut encore appeler ((éthnicité))".¹ Et l'ethnologue Vansina mentionne, carte à l'appui, l'existence d'une quinzaine de régions culturelles au Zaïre,² l'ethnologue Maquet, de son côté, en cite au moins six.³

Le pluralisme ethno-culturel au Zaïre est une conséquence du partage arbitraire de l'Afrique par l'Europe.

Les délégués des Etats participant à la Conférence coloniale de Berlin de Novembre 1884 à Février 1885 ont partagé l'Afrique centrale en suivant les longitudes et les latitudes selon les points géographiques atteint par leurs explorateurs sur place.

Chaque frontière du Zaïre sépare des peuples appartenant à une même ethnïe ou tribu.

Comme le dit si bien Young, "l'Afrique subsaharienne est la région par excellence des Etats artificiels".⁴

En effet, après avoir obtenu l'Etat artificiel congolais, le roi des Belges d'abord, et ensuite les Belges (à la suite de

1. YOUNG, C. - Introduction à la politique congolaise; Edit. Univ. du Congo, Kinshasa 1965, p. 107.

2. VANSINA, J. - Introduction à l'ethnographie du Congo; Edit. Univ. du Congo, Kinshasa 1966.

3. MAQUET, J. J. - Les Civilisations Noires; Gerard, Verviers 1966.

4. YOUNG, C. - The Politics of Cultural Pluralism; Wisconsin Univ. Press, Madison 1970, p. 90.

la loi d'annexion de novembre 1908) le subdivisèrent à plusieurs reprises de la façon la plus arbitraire, sans tenir compte d'aucune frontière traditionnelle, amalgamant ainsi parfois des tribus hostiles dans une même unité administrative.

La colonisation belge a interdit aux Congolais toute activité politique. Les personnes d'une même ethnie ou tribu vivant dans une même ville n'avaient de possibilité de maintenir une solidarité qu'en formant une association apolitique d'entr'aide mutuelle.

Pendant la brève lutte pour l'indépendance, la plupart des membres de l'élite politique sortie du tas se montrèrent incapables de dépasser le cadre fixé par la colonisation. Leurs références restèrent le village, le clan, la tribu ou la région.

Monnier relève en 1964 plus de deux cents partis et organisations politiques au Congo¹ qui, à notre avis, proviennent d'une fragmentation sur la base d'intérêts tribaux. Balandier mentionne le même phénomène pour l'Afrique de l'Ouest.²

Après l'acquisition de l'indépendance en juin 1960, l'élite dirigeante ne semble pas avoir compris la nécessité de réadapter les structures politiques et administratives aux réalités sociales en vue de favoriser l'éclosion de la nation et le développement économique.

Cette élite est prise dans des "conflits de loyauté"³ entre

1. MONNIER, L. - Ethnie et intégration régionale au Congo; Editions Classiques d'Expression Française, Paris 1970, pp. 406 - 410.

2. BALANDIER, G. - Sociologie des Brazzavilles Noires; Paris, p. 160 et ss.

3. EMERSON, R. - From Empire to Nation; Harvard Univ. Press, Cambridge 1960, pp. 329 - 359.

l'intérêt des cliques et celui de la nation.

Il est cependant reconnu que le nationalisme centralise la loyauté suprême de la majorité du peuple sur le couple Nation-Etat et que ce couple est considéré non seulement comme l'idéal, la forme naturelle ou normale de l'organisation politique mais aussi comme le cadre indispensable de toutes les activités sociales, culturelles et économiques.

Le nationalisme a déjà fait l'objet d'une abondante littérature qui remonte aux travaux sur l'éclosion du nationalisme en Europe.

On ne peut passer sous silence les contributions de Hayes¹ et Kohn² qui analysent les causes de la désintégration de l'Empire austro-hongrois et les conséquences du principe de l'auto-détermination émergeant des ruines de la Première Guerre mondiale. Il ressort de ces travaux que les nations ont existé au sein de l'Empire précité avant la création des Etats.

C'est en adoptant la démarche de ces auteurs qu'Emerson³ jette une lumière sur la naissance des nationalismes en Afrique et en Asie à la suite de la décolonisation. Les Etats coloniaux dont les frontières ont été déclarées intangibles par l'Organisation de l'Unité Africaine renfermaient en leur sein des peuples historiquement et socio-culturellement différents.

Il s'ensuit une situation inversée où l'Etat a la mission de

1. HAYES, C. - The Historical Evolution of Modern Nationalism; Richard E. Smith, New York 1931.

2. KOHN, H. - The Idea of Nationalism; Macmillan, New York 1943.

3. EMERSON, R. - op. cit.

créer la nation à l'intérieur des frontières arbitraires. Cette situation en Afrique, en général, et au Zaïre, en particulier, confère à l'élite politique un rôle énorme dans l'organisation de l'Etat de façon à transformer les différences en sources d'enrichissement national et favoriser l'intégration nationale.

C'est ici qu'interviennent les théories de la "reconstruction nationale" ou si l'on préfère, de la recherche de l'identité nationale¹ des sociétés pluralistes.

Pour conduire ce processus de la reconstruction nationale, l'appareil étatique peut adopter la centralisation (concentration ou déconcentration) ou la décentralisation. Le Zaïre pratique la centralisation.

La centralisation du pouvoir politico-administratif au Zaïre, dans les conditions actuelles, ne favorise pas l'éclosion de l'identité nationale et encore moins la résorption du dualisme économique car, dans le Zaïre des ethnies, "il paraît évident que la planification du développement économique et social ne peut se réaliser par la seule impulsion des administrations centrales, sans participation des administrés. Et il paraît non moins évident qu'une telle participation ne peut être obtenue dans le cadre des structures administratives centralisées".²

Le Zaïre n'a pas de plan de développement. Cependant aucun problème social ou économique important ne peut être résolu sans plan, sans un cadre d'utilisation optimale des moyens

1. Voir l'oeuvre de DEUTSCH, K., notamment - Nationalism and Social Communication; M.I.T. Press, Cambridge 1953 et DEUTSCH, K. and FOLTZ, J. W. - Nation-Building; Atherton Press, New York 1963.

2. PRATS, Y. - Décentralisation et développement; Cujas, Paris 1973, p. 15.

limités pour atteindre des buts précis. Ainsi donc non seulement un plan s'impose mais surtout son préalable, la décentralisation.

C'est la décentralisation qui permet la recherche du cadre institutionnel propice à la participation populaire, c'est elle aussi qui peut mettre en communication le peuple de base avec l'administration et c'est elle enfin qui favorise l'incorporation de ce peuple dans l'effort du développement.¹

En ce qui concerne l'effort théorique, Lundquist² présente un schéma valable pour l'analyse de la décentralisation.

Dans la première partie de son ouvrage, cet auteur parle du processus de contrôle, du transfert des valeurs, des variables de la décentralisation et termine par les éléments pour l'évaluation du degré de l'autonomie.

Le processus de contrôle est nécessaire à toute organisation, et l'Etat en est une pour coordonner ses activités et ses buts. Ce processus implique un centre de décision et un lieu de réalisation. Les variables de ce paradigme de communication sont, en fait, les réponses aux questions: Qui dit quoi, pourquoi, dans quelles conditions, à qui, comment et avec quels résultats? Lundquist analyse ensuite les sept variables qui entrent en action.³

Le transfert des valeurs pose tout le problème de la relation entre buts et moyens utilisés par un Etat. L'auteur considère la décentralisation comme un de trois moyens que nous appelons, par ailleurs, formes d'organisation de l'Etat.

1. Idem, pp. 36 - 37.

2. LUNDQUIST, L. - Means and Goals of Political Decentralization; Studentlitteratur, Lund 1972.

3. Idem, pp. 26 - 39.

Lundquist passe ensuite en revue cinq variables de la décentralisation, à savoir, le sous-territoire, le sous-système, la liste des matières, le guidage et la revision.¹ Le jeu de ces variables peut donner une idée du degré d'autonomie d'une entité décentralisée.

Mais l'autonomie et la planification sont-elles compatibles? La première notion implique liberté de décision des sujets décentralisés alors que la deuxième suggère une emprise d'un pouvoir central.

Les deux formes d'organisation étatique doivent, en fait, co-exister car le règne exclusif de l'une ou de l'autre conduit à l'anarchie ou à la paralysie des initiatives.

Boucon et ses collègues ont tenu à "dénoncer l'équivoque de l'association des termes planification et centralisation due pour une bonne part aux pratiques des premiers pays engagés dans la voie du socialisme".² Ces auteurs soutiennent que la décentralisation permet aux "Centres de décision autonomes" de participer à l'élaboration démocratique du plan. Les Centres peuvent être aidés, écrivent-ils, dans leurs négociations par l'application de la théorie des jeux³ pour arriver à la décision nationale.

Boucon et ses amis admettent qu'un objectif étant défini, il faut un mécanisme de "guidage" pour assurer la convergence pendant la réalisation du plan.

1. Idem, pp. 55 - 70.

2. BOUCON, B. et al. - Modèles de planification décentralisée: Typologie critique et voies de recherches; Presse Univ. de France, Paris 1973, p. 193.

3. Idem, pp. 204 - 213.

Fig. 3: Les valeurs des variables et le degré de l'autonomie d'une unité décentralisée

Variables de décentr.	Les valeurs des variables	Le degré de l'autonomie
Sous-territ.	Plus grandes sont ses ressources propres	Plus
Sous-système	Plus grande est l'influence des membres de la sous-société	elevé est
Matières	Plus automatique est l'allocation des valeurs et plus important est la liste des matières	le degré de
Guidage	Plus imprécises, générales et indirectes sont les directives	décentralisation
Revision Inspection	Moins extensive et plus passive est l'inspection	

Source: Lundquist, L. - op. cit., p. 74

La définition de l'objectif d'un plan dans le cas du Zaïre ne semble pas poser trop de problème. La réduction du dualisme économique nous semble un effort qui peut avoir des répercussions bénéfiques sur les autres grands équilibres de l'économie zaïroise.

4.3 DUALISME ECONOMIQUE

Le dualisme économique est aussi une conséquence de la colonisation.

Les Belges devaient fournir aux industries de la métropole et de leurs alliés différentes matières premières se trouvant au Congo. Ils créèrent dans le pays des îlots économiques destinés à les extraire et parfois à les apprêter pour le transport.

Ces îlots constituèrent aussi des débouchés pour quelques produits finis métropolitains. Cette économie périphérique¹ fut tournée essentiellement vers l'extérieur. A ce propos, Joye et Lewin écrivent: "La mise en valeur des richesses naturelles du Congo ne fut pas réalisée en fonction des besoins des populations qui habitaient ce pays. Elle fut accomplie par quelques grosses sociétés capitalistes, par quelques grands trusts dont le but était de gagner de l'argent".²

L'on peut pas nier l'effort déployé pendant la colonisation dans certains domaines de l'économie, mais l'on doit insister sur la non intégration de cet effort dans un processus global de développement du pays. L'appât du gain a conduit les entreprises à favoriser quelques monocultures. Les domaines concernés n'exerçaient et n'exercent que très peu, ou même pas du tout, d'effets induits vers l'intérieur. Un pourcentage élevé de la population vit en dehors du circuit créé. De millions d'hommes et de femmes subsistent en chômage déguisé dans le secteur traditionnel jusqu'à ce jour.

1. AMIN, S. - Die ungleiche Entwicklung, Hamburg 1975.

2. JOYE, P. et LEWIN, R. - Les trusts au Congo; Société populaire d'éditions, Bruxelles 1961, p. 56.

L'écart de productivité entre ces laissés pour compte du monde rural et les travailleurs du secteur moderne fut et est encore énorme. Selon les données fournies par Michel,¹ la part de l'agriculture de subsistance dans le revenu national du Zaïre se monte, en 1972 à 8,6 %² du PIB alors que la population rurale représente plus de 70 % des habitants.

Beaucoup d'auteurs ont déjà mentionné les possibilités d'accumulation du capital cachées derrière la faible productivité du secteur traditionnel agricole. Lewis affirme qu'une importante augmentation de la production agricole peut être obtenue dans les pays en voie de développement par l'amélioration des méthodes de production.³ Par cette augmentation, l'agriculture sera en mesure d'apporter le capital aux autres secteurs qui sont, en même temps, stimulés par la demande provenant de l'agriculture.⁴

Selon Kuznets, il y a trois formes sous lesquelles l'agriculture peut contribuer au développement économique: l'augmentation de la production ("product contribution"), l'élargissement des rapports commerciaux avec d'autres secteurs ("market contribution") et le transfert des facteurs productifs à d'autres secteurs ("factor contribution").⁵ L'exemple significatif de Kuznets considérer le coefficient du capital, le taux de croissance et le taux d'épargne nécessaire aux secteurs agricole et non agricole, montre bien que l'agri-

1. MICHEL, H. - Wirtschaftsstruktur und Industrialisierungsprobleme Zaires; Weltforum Verlag, München 1976, S. 46.

2. Cette part est probablement sous-évaluée.

3. LEWIS, W. A. - Theory of Economic Growth; Allen and Unwin, London 1955, p. 136.

4. Idem, p. 279.

5. KUZNETS, S. - Economic Growth and the Contribution of Agriculture: notes on measurements dans ELCHEER, C. and WITT, L. (eds) - Agriculture in Economic Development; McGraw-Hill 1964, pp. 102 - 119.

culture peut participer au financement des secteurs non agricoles. Un des faits qui joue un rôle dans ce mécanisme est que, dans certains pays, pendant une certaine période, le produit agricole peut être augmenté de façon significative avec peu ou pas d'investissements en capitaux.¹

Pour illustrer cela, Nicholls a découvert qu'un facteur qui a contribué à l'industrialisation de l'Europe fut l'accroissement de la productivité agricole dont les denrées alimentaires, conséquemment qu'ont permis de faire face à l'explosion démographique.²

Enfin un rapport de l'OCDE³ affirme que la formation du capital dans l'agriculture est un élément important dans l'étape initiale du développement, ce capital s'investissant en partie dans le secteur agricole et en partie dans les autres secteurs.

A notre avis, dire qu'il est possible de provoquer l'augmentation du produit agricole avec peu ou sans capitaux, c'est bien faire la distinction entre les innovations organisationnelles et technologiques. Le premier groupe peut effectivement être mis en oeuvre sans beaucoup d'argent. Dans le deuxième cas, l'importance des capitaux dépend de la nature des techniques adoptées: les techniques élémentaires en exigent peu, alors que les techniques sophistiquées en demandent beaucoup. Le Zaïre offre, il faut s'en réjouir, d'énormes possibilités de changements organisationnels et d'applications de techniques élémentaires.

1. Idem, pp. 116 - 117.

2. NICHOLLS, H. W. - The Place of Agriculture in Economic Development dans EICHER, C. and WITT, L. (eds) - op. cit., pp. 11 - 44.

3. OCDE - Agriculture et croissance économique, Paris 1965.

Nous avons déjà souligné l'effort de réflexion des théoriciens du développement dualiste sur la problématique des interactions entre le secteur traditionnel agricole et les autres secteurs.¹ Ces auteurs fournissent des modèles d'intégration d'une économie dualiste qui nous paraissent très valables pour orienter une stratégie de développement du Zaïre.

1. Voir ci-dessus, pp. 135-143

4.4 SCHEMA D'UN PROCESSUS GLOBAL DE DEVELOPPEMENT

En bref, nous pensons que le développement du Zaïre exige une politique claire au niveau de l'organisation de l'Etat et à celui de la stratégie de développement.

En face d'un pluralisme encore vivace et d'une élite incapable de dépasser les conflits qui en résultent, il faut transférer le pouvoir administratif et financier à des unités où la cohésion de la population en facilite la mobilisation. Ce sont ces unités, suivant leur dotation en facteurs, qui exécuteront les tâches concrètes dans le cadre d'un plan national de développement.

La stratégie globale du développement planifié devrait viser l'intégration du secteur traditionnel dans l'économie moderne. Il s'agit d'une planification flexible qui permet aux entités constituées de se transformer en pôles de développement pour la réalisation des objectifs du plan.

A la lumière de ces précisions théoriques, nous pouvons maintenant passer à l'analyse des structures sur la base de données spécifiques récoltées au Zaïre.

5 ANALYSE DU SYSTEME ZAIROIS

5.1 BUT DU CHAPITRE

Les données récoltées au Zaïre sont soumis ici au schéma de la théorie de l'analyse de système.¹ Cette théorie distingue quatre groupes d'éléments qui permettent de se représenter les structures politico-administratives que la relation dynamique qu'elles entretiennent avec la société globale. Ces éléments sont, dans notre thèse, les bases externes du système, le rôle de l'élite et l'organisation de l'Etat, les résultats de l'action étatique et enfin les réactions des administrés.

Chaque groupe fait l'objet d'un paragraphe.

1. GOULD, J. D. - The Administration of Underdevelopment dans GRAN, G. (ed.), op. cit., pp. 90 - 92, mentionne que quatre concepts entrent dans le modèle d'analyse de l'administration. Il appelle ces concepts "inputs", "withinputs", "outputs" et "feedback".

5.2 BASES NORMALES DES INSTITUTIONS POLITICO-ADMINISTRATIVES

5.2.1 Bases socio-culturelles

Les contrées qui forment aujourd'hui le Zaïre étaient parvenues, à la veille de la colonisation européenne, à des stades d'organisation sociale fort différents. On sait que quatre groupes anthropologiques se partagent le pays. Le plus important de ces groupes est composé des Bantous.¹ Il réunit environ les 2/3 de la population du Zaïre. Les autres sont Soudanais, Hamito-Nilotiques et Pygmées. La différence de culture est grande entre la tribu des Pygmées qui errent dans la forêt équatoriale à la poursuite du gibier et celle des Bantous sédentaires dans la savane du Shaba ou du Bas-Zaïre en passant par celle des Nilotes pasteurs aux flancs des montagnes de l'Est du pays.

Ces divers groupes, particulièrement le groupe Bantou, se décomposent en ethnies, peuples ou nationalités si l'on veut selon l'éclaircissement de Weber qui écrit: "Die 'Nationalität' teilt mit dem 'Volk' im landläufigen 'ethnischen' Sinn wenigstens normalerweise die vage Vorstellung, daß dem als 'gemeinsam' Empfundenen eine Abstammungsgemeinschaft zugrunde liegen müsse ...".² L'ethnie est un ensemble de tribus que rapproche un certain nombre de caractères de civilisation, notamment la communauté de langue. La tribu est à définir ici comme groupe social et politique de clans ou d'individus qui reconnaissent descendre d'un ancêtre commun mythique, alors que les individus faisant partie d'un clan connaissent généalogiquement l'ancêtre.

1. Le mot "Bantu" semble provenir du fait que tous ces peuples, pour désigner "homme" emploient un mot presque pareil, par exemple, ils disent "Mtu", "Muntu", ou "Motu" et au pluriel "Watu", "Bantu", "Bato".

2. WEBER, M. - *Wirtschaft und Gesellschaft*; Mohr, Tübingen 1925, Bd. I, S. 224.

Les ethnies de la savane ont connu un brassage culturel intense au cours de plusieurs migrations translationnelles dont l'origine se perd dans la nuit des temps. On dénombre à présent sur l'étendue du pays plusieurs groupements de tribus ayant un parler et un territoire propres. Malgré leur enchevêtrement, il est possible de dresser la carte précise de leur localisation.¹

Au 15e siècle, les Portugais durent affronter le Royaume du Congo, très puissant, qui s'étendait de part et d'autre de l'embouchure du fleuve Zaire et dont le capitale se trouvait à l'emplacement de l'actuel San Salvador, en Angola. Il y eut même un échange d'Ambassadeurs avec le Portugal.

Dans la région du Shaba florissait deux siècles plus tard un vaste Etat dit l'Empire Luba. D'autres Etats traditionnels tels que, par exemple, l'Empire Kuba dans l'actuel Kasai Occidental, le Royaume Zande dans le Nord-Est du pays rayonnèrent sur de grandes régions.

Ainsi à l'arrivée des Belges, à la fin du 19e siècle, des rois dont l'autorité était bien établie régnaient sur les mines de cuivre du Shaba. L'exemple de la fin tragique de Msiri a été cité.²

Pour donner un exemple d'organisation, mentionnons que l'administration de l'Empire Luba fonctionnait de façon très décentralisée, par délégation de pouvoir.

Il est facile de trouver dans n'importe quel ouvrage histo-

1. ZIEGLER, J., insiste avec raison sur le fait qu'il n'existait pas en Afrique de terres sans maître car même les peuples errant dans le désert du Kalahari connaissent exactement les frontières de leur territoire, voir Sociologie de la nouvelle Afrique; Gallimard, Paris 1964.

2. Cfr infra, p. 172

rique sur l'Empire Luba, des descriptions sur l'organisation de la cour et le rôle des notables auprès de l'Empereur (Mulopwe) et sur le fonctionnement du gouvernement avec ses ministres revêtus d'une autorité réelle.

Les princes chasseurs quittaient généralement, avec leurs suites, la capitale de l'Empire Luba qui se trouvait dans les environs de l'actuel Kinkondja dans la vallée du Lualaba.

Ils portaient fonder la plupart du temps de façon pacifique des royaumes vassaux. L'on peut illustrer ce schéma par deux faits historiques, celui de Pibwe Kitenge Bwelema chez les Basonge et celui de Kiluwe Ilunga Mbidji chez les Balunda.

Les Basonge occupent le pays situé approximativement entre le 5e et le 5e40' de latitude Sud, la rivière Lubilash et le 26e30' de longitude Est de Greenwich. La population originaire était appelée "Kantu a mwansa" ce qui signifie en kikalebwe¹ "personne ne possédant rien". Au 18e siècle, pendant le règne du Mulopwe² Kamisenge de Baluba, les princes chasseurs, les Pibwe (= chasseurs, en kikalebwe), arrivèrent dans le pays de Basonge. C'étaient les premiers à visiter le pays, ils amenèrent la technologie du fer, de l'extraction du cuivre et de son traitement. C'est grâce à leur influence que les Basonge adoptèrent l'usage des flèches à pointe métallique, des lances et des hoes. Les Pibwe acquirent une grande renommée dans le pays et parvinrent à y implanter pacifiquement, à leur profit, l'organisation de leur pays natal, l'Empire Luba.

L'un de ces Pibwe, le Pibwe Kitenge wa Bwelema venant de

1. Le kikalebwe est la langue que parlent les Bekalebwe, une tribu songe; de même l'on dit le kiluba, la langue de Baluba.

2. Mulopwe = empereur - roi.

L'Est traversa le Lomani et s'installa sur la rive gauche du cours moyen de la rivière Lutoboye. La zone sur laquelle s'étendait l'influence de ce Pibwe ne fit que s'accroître. A chaque déplacement, il laissait un chef qu'il désignait lui-même à la tête de chacune des tribus sous sa domination. Les chefs étaient toujours choisis, par la suite, par les notables locaux parmi les descendants directs de Pibwe Kitenge. Ils s'appelleront toujours "Yakitenge" et régneront sur le modèle Luba, ce qui entraîna une "balubaisation" de ces populations.

Cependant le lien d'allégeance direct du Yakitenge à l'Empire Luba est purement symbolique.

Un autre exemple est celui du Kiluwe¹ Ilunga Mbidji chez les Balunda². Les Balunda avaient un royaume qui s'étendait sur les zones actuelles de Kapanga et de Dilolo au Zaïre, le Nord-Ouest de la Zambie et le Nord-Est de l'Angola. Dans ce royaume, les femmes, par exemple la soeur du chef, jouaient un rôle important, ce sont elles qui conservaient le "Lukano"³ symbole de royauté. Mais l'organisation n'y atteindra sa perfection qu'avec le passage du prince Luba, le Kiluwe Ilunga Mbidji.

Celui-ci arriva avec sa suite aux environs du village de Muzumba, capitale d'une chefferie Lunda. L'histoire raconte qu'il rencontra, près du puits du village, Ruwej, la conservatrice du Lukano et soeur du chef titulaire. Après lui avoir offert à boire celle-ci invita le Kiluwe à la "cour" et le logea chez elle. En échange de Lukano, le Kiluwe fit

1. Kiluwe = chasseur, en kiluba.

2. Balunda, pluriel de Mulunda = ami, en kiluba.

3. Lukano = bracelet métallique, en kiluba.

de Ruwej sa "Kibinda"¹ et se mit à réorganiser l'Empire Lunda sur le modèle de son pays natal. Et c'est, semble-t-il, à la suite de cette intervention que l'Empire du Mwant Yav² connaîtra son organisation définitive et son rayonnement jusque dans le Kwango-Kwilu.

Ici aussi, bien que l'influence Luba ne fut pas radicale comme chez les Basonge, les Baluba semble avoir marqué de leur empreinte indélébile la civilisation Lunda.

C'est un fait reconnu aujourd'hui par les spécialistes de la culture et linguistique africaines que l'aire géographique de la culture Luba s'étend du Pool Malebo (au Nord) aux bords du Lac Nyassa au Malawi (au Sud) et du Lac Tanganyika (à l'Est) à la rivière Kwango et aux plateaux des Lunda en Angola (à l'Ouest et au Sud-Est). Cette culture déborde ainsi tout le territoire du Shaba actuel.

Cet état de fait n'est cependant représenté par aucun élément dans les structures que s'est doté l'Etat zaïrois.

Cela ne concerne pas seulement le cas du Shaba, mais aussi toutes les autres communautés du Zaïre.

Voyons à présent quel sort l'Etat zaïrois réserve aux expériences historiques de son peuple.

1. Kibinda = conservatrice des symboles du chasseur, en kiluba.

2. Mwant Yav = titre officiel de l'Empereur des Balunda.

5.2.2 Bases historiques

5.2.2.1 Poids du passé

L'organisation socio-politique d'une communauté humaine doit être le résultat d'un tâtonnement, d'une quête historique d'une forme optimale de cohabitation entre les groupes qui composent cette communauté. Chaque communauté a sa propre histoire, quoi qu'en disent les défenseurs de la théorie des "sociétés a-historiques ou stationnaires".¹

L'Afrique fut un vaste champ d'expérimentation historique et "les exemples donnés suffisent à montrer la variété extrême des formules politiques des Noirs, dont la fertilité d'imagination semble avoir, à cet égard, dépassé celle des Européens".²

C'est aussi en reconnaissant la richesse des organisations politiques africaines que Nuscheler et ses collègues écrivent: "Vom 'schwarzen Kontinent' erfahren wir von einer Fülle unterschiedlichster großer und kleiner Staaten, Königreiche, Häuptlingstümer und Stämme, auch von sogenannten 'Gesellschaften ohne Staat', die voneinander zu unterscheiden oder ihren Kern zu erfassen schwerfällt". Et encore: "Es kann hier nicht versucht werden, einen solchen Vergleich zu vertiefen oder eine Typologie aller im vorkolonialen Afrika vorkommenden Herrschaftsformen mit ihren wichtigsten Eigenheiten vorzulegen".³

La continuité d'expériences d'organisations politiques afri-

1. Voir entre autre l'oeuvre de LEVI-STRAUSS, C.

2. DESCHAMPS, H. - Les institutions politiques de l'Afrique noire; PUF, Paris 1970, p. 6.

3. NUSCHELER, F. - Politische Herrschaft in Schwarzafrika: Geschichte und Gegenwart; Beck, München 1980, p. 13.

caines a été brisée par l'exclavagisme d'abord et ensuite par la colonisation européenne.

L'esclavagisme fut une véritable calamité pour le continent. Dumont, après avoir estimé l'hémorragie humaine infligée à l'Afrique à un chiffre entre quarante et cent millions de personnes, écrit: "... N'oublions pas toutes les autres victimes de la traite, tuées au cours des razzias d'esclavage, des guerres qu'elles provoquèrent, ou mortes au cours des longues marches vers la côte, dans les camps où ils attendaient les navires et surtout lors de la traversée. Là ne s'arrêtent pas les dégâts de la traite. Les guerres intestines ainsi multipliées, car rendues plus profitables, ont arrêté le processus du progrès politique et économique, freiné l'évolution vers de grands empires, favorisé le démantèlement de ceux qui existaient".¹

Senghor cite, pour sa part, le chiffre de 150 millions comprenant les victimes de la chasse aux nègres, appelés pudiquement "bois d'ébène" et les déportés proprement dits.²

Pour le Zaïre, le Père Rinchon parle d'une véritable ruine. Il cite Dupont qui rapporta, en 1889, que la capitale du Royaume du Congo, peuplée au 16^e siècle de près de 40 000 habitants, n'était plus, en 1885 (création de l'Etat Indépendant du Congo, c'est-à-dire le Zaïre dans ses frontières actuelles), qu'une cité en ruine avec 700 Noirs et une dizaine d'Européens.³

La destruction des sociétés africaines s'est poursuivie pen-

1. DUMONT, R. - L'Afrique noire est mal partie; Editions du Seuil, Paris 1969, pp. 23 - 24.

2. SENGHOR, S. L. - Interview in Le Monde du 31 janvier 1968.

3. DUPONT, E. - Lettres sur le Congo, Paris 1889, p. 685, cité par le R.P. RINCHON, D. - L'Esclavage et la traite des Congolais par les Européens; Edit. D. Rinchon, Paris 1929, pp. 131 - 132.

dant la colonisation, et surtout, pour le Congo, pendant la première période de celle-ci.

A ce propos, un membre de la Commission belge de protection des Noirs déclare: "La dépopulation continue du Centre africain depuis son occupation par les Européens est un fait bien réel: ce qui m'effraie, c'est que cette diminution du nombre d'indigènes ne semble pas devoir s'arrêter. Elle n'a cessé que localement". Et plus loin: "... il n'est pas exagéré de dire que dans son ensemble (la population) a été réduite de moitié".¹

Et un ancien magistrat colonial soutient lors d'un Congrès colonial que: "il y a un rapport direct, un parallélisme constant et tragique entre la marche de la civilisation européenne et la dépopulation".¹

Ces faits n'ont jamais été contestés par les voix opposées en Belgique ou ailleurs, elles en discutaient tout juste l'ampleur.

Et le professeur Verhaegen en tire des conclusions pour expliquer d'état de faiblesse dans laquelle se retrouvèrent les autorités traditionnelles congolaises au moment de la décolonisation.²

Voyons brièvement le processus d'amalgamation des sociétés congolaises en une colonie belge.

Lorsque l'explorateur anglais Stanley, à la recherche des sources du Nil, traversa pour la première fois d'Est en Ouest les contrées qui forment aujourd'hui le Zaïre, il fit

1. JOYE, L. et LEWIN, R. - op. cit., pp. 130 - 133.

2. Voir infra, p. 188

la découverte d'un grand pays et en rédigea un rapport enthousiaste. Léopold II, roi des Belges qui, depuis 1869 au moins, cherchait désespérément à acheter aux Espagnols ou aux Portugais un territoire en Asie,¹ sauta sur l'occasion pour satisfaire son ambition colonialiste. Il convoqua une Conférence Géographique Internationale qui se réunit à Bruxelles en septembre 1876. Une Association Internationale Africaine chargée de soutenir les explorations ultérieures et de réprimer l'esclavage en fut l'aboutissement. De cette Association à la création de l'Etat Indépendant du Congo en février 1885, il y eut une véritable valse d'associations tendant toutes à l'objectif du roi: fonder une colonie bege d'exploitation.²

C'est sous l'égide de ces institutions que le monarque belge entreprit de convaincre les différentes convoitises colonialistes européennes que cette partie de l'Afrique pouvait lui être confiée pour le plus grand profit de tous. Il promettait le droit de préemption à une puissance³ et signait des accords secrets avec l'autre. A la fin de la Conférence, un compromis se dégagait pour ouvrir le Bassin conventionnel du Congo au commerce avec toutes les puissances signataires.

Pendant toutes ces tractations et même ultérieurement, aucun groupe représentant les habitants du Congo ne fut consulté.

1. ROEYKENS, A. - Les debuts de l'oeuvre africaine de l'oeuvre africaine de Leopold II (1875 - 1879), Bruxelles 1955, pp.

2. JOYE, L. et LEWIN, R. - op. cit., pp. 9 - 41.

3. Pour avoir un allié puissant contre l'opposition anglo-portugaise, Léopold II offrit à la France le droit de préférence selon lequel au cas où il serait amené à céder sa souveraineté sur l'Etat Indépendant du Congo, c'est à la France qu'il l'offrirait en premier lieu. Voir à ce propos: EMERSON, B. - Leopold II of the Belgians, King of Colonialism; Weidenfeld and Nicolson, London 1979, pp. 105 - 110.

L'existence des minerais du cuivre au Katanga était déjà connue en Europe par les cercles intéressés. Le premier rapport est daté de 1798 et provient d'un Gouverneur portugais de la province de Rio de Serra au Mozambique. Livongstone aussi avait noté en 1868 que les indigènes du Katanga fondaient la malachite pour fabriquer les croissettes de cuivre.

Alors que l'Etat Indépendant du Congo était déjà créé depuis cinq ans, c'est seulement en 1890 que débuta l'exploration systématique du Katanga.

De 1890 à 1892, quatre expéditions financées par la Compagnie du Katanga (une association belge) se succédèrent. Il s'agit des expéditions de Le Marinel, Delcommune, Bia et Francqui. C'est au cours d'une d'elle qu'un géologue belge fit la découverte des riches gisements cupro-cobaltifères qu'il qualifia, dans un rapport secret au roi Léopold II, de véritable "scandale géologique" tellement il fut impressionné par leur étendue et par la concentration en cuivre contenu.

Il fallait faire vite car les Anglais, qui avaient déjà visité la région sans réussir à signer des traités d'occupation avec les potentats locaux, montaient de la Rhodésie, aujourd'hui Zambie.

Mais Msiri, roi de Garengaze qui régnait sur les gisements de cuivre opposait continuellement une fin de non recevoir aux envoyés du roi des Belges. Excédé, un capitaine belge, nommé Bodson, dut l'abattre à bout portant. Cet assassinat politique permit à l'Etat Indépendant du Congo d'annexer le Katanga.

Ce caractère de province annexée justifiait, selon le ministre katangais Munongo, petit fils de Msiri, la secession du

Katanga en 1960.¹

5.2.2.2 Statut du Katanga

Le Katanga fut longtemps l'objet d'un statut spécial. Lors de la découverte tardive du Katanga, Léopold II avait déjà vidé ses caisses pour financer les expéditions précédentes. En tant que souverain de l'Etat Indépendant du Congo, il fit alors appel aux intérêts belges avec lesquels il forma, en mars 1887, la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie (C.C.C.I.). Le conflit entre les intérêts belges amena la C.C.C.I. à créer la Compagnie du Katanga. Et cette dernière créa en 1890, en accord avec l'Etat, une société à charte, le Comité Spécial du Katanga (C.S.K.) pour la mise en valeur de la région. Le C.S.K. était un véritable Etat dans l'Etat.

Jusqu'en 1910, le C.S.K. organisa l'administration du Katanga indépendamment de la capitale du pays. Il avait le contact direct avec la Couronne. Les vestiges de cette situation sont qu'aujourd'hui encore le Shaba est relié par câble directement à Bruxelles alors que pour atteindre téléphoniquement une autre région du Zaïre à partir de la Belgique, il faut passer par Kinshasa.

En 1910, le pouvoir central fit de la région du Katanga un vice-gouvernorat général dirigé au début par le Représentant local du C.S.K. L'autonomie du Katanga ne prit fin qu'en

1. Voir YOUNG, C. - Introduction à la politique congolaise, op. cit.
Voir note 62, pp. 296 - 297.

1933. En effet la réforme administrative du 5.12.1933 qui créa six provinces transforma le vice-gouvernorat en simple province et lui retira le pouvoir législatif. C'est aussi à cette occasion qu'on arracha quelques territoires du district de Kabinda pour les annexer à la province du Kasai. Une partie de la population habitant ces territoires réclamera son retour au Katanga lors de la réforme administrative de 1962. Avant d'aborder cette réforme, l'on devrait noter que profitant du désordre survenu quelques jours après la proclamation de l'indépendance, le Katanga a essayé de récupérer son autonomie. On peut ergoter beaucoup sur le dessous des cartes de la tentative de sécession du Katanga que certains, ils sont nombreux, ont attribué à une volonté étrangère. Le fait est que les dirigeants secessionnistes ont été suivis par la majorité de la population de la province, parce que justement ils promettaient, entre autres choses, de s'émanciper de la tutelle pesante de Kinshasa.

La sécession du Katanga ne fut réduite que par la force des armes de l'Organisation des Nations Unies.

En 1962 eut lieu une expérience intéressante et unique de réforme des structures administratives du pays.

5.2.2.3 Réforme administrative de 1962

Dès son avènement, le gouvernement central d'Adoula songea à une expérience originale. Il s'agissait de restructurer le territoire national de façon à permettre à chaque unité de s'administrer selon ses aspirations profondes. Cette expérience avait suivi la volonté matérialisée déjà dans le Nord-Katanga, le Sud-Kasai et le Congo central qui avaient constitué des unités administratives ethniquement homogènes. En

fin de compte, des 21 provinces qui naîtront, 8 seulement peuvent être considérées comme homogènes, mais le plus grand nombre de provinces, en l'occurrence 12, furent une simple transformation de l'un ou de deux quelconques districts coloniaux en provinces.¹

Turner souligne trois méfaits de cette expérience sur le plan national:

- dispersion du peu de personnel formé;
- batailles pour contrôler les zones initialement destinées à être soumises au référendum et qui ne l'ont finalement jamais été et
- réactivation des conflits sub-ethniques.²

La critique relative à la dispersion du personnel formé ne peut convaincre personne car, si l'on raisonne par l'absurde, c'est justement sous la pression d'un manque que les nouvelles unités auraient poussé la formation des cadres. L'on peut citer un exemple au niveau national: les Belges en 75 ans de colonisation n'avaient formé, et cela pendant les cinq dernières années seulement, qu'une dizaine d'universitaires congolais. Le Zaïre comptait, une vingtaine d'années plus tard, plusieurs milliers de diplômés.³

Les deux autres critiques se détruisent d'elles-mêmes si l'on remarque que les phénomènes mentionnés résultent plutôt de mauvais regroupements non homogènes au point de vue ethnique.

C'est le mauvais regroupement qu'il faut incriminer, car il

1. YOUNG, C. - Introduction ..., op. cit., pp. 332 - 333.

2. TURNER, T. - Clouds of smoke dans GRAN, G. (ed.) - Zaïre: The Political Economy of Underdevelopment; Praeger, New York 1979, p. 75.

3. VERHAEGEN, B. - L'enseignement universitaire au Zaïre. De Lovanium à l'UNAZA, 1958 - 1978; L'Harmattan, Paris 1978.

montre que les réformateurs ont manqué de courage pour modifier les frontières de façon qu'elles répondent aux réalités socio-culturelles, historiques et économiques.

Young¹ cite le rapport d'une équipe de sociologues de l'Université Lovanium qui au début de 1963 jugeait positivement l'expérience en cours en écrivant:

"Il semble que nous puissions accorder notre confiance au mouvement qui vient de s'amorcer; il est en tout cas irréversible. Nous ne prétendons pas que les frontières des provinces actuelles soient définitivement fixées; il est même probable que quelques entités se révélant incapables de survivre se rattacheront d'elles-mêmes aux autres. Néanmoins, les nouvelles provinces ont les mêmes avantages:

- Une Assemblée plus représentative de l'opinion publique.
- Le plus souvent, un gouvernement de techniciens plus capables de connaître la situation de la province.
- Un orgueil régional à défendre.
- Un espace plus limité.
- Une cohésion ethnique mieux réalisée encore qu'imparfaite."

Après son coup-d'Etat réussi de fin novembre 1965, le Général Mobutu qualifia les nouvelles provinces de "provincettes" et décida de les supprimer pour revenir aux divisions territoriales coloniales.

Il est vrai que cette expérience n'allait pas sans problèmes. L'absence des moyens financiers suffisants ne pouvait permettre aux nouvelles provinces ni de résoudre les difficultés sociales découlant du désordre persistant ni d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Pendant plus de dix ans, la situation sera gelée. Ce n'est

1. YOUNG, C. - op. cit., p. 342.

qu'au début de juillet 1977 sous la pression de la première guerre du Shaba et des instances internationales qui louent les fonds que le régime promettra une autre réforme administrative.

Le premier juillet 1977, le président Mobutu annonce une réforme. Cette réforme consistera principalement en:

- la création d'un poste de premier ministre;
- l'installation d'un ministère de développement rural que cumulera dans la suite le ministre de l'agriculture;
- l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui prône l'élection d'une partie des membres du Bureau Politique (jusqu' alors tous nommés par le président de la République) et de tous les parlementaires;
- la promesse d'une décentralisation administrative;
- l'introduction de la méthode des questions parlementaires;
- l'installation à des postes-clé (Banque nationale, douanes) des techniciens Européens.

Comme on le voit, il s'agissait d'un lâchage du lest dans un moment difficile pour le régime que d'un changement. Jusqu' en 1982 en tout cas, la promesse de décentralisation ne semble inaugurer une modification des frontières ni conférer un pouvoir de taxation aux autorités locales.

5.2.3 Bases économiques

Nous avons vu dans le paragraphe que la partie du pays qui comprend le Kivu, le Shaba et les deux Kasai renferme la presque totalité des ressources minières.

Le tableau qui donne la contribution au PIB des différentes régions à un intervalle de plus de dix ans reflète cet

état de chose. Les trois régions précitées chaque fois plus de 50 % du PIB. Le Shaba avec ses plus de 30 % est la première région économique du Zaïre.

Si l'on considère seulement l'agriculture et les mines, les apports du Shaba dans le total de trois régions sont respectivement en 1957 et en 1970 de 33,9 % et 36,2 % pour l'agriculture et de 97,2 % et 98,1 % pour les mines. Ainsi alors que les trois régions restent presque à égalité pour leurs apports dans la production agricole, le Shaba domine dans la production minière. A part le Haut-Zaïre qui fournit de l'or, la part des autres régions est nulle en ce qui concerne cette production.

Le tableau en question indique aussi que la part de Kinshasa, Bas-Zaïre et Bandundu (ancienne province de Leopoldville) dans les autres branches économiques a systématiquement augmentée, seuls l'agriculture et les services font exception à cela. Par contre pour le Shaba le recul est, sans exception systématique. C'est-à-dire qu'en fait l'argent tiré du Shaba sert à financer les constructions, les transports, les services, etc ... de Kinshasa.

Si l'on rappelle que l'agriculture et les mines sont justement deux activités économiques de base qui consistent à arracher les richesses de la nature, contrairement aux autres activités tel le commerce qui est une spéculation, l'on comprend le poids que devrait représenter ces trois régions.

Les dirigeants de Kinshasa pratiquent la discrimination à l'égard de ces trois régions en général et du Shaba en particulier. Nous citerons seulement deux exemples, un dans le domaine de l'économie.

L'on peut lire dans le rapport de Michel, que depuis mi-1969, date de publication d'un code libéral des investissements jusqu'à juillet 1973, le Shaba n'a obtenu que 1,2 % de la

somme totale de 44,101 millions de zaires investis dans l'industrie de transformation. La plus grande partie de ces 1,2 % a servi d'ailleurs seulement au financement des industries déjà existantes. Par contre le complexe composé de Kinshasa et Bas-Zaïre a obtenu 46 % de cette somme pour beaucoup de nouveaux projets.¹

Ces chiffres étant éloquentes par eux-mêmes, il ne nous paraît pas nécessaire de les commenter longuement. Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a au Zaïre une vache à lait: le Shaba.

Cette pratique discriminatoire est anti-économique, elle se retourne, à la longue contre les profiteurs improductifs de la capitale. Qui ignore donc que même une vache à lait il faut la nourrir bien?

5.2.4 Bases idéologiques

Toute organisation sociale devrait puiser son inspiration dans l'ensemble de convictions de la société, de l'imagination des rapports entre les hommes et la nature ainsi que la place que ces valeurs assignent à chaque homme.

Les Baluba qui habitent le Shaba croient que chaque individu possède un principe vital, une sorte de flamme qu'il reçoit de ses ancêtres à travers son père (le Muluba est patrilinéaire) et qu'il est chargé de transmettre à la prospérité à travers ses enfants. Les devoirs de l'individu ici-bas sont

1. MICHEL, H. - op. cit., p. 183.

le maintien de cette force vitale (ce qui exclut le suicide), son agrandissement (besoins de succès matériel) et surtout sa prolongation (horreur de la stérilité). Le bon accomplissement de ces devoirs et autres procure au Muluba une place en vue parmi les ancêtres. Nous pouvons dire que si le Dieu de la Bible a dit: "Allez et multipliez-vous!", celui des Baluba a dit: "Allez et prolongez-vous!". La prolongation prime sur la multiplication. Les familles nombreuses africaines nous paraissent une pure conséquence de l'expérience d'une mortalité élevée des enfants qui oblige alors les individus à avoir beaucoup d'enfants dans l'espoir qu'au moins un survivra. Mwepu-Kyabutha¹ indique que lors de la naissance d'un enfant, le père Muluba chante: "Nabutula nelunga, mwana-mi ya nabo = en procréant je me prolonge, mon enfant ira avec les autres".

Cet impératif de vie-prolongation semble avoir des conséquences technologiques et sociologiques.

Le développement de la technique paraît répondre à la philosophie des Baluba de vivre en équilibre avec la nature car agir autrement serait risquer de compromettre le cadre écologique des générations futures, surtout que l'homme n'a pas la capacité de rétablir, une fois dérangés, les grands équilibres naturels.

Socialement parlant, les individus possédant un principe vital d'origine commune forment une communauté clanique, tribale et ethnique régie par la grande loi de solidarité.² Les lois sociales règlent le rôle de chaque individu et légitiment ceux qui sont devenus chefs - par l'âge car le plus

1. MWEPU KYABUTHA, G. - Quelques aspects des conséquences sociales de l'industrialisation au Katanga, in Civilisations, Bd. 17, 1 - 2 (1967), pp. 53 - 71.

2. Cela fait écrire à Kamitatu-Massamba - op. cit., que les Africains sont avant tout communautaires.

vieux est le plus proche des ancêtres - à gérer le patrimoine commun, notamment la terre, et à recevoir les tributs pour constituer le grenier communautaire. Le principe de solidarité s'imposait aussi au chef et empêchait la vente de la terre et l'enrichissement personnel excessif.¹

Il y eut parfois des abus bien sûr, mais en tout cas il s'agit, entre parenthèse, d'une vraie dialectique de l'ensemble (la communauté clanique ou tribale) et de l'unité (l'individu isolé). D'une part, la communauté exige de tous les individus qu'ils concourent, dans la solidarité à son bien-être, à l'épanouissement du principe vital commun qu'ils détiennent; d'autre part, celui qui possède une fraction importante de ce principe, le chef en quelque sorte, émerge et fait effectuer, par ses actions sages, un pas en avant à toute la communauté.

Cependant ces mécanismes subirent des perturbations sérieuses dès l'irruption de l'esclavagisme arabe sur le continent et ensuite la colonisation européenne.

Au début l'esclavagisme prélevait, après les guerres aux tribus, les enfants les plus sains et les plus beaux sans distinction du rang social. Par la suite, les grandes familles réussirent après des alliances avec les Arabes à diriger les Razzias vers les plus faibles et cela provoqua la chute de l'autorité des chefs au sein des tribus, d'une part; et d'autre part, les guerres intertribales.

La colonisation belge, par des mesures particulières, ruina encore davantage l'organisation sociale en arrachant aux

1. L'enrichissement personnel ne servait pas à grand'chose car à la mort de l'individu, ses biens sont répartis aux participants au deuil, chaque membre de la grande famille ou communauté emporte ne serait-ce que symboliquement quelque chose.

communautés africaines les assises de tout développement économique.

Ainsi dès 1892, moins de dix ans après la conquête, un décret déclara comme "terres vacantes" toutes les terres non effectivement occupées par les communautés indigènes et un deuxième décret regroupa la plus grande partie des autres terres en "domaine de l'Etat". Ce fut une véritable expropriation sans frais et une escroquerie car ces décrets ne tenaient compte ni du droit coutumier des Africains ni de leur système de culture qui consistait à laisser en jachère de vastes étendues inoccupées pendant plusieurs années ni non plus des terres de chasse.

Ces dispositions légales permirent à la Colonie de former avec les intérêts financiers belges des Compagnies à chartes, véritables Etats dans l'Etat.

Ces lois coloniales sont encore en vigueur.

Au début des années 70, l'Etat zairois "a livré complètement"¹ un espace du Nord-Est du pays à un groupe financier international, l'ASSINEZ (l'Association pour l'Industrialisation du Nord-Est du Zaïre). Ensuite en 1975, le Zaïre a signé un contrat avec une société allemande spécialisée dans le lancement des missiles balistiques, l'OTRAG (Orbital Transport und Raketen AG) donnant à celle-ci le droit de "jouissance intégrale"² de la moitié du territoire du Shaba, soit environ un dixième du territoire national.

Une autre série de mesures particulières concerne les tra-

1. BEZY, F. et al. - op. cit., p. 145.

2. BOURDERIE, J. - Mobutu vend un dixième du Zaïre pour des fusées allemandes, in Afrique-Asie No 141 du 8 août 1977, pp. 26 - 30.

vaux obligatoires directs et indirects et en méthode de recrutement de la main-d'oeuvre pour les entreprises. Dans le cadre de travaux obligatoires, baptisés pudiquement "Travaux d'ordre éducatif", les Africains devaient prêter des services gratuits pendant un certain nombre de jours (60 jours) dans la construction des routes, des bâtiments et les corvées de cueillette de toutes sortes (caoutchouc, ivoire, etc ...). Les travaux indirects étaient réalisés par l'exigence d'une taxe capitale ou de cultiver un champs de coton d'une certaine étendue (1 Ha). Pour les mines et les plantations européennes, les communautés africaines devaient fournir un contingent déterminé de jeunes gens par an.

Les chefs coutumiers qui considéraient la collaboration à ces mesures comme immorale étaient remplacés de gré ou de force par des individus plus dociles.¹

L'exploitation coloniale fut peut-être pire que l'esclavagisme dans ce sens que l'esclavagiste avait intérêt à ne pas perdre sa propriété et donc soignait son esclave, alors que le Colon n'avait intérêt qu'à la plus-value que produisait le Congolais et dès que les forces abandonnaient celui-ci, il le renvoyait pour exiger un autre.

En tout cas, le Congolais a été contraint pendant des siècles à fournir un travail dont il ne voyait pas le bénéfice. La situation aujourd'hui n'est pas meilleure. A propos du produit national et de sa répartition, Bêzy et ses collègues écrivent: "Pour sa part, le revenu par tête accuse après vingt ans un recul de 25 %. Mais il s'agit-là d'une moyenne statistique, dépourvue de signification: il faut bien se garder de confondre le revenu moyen du Zairois avec le revenu du Zairois moyen. En réalité, un double phénomène mar-

1. Voir aussi pp. 135-188 infra

que l'évolution des vingt dernières années: un détournement de la part du revenu national consacré aux investissements et aux dépenses publiques vers les dépenses privées de consommation; ensuite, une redistribution des revenus énorme - presque invraisemblable - en faveur d'une minorité de privilégiés".¹

Cette évolution ne peut pas rehabliler le sens du travail. Et en plus, le Zairois ne saurait même pas donner à son sacrifice le sens traditionnel de contribution au maintien du principe vital commun car l'unité administrative de taxation dans laquelle il est inséré ne correspond pas aux frontières idéales de son milieu socio-culturel.

Voilà passée très rapidement en revue quelques bases réelles dont devrait s'inspirer l'organisation politico-administrative du Zaïre. En fait qu'en est-il vraiment?

1. BEZY, F. et al. - op. cit., p. 191.

5.3 ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SYSTEME ZAIROIS

5.3.1 Elite et son rôle

La division arbitraire de l'Afrique par les puissances mondiales du 19e siècle et l'amalgame des peuples différents dans des Etats artificiels sont un accident de l'histoire du continent. Les Etats africains réunis au sein de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine) en 1962 ont décidé de ne pas toucher aux frontières coloniales pour ne pas provoquer des troubles. A l'intérieur de chaque Etat, la Nation reste encore à créer. Et c'est le rôle principal, à notre avis, des élites africaines contemporaines.

La démocratie prône que l'élite politique soit composée des représentants élus auxquels est délégué pendant un temps déterminé le pouvoir pour veiller aux intérêts nationaux. Mais il arrive aussi que dans des situations où le peuple n'a pas la possibilité réelle d'exercer son droit de délégation, un groupe de ses fils s'emparent de l'appareil d'Etat pour gouverner. Cette méthode de sauvegarde ne peut pas être condamnée à priori: il s'agit de voir si ce groupe met en oeuvre des institutions et lois qui assurent l'ordre public, la prospérité et la restauration de la démocratie dans un délai raisonnable.

Dans les lignes qui suivent, nous tentons de montrer quels sont les facteurs qui affectent l'efficacité de l'élite politique zairoise.

5.3.1.1 Elite traditionnelle et élite moderne

Seule l'élite moderne jouit de considération au Zaïre. L'éli-

te traditionnelle a subi une perte d'influence pendant la période esclavagiste et la colonisation et n'a repris de rôle important ni à la décolonisation ni après, et cela nous paraît être la conséquence de trois phénomènes: la méthode de l'administration belge, la réaction de l'élite traditionnelle elle-même et les agissements des jeunesses des partis politiques.

- Premier phénomène: les méthodes d'administration coloniale belge. L'administration belge au Congo fut directe, contrairement à celle pratiquée par les Anglais, par exemple, qui ont laissé l'autorité des chefs traditionnels plus ou moins intacte. Les belges ont réorganisé toutes les subdivisions administratives, depuis la zone jusqu'au sommet, ils ont expédié quotidiennement les affaires de l'Etat. Buell,¹ par exemple, mentionne dans son ouvrage qu'à l'exception de la Mauritanie et du Dahomey, la densité de l'administration coloniale belge était dès 1920 la plus forte de toute l'Afrique. Et au moment de l'indépendance en 1960, le nombre de fonctionnaires civils, judiciaires et militaires au Congo était de 10 000 personnes, écrit de son côté Gérard-Dubois.² Cet auteur affirme aussi qu'à la même époque il y avait presque autant de missionnaires.

Les Belges religieux et laïcs ne se faisaient assister que par quelques jeunes dociles qui recevaient au préalable dans les écoles de missions, des notions de français, de calcul et de dactylographie.

Les chefs coutumiers et leurs fils n'étaient tolérés que

1. BUELL, L. R. - The Native Problems in Africa, vol. II, Macmillan, New York, 1928, p. 466.

2. GERARD-DUBOIS, J. - L'assistance technique belge et la République du Congo in Etudes Congolaises, II, No 3, 1962, p. 2.

dans la mesure où ils collaboraient à la politique coloniale, sinon ils étaient remplacés par des chefs médaillés nommés d'autorité qu'on appelait ainsi à cause d'une médaille à l'effigie du Roi des Belges qu'ils devaient porter au coup. Il est connu au Shaba que les Belges ont effectué un tri entre les chefs traditionnels. C'est ainsi que le chef Kabongo-ka-Tchimbo de Baluba a été qualifié de rebelle à cause de sa résistance plus ou moins continue à l'occupation coloniale alors qu'un autre chef de Baluba le Kasongo-a-Nyembo a obtenu leur protection. Nous devons signaler aussi que cette politique de l'administration directe explique en partie pourquoi après le départ massif des fonctionnaires belges en juillet 1960 les structures administratives se sont écroulées en un jour.

- Deuxième phénomène: la réaction de l'élite traditionnelle elle-même. Une théorie de Vansina¹ explique qu'avant la colonisation, certaines ethnies étaient dominantes et d'autres dominées. Les ethnies dominées avaient des structures si affaiblies que leurs membres ont vu en l'homme blanc une planche de salut. Ils ont afflué vers les écoles de mission pour fuir leur position subordonnée. Les ethnies dominantes par contre étaient si fières de leur organisation que les membres, principalement les élites, n'ont pas accepté facilement les nouveaux idéaux, ils ont résisté à l'influence des écoles. Nous avons constaté la justesse de cette thèse lors de nos recherches de deux ans dans la Bande zairoise du cuivre où les fils de chefs traditionnels occupent relativement peu de positions sociologiques élevées étant donné que le critère d'embauche aux positions supérieures est justement le niveau élevé de scolarité.

1. VANSINA, J., a publié plusieurs ouvrages de valeur dont notamment Les tribus Ba-Kuba et les peuplades apprentées, Musée Royal du Congo Belge, Tervueren 1954.

- Troisième phénomène: Les agissements des jeunesses des partis politiques. La plupart des partis politiques prirent naissance à partir des noyaux d'association d'entraide tribale dans les villes. Leurs militants furent donc au départ des jeunes qui ont quitté leur village parfois pour échapper à la tyrannie du vieux chef traditionnel. L'enquête sociale que nous avons menée dans la zone minière de Shaba montre que le 8,3 % des travailleurs immigrés invoquent les tracasseries villageoises comme première raison de leur départ. Revêtues d'une nouvelle autorité, ces jeunesses avaient des comptes à régler avec la vieille élite villageoise. A ce propos Verhaegen écrit que "la colonisation avait profondément miné l'autorité des chefs coutumiers. Et dès 1959, les jeunesses de nouveaux partis politiques achevèrent la destruction de ce qui restait du prestige de cette autorité au point que les chefs coutumiers, bien que les administrations belges soient parties, seront totalement impuissants devant les fauteurs de troubles".¹

5.3.1.2 Origine de l'élite moderne du Zaïre

L'élite du Zaïre compte au moins deux générations. La génération issue de la période coloniale et celle d'après 1965. La période allant de 1960 à 1965 peut être considérée comme transitoire. Elle a vu les membres de l'élite de la première génération se départager verticalement. La plupart des membres de l'élite de la deuxième génération se trouvaient encore sur les bancs de l'université au moment de la brève

1. VERHAEGEN, B. - Rébellion au Congo, tom I, Etude du Crisp, Bruxelles 1966, p. 20.

lutte politique pour l'indépendance.

Elite de la première génération

La colonisation belge organisa une instruction de base quasi générale. On reconnaît que le Zaïre fut la colonie d'Afrique subsaharienne la plus alphabétisée. Mais au moment de l'indépendance le Zaïre ne comptait que quelques universitaires. Le résultat de l'enseignement était en fait une pyramide tronquée au niveau de quatre années d'études secondaires. En effet, les écoles avaient pour rôle de fournir des clercs, des dactylographes à l'Etat et aux entreprises, des moniteurs pour tenir les écoles de brousse. Quelques élèves suivaient une formation de six ans pour devenir assistants dans les services médicaux et agricoles. C'était le niveau le plus élevé jusqu'à l'ouverture de l'université Lovanium en 1954, si l'on écarte bien entendu quelques élus qui pouvaient étudier la philosophie et la théologie dans un grand séminaire pour devenir prêtres.

La fonction la plus élevée à laquelle pouvait prétendre un Congolais fut, dans l'administration coloniale, celle de commis principal, dans l'armée, celle de sergent-major.

Le monde des affaires aussi était inaccessible aux Congolais. Cependant, l'Association des colons écrivait:¹ "Il faut organiser une classe d'indigènes évoluée qui se déclarerait d'accord avec les idéaux et les principes de notre civilisation occidentale, et qui seront, à standing égal, nos égaux en droit et devoir; moins nombreux que la masse indigène, mais puissants et influents, ils seront ces alliés qu'ils nous est indispensable d'avoir auprès des communautés indi-

1. FEDACOL, in courrier hebdomadaire du CRISP, No 5, 3 juillet 1959.

gènes. Ces classes moyennes seront la bourgeoisie noire qui commence à se développer partout, que nous devons aider à s'enrichir et à s'organiser et qui, comme tous les bourgeois du monde, seront opposées à tout bouleversement aussi bien intérieur que venant de l'étranger".

Mais c'était à un an de la date de l'indépendance, après 75 ans de colonisation, et c'était déjà trop tard. Les messages de la conférence de Bandoeng de 1955 et d'Accra de 1958 qui appelaient à la décolonisation avaient déjà depuis longtemps enthousiasmé des milliers des Congolais.

En effet partout les différentes associations urbaines d'entraide tribale se transformaient en hâte en partis politiques. Les commis et moniteurs d'hier prononçaient les discours anti-colonialistes enflammés dans leurs milieux d'origine à la grande surprise des administrateurs belges et des missionnaires.

Ce sont donc les cadres dont la formation était quasi primaire et n'ayant exercé ni dans l'administration ni dans les entreprises une fonction de responsabilité qui, au lendemain du 30 juin 1960, deviendront parlementaires, ministres, secrétaires d'Etat. La situation dramatique se transforma en un effondrement total du pays lorsque la mutinerie de l'armée le 5 juillet 1960, provoqua un exode massif des cadres belges de l'administration et des entreprises privées.

Dans le désordre qui régna pendant plus de quatre ans, certains éléments de l'élite furent emportés par les événements, mais d'autres témoignèrent de qualités tactiques incontestables.

Par exemple l'actuel président de la République appartient à la première génération de l'élite. Il a une formation qui n'excède pas quatre ans d'enseignement secondaire. Pendant la colonisation il n'avait pu atteindre dans l'armée que le grade plafond de sergent-comptable. Par le biais de la poli-

tique, il se retrouvait en 1960, secrétaire d'Etat à la présidence de la République.

Nous citons: "Ces élites, ..., se retrouvent bien souvent aux prises avec les tâches de gouvernement auxquelles rien ne les avait préparées. De leur(s) capitale(s) extravertie(s), créée(s) pour le commerce colonial et l'économie de traite, elles s'efforcent de diriger (des) pays incontrôlable(s)".¹

Elite de la deuxième génération

Les universités du pays, celle de Lovanium fondée en 1954 et celle d'Elisabethville créée en 1958, qui jusque là accordaient les autorisations à l'immatriculation au compte-goutte se lancèrent à la pêche aux étudiants.

L'indépendance politique a aussi ouvert largement les portes du pays. Beaucoup de jeunes gens se dispersèrent dans le monde entier à l'assaut des établissements d'enseignement. Les troubles politiques ayant permis l'installation dans le pays d'au moins quatre autorités de fait soutenues par les puissances étrangères aux intérêts souvent contradictoires, les étudiants se dispersèrent tous azimuts et sans contrôle, on les trouvera tant dans les universités des pays du Marché commun que dans celles des Etats-Unis, de l'URSS ou de la Chine.

C'est parmi ces corps d'universitaires que se recrute aujourd'hui l'élite formant la deuxième génération, qu'on appelle pour cela la bourgeoisie des diplômés.

1. DUMONT, R. et MOTTIN, M.-F. - L'Afrique étranglée; édition du Seuil, Paris 1981, pp. 14 - 15.

L'idéologie du parti unique, l'ancien Premier ministre Mpinga, ainsi que l'ancien Premier commissaire d'Etat Nguza appartiennent à cette génération. Le premier est diplômé de Bordeaux et le second de Bruxelles.

Naturellement les conflits ne manquent pas entre les deux générations. Ces conflits sont dus principalement à la peur et à la méfiance des éléments de la première génération vis-à-vis de ceux de la deuxième génération à cause des diplômes qu'ils détiennent. Ainsi l'on a constaté par exemple que les ministres de la période transitoire préféraient généralement s'entourer, à qualification égale, de conseillers étrangers que des jeunes nationaux. Il est vrai que les jeunes diplômés se montraient parfois impatients à conseiller un ministre dont la compréhension des problèmes techniques était trop limitée et qui restait en poste alors même que son importance politique n'était plus évidente.

Le général Mobutu lorsqu'il prit le pouvoir en novembre 1965 annonça à tous ses collègues de la première génération que la politique était terminée pour cinq ans, il démontra cette volonté en faisant pendre sur la place publique quatre ministres du gouvernement sortant qui n'avaient pas compris le message. Et aux autres il proposa des titres et privilèges honorifiques tels que des ministères secondaires continuellement remaniés, des rentes en qualité de compagnon de la Révolution, des exils dorés dans les ambassades, des présidences de sociétés etc. Pour les neutraliser il prit soin de s'entourer uniquement des jeunes universitaires de la deuxième génération. Ces jeunes qui lui doivent toute leur carrière ne peuvent pas menacer son pouvoir. Le soucis pour beaucoup d'universitaires consiste à savoir vendre son diplôme le plus cher. On voit par exemple des étudiants faire du tapage pour attirer l'attention du milieu politique et obtenir ainsi une nomination à un poste intéressant, au mieux, dans l'entourage du président.

L'élite de la deuxième génération s'est compromise très vite dans l'affairisme. Par exemple, elle a fourni un grand pourcentage des acquéreurs des entreprises commerciales arrachées aux mains des étrangers à la suite des mesures de "zairianisation" décrétées vers la fin de 1973.

L'on peut considérer la différence entre les deux générations sous deux critères: le niveau général d'instruction et le degré de la conscience nationale.

Nous avons vu que la scolarité des membres de la première génération dépasse rarement la durée de 6 ans d'enseignement secondaire. Par contre, la deuxième génération est composée en majorité d'universitaires.

Nous allons voir, dans le paragraphe suivant, que la différence au point de vue de la conscience nationale n'est pas très grande.

5.3.1.3 Conscience politique de l'élite du Zaïre

Pour ce paragraphe, nous nous limiterons à un ou deux exemples pour chaque génération. Il s'agit d'une démarche paradigmatique couramment employée en sciences sociales. Cette démarche se justifie pour les problèmes du Zaïre à deux titres. D'abord, la concentration du pouvoir entre les mains de quelques individus fait que ceux-ci incarnent véritablement le système et que l'étude de leurs trajectoires éclaire la majorité des trajectoires dans le système.

Ensuite, la politique du clientélisme et des fiefs répercute très fort de haut en bas la conduite et la personnalité du chef de file (au point que, pour citer un exemple, c'est le

président de la République qui fait la mode vestimentaire du Zaïre).

Elite de la première génération

Citant Halpern, Turner est très sévère contre Mobutu, il répète d'abord: "The typical African leader is like the Wizard of Oz, presenting himself as a miracle worker, ((busy working smoke machine and amplifying his voice))". By such techniques, the leader masks from the people the real choice result from what Halpern calls: "incoherence", a short hand term for: "the spiritual, intellectual, social, political, economic and personal loss for all of deeply rooted relationships". Political leaders either can "attend to the overcoming of incoherence in their society" or as most often happen can "seek to profit from incoherence and from its mere repression while they enjoy willfulness, prestige and luxury as long as they can".

Et Turner d'ajouter: "Whatever the applicability of the latter description to other African leaders (and it would seem to fit many of them), Mobutu Sese Seko is an archetypical example of this sort of leaders who seeks to profit from incoherence".¹

Plus récemment, Mottin écrivait: "Le Zaïre, disait Mobutu, ce serait bien, s'il n'y avait pas tous ces Zaïrois" et Mottin de commenter: "Plus honnête que beaucoup d'autres qui n'osent le dire".²

-
1. TURNER, T. - Clouds of smoke dans GRAN, G. (ed.) - op. cit., p. 69.
 2. DUMON, R. et MOTTIN, M.-F. - L'Afrique étranglée; Edition du Seuil, Paris 1980, p. 14.

Le moins que l'on puisse dire de cette déclaration est que le dirigeant cynique qui exploite les incohérences est rejoint ici par le dirigeant anti-national qui rêve à une "solution finale", à la suppression de la source même de ces incohérences pour profiter plus tranquillement des richesses du pays.

Enfin dernièrement, après l'écrasement du deuxième soulèvement dans le Shaba en été 1978, le président Mobutu est descendu à Paris en tenue militaire de combat et a déclaré devant la télévision française qu'il allait utiliser le napalm contre ces gens-là (ses nationaux) mais que le président Giscard d'Estaing l'en avait dissuadé pour des raisons humanitaires.

Ces citations suffisent, nous semble-t-il, pour donner une idée des sentiments profonds de l'homme. Il faut dire que pour l'opinion internationale, il fit un effort de théorisation. En effet, trois ans après la prise du pouvoir le Président Mobutu crée un parti unique. Aux journalistes étrangers qui s'inquiétaient de cette initiative qui limitait les libertés politiques, il répond: "Chez nous en Afrique il ne peut y avoir qu'un chef et son autorité est incontestable. Allez dans n'importe quel village vous ne trouverez pas assis, à un bout, le chef du village, et à l'autre bout, le chef de l'opposition".¹

Cette théorie villageoise ignore la géographie du pays, sa diversité socio-culturelle et surtout les faits historiques. Il est impossible de diriger efficacement l'immense Zaïre comme un village quand on sait que l'infrastructure des communications, la structure administrative et la conscience nationale des cadres di-

1. KANNYO, E. - Post colonial politics in Zaïre, 1960 - 1979 dans GRAN, G., op. cit., p. 61.

rigeants sont insuffisants. Pendant notre séjour dans une zone du Shaba, nous avons envoyé à une connaissance à Kinshasa trois télégrammes qui ne sont jamais arrivés. Pour nous expliquer ce phénomène nous avons envisagé trois hypothèses: soit le service télégraphique du Zaïre est purement nominal soit le télégraphiste est incapable mais en poste parce qu'il est simplement le cousin du percepteur de poste, soit encore il a empoché la somme perçue sans pour autant servir. Aucune de ces hypothèses ne milite en faveur d'une théorie villageoise de gouvernement pour le Zaïre. Il est peut-être possible que cette théorie soit applicable à une tribu de Pygmées mais pas à une société complexe. D'ailleurs de Heusch a démontré en prenant pour exemple le peuple Lele du Zaïre que même au niveau du village, il existe des relations d'alliance et d'opposition.¹

Par ailleurs, l'histoire des Baluba du Shaba enseigne que le changement de pouvoir est le résultat d'une opposition violente entre l'oncle régnant et le fils de sa soeur. C'est ainsi que la mythologie raconte que le fondateur de l'empire Luba, Kongolo Muamba, fut assassiné par son neveu Kalala Ilunga qui le remplaça. Depuis cette méthode fait partie de la tradition dans la dynastie Luba. C'est d'ailleurs cette méthode qui donne lieu à la segmentation sociale, car si l'issue du combat est incertain, le neveu s'éloigne du royaume en compagnie de ses partisans pour aller fonder une entité territoriale ailleurs.

Gould applique un modèle d'analyse des systèmes et conclut dans le cas du Zaïre à la domination du pays par une bourgeoisie bureaucratique, il précise: "This class may be subdivided ... into (1) the presidential clique (some 50 odd of

1. de HEUSCH, Y. - Pourquoi l'épouser et autres essais; Gallimard, Paris 1971, pp. 45 - 48.

the president's most trusted kinsman occupying the most sensitive and lucrative positions, such as head of the judiciary council, secret Police, interior Ministry, President's Office, and so on) and (2) the presidential brotherhood (a few hundred elite representing every major tribe and holdings).¹

Monguya-Mbenga a publié une lettre du Président Mobutu à son fils aîné, dans laquelle il lui conseille d'être très méfiant parce que beaucoup de personnes en veulent à leur clan et de ne compter que sur son oncle que Mobutu lui-même a nommé chef de l'armée.²

Les déclarations et les faits montrent clairement que le président Mobutu a opté pour la défense des intérêts particuliers (à commencer, bien sûr, par les siens propres), pour le clientélisme et la privatisation de l'appareil de l'Etat. Son exemple se répercute jusqu'au niveau de l'huissier à l'entrée des bâtiments publics.

L'ambiance qui règne dans les bâtiments publics donne à tout citoyen une impression d'être étranger dans son propre pays. Il va de soi que les frustrations qui en découlent ne favorisent pas le sentiment national chez les individus et les groupes laissés pour compte.

Elite de la deuxième génération

Les membres de cette génération détiennent pour la plupart

-
1. GOULD, J. D. - The administration of underdevelopment dans GRAN, G. (ed.) - op. cit., p. 93.
 2. MONGUYA-MBENGA, D. - Histoire secrète du Zaïre, Edition de l'Espérance, Bruxelles 1977.

des diplômes universitaires. C'est parmi eux qu'on trouve ceux qui forment la résistance intérieure et l'opposition exilée; d'autres se livrent à une danse effrénée de séduction pour se mettre en évidence devant les détenteurs du pouvoir. Ces derniers éléments ont actuellement le vent en poupe. Mise à part la détention d'un diplôme, donc une certaine technicité, ils se distinguent très peu du point de vue politique de leurs aînés de la première génération. Nous pourrions illustrer cela par un exemple, celui de l'ancien Premier ministre Mpinga. Avant sa nomination à cette fonction, Mpinga a dirigé pendant longtemps l'institut Makanda Kabobi, l'école du parti qui organise cours et séminaires pour les cadres supérieurs. Il est considéré à ce titre comme l'idéologue du régime politique zaïrois. Parmi ses nombreux écrits, nous relevons seulement le point de vue qu'il défendait avant même sa promotion à sa haute fonction. Mpinga écrivait: "Laissons aux économistes le soin de discuter si les pôles de développement envisagés (Kinshasa, Kisangani et Lubumbashi) produiront les effets escomptés ou non. Sur le plan politique, le renforcement de ces deux dernières villes, qui ont été le fiefs politiques de Gizenga et de Tschombé, pourrait peut-être comporter un certain danger".¹

Mpinga dit en clair, malgré l'emploi du conditionnel, qu'il faut punir les villes ou les régions qui ont suivi les opposants politiques. Il n'est, naturellement originaire d'aucune de régions mises à l'index. Il est du Kasai Oriental qu'il ne cite pas parmi les dangers alors que cette région a connu aussi une dissidence lorsque Kalonji s'était proclamé empereur en 1960.

Mpinga défend en fait une politique discriminatoire. Est-il

1. MPINGA, H. - Les mécanismes de croissance urbaine en R.D.C. in Etudes Congolaises, No 3, juillet-septembre 1968, p. 100.

possible de reconstruire une grande nation avec une telle politique? Nous laissons, nous, aux historiens le soin de lui répondre. Toujours est-il que les régions boudées sont justement du point de vue économique parmi les plus importantes du pays. Leur discrimination ne peut qu'exacerber la frustration de leurs habitants.

De quel danger politique s'agit-il donc lorsqu'une région reçoit du gouvernement central, en retour de sa contribution aux recettes, les moyens nécessaires pour valoriser ses ressources?

En bref les deux exemples cités semblent fournir une indication encourageante quant à l'évolution de la conscience politique au Zaïre. Alors que le président de la République prône encore une politique villageoise, son premier ministre défend déjà une vue régionaliste. Mais la région est un échelon plus élevé que le village. Le prochain pas sera la nation. La génération qui l'atteindra comprendra aussi du coup la nécessité de penser à son intérêt global et de travailler pour son intégration et son progrès. C'est-là que réside tout l'espoir de cette thèse.

Voyons un peu plus en détail à quoi peut conduire un tel état d'esprit des dirigeants actuels.

5.3.2 Centralisation à outrance

Pour des raisons diverses, les nationalistes lumumbistes n'avaient pas tous accepté le compromis d'où est sorti le gouvernement Adoula. Et les troubles de qu'ils déclancheront mettent à nu l'incapacité de nouvelles provinces à rétablir l'ordre.

Dès la fin de l'année 1963, un soulèvement a commencé dans le Kwilu sous la direction de Mulele, un ancien ministre de l'Education Nationale du gouvernement Lumumba. Ce soulèvement est amplifié en mai 1964 dans l'Est et le Nord du pays par Soumialot et Gbenyè qui proclament le 7.9.1964 la République Populaire du Congo avec pour capital Kisangani.

Mais entretemps, c'est-à-dire en juillet 1964, Tschombé a été rappelé de son exil madrilène par le Président Kasavubu pour former un gouvernement d'union nationale et prendre en main la lutte contre la rébellion nationaliste. C'est Tschombé qui fera intervenir les paracommandos belges à Kisangani avec l'appui logistique américain.

Mais Tschombé sera révoqué un an plus tard par le Président Kasavubu. Kimba, nommé pour former le gouvernement, ne réussit pas à obtenir l'investiture par l'Assemblée Nationale. L'impasse politique qui en résulta poussa, affirme-t-on, le Général Mobutu à s'emparer du pouvoir sans effusion de sang dans la nuit du 24. au 25.11.1965.

Dans sa première déclaration publique, Mobutu s'assigne comme tâche essentielle la pacification du pays commencée par Tschombé. Il s'engage aussi à restituer le pouvoir aux civils au bout de cinq ans.

La fin de 1965 et le début de 1966 sont encore marqués par des activités militaires. Mais l'on peut dire que dès fin 1967, la Deuxième République est solidement installée. Elle ne sera menacée sérieusement que dix ans plus tard lors des actions militaires dans le Sud du Shaba par les opposants au régime, en 1977 et 1978.

Si la Première République a été caractérisée par la dilution du pouvoir, la Deuxième, par contre, le sera par l'excès de sa concentration.

A propos de l'évolution du pouvoir, l'ancien premier commissaire d'Etat, Nguza qui gravita dans l'entourage du Président Mobutu pendant presque dix ans en pensant pouvoir "insuffler le changement de l'intérieur du système" écrit: "... par étapes et avec subtilité, le pouvoir s'est peu à peu transformé en un pouvoir d'un seul homme et d'une dictature qui a mené le pays dans une impasse".¹

En effet de novembre 1965 à juin 1967, le pouvoir est encore partagé entre les "Compagnons de la révolution"² et le Général Mulamba est alors premier ministre alors que le Général Mobutu est le président de la République. Mais dès le 19.4.1967, le président Mobutu fonde un parti, le Mouvement Populaire de la Révolution qu'il dotera, le 20 mai de la même année, d'un programme politique.

Ce parti deviendra un parti unique en décembre 1970 par la modification de la Constitution du 24.6.1967 qui prévoyait deux partis. Selon cette Constitution, le président est élu pour sept ans par des élections directes (Mobutu le sera avec 100 % des votants le 1.11.1970), il est en même temps chef de l'exécutif, commandant de l'armée et de la police.

Le président détient alors aussi les ministères de la Défense et des Anciens combattants; la politique intérieure et extérieure est de son ressort. Il nomme et révoque les magistrats ainsi que les gouverneurs de province et les hauts fonctionnaires.

Et bientôt la forte position du président transforme l'As-

1. Nguza Karl I Bond - L'Appel du 30 Juin 1981, sans indication de lieu ni date, pp. 10 et 11.

2. C'est ainsi que s'appellent les officiers ayant participé au coup d'Etat du 24.11.1965.

semblée nationale en une chambre d'enregistrement en lui "imposant une unanimité de facade".¹ Toutes les mesures politiques, y compris la Constitution de 1970, renforcent un pouvoir quasi paternel. C'est ainsi que le président de la République accorde des dons, pendant ses déplacements à l'intérieur du pays, tantôt à une école, tantôt à un hôpital.

Nous voudrions dire ici qu'en cette fin de l'année 1970, le président Mobutu avait râté une occasion magnifique de sortir en héros de la scène politique congolaise. La conjoncture était très bonne. En effet, la paix et l'ordre régnaient partout et le régime était bien respecté. D'autre part la montée du prix du cuivre sur les marchés internationaux annonçait pour le Zaïre quelques années de prospérité.

On imagine l'effet bénéfique d'une annonce par le président Mobutu de la remise du pouvoir aux civils après des élections organisées sur la base du pluralisme des partis politiques! Hélas ... le pouvoir est comme l'alcool, plus on en boit plus on s'enivre, et le régime se lança dans une suite vertigineuse de décisions qui font que certains le qualifient aujourd'hui de dictatorial.

Même la tentative de démocratisation du régime annoncée avec bruit en juin 1977 au lendemain de premiers troubles dans le Shaba aboutit en queue de poisson. Et le président Mobutu, candidat unique du parti unique, se représenta à l'élection à la présidence de la République le 1.12.1977 et fut réelu pour sept ans avec 99,8 % des votants.

Lors de la deuxième alerte dans le Shaba en mai 1978, des voix s'élevèrent pour critiquer l'aveuglement politique du

1. Document cité par Nguza, Karl I Bond, op. cit., p. 18.

régime de Kinshasa, qui l'empêche de tirer les leçons qui s'imposent.

Legun, par exemple, écrit à ce propos: "On the extraordinary session of the Legislative Council ... on February 1980 ... Mobutu proclaimed that the single-party system would never be dismantled as long as he lived, and reaffirmed his abhorrence of political pluralism in terms reminiscent of the early years of his regime".¹

Par ailleurs dans le document signé par seize commissaires du peuple et adressé au président Mobutu, l'on peut lire notamment: "En quinze ans de règne sans partage, entouré la plupart du temps d'autres "hommes seuls" nommés par vous, souvent ne représentant qu'eux-mêmes, parfois étrangers à notre pays, vous nous avez amené à travers un tunnel, dont vous êtes le seul à entrevoir le bout, dans un véritable gouffre".²

A l'heure actuelle, il n'y a aucun signe d'assouplissement de cette centralisation du pouvoir, ou contraire, Nguza, ancien premier commissaire d'Etat, déclare par exemple que "Au début 1981, l'euphorie des dépenses et la concentration des pouvoirs au sommet ont repris le dessus".³

A notre avis, le problème du parti unique n'est pas principal si celui-ci fonctionne comme lien entre la masse et le pouvoir et reste la source d'inspiration des dirigeants au lieu de devenir un simple instrument de la perennité au pouvoir pour quelques individus. Nuscheler et ses collègues

1. LEGUN, C. (ed.) - Zaire in Africa Contemporary Record, African Publishing Company, New York, vol. 12, 1979 - 1980.

2. Document cité par Nguza Karl I Bond - op. cit., p. 18.

3. Nguza Karl I Bond - Zaire in Le Monde du 24.6.1981, p. 3.

écrivent avec raison: "Nicht das Einparteisystem als solches ist leistungsfähiger oder der Problemlage der afrikanischen Länder angemessener, sondern nur dort und indem es sein Potential im Sinne der zugrunde gelegten Rechtfertigungslehre nutzt: wo es nicht zum bloßen Herrschafts- und Repressionsapparat und zur Verteilungsagentur von Patronage verkümmert; wo es sein Monopol nicht zur Bereicherung der 'politischen Klasse', sondern zur Durchsetzung von sozio-ökonomischen Strukturreformen einsetzt; wo es überzeugende Entwicklungsziele formuliert und die Menschen sowohl zum Träger wie zum Nutznießer von Entwicklung macht, sie also nicht nur zum Personenkult, sondern zu produktiven Anstrengungen mobilisiert; wo 'afrikanische Demokratie' nicht als Ersatzformel für eine Ein-Mann-Diktatur herhalten muß, sondern sich in der Binnenorganisation der Partei durch Wahlen, Mitbestimmung und Kontrolle ausdrücken kann".¹

5.3.3 Administration corrompue et vexatoire

La Constitution de juin 1967 a ramené le nombre de provinces de 21 à 9, c'est-à-dire qu'elle a restauré les mêmes unités administratives et leurs subdivisions qu'à l'époque de la Colonie, sauf que la ville de Kinshasa est élevée au rang d'une province et que le Kasai et la province de Léopoldville sont scindés en deux. Quelques grandes villes ont obtenu, à cette occasion, un statut de district. La réforme administrative de 1970 accompagnant les mesures de "recours à l'authenticité" a amené le changement nominal des divisions

1. NUSCHELER, F. et al. - Politische Herrschaft in Schwarzafrika. Geschichte und Gegenwart; Beck, München 1980, S. 128 - 129.

administratives. La province s'appellera désormais la région, le district la sous-région, le territoire la zone, le secteur la collectivité locale, et même le village la localité. Toutes ces divisions sont dirigées par des commissaires sauf la collectivité et la localité qui sont dirigées respectivement par un chef et un capita.

Dans chaque unité administrative se trouve un représentant de la hiérarchie du parti pour seconder le commissaire, en fait pour le surveiller. A la mi-octobre 1981, l'Agence zairoise de presse a annoncé que les fonctions de chef du gouvernement et de chef du Comité exécutif du parti seront désormais confondues. Qui connaît le Zaïre doit conclure que cette nouvelle configuration du pouvoir se répercutera jusqu'à l'échelon le plus bas de l'appareil étatique. Et cela confirme l'appellation de "Parti-Etat" donné au Zaïre.¹

Le commissaire de région est le représentant personnel du président de la République dans la région. Il est nommé et révoqué par lui. En réalité toute la structure est faite des représentations formant une sorte de courroie de transmission des décisions du haut en bas. Mais dans un pays grand comme un continent et dont les moyens de communication sont déficitaires, cette courroie ne fonctionne pas du tout la plupart du temps et les représentants du pouvoir sont souvent dans l'incapacité d'agir faute d'instructions adéquates.

Les nominations, même au niveau le plus bas de la hiérarchie, ne tiennent pas compte de l'origine territoriale de l'agent. Il en résulte que beaucoup d'administrateurs loin de ceux qui les connaissent "se comportent dans leur fief comme en zone

1. TURNER, T. - Clouds of smoke: cultural and psychological modernization in Zaïre dans GRAN, G. (ed.) - op. cit., p. 80.

d'occupation".¹ Et cela ne manque pas de soulever frustration et colère. Par exemple, dans une lettre épiscopale publiée à l'occasion du Carême de 1976 Mgr Kabanga, Archevêque de Lubumbashi, dénonce les maux dont souffre la population du Shaba et fustige "certains (qui) ne manquent pas de déclarer qu'ils sont dans cette région pour s'enrichir".² Cette accusation n'est pas gratuite, le chercheur a visité des zones où chaque mutation administrative amène son lot d'écurement et de vexations pour les villageois. En effet, chaque nouveau commissaire déclare que toutes les pièces d'identité délivrées antérieurement sont périmées et qu'il faut en acheter de nouvelles sous peine d'arrestation. Bien sûr l'argent va dans la poche du commissaire.

Des telles pratiques ne sont pas un cas isolé et ne se situent malheureusement pas seulement au niveau de petits responsables. Chatzberg a découvert que "Local-level corruption is openly modeled on the behavior of the president and his entourage. Most Zairians are aware that Mobutu's personal profits while in office have been enormous".³

Les nominations et mutations administratives sans tenir compte du terroir⁴ conduisent quotidiennement à des vexations et de malentendus car il n'est pas possible d'adminis-

1. Les termes sont d'un bras droit du président Mobutu, c'est-à-dire du ministre de l'intérieur Engulu cités par GOULD, J. D. - The Administration of Underdevelopment dans GRAN, G. (ed.) - op. cit., p. 95.

2. Lettre de Mgr Kabanga, Archevêque de Lubumbashi in La Documentation Catholique, 12, 20 juin 1976, p. 577.

3. CHATZBERG, G. M. - Blockage points in Zaire dans GRAN, G. (ed.) - op. cit., p. 183.

4. Même dans un pays où le nationalisme est marqué par plusieurs siècles d'histoire comme c'est le cas pour la France, les fonctionnaires en mutation vont jusqu'à se considérer comme des exilés dans leur propre pays et réclament le droit de travailler au pays natal. Que dire donc d'un pays pluraliste dont le nationalisme est encore balbutiant?

trer ce vaste pays à coup de décrets et ordonnances-lois de Kinshasa, aussi parfaits et clairs soient-ils, sans tenir compte des coutumes et traditions locales. Le chercheur a vécu le cas d'un commissaire de zone originaire du Lac Mai-Ndombe dans la forêt équatoriale et qui fut nommé au Shaba. Il recut de ses supérieurs l'ordre d'organiser des séances d'animation parce que le président de la République aurait déclaré dans un discours public qu'un peuple qui danse est heureux. Le commissaire arrive dans un village et ordonne en plein midi un spectacle de chants et danses. Les villageois lui rétorquent que selon les coutumes de chez eux, une telle manifestation ne s'ordonne pas, elle est toujours volontaire, pour recevoir un chef qu'on veut honorer. Le commissaire ayant pris la réponse pour une injure enjoignit à ses gendarmes de procéder à des arrastations. On arrêta principalement les jeunes femmes et les filles qui reviendront quelques temps plus tard du chef-lieu de la zone, presque toutes enceintes.

Bref, loin d'être encore le facteur de paix qu'elle a pu symboliser au lendemain des troubles de 1960, la centralisation creuse aujourd'hui entre Kinshasa et l'intérieur un fossé toujours plus large, une dichotomie entre une capitale qui domine et l'intérieur qui attend, entre la ville où une minorité de privilégiés jouit des fruits de l'effort national et une campagne qu'on pille.

Les abus des fonctionnaires toujours en négociations pour obtenir la gestion d'un fief favorisé par la nature minent sérieusement la reconstruction nationale.

5.4 RESULTATS DU SYSTEME ZAIROIS

Les résultats d'un système peuvent être évalués, entre autres, par le biais des relations avec la société ou par celui de la performance dans le domaine de l'économie.

Dans le premier cas, nous considérerons le comportement des agents de l'Etat dans l'exercice de leur fonction et, dans le deuxième cas, l'impact des actions de l'Etat sur l'économie, plus particulièrement sur le dualisme de cette économie.

5.4.1 Appareil de l'Etat et la société globale

Après plusieurs années d'études dans les universités européennes, je me suis rendu en 1976 à Lubumbashi, capitale du Shaba dont je suis originaire. Un après-midi, je traversais une rue de la ville qui, à mon jugement, était vide. Cependant un gendarme de roulage m'interpela parce qu'un vieux camion approchait à trois cents mètres du point de mon passage. La première question du gendarme fut "Outi wapi?" en Lingala, langue zairoise utilisée par les militaires et qui, depuis l'avènement de l'armée au pouvoir, fait une extension fulgurante. La question signifie: d'où es-tu ressortissant?

A cette question je tremblais de peur et de colère.

De peur car il était évident que selon ma réponse, la prétendue infraction deviendra effective ou se soldera par un sourire accompagné d'un "Kenda!" (va-t-en, tu es libre!)

Mais comment savoir d'où vient le gendarme qui m'interroge pour lui donner une réponse non culpabilisante? Ma réponse erronée, c'est-à-dire une origine régionale différente de

celle du gendarme, me coûta une forte amende dont, bien sûr, je ne recus jamais de quittance.

Une brève investigation personnelle démontra qu'effectivement le gendarme en question n'était pas originaire du Shaba. Je ne pouvais m'empêcher de me demander si l'attitude trassière de celui-ci ne s'expliquait par le fait, comme le mentionne Kamitatu,¹ que le Shaba est considéré comme potentiellement rebelle que les représentants de Kinshasa s'efforcent à reprimer.

Je tremblais aussi de colère parce que je savais qu'un refus de réponse à cette question préalable entraînerait l'aggravation de mon cas, le gendarme pouvant alors en référer à son chef hiérarchique qui me posera d'ailleurs la même question.

La même recherche prouva que le gendarme impliqué faisait partie d'une de ces bandes quasi officielles qui écument le pays. Pour plus de tranquillité morale, elles opèrent loin de leurs régions d'origine et auprès des membres d'autres ethnies.

Ma mésaventure m'incita à investiguer davantage sur la situation et je découvris que le comportement du gendarme n'est pas un cas isolé mais une pratique générale à tous les niveaux de l'appareil de l'Etat.

J'appris, par exemple, qu'une personnalité originaire du Kasai, devenu bourgmestre d'une commune de Lubumbashi, a distribué les parcelles de terrains d'un nouveau lotissement presque exclusivement aux ressortissants de sa région.

J'appris qu'un directeur d'une entreprise parastatale pour

1. KAMITATU, C. - La grande mystification du Congo-Kinshasa, Bruxelles 1971.

le Shaba imposait littéralement sa langue maternelle dans les bureaux bien que la langue officielle du Zaïre soit le français. Cette pratique aboutissait assez rapidement à l'isolement de tout intrus.

J'appris aussi qu'un fonctionnaire d'un service douanier a installé à tous les postes frontaliers du Shaba et du Kasai, régions minières par excellence, les agents de son Equateur natal et cela pour couvrir les trafics divers auxquels il se livrait.

J'appris encore que les ministres, pour maquiller le népotisme, échangeaient les membres de famille entre eux, dans le genre: "tu prends mon oncle dans ton cabinet, je prends ton neveu dans le mien".

J'appris enfin que même le président de la République n'échappe pas au fléau du favoritisme. Par exemple, Kamitatu-Massamba rapporte que parmi les douze plus hauts responsables du gouvernement huit proviennent d'une même région que le Président dont beaucoup des membres de sa famille ou de son clan. Deux seulement proviennent d'autres régions et deux autres ne sont pas Zaïrois, mais liés personnellement au Président Mobutu.¹

Les exemples qui s'étirent du gendarme de roulage au président de la République témoignent d'un phénomène qui gangrène tous les rouages de l'Etat. Il s'agit d'un conflit de loyauté² entre, d'une part la nation au service de laquelle tout agent de la fonction publique devrait se mettre; et, d'autre part le clan, la tribu, l'ethnie, la région. C'est une con-

1. KAMITATU-MASSAMBA, C. - Zaïre, le pouvoir à la portée du peuple; édition l'Harmattan, Paris 1977, p. 99.

2. Nguza Karl I Bond, cité supra.

tradiction permanente du régime zairois qui donne aux victimes le sentiment d'être étranger dans leur propre pays et rend les acteurs complètement nocifs à la réalisation d'une nation.

Du sommet de la pyramide à la base, chaque agent essaie de construire son fief. Il en résulte une privatisation générale de la chose publique.

Sur le tableau 16 l'on peut lire que dès 1968, les données pour les deux années précédentes n'étant pas disponibles, les dépenses budgétaires (courantes et en capital) de la présidence de la République sont de loin supérieures à celles consacrées aux services économiques de toute la République. Il est vrai que cette tendance se renverse à partir de 1976.

Ce renversement semble la conséquence des efforts déployés par la Banque Mondiale pour assainir l'économie du Zaïre, car l'ancien premier ministre du Zaïre indique qu'en début 1981, après le renvoi du délégué de la Banque Mondiale, l'euphorie des dépenses a repris le dessus.¹

5.4.2 Action de l'Etat et l'économie nationale

Le Zaïre vit continuellement en chiffres rouges.

Les dettes interne et externe s'alourdissent.

Les tableaux 16 et 17 montrent qu'à aucun moment depuis 1966, l'Etat est parvenu à une gestion équilibrée des entrées et sorties dans la caisse.

1. Nguza Karl I Bond, cité supra.

Tableau 16: Dépenses de l'Etat (en millions de zaires)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (e)	1979 (e)
A. PAR NATURE														
Dépenses budgétaires														
a) Courantes	62.7	97.4	169.6	212.6	264.6	278.9	273.5	348.9	537.2	492.3	641.0	788.2	1120.7	2166.3
traitements et salaires	...	...	57.0	78.0	90.7	127.3	144.2	137.8	180.3	208.8	285.2	348.1	553.6	1001.0
autres biens et services	...	...	106.7	121.6	155.2	131.4	98.2	143.1	211.3	183.7	183.3	247.6	328.8	722.0
versement d'intérêts	...	...	...	...	4.0	6.3	10.8	21.3	32.6	35.2	83.7	107.0	121.9	215.4
subventions et transferts	...	...	...	...	5.9	13.0	13.9	30.3	46.7	113.0	64.8	88.8	85.5	227.9
b) en capital	4.6	6.8	23.6	52.5	64.5	68.7	82.8	101.2	208.0	102.7	151.2	115.8	114.3	129.3
total (a + b)	67.3	104.2	193.2	265.1	329.1	347.6	356.3	450.1	745.2	595.0	792.2	904.0	1235.0	2295.6
Dépenses sur financement extérieur														
a) courants	11.5	19.4	33.8	34.1	43.7	54.1	65.5	136.9	190.6	129.4	196.3	298.6	248.9	...
b) en capital	8.8	11.8	16.2	17.7	22.9	29.9	30.4	46.7	49.2	58.0	77.2	126.2	95.6	...
	2.7	7.6	17.6	16.4	20.8	24.2	35.1	90.2	141.4	71.4	119.1	172.4	153.3	...
78.8	123.6	229.0	299.2	372.8	401.7	421.8	587.0	935.8	724.4	988.5	1202.6	1483.9	...	...
71.5	109.2	185.8	230.3	287.5	308.8	303.9	395.6	586.4	550.3	718.2	914.4	1216.3	...	...
7.3	14.4	43.2	68.9	85.3	92.9	117.9	191.4	349.4	174.1	270.3	288.2	267.6	...	...
B. PAR SECTEUR														
a) courantes (budgétaires)														
Présidence	...	...	65.0	34.9	42.7	40.8	22.6	33.1	62.7	64.5	82.9	87.8	121.3	207.3
Services généraux (1)	...	...	67.3	109.7	150.0	154.2	148.0	198.0	328.5	266.8	307.3	378.2	480.1	1335.5
Services sociaux (2)	...	...	29.4	57.5	62.7	71.7	77.0	89.7	104.9	121.0	185.6	251.8	512.6	667.5
Services économiques (3)	...	...	...	7.9	10.5	9.2	12.2	25.9	28.1	41.1	65.2	70.4	155.6	181.4
b) capital (budgétaires)														
Présidence	...	...	12.0	31.3	36.8	35.9	38.5	44.6	65.6	26.1	9.5	24.1	16.6	0.6
Services généraux (1)	...	...	0.6	2.4	11.2	4.9	16.8	26.9	44.3	27.3	36.4	13.6	14.2	10.2
Services sociaux (2)	...	...	4.6	1.2	2.9	0.9	0.3	1.5	3.5	0.7	6.3	7.2	14.3	8.7
Services économiques (3)	...	...	8.4	17.6	13.6	27.0	27.4	28.1	94.6	48.6	99.0	70.9	83.5	109.8

Source: BEZY, F. et al. - op. cit., p. 228

Tableau 17: Recettes de l'Etat (en millions de zaires)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Impôts sur le commerce extérieur	36.2	82.1	137.2	180.2	201.5	170.6	177.1	250.3	326.8	209.2	221.5	254.4	206.2	848.7
Droits de sortie	13.2	56.1	91.1	118.3	135.6	89.0	89.3	147.5	213.4	96.6	106.2	132.7	59.8	513.3
Droits d'entrée	23.0	26.0	46.1	61.9	65.9	81.6	87.8	102.8	113.4	112.6	115.3	121.7	146.6	335.4
Impôts sur les revenus et le profit	10.4	8.7	30.6	69.5	70.4	67.9	67.9	71.5	116.0	115.9	160.8	272.0	327.3	662.5
Sociétés, entreprises	6.4	4.0	18.8	44.1	47.5	35.8	26.1	22.5	47.5	39.2	56.5	116.6	124.8	231.6
Traitement et salaires	1.2	4.0	10.2	20.6	16.9	25.1	35.0	43.7	60.8	74.5	100.2	149.1	193.5	416.2
Autres	2.8	0.7	1.6	4.8	6.0	7.0	6.8	5.3	7.7	2.2	4.1	6.3	9.8	14.7
Impôts sur la prod. et la consom. intérieure	7.8	10.1	10.6	14.9	17.5	34.1	37.8	41.4	48.0	54.6	65.9	101.1	129.7	254.6
Autres	7.4	-2.5	7.8	4.9	25.8	16.2	16.0	13.6	32.6	43.3	27.8	41.5	52.3	178.6
Dons extérieurs	6.3	13.6	19.0	24.5	29.9	34.7	38.7	54.3	54.0	55.4	81.4	141.5	171.1	...
Recettes totales	68.1	112.1	205.2	294.0	345.2	323.5	337.5	431.1	577.4	478.4	557.4	810.5	886.6	...
Recettes budgétaires	61.8	98.4	186.2	269.5	315.8	288.8	298.8	376.7	523.4	423.0	476.0	669.0	715.5	1944.4

Source: BEZY, F. et al. - op. cit., p. 228

On peut incriminer pour cela, en partie, outre la privatisation des derniers publics pour des dépenses improductives, une politique d'investissements de prestige.

Parmi les investissements de prestige, nous citerons:

- Combat de boxe de 1974 entre les Américains Ali et Foreman, combat à l'occasion duquel le Zaïre, en plus des frais d'organisation, mit à la disposition du vainqueur une bourse de 10 millions de Dollars américains. Le match eut lieu à 4 heures du matin, heure locale, et ne fut pas transmis en direct par la télévision nationale;
- Installation d'une télévision en couleur;
- Erection d'un palais en marbres (marbres importés d'Italie) pour le logement des chefs d'Etat étrangers;
- Construction d'une "Maison de la Radio" ultramoderne pour la "Voix du Zaïre";
- Etablissement d'un système de télécommunications par satellite; etc ...

Pourtant le régime avait à sa disposition un code des investissements décrété le 26 juin 1969 qui, malgré quelques imprécisions, constituait un cadre valable des décisions.

Il s'agit d'un code très libéral qui concerne, avant tout, les grandes entreprises dont on espérait que la création, l'extension et la modernisation pouvaient contribuer au développement économique et social du Zaïre et qui favorise la collaboration entre les capitaux étrangers et l'Etat.

Bézy et ses amis distinguent trois phases dans l'application de ce code.

- De 1969 à 1972, ce code fonctionne réellement écrivent-ils.
- De 1973 à 1974, "Les investissements étrangers ne passent plus cette fois par le code mais par des transactions di-

rectes avec la présidence et les ministères. Ils sont concentrés sur quelques projets ... Ils permettent également l'enrichissement des intermédiaires nationaux par l'octroi de commissions d'autant plus élevées que le projet est coûteux en capitaux".¹

- Dès 1975, l'on "enregistre un ralentissement des apports extérieurs même si certaines dépenses de prestige sont toujours engagées ...".¹

Et dans leur analyse sectorielle, ces auteurs insistent sur la séparation du code de la dette extérieure.

Pour le code, la concentration des investissements impose l'approche entreprise par entreprise plutôt que par branche et les auteurs de préciser que "Ces entreprises ont en commun le niveau hautement capitalistique des investissements qui entraîne de gros débours en devises, même en régime de croisière ...; la capacité excédentaire soit par rapport à l'offre d'inputs soit par rapport à la demande; l'écart entre le montant investi et les effets attendus en amont et en aval; le caractère léonin des contrats; ...".²

Pour la dette extérieure, les apports concernent aussi quelques projets ou entreprises, mais la différence est que "l'agriculture et l'industrie ne représentent plus ici que 15,1 % des crédits utilisés dont près de 10 % à la GECAMINES, 3,5 % à l'industrie manufacturière et 1,3 % à l'agriculture".³

Ces longs extraits posent clairement le diagnostic de la po-

1. BEZY, F. et al. - op. cit., p. 99.

2. Idem, pp. 99 - 100.

3. Idem, p. 100.

litique économique du Zaïre pour qu'il soit encore nécessaire de les commenter.

Nous devons cependant donner notre opinion quant à la critique que ces auteurs adressent au code. Cette critique est double: la volonté du pouvoir d'Etat de prendre de participation dans l'économie et, vue le caractère du pouvoir, disent-ils, la disparition des petites et moyennes entreprises comme conséquence.

Nous sommes d'avis que la disparition des petites et moyennes entreprises ne soit pas à mettre exclusivement sur le compte de la participation du pouvoir central aux grands projets économiques, mais plutôt surtout sur le fait qu'il n'existe pas des pouvoirs décentralisés responsables des petits et moyens projets locaux.

Dans le modèle que nous proposons, nous considérons qu'il est absolument nécessaire que l'Etat central s'occupe des grands projets d'ordre national pour être en mesure de coordonner et orienter l'économie nationale.

Le principe des grands projets n'est pas mauvais, mais il faut donner priorité à ceux qui réalisent le maximum d'effets induits. Nous pouvons illustrer notre position par l'exemple d'un grand projet prioritaire mais bâclé.

La ligne électrique de Inga au Shaba est un grand projet national. Mais voilà que cette ligne traverse le pays d'Ouest en Est sans aucun relais comme en territoire ennemi, le sous-cis unique de l'Etat central semble de promouvoir l'extraction des minerais du cuivre du Shaba.

En supprimant les relais, cette réalisation a annulé la merveilleuse possibilité d'électrifier toute la zone entre les deux points et de créer ainsi une série d'industries moyennes et petites qui valoriseraient les ressources locales.

On voit donc que les défauts principaux de la politique des investissements sont d'abord celui d'engouffrer des sommes énormes dans des projets de prestige ou sans effets d'entraînement et ensuite l'abandon de l'agriculture.

Ce dernier défaut a des conséquences négatives sur l'ensemble de l'économie.

En accord avec le thème central de notre thèse et les hypothèses avancées, nous abordons dans les lignes qui suivent les mécanismes d'accentuation du dualisme de l'économie.

A cause de l'existence d'une monoculture du cuivre dans le secteur moderne, nous prendrons ce produit pour le secteur en question, et le coton pour lequel nous avons pu disposé d'informations substantielles pour l'autre secteur.

L'étude de chaque produit commencera par la description du cadre institutionnel pour faire ressortir que la décision sur les activités de deux secteurs considérés relève de mêmes intérêts financiers. Ensuite l'on présentera les structures de production et de prix. Et enfin, viendra une mise en évidence du contact entre les deux secteurs, qui ne s'exerce que de façon sporadique et unilatéral, notamment par le biais d'une migration des travailleurs de la campagne vers les villes minières et par la fourniture des denrées alimentaires.

5.4.2.1 Secteur traditionnel: la culture de coton

Le coton est cultivé dans les savanes soudano-zambésiennes du Nord et du Sud du pays, notamment dans le Nord de l'Equateur, le Haut-Zaire, les deux Kasai et le Nord-Est et l'Est

du Shaba. En 1960, le Shaba a contribué dans la proportion de 25 % à la production cotonnière du Zaïre.

5.4.2.1.1 Cadre institutionnel

En amont: le financement

Depuis août 1971, une agence étatique, l'ONAFITEX (Office National des Fibres et Textiles) a le monopole de toute la politique cotonnière.

A la suite d'une mauvaise gestion technique et financière, le gouvernement zaïrois a décidé de dissoudre l'ONAFITEX en mai 1978. Pour la succession fut créée une agence étatique, la CSCo (Caisse de Stabilisation Cotonnière) dont le fonctionnement réel n'a commencé qu'en 1982.

L'achat et le traitement du coton sont confiés depuis 1978 à 4 compagnies régionales mixtes et une complètement étatique: la COTONNIERE (45 % à 50 % de la production nationale) pour le Kasai et le Maniéma, la SOTEXCO (25 %) pour le Haut-Zaïre, l'ESTAGRICO (15 % à 20 %) pour le Tanganika et le Haut-Lomami au Shaba et pour le Sud-Kivu. La compagnie étatique, COTON-ZAIRE (10 %) opère dans la région de l'équateur. A cela s'ajoutent trois compagnies privées qui traitent ensemble moins de 1 % de la production.

L'ONAFITEX a remplacé à la fois le COGERCO (Comité de Gérance de la Caisse de Réserve cotonnière) qui finançait et organisait toutes les activités relatives à la production et au marché du coton au Congo et le COVENCO (Comptoir de Vente du coton du Congo) qui achetait et revendait le coton au nom du COGERCO.

Le COVENCO était une filiale du COGERCO qui possédait 50 % de son capital. Le COGERCO, une agence étatique, représentait l'Etat, les compagnies cotonnières et les cultivateurs. Une de ces compagnies, la COTONCO (Compagnie Cotonnière Congolaise), la plus importante de toutes puisqu'elle détenait la moitié des concessions cotonnières au Congo et contrôlait toute la production cotonnière au Katanga, est une filiale du C.C.C.I. (Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie) qui fut la principale holding congolaise de la Société Générale de Belgique.¹

Nous ne disposons pas d'éléments d'information sur liens financiers entre l'ONAFITEX et l'étranger. Son prédécesseur, le COVENCO avait pourtant passé, en novembre 1968, un contrat avec une société belge, la SCA (Société Commerciale Anversoise) cédant à cette dernière le droit exclusif qu'il détenait d'achat et de vente du coton-fibre sur les marchés mondiaux. Depuis lors rien ne semble indiquer que ce contrat a été dénoncé.

En aval: la commercialisation

Les compagnies cotonnières au nombre de quinze, dont quatre (BUNGE, COTANGA, COTONGO et VINCENT) opéraient au Katanga, étaient privées.

Elles achetaient directement le coton-graines aux cultivateurs, dans leurs concessions respectives, le traitaient et le revendaient au COVENCO.

Il existait aussi un contrat très particulier entre les compagnies cotonnières et le COGERCO se rapportant au traite-

1. JOYE, P. et LEWIN, R. - op. cit., pp. 202 - 206.

ment des graines du coton. Les compagnies recevaient sans paiement ces graines. Elles traitaient ces graines et revendaient les huiles et les tourteaux à leur compte. Le montant de vente total moins les frais de traitement, de transport et d'amortissement était partagé entre la compagnie contractante et le COGERCO à raison de 50 % à chaque partie.

Les compagnies cotonnières travaillaient dans des conditions très favorables:

- D'abord, il y a l'avance par le COGERCO des crédits sans intérêt à chaque compagnie au début de la campagne cotonnière. En effet, sur la base de son expérience de l'année précédente et des estimations de la récolte en cours, chaque compagnie présentait une prévision budgétaire au COGERCO et celui-ci lui fournissait des fonds nécessaires sans intérêt;
- Ensuite, avec la revente du coton au COVENCO, la compagnie présentait aussi la facture des frais de transport. Ici un exemple est nécessaire pour illustrer ce que nous appelons conditions de faveur. Il est connu que ces compagnies ou leurs agents étaient aussi les principaux animateurs économiques dans leur concession. Ils y disséminaient les boutiques et magasins vendant non seulement les biens manufacturés utiles à la production du coton, mais aussi toutes sortes de gadgets pour récupérer le numéraire distribués aux villageois au moment de la campagne cotonnière. Les camions allant chercher du coton dans les hangars collectifs transportaient différents marchandises pour les boutiques de la compagnie, mais la facture était présentée au COGERCO, les camions étant partis autant de fois pour chercher du coton. En outre, la COTONGO, par exemple, avait le monopole de la distribution de bière dans la partie rurale du Shaba qu'elle desservait. D'autres compagnies avaient l'exclusivité de la distribution de pétrole dans leurs concessions. On comprend que dans ces conditions, la répartition des frais de transport était laborieuse et il est possible qu'on les mettait sur le dos de celui qui payait sans broncher, en l'occurrence le COGERCO, c'est-à-dire en définitive le trésor public;

- Enfin, les compagnies recevaient encore entre 9 et 13 % du prix FOB comme rémunération de l'amortissement (équipement et bâtiments) du capital et du financement des opérations de dégrainage.

En tous cas, les compagnies cotonnières n'avaient aucune raison de prendre des mesures draconiennes pour minimiser les différents frais puisque ceux-ci leur étaient totalement remboursés par le COGERCO.

Le tableau 18 présente une vue synoptique des coûts des opérations jusqu'au port de Matadi pour l'exportation.

Si l'on tient compte des mécanismes décrits et des effets de l'instabilité des prix du coton sur le marché mondial, l'on saisit alors pourquoi le COGERCO travaillait à perte. Evidemment nous n'avons pas l'intention de minimiser les autres facteurs, par exemple la dispersion des groupes de cultivateurs et la mauvaise qualité des routes qui grevaient fortement ces coûts. Le déficit à l'exportation a atteint un montant de 72,60 zaires, soit 145 dollars américains, en 1970.

Ces mécanismes ne seraient pas si criticables s'ils ne consistaient pas en un transfert de deniers de la Colonie à des compagnies privées sans garantie qu'elles les investissent dans les activités productives, et s'ils n'exerçaient pas un effet dépressif sur le prix d'achat du coton aux cultivateurs.

5.4.2.1.2 Structures de production

Le coton est le seul produit agricole industriel que ne cultive aucune plantation européenne. Toute la production est

Tableau 18: Coûts de production du coton

	1957	1958 FB/Kg	1959	1969	1970 K/Kg	1971
	14,45	14,30	14,30	11,97	11,97	11,97
A. Paiement aux cultivateurs						
B.1. Transport et manipulations Jusqu'aux usines de dégrai- nage						
COGERCO	13,95	13,00	11,50	6,34	4,97	5,84
COMPAGNIES	3,28	2,61	2,10	-	-	-
2. Dégrainage et transport Jusqu'aux comptoirs COVENCO						
COMPAGNIES						
Coûts	-	-	-	10,84	11,44	10,39
Frais	-	-	-	1,68	1,78	1,78
COVENCO	-	-	-	2,17	1,80	1,80
C. TOTAL (B.1. + B.2.)	17,23	15,61	13,60	21,03	19,99	19,81
D. Coûts totaux jusqu'à Matadi (A + B)	31,38	29,91	28,01	33,00	31,96	31,78
E. Prix au départ de Matadi (FOB)	34,44	30,93	26,61	25,55	24,70	-

Sources: Rapports du COGERCO et du COVENCO pour les années respectives, sauf pour la dernière année les chiffres sont estimés à partir des budgets soumis au COGERCO

entre les mains des familles rurales zairoises. On estime que, dans les années 50 lorsque la production de coton battait son plein, le nombre de familles au travail pouvait s'élever annuellement jusqu'à 800 000. Compte tenu de l'abandon de la culture du coton dont la quantité en 1970 n'est plus que le tiers de celle de 1959, on peut estimer que le nombre de familles se livrant à cette culture à 300 000.

L'homme, la femme, les enfants et les grands parents participent à la culture du début à la fin. Il est vrai que les différents travaux: débroussaillage, abattage d'arbres, semis, sarclage, récolte, triage, transport etc ... sollicitent plus ou moins une catégorie des membres d'une famille, par exemple l'homme intervient en force pour l'abattage, la femme pour le sarclage et les enfants pour la récolte et le triage.

Une étude¹ a montré que, par exemple, dans un système de rotation coton-mais-riz-manioc-arachide, 7 % du temps de travail est consacré au défrichage, 14 % pour la semaille et le sarclage, 17 % pour la récolte, 10 % pour le transport jusqu'au village et 52 % pour la préparation du produit. Cette recherche soutient aussi que 93 % du travail total tombent sur les femmes. Les hommes seraient occupés surtout par la chasse et la pêche. Cette découverte dévoile un énorme chômage déguisé dans le secteur de subsistance. En effet, il suffirait de moderniser la production des protéines pour dégager complètement des ressources humaines.

La production du coton zairois a connu des fortes fluctuations comme en témoigne le tableau 19.

Ce tableau met en évidence la chute de la production du co-

1. JURION, F. & HENRY, J. - De l'agriculture itinérante à l'agriculture intensifiée, Bruxelles 1967, p. 308.

ton qui atteint son point le plus bas en 1965, d'une part; et d'autre part, la stagnation de cette production depuis une dizaine d'années.

Nous pensons que l'explication de cette situation particulière peut être cherchée dans trois directions.

- Raisons politico-sociales:

Les années qui ont suivi la proclamation de l'indépendance du Congo en juin 1960 ont été marquées par de graves troubles dans les zones qui produisent le coton tels que le Nord du Katanga et la Province Orientale. La population du Nord du Katanga s'est soulevée contre la tentative de sécession de la province du reste du pays. Elle a mené une rébellion anti-tschombiste pendant presque trois ans, ensuite elle a suivi le mouvement de rébellion nationaliste qui contestait la légitimité du pouvoir installé à Kinshasa après l'assassinat du Premier Ministre Lumumba.

La Province Orientale était la plus gagnée à la cause lumumbiste. Ainsi les dirigeants nationalistes en ont fait leur base jusqu'en juillet 1964.¹

Les rébellions successives ont anéanti les structures de production et d'évacuation du coton dans tout l'Est du pays. Et la chute de la production de 140 077 tonnes en 1960 à 17 017 tonnes en 1965 s'explique en grande partie par ces raisons.

- Raisons économiques:

Ces raisons nous paraissent de deux ordres, d'abord l'absence d'incitations économiques à la culture de coton en parti-

1. Date à laquelle une intervention militaire américano-belge a délogé les nationalistes de Stanleyville.

Tableau 19: Production et commercialisation du coton
(1 000 tonnes)

	Coton-graines		Coton-fibres		
	Zaire	Shaba	Prod. tot.	Export	Import
1959	179.7	33.7	63.2	50.0	-
1960	138.1	18.9	47.7	40.0	0.5
1961	66.8	5.8	-	-	-
1962	38.4	2.8	-	-	-
1963	42.9	2.7	-	-	-
1964	40.4	3.3	-	-	-
1965	17.4	3.2	6.0	-	11.0
1966	18.8	4.0	6.4	-	3.4
1967	26.4	6.9	8.4	-	5.9
1968	39.4	8.0	13.4	-	2.9
1969	49.2	6.0	19.0	10.9	-
1970	48.8	9.3	20.0	8.9	-
1971	57.9	7.6	19.9	6.0	-
1972	51.0	8.6	16.1	4.6	-
1973	67.2	6.5	24.0	-	-
1974	48.5	5.0	18.0	1.6	-
1975	34.0	3.1	17.0	1.0	-
1976	34.9	3.0	16.0	-	-
1977	33.0	4.5	-	-	-
1978	16.7	2.1	-	-	-
1979	18.9	2.2	-	-	-
1980	29.3	3.8	-	-	-
1981	23.6	3.4	-	-	-

Sources: Rapports CODERCO et
Rapports Banque du Zaïre

culier et à la production agricole en général; ensuite la destruction de l'infrastructure routière.

Le prix pratiqué sur le marché du coton-graines, c'est-à-dire le prix d'achat du coton aux cultivateurs est très bas et pendant plusieurs années il est resté fixe alors que celui d'autres produits agricoles a augmenté même s'il s'agit d'une augmentation modérée.

Il est compréhensible que dans des telles circonstances, les villageois effectuent une substitution à la production en faveur des produits rémunérateurs.

Une autre raison économique qui détermina la chute et la stagnation de la production fut la destruction de l'infrastructure. En effet, les frais d'évacuation étaient déjà, avant les troubles politiques, très élevés à cause de la dispersion des producteurs. Mais les troubles ont entravé l'entretien normal des routes. Aujourd'hui, ces routes qui n'étaient pas revêtues sont envahies par les termitières et les trous. Et beaucoup de ponts en bois sont emportés par les courants des rivières.

- Raisons techniques:

Cette série des raisons concernent principalement la dégénérescence des graines et le relâchement de l'encadrement scientifique.

Pendant la colonisation, un organisme scientifique, l'I.N.E.A.C. (l'Institut National d'Etudes Agronomiques au Congo) avait réussi, à partir de ses centres d'expérimentation, à obtenir des graines de hautes qualités que les agents du Service de l'agriculture distribuaient au moment propice de la campagne cotonnière. Depuis la dislocation de cet Institut, les cultivateurs sont obligés d'utiliser les graines non sélectionnées. Le nouvel organisme, l'INERA (l'Institut National d'Etudes et de Recherches Agronomiques) tente de réparer cette situation. Naturellement, il faut du temps

pour voir les fruits.¹

L'encadrement scientifique était fourni par les agents de compagnies cotonnières et par ceux du Service de l'agriculture. Ces agents aidaient les cultivateurs à choisir les terrains, ils les conseillaient en ce qui concerne les dates de semis, les espacements, etc ... Depuis 1960, les compagnies ne veulent plus envoyer leurs agents dans les zones considérées comme politiquement peu sûres. Le ministère de l'agriculture ne parvient pas à combler le vide.

Le résultat apparent de cette carence d'appui technique est la baisse du rendement moyen par hectare cultivé comme le montre le tableau 20 et cela non seulement pour le coton mais aussi pour toutes les autres cultures dans le pays. Les trois groupes de raisons analysées s'appliquent d'ailleurs partout au Zaïre.

5.4.2.1.3 Structures des prix

Le gouvernement du Zaïre intervient pour fixer les prix des produits agricoles. Ce travail est de la compétence du Commissaire d'Etat chargé de l'Economie nationale.

Avec la réforme monétaire de 1967 est intervenue une loi prévoyant trois systèmes:

1. INERA entretient actuellement trois stations de recherche cotonnière: à Bambeasa pour le Haut-Zaïre, à Gandajika pour le Kasai et le Shaba et à Boketa pour le Kivu.

Tableau 20: Données concernant le rendement moyen par hectare et le gain journalier pour quelques produits agricoles en 1958 et en 1970

	1958			1970		
	Prix (FB/Kg)	Rend. moyen (T/Ha)	Gain Homme/J. (FB)	Prix (K/Kg)	Rend moyen (T/Ha)	Gain Homme/Jour (K)
Coton	5,00	0,50	17,90	4,50	0,30	9,60
Riz	1,75	1,25	13,90	2,50	0,80	12,70
Mais	1,00	1,75	11,70	2,00	0,80	10,70
Arachides	2,00	0,80	11,90	4,00	0,60	17,90

Sources: BEGUIN, H. - Géographie humaine de la région de Bengamisa;
INERA, 1958. Et pour 1970: résultats de nos recherches

- Le système du prix minimal au producteur, qui s'applique surtout aux produits agricoles destinés à l'exportation tels que le café, les fruits de palme, le caoutchouc, le thé, le pyrèthre, le quinquina et le riz paddy. Selon cette législation, les Gouverneurs de province étaient habilités à déterminer les prix minima pour manioc, maïs et arachides. Ils devaient aussi fixer le prix des autres denrées alimentaires de façon à ne pas dépasser dix fois celui pratiqué en juin 1960.

- Le système du prix maximal de gros concerne l'huile de palme, le ri, le maïs, la farine, le sucre et les viandes.

Ces deux systèmes sont restés légalement en application jusqu'à ce jour. Mais il est évident que dans les conditions d'un pays sous-administré, ce système est continuellement bafoué.

- Le dernier système est celui du prix fixe au producteur. Il n'a été d'application que pour le coton jusqu'en 1969. Et depuis la création de l'ONAFITEX, le système adopté est celui du prix minimal au producteur.

La législation du prix fixe a longtemps travaillé en défaveur du développement du coton comme on peut le voir par la détérioration des termes de l'échange de ce produit avec les denrées de consommation (tableau 21).

On voit donc que les termes de l'échange sont passés de 100 à 42,1 en 20 ans. N'ayant pas réussi à obtenir les données sur les marchés du Shaba, nous avons considéré les prix sur les marchés de la capitale, mais il est connu que les articles de consommation courants sont encore plus chers sur les marchés de l'intérieur du pays que sur ceux de Kinshasa. Cela veut dire que ces termes de l'échange sont encore plus défavorables sur les marchés du Shaba.

Tableau 21: Changements relatifs des prix du coton-graines et d'autres produits de consommation sur les marchés de Kinshasa de juin 1960 à juin 1970

	Prix par Kg					
	1960	1963	1967		1969	1970
	juin (FC/Kg)	nov. (FC/Kg)	juin (FC/Kg)	oct. (FC/Kg)	juil. (K/Kg)	janv. (K/Kg)
Coton 1e qual.	6	18	2,4	3,6	4,5	4,5
Indice prix du coton au cul- tivateur	100	300	400	600	750	750
Indice prix autres pro- duits	100	361	691	901	1395	1444
Termes de l'échange	100	83	58	67	54	52
						42,1
						90,0
						15 000
						35 581
						42,1

Sources: Rapports de la Banque nationale pour le prix du coton-graines au producteur et pour les autres produits IRES: Indice de 61 articles de consommation sur les marchés de Kinshasa et BEZY, F. et al., po. cit., p. 141

Ces 61 articles comprennent aussi beaucoup de produits agricoles achetés meilleur marché aux cultivateurs mais dont le prix en ville monte à cause de la spéculation et l'emploi de plusieurs intermédiaires.

5.4.2.2 Secteur moderne: L'industrie minière du cuivre

La Bande minière du Shaba est une zone qui s'étend sur de hauts plateaux parfois très découpés du Sud du Shaba. C'est dans cette zone qu'opèrent les sociétés minières zairoises.

5.4.2.2.1 Cadre institutionnel

En amont: le financement

Pendant des décennies l'industrie zairoise du cuivre fut synonyme de la production de l'UMHK (Union Minière du Haut-Katanga), une société.

De sa fondation à son étatisation, l'UMHK a traversé plusieurs étapes:

- 1906 à 1911: De la fondation à l'arrivée du chemin de fer rhodésien à Elisabethville.

Période de préparation pendant laquelle l'effectif des travailleurs oscilla entre 6 et 700 hommes. La première tonne de cuivre fut fondue en 1911.

- 1911 à 1928: Du commencement des activités à la grande

crise des années 30. Période de croissance régulière de l'effectif et de la production. L'UMHK emploie une technique d'exploitation qui exige beaucoup de travailleurs. La production atteint en 1929, 137 000 T de cuivre.

- 1928 à 1949: De la crise à la deuxième guerre mondiale. Période de l'effort de stabilisation de la main-d'oeuvre. L'UMHK met en chantier des mesures pour améliorer le bien-être de ses travailleurs. Pour parer à son isolement et pour s'assurer le ravitaillement, l'UMHK crée, pendant cette période, une série des filiales.

- 1949 à 1958: De la fin de la guerre à la récession de 1958. L'UMHK automatise la production et licencie beaucoup de travailleurs.

- 1958 à 1970: De la récession à l'expérience de la planification de la production en passant par la congolisation de l'entreprise. La croissance régulière de la production est due davantage à l'amélioration de la productivité du travail qu'aux investissements qui furent nuls pendant toute la période.

Après les mesures de congolisation de 1967, l'UMHK fut rebaptisée GECOMINES (Générale Congolaise des Mines) et en 1971, cette appellation devenait GECAMINES (Générale des Carrières et des Mines).

En 1969 et 1970, le gouvernement du Zaïre a accordé des concessions à deux autres sociétés étrangères. Il s'agit de la SODIMIZA (Société de développement industriel et mines du Zaïre) à participation de 85 % japonaise et 15 % zaïroise, et la SMTF (Société minière de Tenke-Fungurume) à participation zaïroise de 20 % et étrangère de 80 % dont les Etats-Unis 28 %, le Royaume Uni 28 %, le Japon 14 % et la France 7 %. La GECAMINES continue à dominer l'industrie du cuivre

avec une production de plus de 70 % du total.

L'UMHK fut fondé en 1906. Son capital de 10 millions de francs-or fut réparti entre la Colonie 50 %, la Société Générale de Belgique¹ 30 % et la Tanganyika Concessions Inc. 20 %.

L'étatisation de l'UMHK en janvier 1967 devait signifier normalement pour la Société Générale la perte de son emprise sur le cuivre du Shaba. Mais c'était oublier qu'une filiale de la Société Générale: la S.G.M. (Société Générale des Mines) détenait le monopole de commercialisation du cuivre.

En aval: la commercialisation

Après la rupture avec la Société Générale de Belgique, l'Etat zairois se trouva dans l'impossibilité technique de commercialiser le cuivre. Il dut s'incliner, un mois plus tard, devant la SGM en signant avec elle une convention de coopération selon laquelle la SGM était chargée de:

- Exécution des programmes retenus par le conseil d'administration de la GECOMINES;
- Recrutement et mise à la disposition de la GECOMINES du personnel technique non africain nécessaire au bon fonctionnement de l'entreprise;
- Raffinage, transformation en produits commercables et commercialisation.

Cette convention se révéla dans la suite un véritable marché de dupes. En effet, bien qu'une certaine responsabilité soit conférée au Zairois qui occupent des postes d'encadrement dans l'entreprise ou à la SOZACOM (Société zairoise de

1. Il est utile de rappeler ici que la Société Générale de Belgique contrôlait la production du coton par le truchement de sa filiale, la COTONGO: cfr. supra, p. 219.

commercialisation des minerais), le contrôle de l'industrie du cuivre est encore entre les mains étrangères. Les redevances payées par la GECAMINES à la SGM sont très importantes. Elles s'élevaient à 69 % des bénéfices nets de la société en 1968, à 48 % en 1969, à 122 % en 1970, 81 % en 1971, 162 % en 1972 et 26 % en 1973.¹ Van der Steen remarque que "lorsque le prix du cuivre baisse (1970 - 1971 - 1972), le montant des redevances égale ou dépasse le bénéfice net".¹

On voit que ce type de convention de gestion aboutit à un énorme transfert hors du Zaïre des profits de l'exploitation minière dans le Shaba.

Le cuivre est exporté sous forme de concentré cuivrés ou de lingots cathodiques vers les pays du Marché Commun 42 %, les Etats-Unis 10 % et le Japon 9 %. Ce sont ces pays qui raffinent ces produits chez eux. Le raffinage sur place n'atteint, en 1972, que 3 580 tonnes, c'est-à-dire à peine, 0,85 % de la production totale.

5.4.2.2.2 Structures de production

La GECAMINES employait en 1973 un personnel se chiffrant à 29 012. Ce nombre représente un accroissement de 17 % par rapport à 1967. Pendant la même période de 1967 à 1972, la production s'est accrue de 55 %. Cela signifie clairement l'amélioration de la productivité de la main-d'oeuvre.²

1. Van der STEEN, D. - op. cit., p. 95.

2. Ce phénomène est à mettre en face de la détérioration de la productivité dans la culture du coton pour s'imaginer l'écart entre les deux secteurs.

La production est d'ailleurs en augmentation régulière. On constate sur le tableau 22 que le tonnage de 1975 est presque le double de celui de 1959.

Dans les gisements du Shaba, le cuivre se trouve associé à d'autres minéraux notamment le cobalt, le zinc, le nickel, le cadmium, le germanium, l'argent, l'or et d'autres minéraux encore.

5.4.2.2.3 Structures de prix

Le Zaïre n'a aucune prise sur la formation du prix du cuivre sur le marché mondial.¹

5.4.2.3 Effets d'induction entre les deux secteurs

Au Zaïre, les effets d'induction entre le secteur moderne et le secteur traditionnel s'exercent au niveau de la circulation des personnes et des biens et au niveau de la participation à la balance des paiements. La circulation des personnes se rapporte à la politique du transfert de la main-d'oeuvre agricole à l'industrie minière.

Le mouvement des biens concerne deux catégories: les denrées de l'agriculture traditionnelle vers les villes et les biens

1. De même que pour le coton d'ailleurs.

Tableau 22: Production du cuivre et du cobalt de l'UMHK -
GECOMINES et GECAMINES (en 1 000 tonnes)

Année	Cuivre ¹	Cobalt ²
1958	235	6.5
1959	280	8,4
1960	300	8.2
1961	293	8.3
1962	295	9.6
1963	269	7.3
1964	275	7.6
1965	288	8.4
1966	316	11.3
1967	319	9.7
1968	324	10.5
1969	362	10.6
1970	385	14.0
1971	405	14.5
1972	428	13.0
1973	460	15.0
1974	499	17.5
1975	496	13.0
1976	408	10.7
1977	451	10.2
1978	391	13.1
1979	370	14.0
1980	426	14.5

Sources: Rapports annuels UMHK - GECOMINES - GECAMINES
Rapports de la Banque du Zaïre

1. Cuivre sous formes blister, électrolytique et cathodique.

2. Cobalt métal.

manufacturés vers les campagnes. La participation de deux secteurs aux exportations est aussi un point important dans l'étude du rapport entre les deux.

5.4.2.3.1 Circulation des personnes

Dans l'état actuel de l'économie du Zaïre, la circulation des personnes, c'est-à-dire l'afflux de la main-d'oeuvre vers les villes et les centres industriels, forme le groupe le plus important des effets d'interaction entre les secteurs en présence. Le chercheur a étudié le mouvement des personnes vers la région minière du Shaba en considérant son histoire et les raisons contextuelles et subjectives des immigrants.

Histoire de migration vers le Shaba

Au commencement de la colonisation, les agents de l'Etat et les missionnaires recrutaient les indigènes pour les travaux de débroussaillage des pistes, de portage et, même, de leur transport personnel en palanquin. Le mot "recrutement" qui fait habituellement partie de la terminologie militaire n'est pas ici excessif, car les conditions de prestation de service étaient très dures et la plupart des porteurs désertaient.

Le recrutement était aussi une méthode utilisée par les administrateurs belges et les chefs indigènes pour ravitailler les entreprises en main-d'oeuvre.¹

1. JOYE, P. et LEWIN, R. - Les trusts au Congo; Société Populaire d'Editions, Bruxelles 1961, p. 127 et ss.

Lors d'une enquête sociale menée par le chercheur auprès d'un échantillon des travailleurs de la GECAMINES en 1975, 3,6 % des interviewés reconnaissaient avoir été recrutés au village et évidemment ils sont tous d'un certain âge car le recrutement au loin a cessé depuis 1967.

La GECAMINES a connu de taux de rotation excessifs de la main-d'oeuvre jusqu'en 1950. On notait, par exemple des fluctuations de 165 % en 1921, 144 % en 1926, 83 % en 1931 et 23 % en 1945.¹ Cela veut dire, en d'autres mots, que pour maintenir 100 hommes au travail en 1921, la GECAMINES devait en recruter 165. Il faut noter ici que le taux de rotation normale se situe aux environs de 9 %. Ce fut le cas pour la GECAMINES pendant les années 50. Mais ce taux subissait à nouveau des variations élevées dès 1959. A la suite des désordres survenus lors de l'avènement de l'indépendance politique,² les chiffres de taux de rotation étaient:

Année	Pourcent
1959	10
1963	27
1964	24
1965	14
1966	6,89
1967	3,43
1968	4,04
1969	5,29

Depuis la création jusqu'en 1926, la Compagnie a dû recruter principalement en Rhodésie, au Malawi, au Mozambique, au Nord Shaba et au Rwanda-Burundi. Le gouvernement rhodésien

1. Rapport annuel de 1966 du Département du Personnel de la GECAMINES, p. 28 (R.A., 1966, p. 28).

2. R.A., 1969, p. 24.

n'autorisait l'engagement de ses ressortissants que pour une période de 6 mois, renouvelable une fois. En plus, les travailleurs rhodésiens devaient venir au Shaba sans femme et une partie du paiement était différé jusqu'au retour des travailleurs en Rhodésie. Ainsi, dès 1926, la qualité de cette main-d'oeuvre se détériora fortement par le fait de l'inclusion de travailleurs de plus en plus jeunes et provenant d'ethnies Barotse et Balovale considérées par les milieux coloniaux comme moins aptes au travail industriel que les Ndebele. Le recrutement en Rhodésie s'arrêta définitivement en 1931. La GECAMINES avait déjà cependant commencé à recruter aussi dans les contrées zairoises du Nord Shaba, du Lomami et du Kabinda. Les progrès de la construction du chemin de fer, avec la jonction Port Ilebo - Bukama en 1928, permirent d'intensifier cette politique d'embauche des nationaux dans le Kasai.

Comme déjà signalé, le recrutement au loin, d'ailleurs en recul depuis 1960, s'est arrêté en 1967.

C'est aussi à partir de 1926 que la société décida de stabiliser la main-d'oeuvre pour limiter les méfaits des rotations et défections. Elle mit au point quelques politiques à cet effet, entre autres:

- Rémunération tenant compte de la valeur professionnelle et de l'ancienneté;
- Mesures de soutien en faveur des travailleurs mariés;
- Possibilité de signer un contrat de trois ans;
- Mise à disposition de logement familial; etc ...

Causes contextuelles de l'immigration

Les hauts plateaux du Shaba sur lesquels prospèrent aujourd'hui de grandes agglomérations industrielles étaient, au début de ce siècle, parsemés de quelques villages. La densité y était très faible. Par exemple, au 31 décembre 1957, la

densité de population de toute la région du Shaba était de 3,30 personnes au kilomètre carré contre 6,30 pour le Kasai voisin. Cette densité moyenne n'est même pas représentative de la situation car la population est concentrée dans la vallée du Lualaba et les zones au sol fertile du Nord et du Sud. Aujourd'hui, ces plateaux comprennent des agglomérations qui sont parmi les plus importantes après la capitale.

Par ailleurs, le Kasai est resté essentiellement agricole alors que le Shaba est une zone d'expansion industrielle. Le revenu moyen d'un agriculteur indigène au Congo était, en 1958, tout au plus égal à la moitié du revenu moyen au Congo.¹ Poupart,² par des calculs qui se basent sur un rapport de 1949, montre que le revenu journalier moyen pour les planteurs de coton est de moitié inférieur au salaire minimal journalier dans la zone minière du Shaba.

Evidemment, les régions environnant le Shaba ont vu s'installer aussi chez elles quelques entreprises modernes: c'est le cas du Kasai et du Kivu. Mais à cause de la différence des salaires minimaux industriels légaux, le Shaba a toujours attiré les travailleurs. Par exemple, au 30 juin 1960, le rémunération minimal totale était de 38,90 francs congolais par jour dans la zone du Shaba contre 20 francs dans une zone du Kasai.³

Par ailleurs, la région du Kasai avait, en 1957, une population masculine de plus de quinze ans presque une fois et demie plus nombreuse que le Shaba, les chiffres étaient respectivement de 583 463 et 398 112 hommes.⁴

1. JOYE, P. et LEWIN, R. - op. cit., p. 61.

2. POUPART, Ph. - op. cit., pp. 13 et 14.

3. DUPRIEZ, G. - Indépendance, inflation, développement; Editions Montant, Paris 1968, p. 328 et 336.

4. DUPRIEZ, G. - op. cit., p. 414.

Ainsi en tenant compte de tous ces facteurs, devait s'exercer entre les deux zones le principe des vases communicantes en faveur du Shaba. Le tuyau entre les deux vases fut le chemin de fer entre Port Ilebo et Lubumbashi. A propos de ce chemin de fer l'explorateur Stanley déclarait que sans lui le Shaba ne valait pas un penny. Cette affirmation s'avéra valable non seulement parce que ce chemin de fer devait servir à évacuer les minerais vers l'Europe, mais aussi parce qu'il devait permettre l'acheminement vers le Shaba du matériel et surtout des hommes nécessaires à l'extraction du minerais.

En 1906, les Anglais avaient poussé la construction de leur chemin de fer colonial jusqu'à Broken Hill, à 210 kilomètres de la frontière du Shaba. Cette situation détermina la Belgique à relier le Shaba au réseau rhodésien, et c'est pourquoi la GECAMINES a commencé alors à recruter en Rhodésie des travailleurs dont nous avons vu les inconvénients du point de vue stabilité. Cependant, le projet belge d'une voie contenue entièrement dans le territoire national congolais se poursuivait. Cette voie atteignit Bukama en 1918 et Port Ilebo en 1928.¹ Ainsi la chronologie de la construction du chemin de fer explique d'abord la prédominance de la main-d'oeuvre rhodésienne au Shaba et la facilité de l'afflux de la main-d'oeuvre du Kasai par la suite. Ces derniers étant motivés en plus par la différence des salaires minimaux légaux.

Raisons subjectives de l'immigration

Pendant l'enquête sociale susmentionnée, une série des

1. Université de l'Etat à Elisabethville - Industrie Katangaise, Réalisations et Perspectives, Elisabethville 1961, p. 3 et ss.

questions ont été posées aux travailleurs formant l'échantillon pour saisir les raisons perçues par eux. L'on sait qu'une théorie de migration permet de grouper les réponses entre les raisons relatives au milieu de départ et celles relatives au centre d'arrivée. Le premier groupe renferme les raisons dites de répulsion, c'est-à-dire celles qui poussent les individus à partir; et, le deuxième, les raisons d'attraction: celles qui attirent la main-d'oeuvre vers un centre précis. C'est la combinaison de ces deux groupes qui détermine la direction et le sens du courant migratoire.

Sur le tableau 23 on peut observer les réponses données au questionnaire.

Ainsi, 9,3 % des travailleurs affirment avoir fui les tracasseries villageoises ou administratives. En effet, les monographies mentionnent les cas de plusieurs despotes villageois ou faisant partie de l'administration coloniale qui rendent la vie difficile aux jeunes gens et les amènent à fuir vers la ville. Il faut entendre par-là, qu'il n'y a pas longtemps, un couvre-chef que l'on oublie d'enlever au passage de l'Autorité amenait une mise aux fers d'un ou de plusieurs jours; une carte d'identité rendue illisible par l'usure entraînait une arrestation, etc ...

Une autre série de facteurs de répulsion concerne la présence continuelle et traumatisante de la sorcellerie, source des conflits sociaux multiples.

Toute maladie, tout décès trouve son explication dans la victoire de l'esprit du mal sur celui du bien. Le déchaînement de l'esprit malin nécessite généralement l'intervention d'un humain, un sorcier. Un travailleur précisait, en répondant au questionnaire, qu'il ne rentrerait pas au village aussi longtemps que son oncle vit parce que celui-ci, persuadé que son retour met en danger le siège de chef, l'ensorcellerait. Les sorts maléfiques n'ont pas seulement des

conséquences personnelles car un malheur qui frappe mystérieusement un individu incite les membres survivants de son clan à s'éloigner.

La nécessité de payer l'impôt en argent, d'affronter une dot en monnaie peut être classée dans le groupe des facteurs de répulsion. Les enquêtés invoquent ce double motif dans la proportion de 8 %. Cela recoupe ce que nous affirmions ci-dessus, à savoir, qu'après l'arrêt des méthodes quasi militaires de recrutement, les obligations monétaires pousseront les jeunes gens au départ.

Les 7,1 % des travailleurs de l'échantillon ont voulu, en partant en ville, améliorer leur condition sociale. Les citadins sont parés d'un prestige dont tout le monde est conscient. Les villageois s'imaginent parfois qu'il suffit de se rendre en ville pour ramener beaux habits, cadeaux et bourse bien garnie. Cette perception s'ajoute à celle d'une vraie recherche des numéraires et cela intensifie l'exode rurale. En tout cas, avec ces raisons qui invoquent le prestige social, on est à la limite entre l'attrait d'un côté et la répulsion de l'autre.

Les raisons d'étude et autres raisons, par exemple, suivre les parents, groupent 9,1 % des travailleurs. Mais le plus gros contingent les travailleurs citent deux raisons pour justifier l'acte de migration: "gagner pour vivre (29,9 %)", "gagner pour faire vivre la famille (24,1 %)". A elles seules ces deux raisons fournissent 54 % d'explication à la migration vers la bande de cuivre.

Un regroupement final tenant compte d'autres facteurs monétaires aussi invoqués aboutit à constituer deux groupes: "raisons financières" et "autres raisons" pour lesquels l'on obtient respectivement les résultats de 62,1 % et 34,5 %,

Tableau 23: Première raison de migration

CATEGORY LABEL	CODE	ABSOLUTE FREQ	RELATIVE FREQ (PCT)	ADJUSTED FREQ (PCT)	CUM FREQ (PCT)
ETUDIER	1.	9	10.3	10.7	10.7
TRACAS VILLAGE	2.	7	8.0	8.3	19.0
TRACAS ADMIN.	3.	1	1.1	1.2	20.2
GAIN VIE	4.	26	29.9	31.0	51.2
SANTE	5.	1	1.1	1.2	52.4
CONSIDERATION	6.	6	6.9	7.1	59.5
GAIN POUR FAM.	7.	21	24.1	25.0	84.5
IMPOT DOT	10.	7	8.0	8.3	92.9
AUTRE	11.	6	6.9	7.1	100.0
PAS DE REPONSE	99.	3	3.4	MISSING	100.0
	TOTAL	87	100.0	100.0	
MEAN	5.405	STD ERR	0.318	MEDIAN	4.462
MODE	4.000	STD DEV	2.913	VARIANCE	8.485
KURTOSIS	-0.724	SKEWNESS	0.334	RANGE	10.000
MINIMUM	1.000	MAXIMUM	11.000		
VALID CASES	84	MISSING CASES	3		

3,4 % des travailleurs n'ayant pas répondu.¹ Il en ressort donc que les raisons financières sont nettement déterminantes du mouvement de la main-d'oeuvre rurale vers les villes dans cette région du Zaïre.

En conclusion d'une étude menée à Kinshasa, Schwarz² affirme que 38 % des travailleurs et 35 % des chômeurs sont venus à Kinshasa principalement pour fuir les privations et vexations villageoises. Il nous semble que l'on ne peut guère expliquer cette différence qu'en donnant au mot "privations" un contenu monétaire ou que la situation économique actuelle est différente de celle qui prévalait au moment où Schwarz menait son enquête. Autrement dit, il faut relier l'intérêt flagrant pour un salaire supérieur à l'évolution du coût de la vie. La majorité des travailleurs ont, en effet, déclaré dans la proportion de 66,7 %³ être disposées à quitter l'entreprise pour un salaire supérieur; par contre pour un travail moins pénible et comportant des responsabilités, 65,5 %³ sont décidés à ne pas quitter l'entreprise.

Cela suggère une fois de plus que le désir de gain monétaire est l'explication centrale du mouvement migratoire vers les centres urbains.

1. Tableau 24.

2. SCHWARZ, A. - Solidarité clanique, intégration urbaine et chômage en Afrique noire in Journ. Canad. des Et. Afric., vol. 93, No 2, printemps 1969, p. 77.

3. NGOY-MUNOKO, M. - op. cit.

Tableau 24: Raisons de migrations dichotomisées

CATEGORY LABEL	CODE	ABSOLUTE FREQ	RELATIVE FREQ (PCT)	ADJUSTED FREQ (PCT)	CUM FREQ (PCT)
AUTRE	0.	30	34.5	35.7	35.7
RAISON FINANCIERE	1.	54	62.1	64.3	100.0
	-1.	3	3.4	MISSING	100.0
TOTAL		87	100.0	100.0	

MEAN	0.643	STD ERR	0.053	MEDIAN	0.722
MODE	1.000	STD DEV	0.482	VARIANCE	0.232
KURTOSIS	-1.661	SKEWNESS	-0.593	RANGE	1.000
MINIMUM	0.0	MAXIMUM	1.000		
VALID CASES	R4	MISSING CASES	3		

Source: Enquête par l'auteur

5.4.2.3.2 Circulation des biens

La contribution des secteurs traditionnel agricole et moderne minier à la balance des paiements du pays a été déjà examinée lorsque nous avons comparé l'évolution des exportations de ces deux secteurs. Il a été mis en évidence l'existence d'un recul continu des produits agricoles au profit des produits miniers.¹ Et pour beaucoup de produits agricoles ce recul relatif correspond aussi à une réduction de la production en valeur absolue. Par exemple, d'une part, le coton-fibre a cessé depuis 1965 d'être un produit d'exportation alors même que jusqu'en 1960, les 70 % du coton-fibre étaient exportés. D'autre part, la production du cuivre a profité d'une expansion régulière et d'une flambée même momentanée, des prix sur les marchés mondiaux, ce qui confèra à son terme de l'échange un avantage certain et incita de cette façon les autorités zairoises à appuyer sa monoculture.

Un autre champs d'interaction entre les deux secteurs consiste en la capacité du secteur agricole de constituer un débouché pour les produits manufacturés. Pour que cette interaction eut lieu il faut, bien sûr que le secteur agricole dispose d'un revenu lui permettant un certain pouvoir d'achat, d'une part; et, d'autre part, il faut que les industries produisent des biens pour le marché local.

De toutes les régions du Zaïre, seuls les agriculteurs du Bas-Zaïre avaient réussi à doubler leur revenu de 1960 à 1963 grâce à une stabilité politique qui a régné dans cette région pendant cette période et à la situation de la région à proximité de Kinshasa. Partout ailleurs, les désordres et l'écroulement de l'infrastructure, les dévaluations successives, l'absence d'incitation à la production et la montée

1. Tableau 3.

des prix des biens manufacturés qui sont d'ailleurs, la plupart de cas importés ou fabriqués à l'aide des matières premières importées (y compris désormais les tissus de cotonnades), ont provoqué la chute du pouvoir d'achat des paysans zairois au point que beaucoup de régions "se trouvèrent menacées d'être écartées des grands circuits monétaires et rendues à l'autosubsistance".¹

Les ajustements successifs par le gouvernement des prix d'achat minimaux des produits agricoles ne sauvent pas du tout la perte du pouvoir d'achat car "si l'on veut comprendre l'évolution du pouvoir d'achat du paysan, il faut considérer que la structure commerciale s'apparente au troc. Chaque commerçant part vers l'intérieur avec un fonds de campagne donné, c'est-à-dire un assortiment de marchandises manufacturées, dont il adapte automatiquement le prix de vente à la hausse des prix d'achats officiels des produits. Le commerçant tiendra compte également du prélèvement des militaires en cours de route, et des fonctionnaires dans les centres régionaux, et enfin il doit prévoir l'amortissement rapide de son camion durement mis à l'épreuve par l'état du réseau routier. L'évolution différentielle des prix minima au producteur ne peut donc être considéré comme ayant sauvegardé les revenus réels des petits paysans vendant des produits vivriers, face à l'effondrement du revenu des travailleurs libres et des ouvriers de l'industrie".²

Aux facteurs qui affectent le secteur traditionnel et retrecissent le champs de l'interaction s'ajoute l'extraversion du secteur moderne industriel du Zaïre. La plupart des industries, celles d'extraction minière et celles de l'agro-

1. REYLANDT, B. - L'inflation en pays sous-développés, Congo 1960 - 1969; Mouton, Paris 1970, p. 374.

2. BEZY, F. et al. - op. cit., p. 129.

industrie sont orientées vers la fourniture des matières premières (cuivre, cobalt; mais aussi café, caoutchouc, etc ...) aux industries de l'Europe. Elles s'intéressent pour ainsi dire pas au développement du marché interne. Cette politique des exportations des matières non transformées réduit le fonctionnement du mécanisme d'interaction.

5.5 REACTIONS DES ADMINISTRES

La dernière catégorie de références dans l'analyse des structures politico-administratives est celle des réactions de la population.

A l'avènement de la "deuxième République" dans la nuit du 24 au 25 novembre 1965, la grande majorité de la population du Congo a, semble-t-il, poussé un soupir de soulagement, car la mutinerie de l'armée, l'écroulement de l'administration coloniale et les excès des jeunesses des partis politiques avaient provoqué partout une lassitude et un souhait de paix. Et c'est justement cette paix que promettaient les auteurs du coup d'Etat. Cependant au fur et à mesure de la mise du régime en place, il y aura des réactions venant de différents groupes sociaux. Nous examinerons rapidement les plus connues des réactions des étudiants, de l'Eglise catholique, des enseignants, des travailleurs urbains, des militaires, des ministres et des parlementaires.

Le groupe estudiantin n'étant qu'un groupe social transitoire, il manque de consistance et beaucoup de ses dirigeants s'en serviront comme simple tremplin pour une carrière au sein du régime. Cependant dès 1967, les principales associations des étudiants, l'U.G.E.C. (l'Union Générale des Etudiants Congolais) et l'AGEL (l'Association Générale des Etudiants Lovanium) passent résolument des simples revendications corporatives à une politisation de ses membres et critiquent de plus en plus l'orientation du régime vers un parti unique.

Le 4 juin 1969, les étudiants organisent une manifestation et descendent de leur colline près de Kinshasa vers le centre de la ville pour appuyer leur volonté de réforme de l'Université. L'armée qui les accuse de vouloir perturber la Foire internationale de Kinshasa les intercepte et, lors de la fusillade, l'on dénombra officiellement six tués, un

peu plus de cents selon d'autres sources. Il y eut aussi des arrestations.

Deux ans plutard, les étudiants organisent une messe en commémoration de la mort de leurs camarades. L'armée encercla alors le campus universitaire. Il y eut encore des morts. Les autorités décidèrent d'enrôler 2 887 des 3 000 étudiants dans l'armée¹ pour qu'ils y apprennent la discipline. L'U.G.E.C. fut interdite, les étudiants sont dès lors membres d'office de la Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution. En plus l'Etat décida de contrôler l'enseignement supérieur en créant une institution unique, l'UNAZA (l'Université Nationale du Zaïre) dont dépendent désormais les différents campus. Après une trêve de plusieurs années, les étudiants ont repris les dernières années des revendications pour obtenir notamment un réajustement du montant de leur bourse d'études à la suite de la chute du pouvoir d'achat.

En 1971, le régime a lancé une idéologie politique appelée "l'authenticité" dans le cadre de laquelle les noms du pays et des personnes, y compris celui du président de la République, changèrent, disait-on, pour reprendre des noms authentiquement africains. Ce fait ouvrit une période de tension entre l'Eglise et l'Etat zaïrois, tension qui provoqua l'exil du Cardinal Malula à Rome, et en 1975, la nationalisation des toutes les écoles des missions.

Depuis lors, le Conseil épiscopal du Zaïre ou ses membres publient périodiquement des lettres dans lesquelles ils s'en prennent à la corruption et à la décadence de la morale publique.

1. CHOME, J. - L'ascension de Mobutu, du sergent Joseph Désiré au Général Sese Seko; Maspéro, Paris 1974, p. 187.

Un des mécanismes de la corruption consistant en détournements continuels des salaires des enseignants, ceux-ci partent souvent en grève pour obtenir leur dû.

Les mouvements des grèves touchent aussi les travailleurs urbains qui, en violation de la loi qui interdit toute grève, les pratiquent néanmoins souvent pour appuyer leurs revendications salariales. Les grèves des travailleurs ont d'abord secoué les entreprises de transport. C'est ainsi qu'en 1975, les ouvriers du port de Matadi débrayèrent. Cette grève fut noyée dans le sang, en effet, "quelques ouvriers et deux délégués syndicaux (se désolidarisant de la conduite habituelle de leur syndicat) furent passés par les armes pour avoir réclamé des avantages matériels après un arrêt de travail".¹ Ensuite au Shaba, en 1976, les travailleurs du KDL (chemin de fer) partirent en grève suivis bientôt de ceux de la GE-CAMINES. Ici le régime, après avoir renvoyé les meneurs dans leurs villages, lâcha du lest en accordant 25 % d'augmentation des salaires.

Kinshasa aussi connu en août 1977 une série des grèves dans les entreprises de UNIBRA, Zamat, Marsavco, Tabazaire, Bat-Zaire, Good Year, Leyland, Sedec, etc ... Ces grèves conduisirent à un déblocage des salaires.

Les paysans du Zaïre se sont déjà rebellés à plusieurs reprises pour protester contre la détérioration des conditions de vie et contre les abus de toutes sortes. Un des soulèvements les plus récents et les plus typiques est celui d'Idiofa. Les circonstances de son éclatement et son déroulement ne sont pas encore éclaircies jusqu'à ce jour.² Il

1. Comité-Zaire - Zaïre: le dossier de la recolonisation; L'Harmattan, Paris 1978, p. 242.

2. Cfr les mécanismes d'exploitation des villageois décrits par BEZY, F. et al.

paraît que vers fin janvier 1978, les villageois ont assassiné le comptable rural. Alors un détachement de l'armée organisa une expédition punitive. Il en résulta une repression au cours de laquelle il y eut des exécutions et des pendaisons des centaines des villageois. A propos de ces événements, Lemarchand écrit que "For one thing they illustrate a major element of continuity between the colonial and postcolonial situations, that is, the absence of a viable basis for the emergence of organized social protest, a fact that must be explained in large part by the brutality of the repressive apparatus available to the state".¹

Le Zaïre a vécu aussi des tentatives de déstabilisation menées par des groupes armés. Par exemple, les troupes du FLNC (Front de Libération National Congolais) venant d'une base située en Angola, envahirent à deux reprises, en 1977 et en 1978, le Shaba. Et à chaque fois, l'avance des combattants du FLNC sera arrêtée par l'intervention des puissances occidentales (France et Belgique notamment) et de leurs alliés africains (Maroc, Egypte, Gabon, Sénégal, Côte d'Ivoire). Les repressions sanglantes consécutives au repli des troupes du FLNC eurent pour but de faire comprendre aux villageois qu'ils avaient tort de sympathiser avec les hors-loi et qu'ils ne devraient jamais recommencer.

Après ce bref rapport sur les réactions des administrés face au régime, il faut mentionner qu'au sein du régime même il y eut aussi quelques contestations. C'est le cas des plusieurs tentatives de coup d'Etat qui n'ont échoué que grâce à la vigilance des services de sécurité; c'est aussi le cas des désertions des ministres et anciens ministres et hauts fonctionnaires du régime; et c'est le cas enfin de la fronde

1. LEMARCHAND, R. - The Politics of Penury in Rural Zaïre dans GRAN, G. (ed.) - op. cit., p. 240.

parlementaire déclanchée par treize commissaires du peuple.

Ces contestations ont occasionné souvent des exécutions, des prisons ou des exils et presque jamais les autorités du Zaïre ont accepté que soit posée de façon fondamentale la question des structures en place pour permettre un dialogue franche et des adaptations adéquates. Tout se passe comme si l'adage cher au président Mobutu: "Les chiens aboient, la caravane passe!" était toujours d'application.

5.6 RESUME ET QUESTIONS

Par la présentation des données historiques et socio-culturelles, nous avons essayé de démontrer que le Zaïre est le produit d'un accident de l'histoire de l'expansion européenne. Il renferme ainsi non seulement les incohérences et les contradictions qui découlent de sa longue dépendance vis-à-vis de la métropole, mais aussi celles qui résultent de la coexistence forcée des différents peuples.

Il faudrait pour faire face à cet état de choses, une volonté politique déterminée. Mais la volonté politique ne peut être que l'expression de l'état d'esprit de l'élite. Or l'élite zaïroise semble fourvoyée dans un conflit de loyauté entre les intérêts de la construction nationale et les intérêts des cliques. Pour la moment les cliques l'emportent et, par les pratiques exacerbées du népotisme, infligent au pays non seulement un retard dans la construction de la nation mais surtout risquent de compromettre celle-ci pour longtemps.

La conscience de cette évolution négative oblige à se poser des questions sur des solutions possibles. Les solutions sont, bien sûr nombreuses. L'auteur penche pour une méthode en deux phases. La première phase, la décentralisation prône le relâchement de l'autoritarisme central qui empêche les peuples du Zaïre de converger et former une nation. La deuxième phase, l'intégration économique, est un effort de résorption des différences qui résultent de l'asymétrie des fonctions de production entre le secteur moderne et le secteur traditionnel, principalement dans le domaine de l'emploi et de la productivité.

Evidemment ce schéma ne va pas sans soulever des questions. Par exemple, que doit-on entendre par décentralisation? Ne favorise-t-elle pas les sécessionismes? La décentralisation ne provoque-t-elle pas la dispersion des maigres ressources

humaines qualifiées? Ne risque-t-on pas la reconstitution de cliques locales sur la base familiale par exemple? Y a-t-il moyen de concilier décentralisation et planification? D'où peut provenir le capital pour lutter contre le chômage déguisé et introduire les innovations? Quel mécanisme précis peut-on suivre?

6. SCHEMA D'UNE STRATEGIE POUR LE DEVELOPPEMENT DU ZAIRE

6.1 DECENTRALISATION POLITICO-ADMINISTRATIVE POUR UNE INTEGRATION NATIONALE

L'Etat peut adopter la centralisation ou la décentralisation des pouvoirs.

Les deux formes d'organisation étatique suggèrent une opposition, dans un cas une personne ou un ensemble restreint d'institutions décide de la conduite de la République; dans l'autre cas, plusieurs centres agissent de façon autonome. Mais en fait il y a coexistence car le règne exclusif de l'une ou l'autre forme aboutirait à la paralysie ou à l'anarchie de l'action étatique.

6.1.1 Sous-territoire

Pour la décentralisation, la littérature spécialisée distingue les procédés de déconcentration et de dévolution, de décentralisation par services et de décentralisation territoriale. Par exemple, Maddick définit déconcentration comme: "The delegation of authority adequate for the discharge of specified functions to staff of a department who are situated outside the headquarters", et dévolution signifie "the legal conferring of powers to discharge specified or residual functions upon formally constituted local authorities".¹

1. MADDICK, H. - Democracy, decentralization and development; Asian Publishing House, London 1963, p. 23.

Une déconcentration est donc une délégation composée des personnes représentant le pouvoir central et ayant la capacité d'exercer des fonctions précises dans une entité administrative; la dévolution, par contre, implique un transfert des pouvoirs d'exercer des fonctions précises ou résiduelles par des personnes originaires du territoire administratif.

A propos de la différence entre décentralisation par services et décentralisation territoriale, Prats rapporte les définitions d'Eisenmann qui écrivait: "A la décentralisation territoriale correspond une pluralité d'organes à compétence matérielle identique, à la décentralisation par services une pluralité d'organes à compétence matérielle distincte. Au contraire à la première correspond une compétence personnelle différente des organes, ce que la deuxième m'implique aucunement".¹

Le Katanga sous forme du vice-gouvernorat a connu une déconcentration administrative.² En effet, le vice-gouverneur avait une large compétence pour expédier les affaires sur place au nom du gouverneur général de la Colonie.

L'exemple d'une décentralisation territoriale non accompagnée d'une dévolution est fourni par la réforme administrative congolaise de 1962.³ Les dirigeants de nouvelles provinces étaient bel et bien les élus locaux mais ils n'avaient pas de pouvoir financier pouvant assurer l'autonomie de leurs actions.

Même les provinces constituées sur la base des données éth-

1. PRATS, Y. - Décentralisation et développement; Edition Cujas, Paris 1973, p. 3.

2. Cfr. supra p. 173.

3. Cfr. supra p. 174.

niques homogènes se sont trouvées sans moyens financiers suffisants pour maîtriser la situation.

Pour notre thèse, la distinction entre décentralisation politique et administrative est très intéressante. La première forme vise la participation de la communauté locale au pouvoir, elle concerne donc plus directement la nation, et partant l'Etat; la deuxième se rapporte à la gestion de la chose publique, elle concerne l'appareil de l'Etat. Naturellement toute décentralisation implique les deux formes mais étant donné que l'administration doit être au service de la nation et pas l'inverse, il nous paraît fondé d'insister sur la primauté de la décentralisation politique.

Pour le Zaïre actuel, on peut imaginer une forme mixte de décentralisation politique qui se caractérise principalement par la territorialité et par la dévolution. Et, à cause de la rareté du personnel technique, cette combinaison devrait être accompagnée par une déconcentration temporelle, c'est-à-dire, par des équipes techniques volantes qui effectuent des missions ponctuelles dans les unités décentralisées.

Par une territorialité bien comprise, il ne s'agirait pas d'une discussion sur la question de savoir laquelle des unités administratives actuelles profiterait des mesures de décentralisation, il faudrait, à notre avis, une refonte totale des subdivisions existantes au Zaïre.

Les données historiques et autres telles qu'elles ont été esquissées orienteraient les propositions de délimitation des territoires. Mais surtout les habitants devraient se prononcer en définitive sur les unités à créer, y compris sur le maintien de l'une ou de l'autre de celles qui existent. Ce processus de délimitation territoriale est un élément important pour préparer les peuples du Zaïre à la participation à l'effort du développement de l'unité territoriale dans le cadre d'un plan national.

D'ores et déjà l'on peut envisager la transformation, dès le départ, des capitales des régions actuelles plus quelques villes stratégiques telles que, par exemple Gemena, Isiro, Bunia, Kalemie, Dilolo, Tschikapa etc ... en "villes nationales" dépendantes directement de l'autorité centrale. Deux considérations militent en faveur de ce point de vue. La première, la plus importante, est que ces villes nationales constitueraient un réseau de points d'appui géographiquement bien répartis d'où le pouvoir central pourrait faire fonctionner les structures de garantie de l'intégrité territoriale et d'où les institutions déconcentrées pourraient organiser leur intervention. La deuxième considération est que les territoires créés seraient mis dans la même condition de départ, en évitant d'attribuer exclusivement à certains d'entre eux les avantages des infrastructures existantes. Il va de soi qu'il faudrait garantir la représentation de toutes les nouvelles unités dans l'administration de chaque ville nationale, pour éviter que ce réseau ne serve de Cheval de Troie à une clique.

6.1.2 Sous-système

La cohésion sociale au Zaïre est sans doute la plus forte au sein des territoires regroupant des personnes ethniquement proches et ayant un passé historique commun. La coïncidence du territoire et du sous-système est nécessaire à l'organisation d'une représentation populaire. Les dirigeants élus par la population ont plus de chance, en participant au comité local du plan, de mobiliser cette population en vue de réaliser les objectifs communautaires prioritaires.

Une telle organisation a l'avantage de combiner au même niveau territorial la participation populaire, l'appareil ad-

ministratif et le comité local de planification et de développement.

6.1.3 Repartition des pouvoirs

L'unité territoriale ne peut se développer, mettre en marche une stratégie adaptée aux potentialités et aux besoins locaux, sans une véritable dévolution des pouvoirs de décision et d'exécution.

Le problème de la répartition des pouvoirs est assez abordé dans les science sociales. Cependant en ce qui concerne cette répartition sur une base territoriale, l'on doit constater que: "Fundamental studies of decentralisation are very, or even surprisingly, rare. Ferler in the latest and most detailed survey of decentralisation literature, points out that there are many excellent studies of individual countries and organisations where most variables relevant to the problem have been noted. However, he is forced to establish that almost none of the empirical experiences recorded in these monographs and case studies has been synthesized".¹

A ce propos Meny cite Tocqueville qui écrivait: "Certains intérêts sont communs à toutes les parties de la nation, tel que la formation des lois et le rapport du peuple avec l'étranger, d'autres intérêts sont spéciaux à certaines parties de la nation, telles, par exemple, que les entreprises

1. LUNDQUIST, L. - Means and goals of political decentralisation; Nordens boktryckeri, Malmö 1972.

communales".¹ Cet auteur fait de la distinction entre affaires nationales et affaires locales le support le plus intéressant pour séparer ce qui relève des autorités central de ce qui dépend des autorités locales.

Par ailleurs quelques auteurs tentent de présenter une liste ou une typologie des matières locales. Palazzoli,² par exemple indique que la méthode la plus adaptée consiste à accorder une compétence d'exception à la fédération et une compétence de plein droit aux Etats membres, c'est le cas aux Etats-Unis, en Suisse, en Union Soviétique, en Yougoslavie. La deuxième méthode procède par l'énumération des matières locales, dans ce cas, l'union, tel le Canada, dispose d'une compétence de plein droit dans les autres domaines (qui ne sont pas des matières locales). Enfin la troisième procédure est celle de la double énumération. Cet auteur s'essaya à une typologie des compétences normatives.

En tout cas, pour le Zaïre, de la simple organisation d'unités plus ou moins autonomes à des Etats fédératifs, les formules sont nombreuses. Il s'agit bien qu'une question de degré de décentralisation. La difficulté réside dans la formule qui convient aux réalités du pays compte tenu aussi de la vitesse de l'évolution sociale. Deux documents peuvent orienter la réflexion au Zaïre, le Plan Thant³ qui est le résultat d'un travail d'experts internationaux et la Constitution de Lulubourg dans laquelle les élus nationaux ont

-
1. MENY, Y. - Centralisation et décentralisation dans le débat politique français (1945 - 1962); librairie générale de droit et de Jurisprudence, Paris 1974, p. 25.
 2. PALAZZOLI, C. - Les régions italiennes; Librairie générale de droit et de la jurisprudence, Paris 1966, pp. 59 - 67.
 3. Le Plan Thant est un document des Nations Unies élaboré pour résoudre le problème de la sécession katangaise et qui, en fait prône les structures d'un Etat fédéral. Dans la Constitution de Lulubourg le principe de décentralisation est reconnu.

exprimé librement leur conception de l'organisation de l'Etat.

6.1.4 Fonction de surveillance et de contrôle

Ces fonctions concernent bien la répartition des rôles, c'est-à-dire la problématique de "qui espère de qui pour faire quoi et dans quelle situation et avec quelle récompense en cas de conformité et sanction en cas de déviance"¹

Kamitatu-Massamba rapporte dans son livre que lors d'un rassemblement public au grand stade de football de Kinshasa, le président de la République a déclaré devant plus de vingt mille personnes: "Si vous volez, volez peu à peu, pas trop à la fois, sinon on vous arrêtera. Si vous avez réussi à voler, investissez dans le pays; vous devenez ennemis de la République si vous transférez à l'étranger les produits de votre vol".²

Dans le Zaïre ultra-hiérarchisé, les passages échelonnés où il est possible de détourner les fonds publics destinés au fonctionnement administratifs sont nombreux. Il y a la présidence, le commissariat d'Etat, la direction générale, le commissariat régional, le commissariat sous-régional, le commissariat de zone et enfin la collectivité et commune. Ces vols, comme il est précisé, peuvent être répétitifs et en plus le "peu" est suffisamment élastique, et il ne repré-

1. McFARLAND, A. S. - Power and Leadership in Pluralist Systems; Stanford Univ. Press, Stanford 1969, p. 141.

2. KAMITATU-MASSAMBA, C. - op. cit.

sente certainement pas le même montant pour un commissaire d'Etat et un commissaire de zone.

Cela fait dire à Schatzberg que: "The regime's toleration, and indeed encouragement of the misappropriation of public fund has had a direct and dramatic impact of the frequency with which resources reach the remote areas of the countryside".¹

L'on sait aujourd'hui que les méfaits de cette chaîne de corruption quasi-institutionnalisée font que les échelons inférieurs de la hiérarchie administrative manquent même de crayon et de papier. Comment être efficace si même les instruments les plus élémentaires de bureau font défaut?

Sans surveillance et contrôle, (et bien sûr l'application des récompenses et sanctions) il ne sera jamais possible de faire parvenir les fonds à destination. Un moyen, entre autres, d'assurer l'acheminement des fonds serait l'élimination des échelons parasites. A ce propos, la décentralisation ouvre des perspectives d'espoir.

6.1.5 Avantage et inconvénients de la décentralisation

De façon générale, les inconvénients et les avantages énumérés par la littérature relèvent au point de vue politique de la distinction entre une stratégie conçue au sommet du pouvoir et celle que s'imaginent les unités de base. Du point de vue administratif l'on met l'accent sur la rigidité d'une

1. SCHATZBERG, G. M. - op. cit., p. 184.

hiérarchie bureaucratique et la souplesse d'une action conduite par des gens qui connaissent les problèmes locaux. Un inventaire des pour et contre les deux formes d'organisation étatique est sans intérêt, il suffit d'insister sur les aspects qui se rapportent à l'effort de développement du Zaïre.

6.1.5.1 Inconvénients de la décentralisation

L'on se rend très vite compte qu'au Zaïre, l'immensité géographique, l'infrastructure communicationnelle faible, la conscience nationale défaillante des dirigeants, la sous-administration et les tensions ethniques, etc., renforcent l'effet des inconvénients. Nous nous contenterons de critiquer quelques-uns des inconvénients cités spécifiquement pour le Zaïre, notamment la menace de sécession, le renforcement de la gérontocratie conservatrice, l'insuffisance du personnel technique et le déséquilibre dans le développement entre les régions.

6.1.5.1.1 Menace de sécession

Le premier danger généralement évoqué au Zaïre par rapport à la décentralisation est celui de sécessions. Cette peur est justifiée non seulement si on pense aux tentatives séparatistes du Katanga et d'une partie du Kasai en 1960, mais aussi si on se rappelle que les vieux conflits entre ethnies et tribus peuvent surgir tout le temps. Mais c'est une peur mal fondée si on comprend que ce qui a justement motivé ces

tentatives est l'amalgame des peuples aux intérêts différents dans les mêmes unités administratives. Si nous prenons l'exemple du Katanga, nous constatons que les premières manifestations des Katangais remontent à la réforme urbaine du 26 mars 1957 créant les statuts des villes. Young indique qu'au Katanga, aucun des 5 bourgmestres élus en application de cette réforme n'était originaire du Katanga.¹ La victoire électorale de ces immigrés n'est pas à mettre sur le compte de leur supériorité en nombre, mais plutôt sur l'esprit de corps qu'ils témoignèrent pendant les élections.

Malheureusement, quelques-uns de ces nouveaux bourgmestres se montrèrent déloyaux envers les Katangais.

Tout le monde reconnaît que ces agissements mirent les gens du Katanga en émoi, surtout dans la perspective de l'indépendance nationale dont on commençait à chuchoter l'avènement. La compréhension de cette situation éclaire, en partie, la chasse aux immigrés à laquelle les autorités sécessionnistes se livrèrent en 1960.

Dans le Kasai, à Luluabourg, s'est déroulé en 1959 un phénomène analogue. En effet, les Lulua, bien que ne représentant que 25 % de la population dans cette ville, remportèrent les deux sièges de bourgmestres au détriment des Baluba majoritaires (56 %).² C'est peut-être l'un des facteurs qui ont transformé la tension entre les deux communautés en conflit ouvert et ont forcé les Baluba à créer une unité administrative propre dans le Sud du Kasai.

Nous croyons que les deux exemples cités suffisent à suggérer qu'au Zaïre une décentralisation bien conduite amortit

1. YOUNG, C. - Introduction à la politique congolaise; Editions Univ. du Congo, Kinshasa 1965, p. 83.

2. YOUNG, C. - op. cit., p. 84.

justement le danger de frustrations accumulées qui risquent de faire naître les sentiments sécessionnistes car nul n'a l'envie de passer d'une colonisation à une autre.

6.1.5.1.2 Renforcement de la gérantocratie conservatrice

Le pouvoir politique, économique et religieux, chez la plupart des peuples du Zaïre, est de nature gérantocratique et héréditaire. Les chefs croient détenir le pouvoir par une sorte de testament legué par les ancêtres, donc par Dieu lui-même.¹ Par le vieillissement, c'est-à-dire le rapprochement de la mort, et par conséquent de l'ancêtre fondateur de la tribu qui continue à présider aux destinées de la communauté des morts et des vivants, un Baluba acquiert le droit de gouverner, et ce droit revient théoriquement au plus vieux d'entre les Baluba. A cette explication s'ajoute le fait que dans une société sans écriture, le vieux accumule, par l'expérience, la connaissance et, par l'âge, la sagesse. Les sociétés traditionnelles sont de ce fait essentiellement conservatrices parce que tout changement menace les privilèges acquis.

Nous sommes d'avis que ce danger d'inertie, peut, et doit, être écarté grâce à l'introduction, dès le départ, des principes de démocratie et de compétence. Cela est faisable car comme nous l'avons expliqué l'élite traditionnelle au Zaïre est déjà trop affaiblie par les événements antérieurs pour pouvoir résister longtemps à un tel changement.

1. EISENSTADT, S. N. - emploie à la page 261 l'expression "mandat céleste" dans son livre - Tradition, change and modernity; Wiley, New York 1973.

6.1.5.1.3 Insuffisance du personnel technique

Sur la rareté de techniciens dans les différents domaines au Zaïre, on pourra se référer à ce que nous en disions avant. Nous citerons un exemple: le nombre de médecins du secteur public et leur répartition. Makala-lizumu et Mwana rapportent que de 577 médecins au service de l'Etat en 1975, 280 étaient affectés dans la capitale.¹ Cette proportion est de l'ordre de 48,5 % pour une ville qui représente moins d'un dixième de la population.

Une mauvaise répartition d'une ressource rare n'est pas nécessairement le résultat de la décentralisation bien au contraire. Le même tableau cité par les auteurs signale l'inexistence d'un seul vétérinaire au Zaïre alors que plus de 70 % de la population vivent en milieu rural et que, surtout, tout l'Est du pays est une zone d'élevage.

Un autre exemple est édifiant, celui de la répartition des agents de l'administration publique sur l'étendue du territoire national. Un coup d'oeil sur le tableau 25 montre que jusqu'au niveau des agents auxiliaires, à l'exception toutefois des attachés de bureau de 1^e classe, Kinshasa se taille la part du lion. Le pourcentage en faveur de la capitale est de 99,55 %, 88,15 % et 71,14 % respectivement pour les directeurs généraux, les directeurs et les chefs de division; c'est-à-dire pour tout le corps de hauts fonctionnaires qui ont un pouvoir de "décision" dans le cadre de la centralisation zaïroise. Il n'est pas exagéré de dire que l'intérieur du Zaïre, le vrai pays à notre avis, est géré par les agents subalternes et les huissiers. Toute la crème de l'administration reste à Kinshasa, à des milliers de kilomètres des administrés.

1. MAKALA-LIZUMU ET MWANA - Modernisation and urban poverty dans GRAN, G. - op. cit., p. 115.

Tableau 25: Distribution des Agents civils de l'Etat par grade entre la capitale et l'intérieur

Grade	Nombre total	Capitale		Intérieur	
		Nombre	%	Nombre	%
DG	668	665	99,55	3	0,45
D	76	67	88,15	9	11,85
CHD	499	355	71,14	144	28,86
CHB	1 480	803	54,25	677	45,75
ATB1	277	115	41,51	162	58,49
ATB2	822	508	61,80	314	38,20
AB1	1 449	615	42,44	834	57,56
AB2	3 974	2 134	53,70	1 840	46,30
AA1	5 305	2 228	42,00	3 077	58,00
AA2	5 301	1 800	33,95	3 501	66,05
H	2 567	1 223	47,64	1 344	52,36
DIV.	702	318	45,30	384	54,70

NB: DG = Directeur Général, D = Directeur, CHD = Chef de Division, CHB = Chef de Bureau, ATB1 = Attaché de Bureau de 1e classe, ATB2 = Attaché de Bureau de 2e classe, AA1 = Agent Auxiliaire de 1e classe, AA2 = Agent Auxiliaire de 2e classe, H = Huissier et DIV. = Divers.

Source: Commission permanente de l'Administration Publique du Zaïre, Kinshasa 24 octobre 1974, citée aussi par SCHATZBERG, G. M. - op. cit., complétée par des calculs personnels

Les agents subalternes ont une compétence limitée. La situation est telle que pour un extrait du casier judiciaire, un passeport, une autorisation d'importer un fusil de chasse, une exonération quelconque, etc ..., il faut faire le pèlerinage de la capitale.

Nous connaissons des agents de l'administration publique qui, pour se faire payer les arriérés de salaire doivent se rendre à Kinshasa. Et à Kinshasa l'on ne peut pas être sûr d'être servi au bout d'une semaine: le fonctionnaire compétent est tantôt en visite à l'hôpital, tantôt à l'enterrement d'un parent. Bref les arriérés en question restent finalement dans les hôtels de Kinshasa et sous forme de différentes manoeuvres de corruption. Conclusion, les agents de l'intérieur se disent que pour la prochaine fois cela ne vaut pas le déplacement; et ce découragement enchante les détourneurs des derniers publics.

Si la décentralisation pose de façon générale le problème de la répartition du personnel qualifié, cela suppose que ce personnel existe. Au Zaïre, il y a une pénurie, d'où la nécessité de former ce personnel.

La formation se déroule mieux dans un système décentralisé. L'expérience du Katanga est démonstratif à cet égard. Pendant la brève période de séparation avec Kinshasa, pressé par le besoin en cadres techniques, le Katanga a dû envoyer ses ressortissants étudier dans les disciplines sélectionnées. Il n'y a jamais eu plus d'envois à l'étranger des étudiants et apprentis de cette région que pendant cette période.

La situation de la répartition des médecins et des agents de la fonction publique montre que dans ce pays à la centralisation correspond une répartition très inégale. La décentralisation pourrait présenter une solution à ce problème dans la mesure où les personnes qualifiées resteraient au terroir.

6.1.5.4 Développement déséquilibré

Le déséquilibre dans le développement économique entre les différentes régions du Zaïre attire aussi l'attention.

La conception d'un développement équilibré au Zaïre veut que toutes les régions se situent au même niveau économique. Elle est conçue, dit-on, comme une forme de lutte contre le régionalisme. C'est ainsi qu'une savonnerie fut installée à Gemena dans une zone qui ne produit pas assez d'huiles nécessaires à cet effet; de même, une usine sidérurgique fut implantée à Maluku alors que les minerais de fer devaient venir de plus de mille kilomètres. D'autre part, un système de contingentement à l'admission dans l'enseignement supérieur fut introduit pour égaliser la représentation par régions dans l'effectif total sans tenir compte des besoins locaux.

Mais cette démarche est fautive car, au départ, il y a déjà différenciation. La question à notre avis est celle de la spécialisation régionale selon les dotations respectives en ressources.

D'ailleurs la centralisation actuelle n'a pas résolu le problème de déséquilibre.

En effet, si l'on considère le PIB par région, l'on constate, qu'à part Kinshasa, le déséquilibre ne s'est pas atténué, il s'est au contraire approfondi (tableau 10).

Et ce phénomène a eu lieu paradoxalement pendant la période où l'expérience de centralisation en cours depuis 20 ans. Force est de dire que le processus de déséquilibre régional dans le cas du Zaïre n'est pas enfant naturel de la décentralisation. De toute façon même si tel était le cas, le moindre, c'est-à-dire, savoir trancher entre le sous-développement éternel du pays et le déséquilibre entre les ré-

gions pendant un temps, car il faut bien que quelques régions démarrent pour servir de moteur au pays.

Et d'ailleurs pendant la période de déséquilibre, la libre mobilité géographique de la main-d'oeuvre, le système de taxation et la politique d'incitation à l'investissement pratiquée par le pouvoir central pourraient en atténuer les conséquences.

6.1.5.2 Avantages de la décentralisation

Compte tenu de l'optique de ce travail, deux groupes d'avantages méritent une attention spéciale parce que leur absence caractérise actuellement le système en place au Zaïre. Il s'agit de la désacralisation de l'Etat colonial et de la participation populaire. Ces deux groupes semblent renfermer la plupart des autres effets positifs de la décentralisation.

6.1.5.2.1 Désacralisation de l'Etat colonial

Le péché originel du Zaïre indépendant semble bien être celui d'avoir conservé les relations et les structures coloniales complètement inadaptées aux réalités et aux besoins de sa société. L'on peut illustrer cette inadaptation par un exemple. Une des réalités sociales est que la population zaïroise est composée d'une majorité qui ne comprend ni ne parle la langue française. Un des besoins essentiels de cette société est la nécessité de communication entre les dirigeants et les administrés. La langue officielle de communi-

cation aujourd'hui est le français - cela aurait pu être le flamand si les Belges l'avaient décidé ainsi en 1908 - or, déjà en France il existe toute une institution pour interpréter les lois françaises écrites en français par les Français. Comment donc attendre une communication efficace à l'aide d'une langue que ne baragouinent qu'une poignée de gens, après plusieurs années d'initiation alors que tous les autres habitants n'y entendent que nazillement?

Un système l'Etat décentralisé donne, à notre avis, la possibilité d'effectuer les adaptations. On rétorquera peut-être que la pluralité des parlers zairois conduirait le pays à une dizaine de langues. En comparaison des avantages que cela apporte pour le succès de la communication, nous tolérerions les inconvénients éventuels, d'autant plus que l'expérience montre que des pays de loin plus petits, Belgique, Suisse par exemple, sont multilingues et ne s'en portent pas économiquement mal. L'on peut aussi invoquer la multiplication des frais de traduction pour l'ensemble du pays dont le budget est déjà suffisamment sollicité.

En ce qui concerne les traductions, il faut savoir que le Zaïre centralisé d'aujourd'hui est champion des dépenses improductives dans ce domaine, en effet, les changements continuels des noms et terminologie entraînent un gaspillage plus élevé que celui d'une traduction une fois pour toute.

D'ailleurs avec des pareils arguments, l'on risque d'oublier que le but de tout système politique devrait être l'homme et son épanouissement; si les frais en résultent, il faut les inclure dans les investissements à longue échéance. L'épanouissement de l'homme zairois exige que le pouvoir politique ne soit pas un pouvoir étranger conçu pour l'épanouissement des métropoles européennes et leur culture. Nous détenons un patrimoine socio-culturel riche, à nous de le valoriser et à partir de là à créer le progrès au lieu de singer les organisations et fonctionnements de l'Europe, que les

jeunes de ce continent contestent d'ailleurs.

6.1.5.2.2 Participation populaire

Sous le régime actuel la majorité de la population zairoise ne se sent pas concernée par ce qui se fait, ou mieux qui ne se fait pas. L'on a l'impression que le pouvoir croit à un esprit magique qui consiste à lancer des institutions et des slogans en espérant qu'ils créeront des fonctions. La vérité est que de telles institutions s'essoufflent assez vite à force de tourner à vide. A titre d'exemple l'on peut mentionner quatre échecs successifs. En mars 1966, le gouvernement lance avec bruit un Haut Commissariat pour la reconstruction nationale, lequel finit en queue de poisson quelques mois plus tard.¹

Il y eut ensuite le slogan: "Reroussons les manches!" qui devait inciter les citoyens à cultiver chacun un lopin de terre près de la ville, pour, disait-on, assurer l'indépendance du ventre. Mais le "retroussomanchisme" rejoignit très vite le patrimoine de la francophonie. En 1970, le mouvement "Salongo!" appela la population à consacrer son samedi après-midi à des travaux bénévoles pour la communauté urbaine. Mais pendant que la population balayait les rues et exécutait d'autres corvées, les dirigeants se prélassaient dans les "fermes" des banlieues. Et enfin, les mesures de "zairia-

1. Ordonnance-loi no 66 - 143 du 18/3/68 créant un Haut Commissariat pour la reconstruction nationale in *Moniteur Congolais*, première partie, no 8 du 1/5/66, p. 188 et ordonnance-loi no 67 - 72 du 10/8/67 créant l'Office national de la Recherche et du Développement in *Etudes Congolaises*, volume 11, no 1, janvier-mars 1966, pp. 135/138 qui abroge l'ordonnance-loi précitée.

nisation" de 1973 qui consistaient à arracher aux étrangers les petits et moyens commerces, les fermes et plantations, provoquèrent un favoritisme tel que quelques hauts placés du régime se retrouvèrent acquéreurs de plusieurs entreprises, sans compétence technique aucune, et beaucoup d'entre eux vidèrent les caisses des entreprises pour s'acheter des Mercedes et autres gadgets de luxe. La "radicalisation" qui touchait les grandes entreprises paracheva la désorganisation de la production au point qu'en 1977 beaucoup d'entreprises furent retrocédés à leurs anciens propriétaires qui posèrent des conditions très dures au gouvernement comme prix de leur acception. Les conséquences de ces improvisations du régime ont plongé ce pays dans une crise dont il n'est pas encore sorti. En tout cas, tous ces tapages ne motivaient pas assez la population à se mettre au travail. Cependant il est élémentaire de répéter que parmi les trois facteurs de production, l'on ne saurait trop insister sur le facteur travail. C'est le travail qui produit en fait le capital. C'est la pratique du travail qui améliore la qualité de la main-d'oeuvre. De la nature on ne peut sans travail, rien retirer que les produits de la cueillette.

Mais même là, il faut du travail, par exemple, pour ramasser les fruits tombés ou déterrer les tubercules sauvages. Le Zaïre a la chance d'avoir une population jeune, pouvant donc être active. Cette population vit principalement dans une nature généreuse et est prête à se mettre au travail. Ce sont bien les incitations qui manquent. Pourquoi, par exemple, concentrer les maigres ressources financières à Kinshasa et les engouffrer dans la construction de palais de marbres importés d'Italie, dans un Centre de commerce international ou dans une Maison de la radio très coûteux? La politique d'un développement avec intensité de travail et emploi parcimonieux du capital financier ne s'impose-t-elle pas logiquement? Le moins que l'on puisse dire c'est être d'accord avec Turner quand il parle de la volonté des dirigeants zaïrois d'exploiter les incohérences nationales.

Pour qu'il y ait une chance d'application de la bonne parole, il faut qu'au préalable il y ait changement de structures de façon que les unités de base puissent avoir accès à une part appréciable de leurs produits. Ces unités politico-administratives proches de la population peuvent mieux la mobiliser pour résoudre les problèmes locaux déterminés dans le cadre d'un plan unitaire global.

6.2 PLANIFICATION DECENTRALISEE POUR UNE INTEGRATION ECONOMIQUE

La décentralisation politico-administrative pose des problèmes complexes de définition des objectifs du développement et des moyens de leur réalisation. Un plan de développement est un moyen actif qu'utilise l'Etat pour influencer le processus social.

Dans les pays sous-développés en général, et au Zaïre en particulier, la nécessité d'un plan paraît absolue si l'Etat veut utiliser rationnellement les ressources rares pour lutter contre les pénuries de toutes sortes. L'on ne doit jamais perdre de vue qu'au niveau de l'élaboration du plan, il peut y avoir des situations conflictuelles entre les objectifs du centre et ceux d'une unité ou d'un groupe d'unités décentralisées, ou encore entre les objectifs de ces dernières. Au niveau de l'exécution, la nécessité de contrôle du déroulement des travaux retenus peut sembler porter atteinte au principe de l'autonomie locale. C'est pourquoi nous insistons dans le paragraphe suivant sur l'impératif d'une "élaboration démocratique du plan" et sur le fonctionnement d'une "direction indicative lors de l'exécution".

6.2.1 Planification autoritaire ou planification démocratique

Il y a généralement deux méthodes pour définir le contenu d'un plan. La méthode du Prince conduit à un plan impératif, alors l'on doit "considérer les équations de la balance globale comme exprimant les ordres de la centrale et les questions de conduite de petites unités comme exprimant l'effort de chacun pour porter au maximum un résultat particulier

dans le cadre du plan ...".¹ Mais dans une société pluraliste, comme le Zaïre, "les intérêts des unités composantes ne sont pas toujours entre eux concordants, les plans de ces unités ne sont pas toujours compatibles. Au dedans de l'une et l'autre unité complexe, sont placées des unités composantes dont les domaines d'activité, les dimensions, les forces contractuelles² sont différentes.

Il en résulte que dans une économie qui n'est pas entièrement soumise à une planification autoritaire, le pouvoir de chaque unité est limité (de l'intérieur), et les chances de regroupement des unités complexes sont étendues".³ Ces regroupements sont volontaires et dictés en partie par la volonté d'oeuvrer ensemble et de se compléter. C'est sûrement une évolution vers un sentiment national.

Il faut remarquer d'ores et déjà que les forces contractuelles des unités composantes sont dynamiques, elles se modifient avec le temps en fonction de l'évolution des paramètres qui les déterminent, on ne doit donc pas craindre qu'une unité ou une coalition impose indéfiniment sa domination.

Une négociation engagée dans cette perspective aboutit généralement à une coalition satisfaisante qui harmonise les différents micro-plans. Cette démarche a deux avantages, elle favorise la participation des parties intéressées et empêche qu'une partie se lance dans une activité qui crée des tensions sociales insupportables.

1. PERROUX, F. - L'économie du XX^e siècle; Presses universitaires de France, Paris 1965, p. 10.

2. Les éléments qui composent cette force proviennent, par exemple du nombre d'habitants, des potentialités, etc ... de l'unité considérée.

3. PERROUX, F. - op. cit., p. 350. Les mots entre parenthèses sont ajoutés par nous.

6.2.2 Objectif global et objectifs locaux

Dans un pays sous-développé, l'objectif se définit facilement. Il doit se rapporter non seulement à la satisfaction des besoins essentiels, mais aussi à la nécessité de produire à un taux plus élevé que celui de l'explosion démographique. Le calcul généralisé et perfectionné de ces besoins peut déboucher sur un plan exact en quantité physique. Mais cela n'est pas encore pour le Zaïre une nécessité, car les carences y sont trop évidentes.

Aussi, il ne suffit pas d'assurer la consommation nationale de jour en jour, il faut encore penser à l'améliorer et prévoir l'arrivée de nouvelles bouches à nourrir, c'est tout le problème à prévoir à moyens et à long terme. Le paradoxe précédemment décrit délimite l'objectif, il s'agit de l'amélioration de la productivité de l'économie dans son ensemble. La productivité est à entendre ici comme "le rapport de la productivité finale de l'économie au travail dépensé".¹ Cela concerne, dans une économie dualiste, non seulement le secteur moderne, mais aussi, nous allons dire surtout, le secteur traditionnel. L'on peut donc préciser qu'il s'agit de l'amélioration de la productivité par l'intégration économique. Nous croyons qu'à ce niveau il ne peut pas encore y avoir un conflit entre le pouvoir central et les entités considérées.

Les conditions d'une élaboration démocratique du plan "montrent qu'avant même toute incitation précise un de ces moyens d'exécution les plus marquants est d'ordre psychologique; c'est le climat de confiance, de persuasion, d'imitation, que suscite le travail en commun, l'information large

1. DAYRE, J. - Productivité, mesure du progrès; Association française pour l'accroissement de la productivité, Paris 1952, p. 30.

et désintéressée".¹

Selon le modèle dualiste que nous avons rappelé, l'amélioration de la productivité passe par deux mécanismes principaux, à savoir, l'introduction des innovations techniques et organisationnelles pour rendre le travail rationnel, d'une part, et d'autre part, le blocage des salaires pour favoriser l'accumulation.

L'on peut voir dans ces mécanismes l'origine d'éventuels conflits. Le blocage des salaires par exemple risque d'opposer le centre aux unités riches qui voudraient que la population profite immédiatement d'un revenu élevé. Cette volonté peut être amplifiée par les aspects de propagande d'un pouvoir populaire local. Le centre devra se battre pour faire accepter et respecter une politique de salaires apparemment impopulaire.

Si l'on considère les innovations, l'on peut alors imaginer que le centre devra fermement jouer le rôle d'arbitre entre les unités qui se disputent la priorité des investissements à faire dans le cadre de leur autonomie. Il devra réussir à trouver une convergence basée sur le principe de non gaspillage de ressources.

Boucon et ses collègues² affirment que trois éléments déterminent de façon fondamentale une unité autonome qui participe à un plan global, notamment sa dotation en ressources, la nature de sa fonction de transformation et la nature des informations qu'elle reçoit. La question de la convergence est

1. PERROUX, F. - La planification économique en France; PUF, Paris 1968, p. 156.

2. BOUCON, B. et al. - Modèle de planification décentralisée; PUF, Paris 1973, p. 16.

alors, disent-ils, de savoir quelles sont les conditions pour que la somme des objectifs des unités corresponde à l'objectif global? Et ils ajoutent que si la question peut recevoir une ou plusieurs solutions, il faut dire alors que les décisions des unités sont séparables. L'on comprend donc que le degré du conflit entre le principe de la convergence, et son opposé, celui de la séparabilité, est fonction de la nature de l'objectif global.

En d'autres termes, plus l'objectif global est précis, moins il y a de solutions et plus ardue est la négociation du plan entre les unités du pays.

L'objectif de l'amélioration de la productivité est assez large et admet suffisamment de solutions pour croire que l'élaboration démocratique du plan puisse respecter et la convergence des objectifs de tout le système zairois et la séparabilité des sous-systèmes et des moyens utilisés.

Bref, la négociation démocratique peut conduire à la formule d'un "plan dominant (qui) contient des macro-décisions qui s'imposent en quelque mesure à des plans dominés".¹ La domination assurera la convergence. Quant à la séparabilité, nous donnons deux exemples. Supposons qu'une des macro-décisions prévoit la disponibilité d'une quantité donnée de protéines par habitant au bout d'un nombre d'années déterminées; le Bandundu qui possède des rivières et lacs poissonneux, et le Kivu dont les versants des montagnes sont favorables à l'élevage, devraient décider quelle méthode adopter (sûrement l'un pour la pêche et l'autre pour l'élevage) en vue de fournir ces protéines sur leur territoire, compte tenu de la réalisation d'autres points du plan. Une autre macro-décision par exemple concernerait un pourcentage d'alphabéti-

1. PERROUX, F. - Economie du XXe siècle, op. cit., p. 350.

sation de la population au bout d'une période donnée; l'Ubangi et le Kasai dont les taux de scolarisation sont différents ne devraient pas se voir imposer le même schéma pour atteindre cet objectif.

6.2.3 Exécution du plan

Pour répondre aux questions qui et quoi dans le cas du Zaïre, l'on devrait se référer à la solution apportée à la répartition des compétences. Cela veut dire qu'il peut y avoir des matières réservées au pouvoir central et celles relevant des unités ou groupes d'unités, sans exclure celle où le pouvoir central et l'une ou plusieurs unités doivent s'associer.

6.2.3.1 Les compétences étatiques dans le domaine économique

En ce qui concerne les activités économiques, c'est-à-dire la réponse à la question sur le "quoi" il faut reconnaître que la répartition doit tenir compte aussi des critères qui ont un rapport avec le pouvoir politique. Ainsi pour illustrer cette démarche voici quelques critères:

- La capacité d'expansion et l'attitude attendue de chaque secteur pendant la croissance économique. C'est le cas, par exemple, d'une compagnie de transport aérienne dont le rayon d'action peut déborder facilement les frontières et impliquer les problèmes de droit international;
- La relation directe ou indirecte avec le pouvoir politique. Par exemple la production de l'armement et des muni-

tions implique nécessairement une responsabilité de toute la communauté nationale dont l'Etat central est responsable.

- L'existence des tensions sociales objectives dans une région, qu'il s'agisse de luttes tribales ou de velléités de sécession répétées.

Le pouvoir central doit alors veiller à être présent pour avoir les moyens de jouer à temps un rôle d'arbitre ou de garant de l'unité nationale;

- L'impact de l'activité sur les intérêts de l'économie nationale dans son ensemble. On peut donner comme exemple, la centrale hydro-électrique d'Inga au Zaïre dont l'énorme potentiel énergétique a des répercussions sur l'électrification de tout le pays et même dit-on de l'Afrique centrale.

Ces quelques exemples montrent que le pouvoir central du Zaïre pourrait déjà avoir beaucoup à faire s'il se limitait à des branches économiques de la nature esquissée et à des branches telles que l'infrastructure de transport, la formation des cadres techniques,¹ etc ... dont la rentabilité à courte échéance est reconnue comme étant faible.

6.2.3.2 Les partenaires économiques et les moyens de leurs actions

En rapport avec la question sur les "qui" et "comment", il

1. Ces branches ont ceci d'intéressant qu'elles provoquent ou facilitent par leur présence la création d'autres branches, c'est-à-dire qu'elles produisent les "économies externes".

faut dire un mot sur la part de l'Etat (pouvoir central ou unité décentralisée), de l'entreprise mixte et du capital privé (national ou étranger).

Compter sur le capital privé national pour réaliser un plan économique au Zaïre ne correspond pas aux réalités objectives. En effet, le volume de ce capital au Zaïre est trop faible.

Cette situation résulte de l'échec de la colonisation à former une bourgeoisie nationale, du niveau des salaires trop bas pour permettre une épargne et surtout du droit foncier coutumier qui ne permettait pas aux individus de vendre la terre communautaire. La pratique de la bourgeoisie bureaucratique zaïroise qui consiste à détourner les derniers publics pour des projets personnels ressemble à la politique d'un long serpent qui commencerait à manger sa queue en croyant pouvoir grandir.

Le capital privé étranger ne s'intègre pas toujours volontiers aux objectifs d'un plan dont une des conséquences peut être l'affaiblissement de la dépendance extérieure¹ (la réduction de l'ensemble hachuré de la figure 2). D'ailleurs l'expérience montre que le capital étranger sélectionne, de préférence, des projets qu'on ne peut pas qualifier de fondamentaux pour le développement du pays hôte. En plus, l'efficacité économique n'est pas le seul critère pour ce capital, le pays donateur a très souvent des intérêts d'ordre politique et militaire à préserver. Une économie planifiée a des priorités qui entrent quelquefois en conflit avec les intérêts précités.

1. Surtout si à la stratégie du développement avec intensité du travail s'ajoute une politique de substitution des importations.

La politique budgétaire de l'Etat a un effet déterminant sur l'amplification de l'accumulation parce que les dépenses publiques économiquement et socialement productives créent les bases de cette accumulation. Il faut aussi avoir le courage d'admettre que "le déséquilibre budgétaire plus ou moins prolongé semble inévitable pour un pays engagé dans un processus de développement."¹

Depuis plusieurs années le Zaïre est propriétaire unique des entreprises les plus importantes du pays qui vont de l'extraction de mines à la fourniture des services. A cela il faut ajouter les organismes publics et les firmes dans lesquelles l'Etat possède 51 % des actions et les représentations dans beaucoup d'autres entreprises. L'Etat est pour le moment le principal agent économique du pays du point de vue du chiffre d'affaires et du personnel employé. Ce poids donne heureusement à l'Etat la capacité d'infléchir le processus de la réalisation du plan national en accentuant l'auto-financement des entreprises du Portefeuille public et leur participation à la création d'autres entreprises productives.

Après les bénéfices du Portefeuille, il y a les taxes et droits douaniers. La politique douanière a un double effet. D'une part elle permet les mesures nécessaires de protection pour décourager le dumping que les sociétés multinationales exercent contre les entreprises naissantes.

L'autre effet est de contrecarrer avec efficacité la contrebande qui saigne véritablement le Zaïre.

1. MIESNYK, W. - Trade Union in the Age of Affluence; Random, second edition, New York 1964, pp. 74 - 123.

6.2.4 Accumulation et résorption du dualisme

D'une façon générale, la littérature théorique soutient que, pendant l'effort d'industrialisation d'une économie en démarrage, un rôle primordial revient à l'agriculture. Cette affirmation ne peut être toutefois valable pour le Zaïre, ce pays dispose d'une industrie minière très avancée et a des réserves énormes dans son sous-sol. Le rapport des quotients économiques entre le secteur minier et le secteur agricole traditionnel semble indiquer que le premier a toutes les possibilités de jouer un rôle moteur. Il faudrait parler plutôt des conditions de leurs contributions respectives au processus d'accumulation.

6.2.4.1 Contribution de l'industrie minière

Nous avons déjà souligné l'importance du sous-sol zaïrois et les apports du secteur minier au budget de l'Etat. Les difficultés qu'à ce secteur à contribuer au développement global se situent du côté des responsables politiques. Bèzy mentionne la dépendance trop forte de ce secteur vis-à-vis des firmes multinationales et le fait que la Gecamines, par exemple, ne peut "mener à bien son programme de développement que si les grands du régime cessent de gérer son patrimoine comme s'il était leur budget personnel".¹

1. BEZY, F. et al. - op. cit., p. 188.

6.2.4.2 Contribution de l'agriculture

Le secteur traditionnel du Zaïre est une source potentielle d'accumulation. Il peut contribuer à la modernisation de l'économie nationale de plusieurs façons:

- Par l'augmentation quantitative et qualitative des denrées alimentaires pour satisfaire tous les besoins essentiels de la population du pays, et arrêter ainsi l'hémorragie des devises. Il est scandaleux de constater que le Zaïre importe aujourd'hui des sardines en boîte du Portugal, par exemple, alors que les 9/10es des potentialités en poisson de ses eaux ne sont pas touchées.
- Par le ravitaillement continu des entreprises de transformation en matières premières locales bon marché. Ce mécanisme peut, à la longue, permettre au Zaïre d'exporter des produits agricoles dans les meilleures conditions de concurrence internationale.
- Par le dégagement d'un excédent des produits agricoles qui, exportés, rapportent au pays les moyens d'amortir la dette extérieure et d'importer les biens d'équipement. Cette idée n'est pas du tout une utopie car le Congo fut longtemps exportateur de plusieurs produits agricoles.
- Et enfin, la dernière façon, mais pas le moindre, par la libération de la force de travail cachée derrière la faible productivité de ce secteur. Les entreprises multinationales belges et autres avaient très bien compris la situation, elles ont exploité pendant des décennies l'élasticité de l'offre de travail locale en n'accordant qu'un salaire de famine.

6.2.4.2.1 Première phase d'accumulation: les mesures de récupération

Dans le premier temps il faut réussir à orienter l'accumulation existante vers les buts du développement et à créer les conditions d'accroissement de la productivité et d'accumulation future.

L'Etat peut contrôler l'accumulation existante en réglementant les mécanismes de collecte des produits agricoles. Nous avons illustré avec l'exemple du coton dans la région du Shaba et des denrées alimentaires à Kinshasa, comment les intermédiaires réalisent des bénéfices au détriment des cultivateurs villageois. Il faudra raccourcir le circuit en aval et rapprocher les consommateurs des producteurs. On peut imaginer que les coopératives à créer achètent les produits et le Comptoir commercial étatique les prend des mains des coopératives. Destanne de Bernis suggère une taxation pour récupérer le surplus de produits et une politique de prix contrôlés à la collection.¹ Il s'agit de constituer un pôle de stock qui puisse raccourcir la route des produits et rendre possible le contrôle des taux de profit exorbitants réalisés par les trafiquants.

Ce système de commercialisation a plusieurs autres effets. Le prix élevé permet au paysan de disposer de plus de revenu. Cela amène à la longue une épargne familiale. En plus de l'augmentation du revenu familial, les bénéfices que réalisent les coopératives sont un moyen de financement immédiat des projets élémentaires et d'achat des instruments aratoires. Les bénéfices du Comptoir commercial étatique sont alors destinés à alimenter un Fond de financement qui a une activité sur le plan national dans la deuxième phase d'accumulation.

1. DESTANNE DE BERNIS, G. - Industrie industrialisante et contenu d'une politique d'intégration régionale; Grenoble 1967 (polycopie), p. 128.

tion.

Donc à cette étape de la mobilisation de l'accumulation agricole, le plus important consiste en mesures d'innovations organisationnelles dans trois directions. D'abord de façon fondamentale, ces mesures concernent la répartition des rôles traditionnelles entre hommes et femmes, vieux et jeunes ainsi que la lutte, par l'éducation, contre certaines coutumes qui font perdre aux villageois beaucoup de journées de travail. Ensuite, le taylorisme et le stakhanovisme constituent un arsenal riche dont les vulgarisateurs agricoles peuvent se servir pour introduire plus de rationalité dans le déroulement de la journée. Enfin, il faut contrôler la commercialisation des produits en vue de mettre le plus directement possible consommateur et producteur en contact pour supprimer le détournement du surplus agricoles par les trafiquants.

Cette phase peut durer deux à trois ans, voire plus, suivant l'étendue de la corruption, car l'essentiel n'est pas de couvrir rapidement le pays d'organisations mais de procéder d'endroit à endroit et de produit en produit en visant l'efficacité. L'on ne doit jamais perdre de vue que ces mesures sont au départ d'un effort de développement qui va durer des décennies et que tout échec démoralisant a des répercussions incalculables.

A ce niveau il paraît conseillé d'attendre le départ de la deuxième phase pour pratiquer des crédits individuels à l'exception, peut-être, de l'avance des semences de qualité qu'il faut lier au système de commercialisation.

Pendant cette phase l'expansion de la production peut être déclanchée. Nurkse soutient que le développement peut être accéléré par la mobilisation du surplus du travail agricole et son utilisation pour l'investissement dans les travaux d'infrastructure. Le surplus du travail villageois peut être

amplifié par la participation de l'armée ou des brigades des jeunes qui apporteront équipement technique et connaissance.¹ Lenoir a découvert qu'à Madagascar le travail bénévole offert par la population représente de 10 % à 50 % des frais d'établissement des projets.²

6.2.4.2.2 Seconde phase d'accumulation: l'accumulation planifiée

Le Fond de financement commence alors à accorder des crédits agricoles à des individus ou à des groupes. Ces crédits à la production sont destinés en premier lieu au relèvement du niveau technique par l'acquisition d'instruments simples et de machines. Lors de ses recherches au Congo, Destanne de Bernis a remarqué que le niveau de l'agriculture dans ce pays est tellement bas qu'on ne peut même pas espérer que chaque paysan dispose d'une hachette.³ Le même auteur mentionne avec raison que le surplus du produit agricole peut être fortement augmenté grâce à l'acquisition par les paysans d'outils et matériaux de fabrication locale.⁴

La seconde phase doit installer un cadre institutionnel adéquat pour la fourniture des crédits, comme le mentionne Krul. A cause de l'atrophie de l'institution de crédit dans

-
1. NURKSE, R. - Problems of capital formation in underdeveloped nations, op. cit.
 2. LENOIR, R. - Les travaux au ras du sol in Cahiers de l'ISEA, (déc. 1964), pp. 29 - 39.
 3. DESTANNE DE BERNIS, G. - op. cit., p. 26.
 4. Idem, op. cit., p. 29.

le pays en voie de développement, le marché monétaire n'est capable de satisfaire que les exigences de crédits commerciaux et industriels à court terme. Cet auteur écrit, en effet, "le développement inégal de l'institutionnalisation a amené une grande disparité sectorielle et régionale dans les capacités de prêt. Cela non seulement a entravé la mobilisation rationnelle et générale des ressources mais en même temps a aussi permis l'éclosion des marchés illicites."¹ Nous ne disposons pas d'informations sur la pratique illicite des crédits au Zaïre mais il est à craindre que les profiteurs qui écument la campagne et ne manquent sans doute pas d'y avoir recours.

En utilisant les résultats de la première phase d'accumulation par l'extension de la structure institutionnelle, les mesures financières doivent être accompagnées par un travail d'encadrement. L'on doit prendre soin que les biens à investir, distribués dans le cadre de la campagne d'investissement, soient effectivement et efficacement mis au service de la production. Cet encadrement n'est d'ailleurs pas une action philanthropique, car les autorités publiques doivent se rendre compte qu'une mauvaise récolte associée aux effets de l'inflation peut provoquer des retards dans le paiement des créances au fond national d'investissement. Ce manque à gagner aura pour conséquence de perturber l'exécution du plan.

La seconde phase d'accumulation est caractérisée par un degré élevé de monétarisation. La politique des revenus, par relèvement des prix agricoles, appliquée en agriculture doit permettre l'accroissement des revenus des villageois. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays,² où il

1. KRUL, G. N. - The institutional structure of savings collection and the rate of financial savings by households. Confrontation Conference of Vienna Institute for Development, Vienne June 1968.

2. Par exemple dans les pays socialistes en 1949.

fallait réduire la consommation en vue d'assurer l'augmentation de l'accumulation; au Zaïre, l'accumulation doit s'accompagner du relèvement des revenus des familles engagées dans l'agriculture parce que ces revenus sont à l'heure actuelle trop bas. Cette simultanéité est possible si l'industrialisation du pays se fait, en partie, grâce à l'intensification des exportations. D'ailleurs l'augmentation des revenus accroît le pouvoir d'achat, ce qui permet l'élargissement progressif du marché intérieur. L'augmentation des revenus conduit aussi, à long terme,¹ au développement de l'épargne domestique. Il est conseillé de récupérer cette épargne à l'aide d'un réseau bancaire ou postal de crédits. Des crédits peuvent être utilisés alors pour l'amélioration des conditions de vie (construction des maisons, achats des vélos, etc ...) et peuvent constituer une puissante incitation à la production.

La politique des prix susmentionnée est un élément déterminant dans la diversification des produits agricoles. Les autorités peuvent jouer avec elle pour l'introduction ou l'expansion d'un produit donné.

Au Zaïre, la diversification et l'expansion des produits agricoles de consommation locale auraient pour conséquence, non seulement de réduire les différentes carences constatées, mais surtout de permettre au pays de conserver de précieuses devises pour l'industrialisation.

Pour rendre ces contributions effectives, il faut moderniser le secteur traditionnel, c'est-à-dire y introduire les nouvelles formes d'organisation de la société et du travail et l'usage des machines.

1. HIRSCHMANN, O. A. - The strategy of economic development; Yale Univ. Press, New York 1964, pp. 162 - 163.

6.2.4.3 Introduction des innovations

6.2.4.3.1 Innovations technologiques

Il est vrai que la force musculaire des hommes uniquement et même leur sens d'organisation ne peuvent suffire pour produire, en quantité et en qualité, tous les biens. Il faut les machines et l'énergie électrique pour atteindre le processus d'industrialisation.

Ici réapparaît la nécessité des capitaux car au départ il faut importer les machines, il faut aussi élever le niveau de qualification technique des travailleurs qui emploient les machines et assurer le ravitaillement en matières premières.

L'on doit dire que cette industrialisation devrait viser, à côté de la fabrication des équipements lourds, à mettre assez vite sur le marché les instruments de technologie élémentaire étant donné que la résorption du chômage déguisé et la qualification de la main-d'oeuvre ne peuvent être réalisées en un jour.

La phase d'application des innovations technologiques débute pratiquement avec la deuxième phase d'accumulation et s'amplifie pendant tout le processus de développement, au contraire de la phase d'innovations d'organisation qui atteint généralement un plafonnement.

6.2.4.3.2 Innovations d'organisation

L'effort d'innovations de ce genre doit débiter dès la première phase d'accumulation agricole. Ces innovations font beaucoup appel à la participation de la population. Dans le

cadre de travaux communautaires, l'on peut expérimenter l'efficacité de différentes propositions.

Nous devons répéter ici que les innovations d'organisation sont de deux natures:

Il y a d'abord, les innovations sociales qui sont une mise en question des habitudes et traditions du passé.

Nous avons déjà indiqué, au niveau national, la nécessité de la décentralisation et ses avantages.

Au niveau le plus bas, se situe, à notre avis, le rôle du clan. Tout le monde convient que le clan, au Zaïre, fut, et est encore, l'unité économique de base. Même les membres d'un clan vivant en ville restent liés à celui-ci par le biais des échanges de cadeaux et de visites. Mais alors pourquoi ne pas transformer les clans, ou leurs regroupement limités, en unités modernes de production. En effet, si le clanisme est mauvais, le clan ne l'est pas. Et clan ne signifie pas nécessairement clanisme: tout dépend de l'effort d'éducation qui accompagnera la transformation.

L'on se plaint souvent que dans plusieurs pays d'Afrique, l'introduction des paysannats ait échoué, mais personne ne semble reconnaître que les paysannats, dans leur conception jusqu'à ce jour, sont une simple tentative de faire des Africains, des producteurs individualistes à l'image du paysan européen. Cette conception est une négation du fait que l'Africain du Zaïre est, avant tout, un membre d'une communauté, en l'occurrence, le clan. C'est le clan qui est propriétaire de la terre, c'est au sein du clan que fonctionne le mécanisme de solidarité dans la production et la répartition. Pourquoi donc ne pas le valoriser?

Bien sûr, valorisation ne veut pas dire reproduction, car il faut bien le repenser pour que, par exemple, les mécanismes de solidarité n'entravent pas l'accumulation du capital.

Le succès de la modernisation du Zaïre réside, en fin de compte, dans la capacité qu'auront le Shaba et les autres entités du pays à adapter les exigences de la modernisation à notre patrimoine socio-culturel. Le Japon, par exemple, a réussi à concilier l'entreprise moderne et l'esprit traditionnel de famille.

En second lieu, les innovations des méthodes du travail impliquent tout aussi bien les problèmes de la répartition des rôles que ceux de la rationalité.

RESUME GENERAL ET PRINCIPALES CONCLUSIONS

Remarques

Le développement du Zaïre doit se faire par des mécanismes synchroniques impliquant une transformation des structures institutionnelles (décentralisation) et une intégration économique (résorption du dualisme).

La démarche méthodologique recourt, dans ce travail, à la littérature théorique d'une part, et aux enquêtes sur le terrain d'autre part. L'influence des facteurs externes, malgré leur indéniable importance, est laissée de côté. Les mécanismes proposés ne sont, pour l'instant, qu'une hypothèse de travail, leur application exige l'action d'une élite consciente de l'intérêt national.

1. Définitions

Le sous-développement peut se définir, pour l'opérationnalisation, comme un système social dans lequel le revenu par tête et par an est inférieur à un montant conventionnel. Le revenu reflète, en quelque sorte, le niveau de productivité de l'économie nationale.

A l'intérieur d'un système, la modification d'une ou de plusieurs des structures composantes agit sur l'ensemble. Une stratégie du développement économique consisterait justement à faire un choix de programme d'actions.

Les théories du développement dualiste doivent être complétées, dans le cas du Zaïre, par celles du pluralisme social: la région du Shaba fournit un exemple typique. L'intégration nationale suppose la décentralisation politico-administrative. L'intégration économique, par des innovations du secteur traditionnel, permettrait une amélioration de la productivité, qui entraînerait une accumulation du capital permettant de résorber le chômage déguisé dans le pays.

Situation économique de la population

La production agricole, qu'elle soit destinée au marché intérieur ou à l'exportation, marque une stagnation. La production carnée repose principalement sur les méthodes traditionnelles de la chasse. La consommation de poisson, source importante de protéines, se heurte aux difficultés de conservation et de transport. La production de cotonnades et de couvertures de coton a sensiblement diminué.

La baisse de production dans tous les domaines, conjuguée avec une politique d'importation accélérée, peut se mesurer à l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie, qui est tombé en vingt ans de l'indice 118 à 4 pour un salaire minimum de manoeuvre à Kinshasa. Le réseau ferroviaire totalise 5 500 km. Depuis 1956, seuls 200 km de voie ont été construits. Le réseau fluvial navigable, dense et bien réparti, nécessite des travaux d'entretien et de désensablement pour être praticable. Le réseau routier, par manque d'entretien, a diminué de moitié, certains tronçons étant totalement détruits. Le trafic global de marchandises est resté pratiquement stationnaire ces vingt dernières années.

L'enseignement supérieur traduit un engouement pour les études littéraires au détriment de la formation technique. Il en va de même au niveau secondaire. Dans l'enseignement privé, la société Gécamines tient, principalement au Shaba, une place spéciale. Elle entretient de nombreux établissements d'enseignement primaire et secondaire et subventionne des écoles.

La situation sanitaire de la population ne s'améliore pas: les médecins (on en compte un pour 30 000 habitants) sont concentrés dans la capitale.

Existe-t-il des modèles scientifiques proposant des lignes directrices pour sortir de la phase actuelle de sous-développement?

2. Données du paradoxe zairois

Le Zaïre est un pays potentiellement riche, où la population vit de plus en plus misérablement.

Ressources potentielles

La production agricole se répartit entre les cultivateurs traditionnels, qui produisent des denrées de consommation (maïs, manioc, bananes, riz, petit bétail ...), et les planteurs modernes, qui cultivent des produits destinés essentiellement à l'exportation (café, thé, caoutchouc, palmistes, cacao, canne à sucre, quinquina ...). Le coton, cultivé par les villageois, est destiné à la commercialisation et occupe une place particulière. C'est l'agriculture traditionnelle qui retient ici l'attention. Le déficit de la production céréalière que connaît le pays pourrait être résolu par une productivité améliorée; le manioc pourrait non seulement satisfaire la demande intérieure, mais être exporté. La culture des légumes et des fruits pourrait être intensifiée, à condition de résoudre les problèmes d'acheminement et de conservation. Le déclin de l'élevage doit être attribué à la dégénérescence des espèces et à la détérioration des services vétérinaires. L'exploitation des larges ressources forestières pourrait devenir un facteur important de l'économie agricole. Les eaux, et en particulier le lac Tanganika, contiennent d'importantes réserves de poisson: la pêche pourrait être industrialisée. La chasse, à défaut d'une extension de l'élevage, joue aujourd'hui un rôle considérable. Le réseau fluvial offre des voies de navigation et représente un immense potentiel hydroélectrique.

Le Zaïre a un sous-sol très riche, mais la région du Shaba présente une concentration de métaux et autres minerais probablement unique.

De tous les facteurs de production, c'est le capital qui est le plus rare au Zaïre. La force de travail, en revanche, est abondante. Les activités du secteur minier et agricole peu-

vent cependant contribuer à la formation du capital pour l'industrialisation de l'économie.

3. Explications théoriques du sous-développement

Le Zaïre est un pays en régression accentuée. En vingt ans, la quantité de biens et services mis à la disposition de la population n'a cessé de diminuer, alors que cette population a presque doublé pendant la même période. Le progrès économique peut se comprendre comme croissance ou comme développement. Les mécanismes théoriques de la croissance, qui insistent sur l'équilibre entre les différentes variables économiques, ne sont pas directement applicables aux pays anciennement colonisés. Dans les théories du développement, les mécanismes du progrès sont rapportés à l'interaction de l'accumulation du capital et de l'accroissement de la population.

Les explications marxistes du sous-développement trouvent leur origine dans l'analyse de Marx, pour qui le retard économique est une conséquence de la domination coloniale. Lénine critique l'impérialisme et la colonisation eu égard à la division internationale du travail et l'accumulation capitaliste dans les métropoles. Un courant plus récent d'analyse marxiste (Frank, Baran) met en évidence le dualisme économique, conséquence de la rupture, par l'impérialisme, de l'ordre évolutif dans les autres pays. Ils insistent sur le préalable de la libération nationale.

À l'égard de ces explications, il faut relever que la libération nationale ne suffit pas, à elle seule, pour déclencher le développement socialiste que ces auteurs appellent de tout leur cœur. D'autre part, le caractère racial de la colonisation a masqué, en Afrique, le caractère de classe de la domination. Une élite politique étroitement liée aux intérêts de la bourgeoisie des anciennes métropoles ne pouvait pas engager son pays sur la voie du socialisme. Quant au dualisme économique, il ne constitue pas, chez les auteurs

marxistes, un système cohérent et original: de nombreuses questions restent sans réponse.

Les explications bourgeoises du sous-développement regroupent des auteurs de tendances diverses et parfois opposées. Certains décrivent les facteurs du sous-développement comme un cercle vicieux. D'aucuns attribuent au manque de capitaux un rôle primordial. D'autres insistent sur la qualité des ressources humaines. Myrdal avance que la modification d'un facteur exercerait une répercussion sur les autres et amorcerait un processus cumulatif. Il faut observer, au sujet de ces théories, que leur raisonnement est généralement défaitiste et frustrant. Leur défaut principal est de ne pas établir clairement les causes du sous-développement, et de ce fait elles se révèlent incapables de suggérer une initiative concrète.

Certaines théories, dites des facteurs inhibitifs, invoquent des causes à caractère permanent, voire éternel, se rapportant au climat ou à la nature des sols (Robert et Weicht). Tout compte fait, en passant sous silence l'histoire des cultures florissantes jadis sous les tropiques, ces théories ne font que traduire des sentiments fondamentalement racistes.

Les modèles ethnologiques ont pour origine les ouvrages de Gobineau, qui a établi une hiérarchie entre les Races. Des descriptions plus nuancées opposent les civilisés aux primitifs, les cultures aux coutumes, les langues aux parlers, etc. Toutes ces théories ne résistent pas aux recherches scientifiques. Il n'est plus possible de nos jours, de conclure sérieusement à la supériorité de la race blanche et encore moins d'expliquer les sous-développement par des facteurs raciaux.

Le modèle culturel diachronique soutient que les individus sont pris dans un processus linéaire (Hellmann). La notion de détribalisation est un exemple de cette conception: il s'agirait d'une destructuration, suivie d'une restructuration, appelée européanisation.

D'après la théorie de la sélection selon les situations, les

individus réagiraient d'après les faisceaux de relations dans lesquels ils sont impliqués (Epstein, Mitchell, Mayer). Enfin, selon le modèle volontariste, l'individu lui-même déclancherait les changements souhaités (Mayer).

Ces différents modèles culturels présupposent, sans doute, l'existence de deux sociétés homogènes, l'une africaine, l'autre européenne, et impliquent la supériorité des valeurs européennes. Or, la société zairoise est, de fait, pluraliste, et il s'agit d'étudier l'ajustement des ethnies africaines entre elles, en même temps que le passage d'un monde culturel à un autre. Quant à la supériorité supposée des valeurs européennes, elle ne résiste pas à l'examen. Le modèle volontariste, quant à lui, omet de tenir compte de l'action des facteurs qui s'opposent au libre arbitre de l'individu. La sélection selon les circonstances nie l'acculturation, qui est un phénomène pourtant bien établi. Il n'y a guère que le modèle diachronique qui présente un intérêt.

Les théories psycho-sociologiques regroupent un grand nombre d'auteurs. La tendance sociologique, dans sa grande majorité, considère la société traditionnelle comme un ensemble homogène, dans lequel les facteurs sociaux seraient indépendants de la réalité économique.

Selon le courant psychologique, les qualités sociales ne sont que l'agrégat des qualités individuelles (Boeke, Meier, Cannagè, Myint, Perroux, Furtado, Schumpeter, Buchanan et Ellis, etc., Hoselitz, Parsons, McClelland, Hagen). A l'égard des modèles exposés, on remarquera que la distinction des facteurs défavorables ou favorables au développement revient à comparer les données des pays sous-développés avec celles des pays développés. Le sous-développement est considéré comme un état originel et stationnaire. La question de savoir si les qualités individuelles déterminent les qualités sociales débouche inmanquablement sur la querelle entre psychologisme et sociologisme. L'impact de la structure et institutions sociales reste sujet à discussion. Il serait peut-être prudent de regarder les facteurs psycho-sociologiques comme interdépendants, et d'en tenir compte pour l'ap-

préciation de chaque société dans son évolution historique.

Toutes les sociétés selon les théories des phases de la croissance économique suivent une évolution de caractère historique. L'école historique allemande (Roscher) distingue trois phases de développement, dominées respectivement par la nature, le travail, le capital. Une autre théorie propose une subdivision par secteurs: agriculture, industrie de transformation, secteur tertiaire (Clark). Le modèle historique le plus connu, celui de Rostow, présente cinq étapes de croissance: la société traditionnelle, la société transitoire, la société en décollage, la société mûre et enfin, la société de consommation de masse. L'existence de phases dans le développement est également reconnu par les auteurs marxistes (Bognar).

L'approche historique des problèmes du développement a le mérite de reconnaître que l'évolution d'une société est un processus cumulatif, qui exige du temps. Mais Rostow, par exemple, élude la responsabilité du colonialisme en affirmant que les pays avancés sont eux-mêmes passés par les phases du sous-développement. Dans la phase transitoire, il omet de tenir compte de la dépendance des pays assistés. Néanmoins, les subdivisions qu'il propose pour la phase transitoire, pourraient servir d'indication aux planificateurs des pays sous-développés, pour leur permettre de faire le point de leur politique économique.

Les théories du développement dualiste partent de la constatation de l'hétérogénéité des secteurs dans l'économie des pays sous-développés. Elles insistent sur l'accumulation du capital dans le secteur moderne. Lewis préconise le transfert des ressources du secteur de subsistance vers le secteur capitaliste. D'autres auteurs, partant du secteur agricole et du secteur industriel, en ont prôné le développement harmonisé (Fei et Ranis). Un secteur relatif aux transactions avec l'étranger a été ajouté aux deux autres par certains auteurs (Fei et Paauw), qui se livrent à une analyse intersectorielle. La problématique de la participation du

secteur public a été introduite (Destanne de Bernis), mais il est possible d'élargir encore la typologie des secteurs, jusqu'à aboutir à de nombreuses différenciation (Reynolds). Les modèles de développement dualiste présentent un progrès certain: en ce qui concernent le Zaïre, ce sont ces modèles qui sont les plus adaptés. Les théories de Lewis, toutefois, sont criticables quand il défend l'automatisme de l'investissement. Nous pensons que seuls les pouvoirs publics au Zaïre auraient les moyens juridiques et financiers pour orienter les investissements et protéger une industrie naissante. D'autre part, en acceptant un écart de salaire important et le transfert unilatéral des ressources du secteur traditionnel au secteur moderne, Lewis impose un sacrifice injustifié à une fraction majoritaire de la population. Le développement harmonisé des deux secteurs défendu par Fei et Ranis est nécessaire et possible, malgré les réticences exprimées par certains auteurs (Díaz, Bardhan). En conclusion, les théories du développement dualiste paraissent fournir les éléments permettant d'orienter une stratégie du développement dans le cas spécifique du Zaïre.

4. Cadre théorique

Les structures concrètes du système zaïrois sont caractérisées par l'absence d'intégration dans la société, où persiste le pluralisme, et dans l'économie, où règne le dualisme. Le pluralisme éthno-culturel du Zaïre est une conséquence du partage arbitraire de l'Afrique par l'Europe (Young, Monnier, Balandier). Le nationalisme centralise normalement la loyauté de la majorité du peuple sur le couple Etat-Nation (Hayes, Kohn, Emerson). En Afrique, l'Etat a pour mission de créer la nation (Deutsch et Foltz), cela confère à l'élite politique un rôle de premier plan. Dans les conditions actuelles, la centralisation du pouvoir politico-administratif au Zaïre et la pratique politique ne favorisent pas l'épanouissement de l'identité nationale, et encore moins la résorption du dua-

lisme économique. C'est la décentralisation qui permet la recherche du cadre institutionnel propice à la participation populaire au développement. L'ampleur de la pauvreté et la nécessité d'économiser les ressources rares imposent une planification du développement.

Certains auteurs soulignent que la décentralisation favorise l'élaboration démocratique des plans de développement (Boucon et autres).

L'analyse théorique de la décentralisation (Lundquist) donne des indications valables sur le processus de contrôle, le transfert des valeurs et l'évaluation du degré d'autonomie. En bref, le dualisme économique est aussi une conséquence de la colonisation.

Une stratégie globale de développement planifié devrait viser à l'intégration du secteur traditionnel dans l'économie moderne.

5. Analyse du système zairois

La continuité des expériences d'organisation politique des sociétés a été brisée, au Zaïre comme ailleurs en Afrique, par l'esclavagisme et la colonisation.

C'est au cours de tout un processus historique que les sociétés congolaises ont été amalgamées en une colonie belge. Des mesures particulières achevèrent de ruiner les expériences sociales en arrachant aux communautés les assises de tout développement: par décret furent déclarées "vacantes" des terres qui étaient en réalité en jachère selon la technique agricole traditionnelle; d'autres terres furent expropriées, au mépris le plus total du droit coutumier. Les indigènes furent soumis à des travaux forcés: pendant des décennies, voire des siècles déjà auparavant, les Congolais furent contraints de fournir un travail dont ils ne voyaient pas le bénéfice. A propos, la situation aujourd'hui n'est guère meilleure pour les Zairois. Ces faits exercent un effet déprimant sur une population qui a besoin des dirigeants

progressistes pour regagner confiance en soi. Ce rôle revient aux élites politiques.

Seule l'élite moderne jouit de considération au Zaïre. L'élite traditionnelle a commencé à perdre son influence dès l'époque de l'esclavagisme. L'élite moderne comprend deux générations. Au moment de l'indépendance, le Zaïre ne comptait qu'à peine une dizaine d'universitaires. Ce sont plutôt des cadres de formation principalement primaire et moyenne, n'ayant exercé aucune fonction de responsabilité dans l'administration coloniale, qui se trouvent, en 1960, parlementaires, ministres, secrétaires d'Etat, etc.: c'est la première génération.

C'est parmi le corps d'universitaires formés dans le pays et à l'étranger que se recrute l'élite de la deuxième génération, dite aussi "bourgeoisie des diplômés". Lors de sa prise de pouvoir, en 1965, le président actuel s'entourait de quelques jeunes universitaires. C'est dans cette génération aussi qu'on rencontre les membres de l'opposition en exil. Ce qui distingue surtout les deux générations d'élite, c'est leur niveau de conscience politique: alors que la première génération, à quelques exceptions près (Lumumba et autres), se référerait au village, à la tribu, la deuxième dépasse, en gros, ces cadres dans sa façon de penser et d'agir.

La période de 1965 à 1970 a servi à l'établissement d'un régime très centralisé.

Dans chaque unité administrative se trouve aujourd'hui un représentant de la hiérarchie du parti unique: le Zaïre est appelé, pour cela, un Parti-Etat.

La nomination des administrateurs, qui ne tient aucun compte de leur terroir d'origine, donne lieu à des abus et, en favorisant une sorte d'anonymat, permet une corruption éhontée ainsi que la généralisation du favoritisme fondé sur la famille, le clan, la tribu ou la région.

Au plan de l'économie nationale, la dette intérieure et extérieure s'alourdissent. Les investissements de prestige se multiplient. Les petites et moyennes entreprises disparaissent, les ouvriers gagnent de moins en moins bien.

Dans le modèle proposé par l'auteur de la présente étude, l'Etat central devrait nécessairement s'occuper des grands projets d'ordre national, pour coordonner et orienter l'économie et accorder la priorité aux projets réalisant un maximum d'effets induits. Les unités décentralisées seraient responsables des projets locaux répondant à des allocations et besoins particuliers.

L'exemple du coton

La production du coton, entièrement aux mains de familles rurales zairoises, est stagnante depuis une dizaine d'années. Le prix d'achat au producteur est très bas, et il est resté inchangé pendant plusieurs années. L'infrastructure, principalement les routes, est presque entièrement inutilisable, faute d'entretien; en outre, la dégénérescence des semences et l'absence d'encadrement scientifique ont contribué à la baisse constante du rendement moyen.

L'exemple du cuivre

Le Shaba est la région de l'extraction du cuivre, qui est exporté sous forme brute. La production est en augmentation constante; l'Etat zairois, qui n'a aucune emprise sur la formation et les fluctuations du prix du cuivre sur les marchés mondiaux, essaie par l'augmentation de la production de renflouer son encaisse. L'industrie du cuivre a provoqué la contribution d'une bonne infrastructure dans le sud du Shaba, elle détermine même la construction de la voie ferroviaire nationale. Les effets d'induction entre le secteur moderne et le secteur traditionnel s'exercent surtout dans la circulation des personnes. Les raisons financières - la nécessité de gagner sa vie et celle de sa famille - sont nettement déterminantes dans le mouvement de main-d'oeuvre des régions rurales vers les centres industriels miniers. Un autre domaine d'interaction est celui de la fourniture des denrées alimentaires aux travailleurs miniers par les cultivateurs villageois. La

question se pose de la capacité du secteur agricole à constituer un débouché pour des produits manufacturés. Les désordres intérieurs, l'écroulement de l'infrastructure, l'absence d'incitation à la production, la montée des prix des produits manufacturés (importés ou fabriqués avec des matières premières d'importation) ont provoqué une chute dramatique du pouvoir d'achat des paysans zairois. D'autre part, les industries d'extraction minière et l'agro-industrie sont orientées vers la fourniture des matières premières à l'exportation.

Le fonctionnement des mécanismes d'interaction est donc extrêmement réduit.

Le Zaïre renferme des incohérences et contradictions découlant de sa longue dépendance économique vis-à-vis de la métropole, mais aussi de la coexistence forcée de différents peuples. Pour y faire face, il faudrait une volonté politique déterminée. Une solution possible, selon l'auteur, est la décentralisation politico-administrative accompagnée de l'intégration économique, c'est-à-dire de l'effort tendant à résorber l'asymétrie des fonctions de production entre le secteur moderne et le secteur traditionnel.

6. Schéma d'une stratégie pour le développement du Zaïre

La décentralisation se répartit, dans la littérature spécialisée, en plusieurs formes (Maddick, Prats): déconcentration, décentralisation par services, décentralisation territoriale, dévolution.

Pour le Zaïre actuel, on peut imaginer une forme de décentralisation politique caractérisée par la territorialité et la dévolution, et accompagnée d'une déconcentration temporelle: équipes techniques volantes se déplaçant entre les unités décentralisées pour des tâches précises.

Une refonte totale des subdivisions existantes devrait être envisagée. Les habitants devraient définir eux-mêmes des

unités réalisant un maximum de cohésion sociale. Les capitales régionales pourraient devenir des "villes nationales", dépendant directement du pouvoir central, servir de point d'appui aux institutions déconcentrées.

L'unité territoriale ne peut se développer sans une véritable dévolution des pouvoirs de décision et d'exécution.

Le problème de la répartition du pouvoir a été discuté dans les sciences sociales (Meny, Palazzoli). Deux documents, le Plan Thant et la Constitution de Luluabourg, peuvent orienter la réflexion quant aux formules qui pourraient convenir au Zaïre.

L'immensité géographique, la faiblesse de l'infrastructure, la pâle conscience nationale, les carences de l'administration, les tensions ethniques, sont autant des obstacles à la décentralisation.

Le danger de sécession que pourrait entraîner un effort de décentralisation semble n'être qu'un cheval de Troie cachant le mécontentement engendré par la centralisation actuelle. Un vrai danger est que le pouvoir étant, chez la plupart des peuples du Zaïre, de nature gérontocratique et héréditaire, l'inertie que les entités traditionnelles représentent ne peut être écartée que par l'introduction des principes de démocratie et de compétence.

La décentralisation pose aussi, de façon générale, le problème de la répartition du personnel qualifié: au Zaïre, la pénurie obligera les unités décentralisées à former rapidement ce personnel; en attendant, le pouvoir central pratiquera l'assistance technique en louant pour des temps plus ou moins longs le personnel disponible.

Bref, le Zaïre a conservé des relations et structures complètement inadaptées aux réalités et aux besoins du pays. La décentralisation rendrait possible les adaptations nécessaires et la mise en valeur des richesses du patrimoine socio-culturel.

La décentralisation politico-administrative pose des problèmes complexes de définition des objectifs du développement

et des moyens de leur réalisation. Ces objectifs devraient être déterminés de manière démocratique. L'accent devrait être mis non seulement sur la satisfaction des besoins essentiels, mais aussi sur l'amélioration de la productivité par l'intégration économique. Cette amélioration passe par l'introduction d'innovations techniques et d'organisation et par la politique des salaires et des prix.

Les compétences étatiques dans le domaine économique porteraient principalement sur certaines branches telles que les transports, l'énergie, la formation, etc. dont la rentabilité à courte échéance est faible.

Pour la réalisation d'un plan économique au Zaïre, il serait irréaliste de compter sur le capital privé national, dont le volume est trop restreint. L'Etat peut jouer un rôle déterminant par la politique des crédits. D'autre part, l'Etat zaïrois comme entrepreneur et employeur est déjà aujourd'hui le principal agent économique. Cette position permettrait un rôle prépondérant dans la réalisation d'un plan.

Contribution de l'industrie minière

L'industrie du cuivre du Shaba doit accentuer son rôle moteur. D'ores et déjà, les taxes et droits de sortie des produits miniers apportent au Zaïre un paquet important de devises. Ce capital frais peut s'investir dans les activités productives définies par le plan. Le raffinage des minerais et la fabrication des objets en cuivre sur place favoriseraient la création des effets induits et le ravitaillement des marchés locaux. Peu à peu, il sera possible de réduire l'extraversion de cet "îlot industriel" et de l'intégrer dans l'économie nationale.

Contribution de l'agriculture

Dans la première phase, en réglementant la collecte et la commercialisation des produits agricoles, l'Etat peut contrôler l'accumulation dans ce secteur. Des mesures d'innova-

tion organisationnelle seraient nécessaires pour déclancher l'expansion de la production. Deux ans plus tard, dans la seconde phase, une politique de crédit permettrait le relèvement du niveau technique. En effet, le secteur traditionnel ne peut contribuer efficacement à l'accumulation que s'il est modernisé par l'introduction de nouvelles formes d'organisation et de nouvelles techniques, notamment les machines. Les innovations amènent l'amélioration de la productivité de ce secteur.

Cela a pour conséquence la production des denrées alimentaires plus abondants avec moins de cultivateurs: le surplus de la force de travail pourra s'employer dans les plantations orientées vers l'exportation et dans l'industrie de transformation. Une productivité élevée entraîne aussi le relèvement des revenus, ce qui permet l'élargissement progressif du marché intérieur et, à plus long terme, la constitution d'une épargne domestique.

Dans le processus d'accumulation agricole, un rôle spécial peut revenir au clan. Celui-ci, unité sociale, est encore, au Zaïre, unité économique de base et pourrait être transformé en unité moderne de production. Cette démarche, qui consiste à partir de ce qui existe, épargnera le Zaïre de répéter l'expérience malheureuse du "paysannat indigène" du temps des Belges. Cependant, les mécanismes de solidarité clanique devraient être contrecarrés par une stricte répartition des rôles et des rémunérations pour les empêcher d'entraver l'accumulation.

CHANGEMENT DES NOMS¹

<u>Dénominations anciennes:</u>	<u>Dénominations authentiques:</u>
Albertville	Kalemie
Banningville	Bandundu
Baudouinville	Moba
Congo	Zaire
Coquilhatville	Mbandaka
Costermannsville	Bukavu
District	Sous-région
Elisabethville	Lubumbashi
Jadotville	Likasi
Katanga	Shaba
Léopoldville	Kinshasa
Ministre	Commissaire d'Etat
Parlementaire	Commissaire du Peuple
Paulis	Isiro
Port Francqui	Port Ilebo
Province	Région
Province Orientale	Haut-Zaire
Secteur	Collectivité locale
Territoire	Zone
Thysville	Banza-Ngungu
Village	localité

1. La liste n'a aucun caractère exhaustif, elle se rapporte seulement aux dénominations utilisées dans la thèse.
Voir aussi la dernière remarque de la page

BIBLIOGRAPHIE

1. Documents, Rapports

Banque du Zaïre - Différents rapports annuels.

Banque Mondiale - Différents rapports annuels.

Bureau International du Travail - L'emploi, la croissance et les besoins essentiels; BIT, Genève 1976.

Commission Economique Européenne - Rapport de 1963.

COGERCO (Comité de Gérance de la Caisse de Réserve Cotonnière) - Différents rapports annuels.

Congrès colonial (Ile) - Rapports et comptes rendus, Bruxelles 1926.

Département de l'Economie nationale - Conjoncture Economique (Différents numéros).

Département de l'Education nationale - Différents rapports annuels.

Département des Travaux Publics - Différents rapports annuels.

GECAMINES (Générale des Carrières et des Mines) - Rapports annuels du Département du Personnel.

HAGEN, E. E. - An Analytical Model to Economic Growth, M.I.T. - C.I.C. Document C/51-12.

KRULL, G. N. - The institutional structure of savings, collection and the rate of financial savings by households. Confrontation Conference of Vienna Institute of Development, Vienna 1968.

LEGUN, C. (ed.) - Zaïre dans Africa Contemporary Record, African Publishing Company, New York, vol. 12, 1979 - 1980.

Ministère des Mines - Différents rapports annuels.

MOTTOULLE, L. - Politique sociale de l'Union Minière du Haut-Katanga pour sa main-d'oeuvre indigène et ses résultats au cours de vingt années d'application; Institut Royal Colonial Belge, tome XIV, fascicule 3, Bruxelles 1946.

NGUZA Karl I Bond - L'appel du 30 Juin (1981), sans indication de lieu ni date.

OCDE (Office de Coopération au Développement Economique) - Agriculture et croissance économique, Paris 1965.

ONU (Organisation des Nations Unies), Département des Affaires économiques et sociales - Décentralisation en vue du développement national et local, Nations Unies, New York 1964.

OUA (Organisation de l'Unité Africaine) - divers documents.

Présidence de la République du Zaïre - diverses Ordonances-loi.

RYCKMANS, P. - Discours à la séance du Conseil du Gouvernement du Congo belge, juillet 1935, dans Etapes et jalons, Bruxelles 1946.

UEE (Université de l'Etat à Elisabethville) - Industries katangaises: Réalisations et Perspectives, Elisabethville 1961.

UNESCO (ed.) - Aspects sociaux de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique au Sud du Sahara, Paris 1956.

VERHAEGEN, B. - Rébellion au Congo, 2 tomes; CRISP, Bruxelles 1966.

2. Ouvrages, études, travaux

- AGARWALA, A. N. and SINGH, S. P. (eds) - The Economics of Underdevelopment, Oxf. Univ. Press, Bombay 1958.
- AMIN, S. et al. - La planification du sous-développement; Ed. Anthropos-IDEP, Paris 1975.
- AMIN, S. - Die ungleiche Entwicklung, Hamburg 1975.
- ARON, R. - Dix-huit leçons sur la société industrielle; Gallimard, Paris 1962.
- BALANDIER, G. - Le Tiers-Monde, Sous-développement et développement; PUF, Paris 1956.
- BALANDIER, G. - Sociologie des Brazzavilles Noires, Paris.
- BOEKE, J. H. - Economic and Economic Policy of Dual Societies, New York 1953.
- BOGNAR, J. - La direction de l'accroissement économique dans les pays en voie de développement; Ed. Economiques et Juridiques, Budapest 1967.
- BOUCON, B. et al. - Modèles de planification décentralisée: Typologie critique et voies de recherches; PUF, Paris 1973.
- BUCHANAN and Ellis - Approaches to Economic Development; The Twentieth Century Fund, New York 1955.
- BOHL, W. L. - Evolution und Revolution; Goldmann, München 1970.
- BUELL, L. R. - The Native Problems in Africa, vol. II; Macmillan, New York 1928.
- CANNAGE, E. - Economie du développement; Paris 1962.
- CHAKRAVARTY, S. - The logic of investment planning; North Holland Publications Co, Amsterdam 1959.

- CHOME, J. - L'ascension de Mobutu; Maspéro, Paris 1974.
- CLARK, C. - The Conditions of Economic Progress; Macmillan, London 1940.
- COMITE ZAIRE - Le dossier de la recolonisation, L'Harmattan, Paris 1978.
- DAHRENDORF, R. - Class and Class Conflict in Industrial Society; Stanford Univ. Press, Stanford 1959.
- DAYRE, J. - Productivité, mesure du progrès; Association française pour l'accroissement de la productivité, Paris 1952.
- DESCHAMPS, H. - Les institutions politiques de l'Afrique noire; PUF, Paris 1970.
- DETANNE DE BERNIS, G. - Industrie industrialisante et contenu d'une politique d'intégration régionale; Grenoble 1967 (polycopie).
- DEUTSCH, K. - Nationalism and Social Communication; M.I.T. Press, Cambridge 1953.
- DEUTSCH, K. and FOLTZ, J. W. - Nation-Building; Atherton Press, New York 1963.
- DIOP, Cheikh Anta - Nations Nègres et Culture; Ed. Africaines, Paris 1955.
- DOMAR, E. D. - Essays in the Theory of economic Growth; Oxf. Univ. Press, New York 1957.
- DUMONT, R. - L'Afrique noire est mal partie; Ed. du Seuil, Paris 1969.
- DUMONT, R. et MOTTIN, M.-F. - L'Afrique étranglée; Ed. du Seuil, Paris 1981.
- DUPRIEZ, G. - Indépendance, inflation, développement; Ed. Montant, Paris 1968.

- DURKHEIM, E. - Regeln der soziologischen Methode; Neuwied 1961.
- FANFANI, A. - Catholicism, Protestantism and Capitalism; Sheed and Ward, London 1935.
- EISENSTADT, S. N. - Tradition, change and modernity; Wiley, New York 1973.
- ELCHER, C. and WITT, L. - Agriculture in Economic Development; McGraw-Hill 1964.
- EMERSON, B. - Leopold II of the Belgians, King of Colonialism; Weidenfeld and Nicolson, London 1979.
- EMERSON, R. - From Empire to Nation; Harvard Univ. Press, Cambridge 1960.
- ENGELS, F. - Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wirtschaft. "Anti-Dühring"; Dietz, Berlin 1971.
- EPSTEIN, A. L. - Politics in an urban african community; Manchester Univ. Press, Manchester 1958.
- FANON, F. - Les damnés de la terre; Maspéro, Paris 1961.
- FEI, J. C. H. and RANIS, G. - Development of the Labor Surplus Economy, Theory and Policy; Homewood 1964.
- FOURASTIE, J. - La productivité; PUF, Paris 1957.
- FOURNASTIE, J. - Le Grand Espoir du IIe siècle; PUF, Paris 1958.
- FREYSSINET, J. - Le concept de sous-développement; Mouton, Paris 1966.
- GENDARME, R. - L'Economie de l'Algérie; Colin, Paris 1959.
- GILL, T. R. - Economic Development: Past and Present; Prentice-Hall, New York 1963.

- GOBINEAU, J. A. (de) - Der arische Mensch bei Horn, J. B.;
Niels Kampmann Verlag, Kampen (ohne Datum).
- GOLDMANN, L. - Marxisme et sciences humaines; Gallimard, Paris 1970.
- GRAN, G. - Zaire: the Political Economy of Underdevelopment;
Praeger, New York 1979.
- GURVITCH, G. - Essais de sociologie; Sirey, Paris 1938.
- HAERINGER, Ph. - L'observation retrospective appliquée à
l'étude des migrations africaines; Cahiers ORSTOM,
Sciences humaines, vol. V, 2, Paris 1968.
- HANF, Th. et al. - Les étudiants universitaires congolais;
Berg-Straesser-Institut, Freiburg i. Br. 1969.
- HARBISON, F. and MYERS, A. Ch. - Manpower and Economic
Growth; New York 1964.
- HARROD, R. F. - Toward a dynamic economics; Macmillan, London 1948.
- HAYES, C. - The Historical Evolution of Modern Nationalism;
Richard E. Smith, New York 1931.
- HELLMANN, E. - Rooiyard. A Sociological Study of an Urban
Native Slum Yard; Oxf. Univ. Press, Cape Town 1948.
- HEUSCH, Y. (de) - Pourquoi l'épouser et autres essais; Gallimard, Paris 1971.
- HIGGINS, B. - Economic Development Problems, Principles and
Policies; London 1959.
- HIRSCHMANN, O. A. - The strategy of economic development;
Yale Univ. Press, New York 1964.
- HOROWITZ, I. L. (ed.) - The Rise and Fall of Projects Camelot; The M.I.T. Press, London 1967.

- JALEE, P. - Le pillage du tiers monde, Maspéro, Paris 1973.
- JOYE, P. et LEWIN, R. - Les trusts au Congo, Bruxelles 1961.
- JURION, F. et HENRY, J. - De l'agriculture itinérante à l'agriculture intensifiée; Bruxelles 1967.
- KAMITATU, C. - La grande mystification du Congo-Kinshasa; Bruxelles 1971.
- KAMITATU-MASSAMBA, C. - Zaïre: le pouvoir à la portée du peuple; L'Harmattan, Paris 1977.
- KOHN, H. - The Idea of Nationalism; Macmillan, New York 1943.
- LACOSTE, Y. - Géographie du sous-développement, 3e édit.; PUF, Paris 1976.
- LEIBENSTEIN, H. - Economic Backwardness and Economic Growth; New York 1957.
- LENINE, V. I. - L'Impérialisme, Stade suprême du capitalisme, Edit. Tribord, Paris.
- LENINE, V. I. - Que faire; Editions sociales, Moscou.
- LEONTIEFF, W. - Studies in Structure of the American Economy; Oxf. Univ. Press, Oxford 1953.
- LEVI-STRAUSS, C. - Tristes Tropiques; Plon, Paris 1955.
- LEWIS, W. A. - Theory of Economic Growth; Allen and Unwin, London 1955.
- LUNDQUIST, L. - Means and Goals of Political Decentralisation; Studentlitteratur, Lund 1972.
- MADDICK, H. - Democracy, decentralization and development; Asian Publishing House, London 1963.
- MALINOWSKI, B. - The Dynamics of cultural change; Yale Univ. Press, New Haven 1949.

- MAQUET, J. J. - Africanity: The cultural unity of Black Africa; Oxf. Univ. Press, New York 1972.
- MARX, K. - Das Kapital, MEA Berlin.
- MARX, K. - Die Britische Herrschaft in Indien; MEA, Bd. 9, Berlin 1960.
- MARX, K. - Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie; Europ. Verlagsanstalt, Frankfurt a. M. 1967.
- MAYER, Ph. - Townsman and Tribesmen: Conservatism and the process of urbanisation in south african city; Oxf. Univ. Press, Cape Town 1961.
- MCCLELLAND, C. - Community Development and the Nature of Human Motivation; M.I.T., New Haven 1957.
- McFARLAND, A. S. - Power and Leadership in Pluralist Systems; Stanford Univ. Press, Stanford 1969.
- MEIER, G. M. and BALDWIN, R. E. - Economic Development: Theory, History, Policy; New York 1957.
- MEIER, G. M. and BALDWIN, R. E. - Leading Issues in Development Economics; Oxf. Univ. Press, Oxford 1967.
- MENY, Y. - Centralisation et décentralisation dans le débat politique français (1945 - 1962); Librairie Générale de Droit et de la Jurisprudence, Paris 1974.
- MICHEL, H. - Wirtschaftsstruktur und Industrialisierungsprobleme Zaires; Weltforum Verlag, München 1976.
- MIESNYK, W. - Trade Union in the Age of Affluence; Randon, New York 1964.
- MITCHELL, J. C. - Tribalism and the Plural Society; Oxf. Univ. Press, London 1966.
- MITCHELL, J. C. and BOISSEVAIN, J. (eds) - Network Analysis in Human Interaction; Mouton, Paris 1973.

- MONGUYA-MBENGA, D. - Histoire secrète du Zaïre; Edit. de l'Espérance, Bruxelles 1977.
- MONNIER, L. - Ethnie et intégration régionale au Congo; Edit. Classiques d'Expression Française, Paris 1970.
- MYINT, H. - The Economics of Developing Countries.
- MYRDAL, G. - Asian Drama; Pinguin, New York 1968.
- MYRDAL, G. - Indian Economic Planning in its Broader Setting;
- NGOY-MUNOKO, M. - Emploi et migration dans la Bande zaïroise du cuivre; BIT, Genève 1976 (polycopie).
- NURKSE, R. - Problem of Capital Formation in Underdeveloped Countries; Oxf. Univ. Press, Oxford 1955.
- NUSCHELER, F. - Politische Herrschaft in Schwarzafrika: Geschichte und Gegenwart; Beck, München 1980.
- PAAUW, D. S. and FEI, J. C. H. - The Transition in Open Dualistic Economies; Yale Univ. Press, New Haven 1973.
- PARSONS, T. - The Social System; The Free Press, Glencoe 1951.
- PARSONS, T. - Structure and Process in Modern Societies; Free Press, Glencoe 1960.
- PELAZZOLI, C. - Les régions italiennes; Librairie Générale de Droit et de la Jurisprudence, Paris 1966.
- PERROUX, F. - Les blocages de la croissance et du développement; Tiers-Monde.
- PERROUX, F. - L'économie du XXe siècle; PUF, Paris 1965.
- PERROUX, F. - La planification économique en France; PUF, Paris 1968.

- PRATS, Y. - Décentralisation et développement; Cujas, Paris 1973.
- REUTLINGER, S. and SELOWSKI, M. - Malnutrition and Poverty; BRD, Washington 1976.
- REYLANDT, B. - L'inflation en pays sous-développés, Congo 1960 - 1969; Mouton, Paris 1970.
- RINCHON, D. (RP) - L'Esclavage et la traite des Congolais par des Européens; Ed. D. Rinchon, Paris 1929.
- ROBERT, M. - Géologie et géographie du Katanga; Union Minière du Haut-Katanga, Bruxelles 1956.
- ROEYKENS, A. - Les debuts de l'oeuvre africaine de Leopold II, Bruxelles 1955.
- ROSTOW, W. W. - The Stages of Economic Growth; Cambridge Univ. Press, Cambridge 1960.
- ROSTOW, W. W. - The Economics of Take-Off into sustained Growth; Macmillan, London 1963.
- SAUVY, A. - Théorie générale de la population; PUF, Paris 1956.
- SCHUMPETER, P. - The Theory of Economic Development; Harvard Univ. Press, Cambridge 1951.
- SENGHAAS, D. (Hrsg.) - Imperialismus und strukturelle Gewalt; Surkamp, Frankfurt a. M. 1973.
- SMITH, A. - An Inquiry Into the Nature and Causes of the Wealth of Nations, London 1843.
- STANLEY, H. M. - Comment j'ai retrouvé Livingstone; Fayard, Paris.
- SZENTES, T. - The Political Economy of Underdevelopment; Akademiai Kiado, Budapest 1976.

- TAWNEY, R. H. - Religion and the Rise of Capitalism; Penguin, Harmondsworth 1938.
- TEMPELS, P. (RP) - La philosophie bantoue, Paris 1947.
- TINBERGEN, J. - Lessons from the Past; Elsenier Public. Co, Amsterdam 1963.
- URFF, W. (von) - Die Rolle der Landwirtschaft in der wirtschaftlichen Entwicklung; Handbuch der Landwirtschaft und Ernährung in den Entwicklungsländern, Bd. 1, 1982.
- VAN DER STEEN, D. - Echanges économiques extérieurs du Zaïre: dépendance et développement; Cahier du CEDAF, Nos 4 - 5, Bruxelles 1977.
- VANSINA, J. - Les Tribus Ba-Kuba et les peuplades apparentées; Musée Royal du Congo Belge, Tervueren 1954.
- VANSINA, J. - Introduction à l'ethnographie du Congo; Edit. Univ. du Congo, Kinshasa 1966.
- VANSINA, J. - The Kingdoms of the Savanna; The Univ. Press of Wisconsin, Madison 1966.
- VERHAEGEN, B. - L'enseignement universitaire au Zaïre. De Lovanium à l'UNAZA, 1958 - 1978; L'Harmattan, Paris 1978.
- VIAUD, G. - L'intelligence, son évolution et ses formes; Paris 1956.
- WEBER, M. - Wirtschaft und Gesellschaft; Mohr, Tübingen 1925.
- WEBER, M. - Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus; Mohr, Tübingen 1934.
- WEICHET, W. - Die ökologische Benachteiligung der Tropen; Teuner, Stuttgart 1977.
- WIESER, W. - Organismen, Strukturen, Maschinen; Fischer-Bücherei, Hamburg 1959.

YOUNG, C. - Introduction à la politique congolaise; Edit.
Univ. du Congo, Kinshasa 1966.

YOUNG, C. - The Politics of Cultural Pluralism; The Wisconsin Univ. Press, Madison 1970.

ZIEGLER, J. - Sociologie de la Nouvelle Afrique; Gallimard,
Paris 1964.

ZIEGLER, J. - Une Suisse au-dessus de tout soupçon; Seuil,
Paris 1976.

3. Articles

BALANDIER, G. - Tradition et modernité in Cahiers internationaux de sociologie, vol. XLIV, 1968.

BARDHAN, P. K. - Labor Supply Function in a Poor Agrarian Economy in The Amer. Econ. Rev., 59, 2 (1969).

BOURDERIE, J. - Mobutu vend un dixième du Zaïre pour des fusées allemandes in Afrique-Asie No 141 du 3.8.1977.

CHENERY, H. B. - Development Policy in Underdeveloped Countries in Amer. Econ. Rev., May 1955.

DESTANNE DE BERNIS, G. - Rôle du secteur public dans l'industrialisation in Economie appliquée, Nos 1 - 2, 1962.

FEI, J. C. H. and RANIS, G. - A Theory of Economic Development in The Amer. Econ. Rev., September 1961.

FRIEDMANN, J. - Influence de l'intégration sociale sur le développement in Diogène, janvier-mars 1961.

GERARD-DUBOIS, J. - L'assistance technique belge et la République du Congo in Etudes Congolaises, II, No 3, 1962.

- GIROD, R. - Le passage de la description à l'explication dans le cadre de la Sociologie concrète, Nouvelle Série (sans date ni No).
- GOMEZ, P. A. et al. - Production des protéines animales au Congo in Bulletin Agricole du Congo, 1961.
- HOSELITZ, F. B. - Social Structure and Economic Growth in Economia Internazionale 6/Août/1951/No 3.
- KABANGA (Mgr) Lettre in La Documentation Catholique, 12, 20 juin 1976.
- KNALL, B. Wirtschaftlicher Dienst No 4, 1964.
- LENOIR, R. - Les travaux au ras du sol in Cahiers de l'ISEA, déc. 1964.
- LEWIS, W. A. - Economic Development with Unlimited Supplies of Labor in Manchester School of Economics and Social Studies, May 1954.
- LEWIS, W. A. - Unlimited Labor: Further Notes in The Manchester School of Economics and Social Sciences, Januar 1958.
- MPINGA, H. - Les mécanismes de la croissance urbaine en République Démocratique du Congo in Etudes Congolaises No 3 juillet-septembre 1968.
- MWEPU-KYABUTHA, G. - Quelques aspects des conséquences sociales de l'industrialisation au Katanga in Civilisations, Bd 17, 1 - 2 (1967).
- NGUZA Karl I Bond - Zaire in Le Monde du 24.6.1981.
- NYE, J. J. - Corruption and Political Development: A Cost-Benefit Analysis in Amer. Polit. Science Rev. 61 No 2 June 1967.

- RODENSTEIN-RODAN, P. N. - Problems of Industrialisation of Eastern and South-Eastern Europe in The Econ. Journal, June-september 1953.
- REX, J. - The Plural Society in Sociological Theory in British Journal of Sociology X, 2 (1959).
- ROEYKENS, A. - Les réunions préparatoires de la Délégation belge à la Conférence Géographique de Bruxelles en 1876 in Zaire, VII, 1953.
- SCHWARZ, A. - Solidarité clanique, intégration urbaine et chômage en Afrique noire in Journ. Canad. des Et. Afric., vol. 93, No 2, printemps 1969.
- SINGER, H. W. - Economic Progress in Underdeveloped Countries in Social Research, March 1949.

LISTE DES TABLEAUX

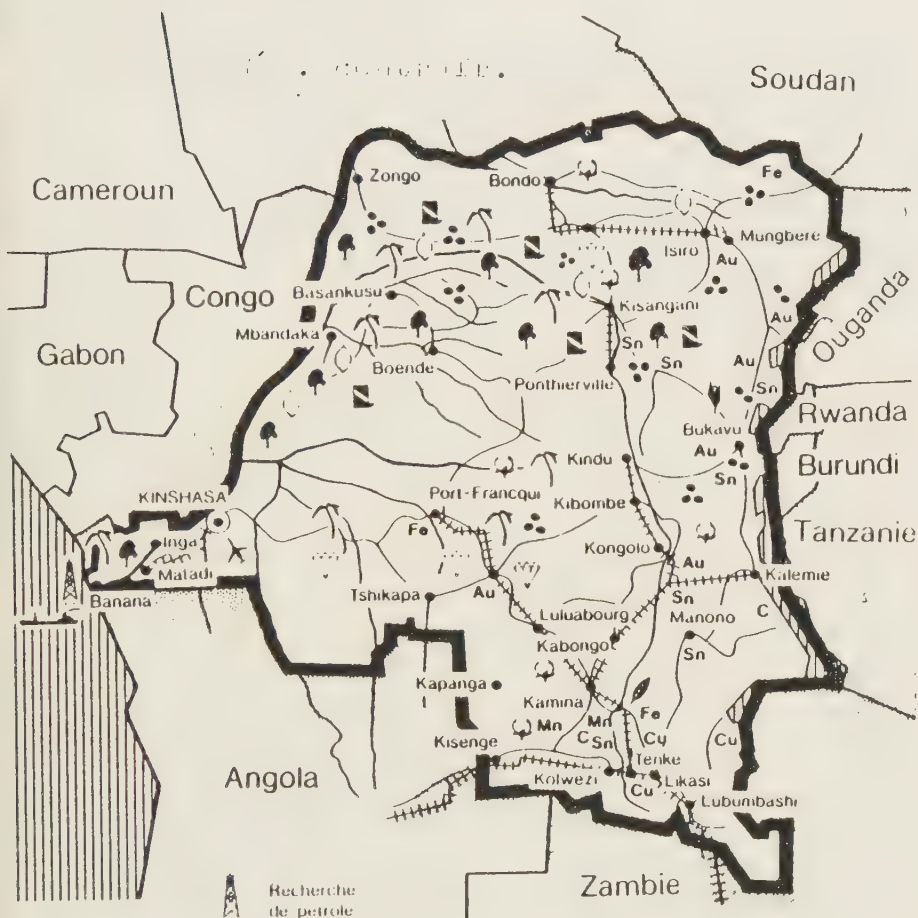
	page
1. Caractéristiques de la population	30
2. Potentiel des eaux zairoises en poisson ainsi que la part du Shaba dans ce potentiel. Evaluation de 1961	42
3. Evolution des recettes d'exportation (en milliers de zaires), des produits agricoles (en %) et miniers (en %)	46
4. $\left. \begin{matrix} a \\ b \\ c \end{matrix} \right\}$ Evolution de la production agricole (en milliers de tonnes)	53 54 55
5. Production locale des protéines animales, 1957 - 1958, par Région en %	58
6. Quantité de protéines animales par personne adulte et par jour en grammes, pour 1957 - 1958	60
7. Consommation de viande par tête en 1970 pour tout le Zaïre	62
8. Capture de poisson de 1958 - 1971 pour le Zaïre et le part du Shaba (1958 - 1960) en milliers de tonnes de poisson frais	64
9. Production de cotonnades en milliers de m ² et de couvertures en milliers de pièces pour 1959 - 1972 au Zaïre	66
10. Evolution du produit intérieur brut (PIB) au prix du marché avec 1970 = 100	68
11. Salaires, prix, monnaies (juin 1960 = 100)	69
12. Trafic des grands réseaux (en millions d'unités de trafic)	72
13. Répartition d'élèves zairois dans les écoles publiques selon les branches pour l'année scolaire 1969/70	75
14. Répartition des élèves de l'enseignement public par Région en 1970/71	79
16. Dépenses de l'Etat (en millions de zaires)	212
17. Recettes de l'Etat (en millions de zaires)	213
18. Coûts de production du coton	222

	page
19. Production et commercialisation du coton (en 1 000 tonnes)	225
20. Données concernant le rendement moyen par hectare et le gain journalier pour quelques produits agricoles en 1958 et en 1970	228
21. Changements relatifs des prix du coton et d'au- tres produits de consommation sur les marchés de Kinshasa de juin 1960 à avril 1979	230
22. Production du cuivre et du cobalt de l'UMHK - GECOMIN - GECAMINES (en 1 000 tonnes)	236
23. Première raison de migration des travailleurs dans la Bande minière du Shaba	244
24. Raisons de migration dichotomisées	246
25. Distribution des Agents civils de l'Etat par gra- de entre la capitale et l'intérieur	269

LISTE DES FIGURES

1. Evolution des revenus réels (1958 = 100)	83
2. Secteurs en action dans le système zairois actuel	147
3. Valeurs des variables et le degré de l'autonomie d'une unité décentralisée	155

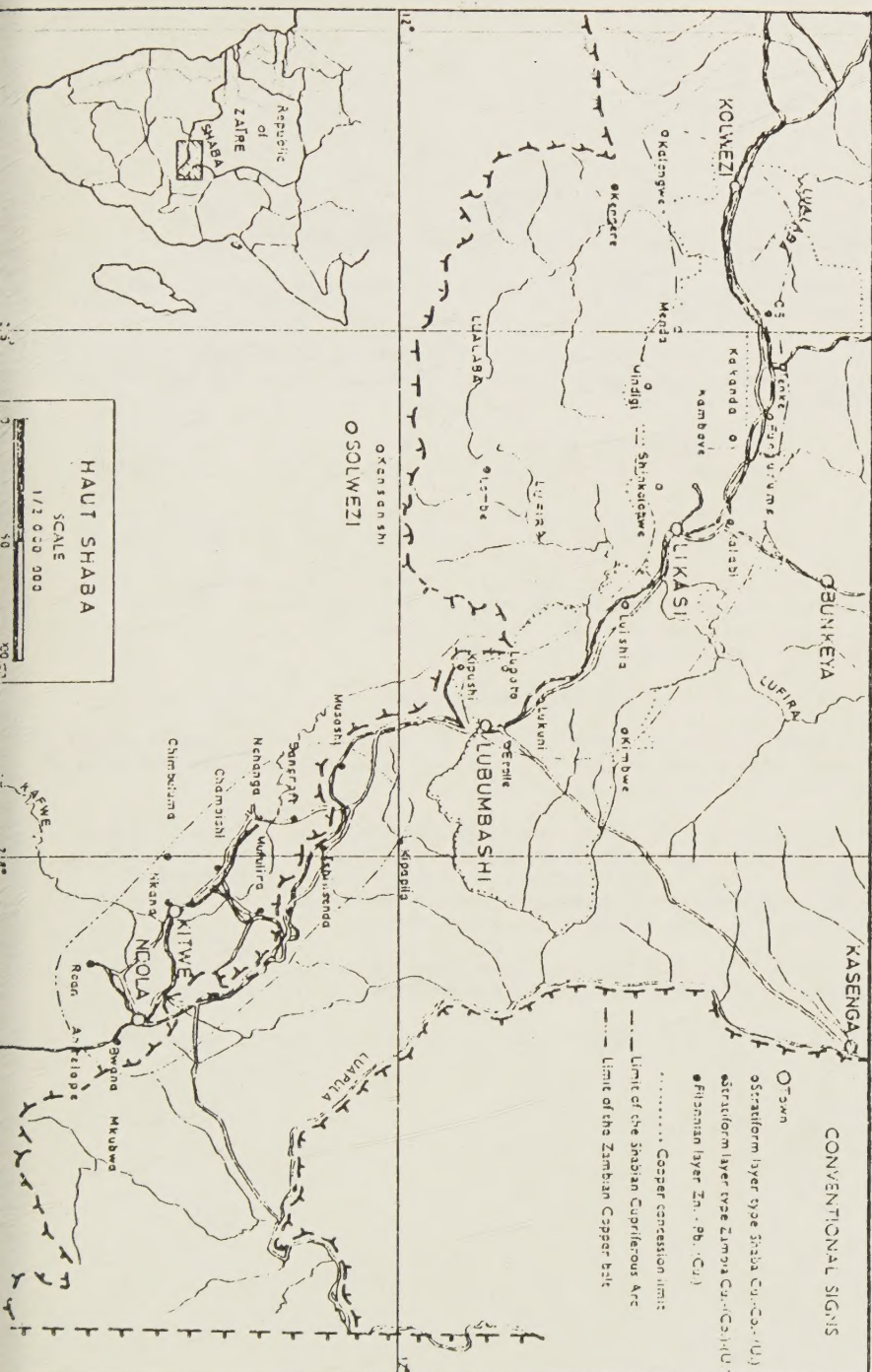
REPUBLIQUE DU ZAIRE agriculture, mines, industrie



- | | | | | | |
|--|-----------------|-----------|----------------|-----------|---------|
| | Tabac | | Caoutchouc | Au | Or |
| | Coton | | Thé | Sn | Etain |
| | Café (Robusta) | | Huile de palme | C | Charbon |
| | Café (d'Arabie) | Fe | Fer | | Diamant |
| | Cacao | Mn | Manganèse | Cu | Cuivre |

- | | |
|--|----------------|
| | Frontière |
| | Routes |
| | Chemins de fer |
| | Rivières |
| | Villes |
| | Capitale |
| | Aéroport |
| | Port |





L E B E N S L A U F

=====

Mashidiko NGOY-MUNOKO WA NGANDU

Am 25. November 1940: Geburt in Loka, Katanga, Congo.

Aug. 1948 - Juli 1955: Volksschule in Katompe, Kabalo und Kolwezi (Katanga).

Sept. 1955 - Juni 1964: Gymnasialformation in Kolwezi, Kongolo, Elisabethville (Katanga) und technische Abitur in Bengamisa (Haut-Congo).

Sept. 1964 - Juli 1967: " Candidature " im Fach Wirtschafts- und Sozialwissenschaften an der Universität Löwen, in Belgien.

Sept. 1967 - März 1968: Zur Anerkennung meines Vordiploms aus Löwen für das Studium an der Universität Genf, in der Schweiz.

März 1968 - Juli 1971: " Licence ès Sciences politiques, Etudes internationales " im Fach Wirtschafts- und Sozialwissenschaften der Universität Genf und " Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales " von Genf.

Okt. 1971 - Juli 1972: Forschungsarbeit in Zaire.

Okt. 1972 - Juli 1974: Teilnahme an fortgeschrittenen Seminaren im Fach Wirtschafts- und Sozialwissenschaften an den Universitäten Genf und Grenoble, in Frankreich.

Okt. 1974 - Juli 1976: Forschungstätigkeit in Zaire, in der Bergbaugemeinde von Shaba, im Rahmen des " Programme Mondial de l'Emploi " der " Organisation Internationale du Travail ", anschließend ein Forschungsaufenthalt am " Institut d'Etudes Sociales " dieser Organisation in Genf.

Aug. 1976 - Juli 1979: Einschreibung am Goethe-Institut in Grafting und Immatrikulation an der Universität Heidelberg.

Ab Okt. 1979: Genehmigung zur Promotion an der Universität München.

München, Juli 1984.

